Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2025

Volume III

Informations et analyses supplémentaires

Canada

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2025

Ce document est disponible en formats substituts

sur le site Web du receveur général du Canada à

https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/paiements-comptabilite/comptes-publics/2025.html

Disponible également en format PDF auprès des

Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume III

Comptes publics du Canada

2024-2025

Table des matières

Section

		Page	
		Français	*Anglais*
	Introduction		
1.	États financiers des fonds renouvelables	7	7
2.	Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*	127	125
3.	Services professionnels et spéciaux	177	175
4.	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	187	185
5.	Acquisition de machinerie et matériel	191	189
6.	Paiements de transfert	201	199
7.	Frais de la dette publique	209	207
8.	Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour	215	213
9.	Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés	249	247
10.	Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	275	271
11.	Autres informations diverses	311	305
12.	Index	349	343

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 1

Comptes publics du Canada

2024-2025

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

Page

Agence canadienne du pari mutuel 8
Bureau de la traduction 19
Commission canadienne des grains 29
CORCAN 42
Géomatique Canada 56
Office de la propriété intellectuelle du Canada 65
Office national du film 77
Passeport Canada 96
Production de défense 108
Services immobiliers 110
Services optionnels 119

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation du Conseil du Trésor et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvé par :

Directrice exécutive
Agence canadienne du pari mutuel
Lisa Foss

Directeur général
Gestion financière et rapports stratégiques
Adjoint au dirigeant principal des finances
Shawn Audette

Sous-ministre adjoint
Gestion intégrée
Dirigeant principal des finances
Alain Lagacé

Le 11 juin 2025
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	(2 748)	(1 480)	(936)	(743)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	109	109	106	106
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	**(2 639)**	**(1 371)**	**(830)**	**(637)**
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 144)	(110)	(532)	(473)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	(471)	–	(157)
Autorisation fournie (employée)	**(3 783)**	**(1 952)**	**(1 362)**	**(1 267)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	5 584	7 435
Imputation des créditeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice	(676)	(753)
Montants affectés au crédit, à la fin de l'exercice	(174)	4
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	**4 734**	**6 686**
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	**6 734**	**8 686**

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée (dirigeant principal des finances) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le Fonds) au 31 mars 2025 ainsi que pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable décrit à la note 2 des états financiers.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent:

- l'état de la situation financière au 31 mars 2025;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à Agriculture et Agroalimentaire Canada, au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Nous n'assumons ni n'acceptons aucune responsabilité ou obligation envers un tiers, autre qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada, à l'égard de ce rapport. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément au référentiel comptable décrit à la note 2 des états financiers, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant – *fin*

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser ses activités;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
Le 11 juin 2025

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

État de la situation financière au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3)	693	407
Total des actifs financiers	**693**	**407**
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4)	3 043	3 042
Total des actifs	**3 736**	**3 449**
Passifs et actif net		
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	676	753
Indemnités de vacances	230	237
Obligation au titre des avantages futurs du personnel	37	37
Total des passifs	**943**	**1 027**
Actif net (note 6)	**2 793**	**2 422**
Situation financière nette du Fonds	**3 736**	**3 449**

Engagements contractuels (note 7)
Passifs éventuels (note 8)
Dépendance économique (note 9)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Dirigeant principal des finances
Alain Lagacé

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	8 027	8 472
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 972	3 667
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	4 044	4 060
Autres	629	549
Services publics, matériaux et fournitures	252	291
Transport et télécommunications	228	208
Locations	141	214
Réparations et entretien	132	120
Amortissement des immobilisations corporelles	109	106
Total frais d'exploitation	**9 507**	**9 215**
Résultats nets	**(1 480)**	**(743)**
Actif net, au début de l'exercice	2 422	2 116
Ressources financières nettes employées et variation des charges nettes accumulées sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 851	1 049
Actif net, à la fin de l'exercice	**2 793**	**2 422**

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(1 480)	(743)
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	109	106
Sous-total	**(1 371)**	**(637)**
Variation de l'état de la situation financière		
Augmentation des débiteurs	(286)	(143)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(77)	218
Diminution des indemnités de vacances	(7)	(14)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	**(1 741)**	**(576)**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(110)	(473)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	**(110)**	**(473)**
Ressources financières nettes employées et variation des charges nettes accumulées sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 851)	(1 049)
Charges nettes accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	7 435	8 484
Charges nettes accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**5 584**	**7 435**

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice considéré et les exercices ultérieurs selon les conditions énoncées par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Conseil du Trésor) pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement du Canada pour effectuer des paiements à même le Trésor du gouvernement du Canada au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 $.

Le mandat du Fonds est de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

Le Fonds n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des Normes comptables canadiennes pour le secteur public en raison de ce qui suit :

- L'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- Les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonction ou par grand programme;
- Les charges prévues au budget ne sont pas présentées dans l'état des résultats et de l'actif net;
- Les services obtenus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- Aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 % sur chaque somme de un dollar misée dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs lorsque le recouvrement est réputé incertain.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement informatique et logiciel	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

d) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits, en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

e) Avantages futurs du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de retraite de la fonction publique (le régime), un régime de retraite multi-employeurs administré par l'État. Les cotisations du Fonds à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale du Fonds à l'égard du régime. La responsabilité du Fonds à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

L'accumulation d'indemnités pour les départs volontaires a pris fin pour certaines catégories d'employés. L'obligation pour les employés n'ayant pas reçu d'indemnité est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

f) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qu'il reste au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

g) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs, comptabilisés et la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants de revenus et de charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des ajustements sont nécessaires, lesquels sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	50	44
Tiers	643	363
Total	**693**	**407**

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 771	–	–	1 771
Équipement informatique et logiciel [1]	3 644	110	–	3 754
Véhicules motorisés	153	–	–	153
Bâtiments	818	–	–	818
Terrains	98	–	–	98
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	**7 300**	**110**	**–**	**7 410**

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 531	90	–	1 621
Équipement informatique et logiciel	1 259	–	–	1 259
Véhicules motorisés	117	7	–	124
Bâtiments	535	12	–	547
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	**4 258**	**109**	**–**	**4 367**

Valeur comptable nette	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement	150	240
Équipement informatique et logiciel	2 495	2 385
Véhicules motorisés	29	36
Bâtiments	271	283
Terrains	98	98
Améliorations locatives	–	–
Total	**3 043**	**3 042**

[1] Les coûts de l'équipement informatique et des logiciels sont des actifs d'un montant de 2 496 149 $ (2 385 151 $ en 2024) qui n'étaient pas mis en service au 31 mars 2025, puisque ces actifs étaient toujours en cours de développement.

5. Créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	228	375
Tiers	448	378
Total	**676**	**753**

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *fin*

6. Actif net

L'actif net du Fonds comprend l'excédent accumulé du résultat net de chacun des exercices ainsi que l'absorption de l'actif net d'ouverture au moment de l'établissement du Fonds.

Les charges nettes accumulées sur l'autorisation du Fonds représentent les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Excédent accumulé, au début de l'exercice	9 857	10 600
Résultats nets	(1 480)	(743)
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	**8 377**	**9 857**
Charges nettes accumulées sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(7 435)	(8 484)
Ressources financières nettes employées et variation des charges nettes accumulées sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 851	1 049
Charges nettes accumulées sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**(5 584)**	**(7 435)**
Actif net, à la fin de l'exercice	**2 793**	**2 422**

7. Engagements contractuels

Le Fonds a des engagements contractuels se rapportant à un contrat avec un fournisseur de services. Les versements futurs prévus par exercice pour les engagements contractuels se chiffrent comme suit :

	(en milliers de dollars)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026	141
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027	141
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2028	141
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2029	141

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Aux 31 mars 2025 et 2024, aucun passif n'existait ni n'était comptabilisé dans les états financiers.

9. Dépendance économique

Le Fonds est financé uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (Woodbine) de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, Woodbine a généré 5 535 014 $ (5 910 367 $ en 2024) ou 69 % (70 % en 2024) du montant total des prélèvements du Fonds sur les paris mutuels. Au 31 mars 2025, 414 999 $ (105 741 $ en 2024) ou 66 % (29 % en 2024) des débiteurs-tiers du Fonds étaient des montants à recevoir de Woodbine.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint
Direction générale des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Hammond, CPA

Président-directeur général
Bureau de la traduction
Services publics et Approvisionnement Canada
Jean-François Lymburner

Le 13 juin 2025
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	(5 892)	(424)	(4 797)	(4 284)
Éléments n'affectant pas l'encaisse				
Amortissement d'immobilisations corporelles	2 292	1 898	1 846	1 980
Aliénations et radiations d'immobilisations corporelles	–	2 713	–	–
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	**(3 600)**	**4 187**	**(2 951)**	**(2 304)**
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 204)	(137)	(1 832)	(808)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	8	–	31
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(271)	(439)	(3 285)	(3 516)
Autorisation fournie (employée)	**(5 075)**	**3 619**	**(8 068)**	**(6 597)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(153)	(3 180)
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(10 692)	(14 510)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	646	3 276
Autres éléments	8 561	9 157
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	**(1 638)**	**(5 257)**
Limite de l'autorisation (note 1)	30 000	30 000
Autorisation non employée reportée	**28 362**	**24 743**

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3)	2 412	5 069
Autres actifs (note 4)	1 587	2 042
Total des actifs financiers	**3 999**	**7 111**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	4	2
Immobilisations corporelles (note 5)	2 802	7 276
Total des actifs non financiers	**2 806**	**7 278**
Total des actifs	**6 805**	**14 389**
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	10 710	14 528
Indemnités de vacances et congés compensatoires	4 365	4 628
Indemnités de départ aux employés (note 7)	2 221	2 281
Total des passifs	**17 296**	**21 437**
Passif net (note 8)	**(10 491)**	**(7 048)**
Total	**6 805**	**14 389**

Obligations contractuelles (note 9)
Passifs éventuels (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Services de traduction	120 141	132 274
Services d'interprétation	21 145	21 560
Services de terminologie	14 891	15 765
Autres	10 617	11 676
Total des revenus	**166 794**	**181 275**
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	116 621	124 716
Services professionnels et spéciaux	24 318	34 283
Services généraux et administratifs	17 888	18 173
Aliénations et radiations d'immobilisations corporelles (note 5)	2 713	–
Amortissement d'immobilisations corporelles (note 5)	1 898	1 980
Transports et télécommunications	1 577	1 833
Coûts d'occupation	1 085	2 249
Autres charges	506	1 337
Intérêts sur prélèvement de la limite d'autorisation	478	463
Services publics, fournitures et approvisionnements	88	429
Indemnités de départ aux employés (note 7)	46	96
Total des frais d'exploitation	**167 218**	**185 559**
Résultats nets	**(424)**	**(4 284)**
Passif net, au début de l'exercice	(7 048)	(3 881)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	8	31
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	(3 027)	1 086
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	**(10 491)**	**(7 048)**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(424)	(4 284)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5)	1 898	1 980
Aliénations et radiations d'immobilisations corporelles (note 5)	2 713	–
Sous-total	**4 187**	**(2 304)**
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	2 657	3 946
Diminution (augmentation) des autres actifs	455	67
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(2)	–
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(3 818)	(1 995)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(263)	(30)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés	(60)	7
Total variations de l'état de la situation financière	**(1 031)**	**1 995**
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	8	31
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	**3 164**	**(278)**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5)	(137)	(808)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	**(137)**	**(808)**
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	3 027	(1 086)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(3 180)	(2 094)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**(153)**	**(3 180)**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le Fonds) est le mécanisme de financement du Bureau de la traduction, un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1er avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1er avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue, conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 30 000 000 $ en aucun temps. Auparavant à 20 000 000 $, la limite de l'autorisation a été augmentée à 30 000 000 $ en 2021-2022 par le biais de la *Loi de crédits nº 5 pour 2021-2022*.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les instruments financiers et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus sont constitués de revenus provenant de sources non fiscales. Ils comprennent les transactions avec contrepartie où des biens ou des services sont fournis en contrepartie d'une obligation de prestation. Une obligation de prestation constitue une promesse exécutoire de fournir des biens ou services précis à un client en particulier. Les transactions de revenus du Fonds sont récurrentes par nature. Les transactions récurrentes sont considérées comme des activités continues et routinières qui font partie du cours normal des opérations et peuvent être utilisées pour indiquer si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à nouveau gagnées au cours des années à venir. Les revenus sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont satisfaites et que le recouvrement est raisonnablement assuré, comme décrit ci-dessous.

Les revenus générés par le Fonds au titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de la clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion des travaux de traduction complétés à la fin de l'exercice. Les progrès sont mesurés en évaluant le volume de matériel traduit par rapport à l'étendue totale des services requis.

Les revenus générés par le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – ***suite***

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir de l'année d'acquisition selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

g) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

3. Débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	646	3 276
Parties externes	2 848	2 667
Total partiel	**3 494**	**5 943**
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(1 082)	(874)
Débiteurs nets	**2 412**	**5 069**

4. Autres actifs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	1 385	1 826
Autres avances	202	216
Total autres actifs	**1 587**	**2 042**

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations, radiations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	893	–	–	893
Logiciels informatiques	24 533	137	–	24 670
Améliorations locatives	6 140	–	(4 535)	1 605
Total	**31 566**	**137**	**(4 535)**	**27 168**

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortisse-ment de l'exercice	Aliénations, radiations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	(399)	(175)	–	(574)
Logiciels informatiques	(21 437)	(1 279)	–	(22 716)
Améliorations locatives	(2 454)	(444)	1 822	(1 076)
Total	**(24 290)**	**(1 898)**	**1 822**	**(24 366)**

Valeur comptable nette	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Matériel informatique	319	494
Logiciels informatiques	1 954	3 096
Améliorations locatives	529	3 686
Total des immobilisations corporelles	**2 802**	**7 276**

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

6. Créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	8 245	10 034
Autres ministères et organismes gouvernementaux	2 447	4 476
Total	**10 692**	**14 510**
Charges à payer	18	18
Total des créditeurs et charges à payer	**10 710**	**14 528**

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Total des obligations au titre des indemnités de départ au 31 mars

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, au début de l'exercice	2 281	2 274
Charge de l'exercice	46	96
Indemnités versées au cours de l'exercice	(106)	(89)
Obligation au titre des indemnités de départ, à la fin de l'exercice	**2 221**	**2 281**

8. Passif net

Le déficit accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Surplus (déficit) accumulé, début de l'exercice	(10 228)	(5 975)
Résultats nets	(424)	(4 284)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	8	31
Surplus (déficit) accumulé, fin de l'exercice	**(10 644)**	**(10 228)**
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	3 180	2 094
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(3 027)	1 086
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	**153**	**3 180**
Passif net, à la fin de l'exercice	**(10 491)**	**(7 048)**

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *fin*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *fin*

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Le tableau ci-dessous détail les paiements estimatifs futurs des principales obligations contractuelles.

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2026	1 854
2027	966
2028	–
2029	–
2030 et les exercices suivants	–
Total des obligations contractuelles	**2 820**

10. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, le Fonds est impliqué dans une action en justice. Le montant n'est pas déterminable. Le règlement éventuel d'un litige sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices subséquents lorsque l'événement futur risque de se produire et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon les exigences du receveur général du Canada en matière de rapports. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel d'audit a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport sur les résultats ministériel* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des auditeurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2025, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Chef de la direction financière
Cheryl Blahey

Le 9 juin 2025
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	(10 004)	(8 224)	(7 524)	(16 604)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	3 339	3 759	3 988	3 319
Fonds provenant (utilisés) de l'exploitation	**(6 665)**	**(4 465)**	**(3 536)**	**(13 285)**
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(5 505)	(4 490)	(5 287)	(3 675)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	(7 930)	–	(8 360)
Autorisation fournie	**(12 170)**	**(16 885)**	**(8 823)**	**(25 320)**
Autorisation annuelle votée et autres postes législatifs fournis (utilisés)	6 616	(7 122)	6 199	(6 910)
Autorisations législatives relatives au fonds renouvelable fournies (utilisées)	**(5 554)**	**(9 763)**	**(2 624)**	**(18 410)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	100 515	110 136
Comptes créditeurs imputé au crédit, à la fin de l'exercice	(3 790)	(3 317)
Sous-total	**96 725**	**106 819**
Montants affectés au crédit, à la fin de l'exercice	92	13
Autre	3 296	3 045
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	**100 113**	**109 877**
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	**102 113**	**111 877**

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'administrateur général et au Comité ministériel d'audit du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le Fonds) au 31 mars 2025 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable décrit à la note 2 des états financiers.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2025;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et ne devrait pas être utilisé par d'autres que le Fonds, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément au référentiel comptable décrit à la note 2 des états financiers, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant – *fin*

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser ses activités.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s.r.l. / s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agrées

Winnipeg, Manitoba
Le 10 juin 2025

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

État de la situation financière au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Comptes débiteurs (note 3)	6 255	5 642
Avances comptables	–	2
Total des actifs financiers	**6 255**	**5 644**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	604	556
Immobilisations corporelles (note 4)	12 169	11 351
Total des actifs non-financiers	**12 773**	**11 907**
Total des actifs	**19 028**	**17 551**
Passifs et actif net		
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	2 594	2 791
Salaires à payer	4 196	3 883
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	2 703	2 797
Revenus reportés	1 010	982
Passif lié aux indemnités de départ (note 6)	651	621
Total des passifs	**11 154**	**11 074**
Actif net (note 8)	7 874	6 477
Total des passifs et de l'actif net	**19 028**	**17 551**

Obligations contractuelles (note 9)
Passifs éventuels (note 10)
Garantie de paiement pour les producteurs (note 11)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Administrateur général
David Hunt

Chef de la direction financière
Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025						2024
	Règlement sur les grains		Services internes		Total		Total
	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Montant réel
Revenus							
Droits et services	60 621	56 130	–	–	60 621	56 130	45 787
Crédits parlementaires (note 7)	6 793	6 779	295	295	7 088	7 074	6 895
Licences et wagons de producteurs	2 285	2 136	–	–	2 285	2 136	2 043
Services facultatifs	1 584	1 838	25	22	1 609	1 860	1 542
Autres revenus	–	–	–	53	–	53	56
Total des revenus	**71 283**	**66 883**	**320**	**370**	**71 603**	**67 253**	**56 323**
Charges d'exploitation							
Personnel	35 920	38 558	18 571	17 415	54 491	55 973	53 346
Locations	3 836	4 049	1 540	1 835	5 376	5 884	6 210
Amortissement des immobilisations corporelles	–	3 021	–	633	–	3 654	3 381
Services professionnels	606	509	3 388	2 722	3 994	3 231	3 323
Transport et communications	2 308	1 805	978	953	3 286	2 758	2 676
Réparations et entretien	3 853	1 250	138	218	3 991	1 468	1 651
Matériaux et fournitures	1 277	1 112	77	72	1 354	1 184	1 080
Machinerie et matériel	748	737	494	344	1 242	1 081	1 115
Information	21	93	126	123	147	216	145
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	–	(23)	–	41	–	18	(8)
Autres charges	–	2	1 513	8	1 513	10	8
Total des charges	**48 569**	**51 113**	**26 825**	**24 364**	**75 394**	**75 477**	**72 927**
Résultats nets	**22 714**	**15 770**	**(26 505)**	**(23 994)**	**(3 791)**	**(8 224)**	**(16 604)**
Actif net au début de l'exercice						6 477	5 759
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice						9 621	17 322
Actif net à la fin de l'exercice						**7 874**	**6 477**

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	(8 224)	(16 604)
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 654	3 381
Provision (recouvrement) pour indemnités de départ	87	(54)
Gain (perte) à la cession d'immobilisations corporelles	18	(8)
Sous-total	**(4 465)**	**(13 285)**
Paiement des indemnités de départ	(57)	(298)
Variation de l'état de la situation financière		
Comptes débiteurs	(613)	1 910
Avances comptables	2	(1)
Charges payées d'avance	(48)	89
Comptes créditeurs et charges à payer	(197)	156
Salaires à payer	313	(2 325)
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	(94)	58
Revenus reportés	28	49
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	**(5 131)**	**(13 647)**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 521)	(3 683)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	31	8
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	**(4 490)**	**(3 675)**
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(9 621)	(17 322)
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	110 136	127 458
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**100 515**	**110 136**

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le Fonds) détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, le Fonds a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grains afin d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

La réglementation des grains est la responsabilité essentielle du Fonds : réglementer la manutention des grains au Canada et établir ainsi que maintenir des normes fondées sur la science pour le grain canadien. Les services internes soutiennent cette responsabilité essentielle.

Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés, avec une autorisation de prélèvement de 2 000 000 $. Le Fonds reçoit également des crédits annuels par l'entremise des lois portant octroi de crédits approuvées par le Parlement.

Les droits du Fonds sont en grande partie fondés sur les volumes de grains, qui fluctuent d'une année à l'autre. Les années où les volumes de grains sont supérieurs à la moyenne, les recettes peuvent dépasser les dépenses, et le Fonds peut accumuler des excédents. Les années où les volumes de grains sont inférieurs à la moyenne, les recettes pourraient être inférieures aux dépenses et le Fonds serait obligé de puiser dans son excédent.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'autoassurance, le Fonds ne détient pas de police d'assurance. Le Fonds n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les présents états financiers;
- les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des revenus et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles, la provision pour créances douteuses de tiers et les passifs liés aux indemnités de départ. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

b) Résultats prévus

Les résultats prévus pour l'exercice clos le 31 mars 2025 présentés dans l'état des résultats et de l'actif net sont fondés sur les revenus et charges selon le Plan ministériel 2024-2025 du Fonds et comprennent tout ajustement apporté après la préparation des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

c) Constatation des revenus

Les revenus comprennent les opérations avec contrepartie où des services sont fournis en contrepartie d'une obligation de performance, et les opérations sans contrepartie pour lesquelles il n'existe aucune obligation de performance en lien avec l'offre de biens ou de services. Ces opérations peuvent être récurrentes ou non récurrentes. Les opérations récurrentes sont considérées comme des activités courantes qui sont effectuées dans le cours normal des activités et peuvent servir à indiquer s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles soient comptabilisées de nouveau au cours d'exercices futurs.

Les revenus différés sont constitués de montants reçus avant la livraison des biens et la prestation des services, qui seront comptabilisés dans les revenus lors de l'exercice suivant celui où ils ont été obtenus.

Les revenus sont constatés lorsque (ou à mesure que) l'obligation de prestation est remplie en fournissant les services promis à un payeur en particulier. La majeure partie des droits et services du Fonds se rapporte à l'inspection et aux activités de pesée, qui dépendent des volumes de grain manutentionné, et ces revenus sont constatés à un moment précis. Les droits exigés pour les licences sont constatés lorsque l'obligation de prestation est remplie progressivement, généralement sur une période de 12 mois. Les versements reçus de payeurs, dans les cas où l'obligation de prestation n'est pas encore remplie, sont présentés à titre de revenus reportés.

Le financement des activités du Fonds provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (fonds renouvelable) selon laquelle le Fonds est autorisé à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherche sur les grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits parlementaires sont des opérations sans contrepartie comptabilisées à titre de revenus par le Fonds lors de la période où l'événement à l'origine du revenu est survenu.

d) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

e) Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Les créances douteuses sont comptabilisées dans les comptes débiteurs lorsque les paiements d'intérêt ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et sont présumés irrécouvrables.

f) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1er avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1er avril 1995 ont été constatées au coût.

Toutes les immobilisations corporelles dont le coût est de 10 000 $ ou plus sont inscrites à l'actif. Le produit de la cession d'immobilisations corporelles est conservé par le Fonds.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

g) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

h) Indemnités de départ

L'accumulation d'indemnités pour les départs volontaires a pris fin pour certaines catégories d'employés. L'obligation restante pour les employés n'ayant pas reçu d'indemnité est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

i) Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas le Fonds à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du compte de pension de retraite de la fonction publique.

j) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Comptes débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	135	63
Tiers	6 125	5 584
Total partiel	**6 260**	**5 647**
Moins la provision pour créances douteuses de tiers	(5)	(5)
Total débiteurs	**6 255**	**5 642**

4. Immobilisations corporelles

	Coût					Amortissement cumulé				Valeur comptable nette	
	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Ajustement	Cessions et transferts	Solde à la fin de l'exercice	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions et transferts	Solde à la fin de l'exercice	2025	2024
	(en milliers de dollars)										
Matériel scientifique	23 633	864	–	(398)	24 099	18 756	1 623	(398)	19 981	4 118	4 877
Matériel et mobilier de bureau	267	–	–	–	267	247	6	–	253	14	20
Matériel opérationnel	3 145	198	–	(80)	3 263	2 497	174	(80)	2 591	672	648
Véhicules automobiles	430	396	–	(41)	785	385	38	(41)	382	403	45
Matériel informatique et logiciels	12 019	72	124	(45)	12 170	9 677	1 057	(45)	10 689	1 481	2 342
Améliorations locatives	10 611	–	822	–	11 433	9 446	756	–	10 202	1 231	1 165
Actifs en cours de construction [1]	2 254	2 991	(946)	(49)	4 250	–	–	–	–	4 250	2 254
Total	**52 359**	**4 521**	**–**	**(613)**	**56 267**	**41 008**	**3 654**	**(564)**	**44 098**	**12 169**	**11 351**

[1] Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et des logiciels conçus à l'interne.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 107	660
Tiers	1 432	2 131
Dépôt de garantie	55	–
Total	**2 594**	**2 791**

6. Passif lié aux indemnités de départ

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives du Fonds ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les montants présentés sont liés aux employés qui n'ont pas touché leur indemnité de départ et qui en obtiendront le paiement au moment de leur départ de la fonction publique.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ au début de l'exercice	621	973
Charge de l'exercice	87	(54)
Indemnités versées au cours de l'exercice	(57)	(298)
Passif lié aux indemnités de départ à la fin de l'exercice	**651**	**621**

7. Crédits parlementaires

Le financement du Fonds provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 $.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation du Fonds pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit présente les crédits reçus et utilisés.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus	7 074	6 895
Crédits périmés	–	–
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice	**7 074**	**6 895**

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

8. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et débours cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde au début	111 672	128 276
Résultats nets de l'exercice	(8 224)	(16 604)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	**103 448**	**111 672**
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde au début	(110 136)	(127 458)
Variation des ressources nettes utilisées	9 621	17 322
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**(100 515)**	**(110 136)**
Actif net	**7 874**	**6 477**

9. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux principalement aux termes de contrats de location à bail. Un contrat de location à bail constitue une entente formelle que concluent le Fonds et Services publics et Approvisionnement Canada, qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le Fonds a conclu 20 ententes d'occupation (17 en 2024) assorties d'échéances diverses allant jusqu'à 10 ans. En outre, le Fonds détient un total de quatre contrats de location directe (6 en 2024), dont deux avec l'Université du Manitoba pour la location de locaux de laboratoire et de bureau, un avec Air Canada pour la location de locaux de données et un avec Gaudaug Holdings pour la location de locaux d'entreposage en entrepôt.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le Fonds a engagé des coûts de 4 976 000 $ en lien avec ses obligations au titre de l'occupation (4 925 000 $ en 2024). Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
2026	4 458
2027	1 401
2028	866
2029	719
2030 et par la suite	2 101
Total	**9 545**

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2025, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses actions en justice et griefs ayant des implications financières dans les états financiers (aucune en 2024).

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *fin*

11. Garantie de paiement pour les producteurs

Dans le cadre du Programme de mesures de protection des producteurs de grain du Fonds, les sociétés céréalières autorisées doivent fournir une garantie de paiement au Fonds pour couvrir les sommes dues aux producteurs pour les livraisons de céréales en cas de défaut de licence. Lorsqu'une entreprise agréée ne paie pas les producteurs pour les livraisons de grains, le Fonds utilise la garantie pour payer les producteurs pour les demandes admissibles. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, quatre sociétés avaient des garanties de paiement à verser à des producteurs et il y avait 142 demandes admissibles totalisant 20 651 000 $. Au 31 mars 2025, il restait 13 demandes admissibles à être payées totalisant 55 000 $ (aucune en 2024).

12. Opérations entre parties liées

Le Fonds est lié sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. Le Fonds conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, le Fonds a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net du Fonds, comme suit :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Revenus	(385)	(371)
Charges		
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	10 434	10 650
Frais d'occupation	4 813	4 768
Améliorations locatives	2 335	871
Services professionnels et spéciaux	2 155	2 373
Transport et communications	214	224
Autres	199	249
Total	**19 765**	**18 764**

À la clôture de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges à payer et les salaires à payer :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs	135	63
Comptes créditeurs	1 107	660
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer	1 249	885

13. Gestion des risques

Les instruments financiers susceptibles d'exposer le Fonds à des concentrations du risque de crédit se composent principalement des comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les six plus grandes entités intégrées représentent 5 052 000 $ ou 82,5 % du solde des comptes débiteurs avec tiers du Fonds (six entités représentaient 4 419 000 $ ou 79 % en 2024).

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent; toutefois, certains chiffres de l'année précédente ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'année en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Président-directeur général,
CORCAN
Chris Hill

Directeur des Services financiers,
CORCAN
Chadi Haddad

Le 26 mai 2025
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	1 127	6 522	1 836	1 417
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	1 201	942	984	968
Fonds provenant de l'exploitation	**2 328**	**7 464**	**2 820**	**2 385**
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 000)	(1 841)	–	(346)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	250	1 225	(550)	99
Autorisation fournie (employée)	**1 578**	**6 848**	**2 270**	**2 138**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	22 414	14 140
Imputation des créditeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice	(16 299)	(15 369)
Créances affectées au crédit, à la fin de l'exercice	5 403	5 899
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	**11 518**	**4 670**
Limite de l'autorisation	11 000	17 000
Autorisation non employée reportée	**22 518**	**21 670**

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant

Au commissaire du Service correctionnel Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, au Conseil du Trésor du Canada, au receveur général du Canada et à Service correctionnel Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, le Conseil du Trésor du Canada, le receveur général du Canada et Service correctionnel. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant – *fin*

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s r l / S E N C R L
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 26 mai 2025
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

État de la situation financière au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4)	8 692	10 653
Stocks destinés à la revente (note 5)	3 695	4 010
Total des actifs financiers	**12 387**	**14 663**
Actifs non financiers		
Stocks destinés à la consommation (note 5)	8 136	8 208
Immobilisations nettes (note 6)	6 935	5 834
Total des actifs	**27 458**	**28 705**
Passifs		
Créditeurs (note 7)	13 214	12 354
Revenus reportés	937	1 606
Salaires et vacances à payer	6 046	5 840
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	1 065	1 059
Total des passifs	**21 262**	**20 859**
Actif net (note 10)	**6 196**	**7 846**
Situation financière nette du Fonds	**27 458**	**28 705**

Engagements (note 9)
Éventualités (note 13)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Revenus (notes 3 et 11)	96 996	86 857
Coût des marchandises vendues (note 11)	98 120	97 745
Marge brute	**(1 124)**	**(10 888)**
Autres revenus		
Frais de formation, frais correctionnels et autres frais (note 3)	36 279	41 218
Divers	222	189
Total autres revenus	**36 501**	**41 407**
Charges (note 12)		
Administration centrale/régionale	9 708	10 314
Programmes d'emploi et d'employabilité	15 603	15 160
Vente et commercialisation	3 544	3 628
Total charges	**28 855**	**29 102**
Résultats nets	**6 522**	**1 417**
Actif net, au début de l'exercice	7 846	8 055
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(8 275)	(1 702)
Autres	103	76
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10)	**6 196**	**7 846**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets pour l'exercice	6 522	1 417
Ajouter (déduire) les éléments sans effet de trésorerie		
Réévaluation de l'indemnité de cessation d'emploi (note 8)	41	60
Amortissement (note 6)	872	940
Perte sur cessions ou réduction de valeur d'immobilisations	106	42
Sous-total	**7 541**	**2 459**
Variations des éléments de la situation financière		
Débiteurs	1 826	(3 947)
Stocks destinés à la revente	315	120
Stocks destinés à la consommation	72	72
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	(35)	(14)
Créditeurs	860	2 443
Revenus reportés	(669)	631
Salaires et vacances à payer	206	284
Ressources financières nettes fournies dans les activités d'exploitation	**10 116**	**2 048**
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(1 841)	(346)
Ressources financières nettes affectées aux activités d'investissement	**(1 841)**	**(346)**
Ressources financières nettes affectées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	8 275	1 702
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	14 140	12 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10)	**22 415**	**14 140**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (CORCAN ou le Fonds) est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1er avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le Conseil du Trésor). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pendant de courtes périodes, après leur mise en liberté. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 17 000 000 $ en 2023-2024 et ne devait pas dépasser 11 000 000 $ à tout moment en 2024-2025 (à compter du 1er avril 2025, ce montant sera réduit à 5 000 000 $). Un montant de 15 218 000 $ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente l'actif net pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1er avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Le référentiel comptable utilisé dans la préparation des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants:

- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et de l'actif net;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Conseil du Trésor;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport; et
- les services obtenus sans frais d'autres ministères ne sont pas comptabilisés comme des charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus et des charges

Les revenus tirés d'opérations avec contrepartie sont constatés lorsque le Fonds a rempli l'obligation de prestation. Pour la fabrication, le textile, l'agro-industrie et les services, l'obligation de prestation est remplie à un moment précis, soit lors de la livraison des biens au client ou lorsque le service est rendu. Pour les revenus tirés de contrats de construction, l'obligation de prestation est remplie progressivement. Les revenus de construction sont constatés selon le degré d'avancement des travaux du projet. Le degré d'avancement des travaux est déterminé en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

Les revenus tirés d'opération sans obligation de prestation sont constatés lorsque le Fonds a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et relève d'un événement passé donne naissance à une créance sur ces ressources économiques. Les frais de formation et de services correctionnels sont des opérations sans obligation de prestation. Les revenus reçus mais non réalisés sont enregistrés comme revenus reportés.

b) Indemnités de vacances et de congés compensatoires

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont acquises par les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds fait des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 $ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Bâtiments	25 ans
Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 à 10 ans
Autres	3 ans

Une exception à ceci est le troupeau de vaches laitières, qui est comptabilisé à la valeur marchande et n'est pas amorti.

g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le Régime) administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier les insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN avaient droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont acquises lorsque les employés rendaient les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi, la durée de vie utile des immobilisations, la comptabilisation des revenus de construction en fonction du degré d'avancement des projets et la provision pour les créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le Service correctionnel du Canada, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers, les services de ressources humaines et les services financiers corporatifs. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le Service correctionnel du Canada visent à compenser les coûts liés aux formations professionnelles, aux services d'emploi pour les délinquants dans les établissements et la collectivité, à la gestion de politiques et de programmes et au financement de nouvelles initiatives ainsi que les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les opérations conclues avec le Service correctionnel du Canada et d'autres ministères fédéraux, qui sont comptabilisées dans les états financiers de CORCAN, comprennent les éléments suivants:

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation	30 781	29 045
Formation, services correctionnels et autres frais	36 279	41 218
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation	62 514	53 565
Total	**129 574**	**123 828**

Les débiteurs et créditeurs des parties apparentées sont présentés dans les notes 4 et 7, respectivement.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	5 403	5 899
Tiers	3 598	4 871
Total partiel	**9 001**	**10 770**
Provision pour créances douteuses	(309)	(117)
Total débiteurs	**8 692**	**10 653**

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Stocks destinés à la consommation		
Matières premières	8 659	8 816
Travaux en cours	217	199
Sous-total	8 876	9 015
Provision pour stocks périmés	(740)	(807)
Total Stocks destinés à la consommation	**8 136**	**8 208**
Stocks destinés à la revente		
Produits finis	4,040	4,723
Provision pour stocks périmés	(345)	(713)
Total Stocks destinés à la revente	**3 695**	**4 010**
Total	**11,831**	**12,218**

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Bâtiments	563	70	–	633
Matériel	28 444	270	(483)	28 231
Améliorations locatives	1 343	470	–	1 813
Parc de véhicules	8 147	711	(396)	8 462
Autres	130	557	–	687
Total	**38 627**	**2 078**	**(879)**	**39 826**

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions et radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Bâtiments	49	21	–	70
Matériel	25 903	428	(394)	25 937
Améliorations locatives	1 343	12	–	1 355
Parc de véhicules	5 368	411	(380)	5 399
Autres	130	–	–	130
Total	**32 793**	**872**	**(774)**	**32 891**

Valeur comptable nette	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Bâtiments	563	514
Matériel	2 294	2 541
Améliorations locatives	458	–
Parc de véhicules	3 063	2 779
Autres	557	–
Total	**6 935**	**5 834**

7. Créditeurs

Les créditeurs comprennent les éléments suivants :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	4 285	2 380
Tiers	8 929	9 974
Total	**13 214**	**12 354**

8. Avantages sociaux futurs des employés

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique, dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, l'âge auquel un nouvel employé qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1er janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

Fonds renouvelable CORCAN – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

Indemnités de cessation d'emploi

À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée. Les employés ont eu la possibilité d'être payés immédiatement pour la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à cette date ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 059	1 013
Indemnités versées pendant l'exercice	(35)	(14)
Réévaluation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	41	60
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	**1 065**	**1 059**

9. Engagements

CORCAN s'est engagé à verser en vertu des modalités de contrats de location un montant total de 2 248 327 $. Ces engagements sont liés au bail du centre d'entreposage de Kingston, au bail des installations qui hébergent l'initiative d'emploi des détenus d'Edmonton et de Saskatoon et au bail de locaux à bureaux.

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sur tous les baux et les autres engagements sont estimés comme suit:

	(en milliers de dollars)
2026	2 651
2027	2 291
2028	1 996
2029	1 950
2030	1 626
2031 et exercices ultérieurs	588
Total	**11 102**

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(22 415)	(14 140)
Déficit accumulé	(2 034)	(8 632)
Autres	103	76
Actif net à la fin de l'exercice	**6 196**	**7 846**

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

Fonds renouvelable CORCAN – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *fin*

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice clos le 31 mars 2025	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agro-industrie	Autres	**Total**
			(en milliers de dollars)				
Revenus	50 018	27 279	14 498	4 447	754	–	**96 996**
Coût des marchandises vendues	48 403	29 215	13 788	4 955	1 759	–	**98 120**
Marge brute	**1 615**	**(1 936)**	**710**	**(508)**	**(1 005)**	**–**	**(1 124)**
Actifs identifiables							
Débiteurs	2 234	3 529	618	503	145	1 663	**8 692**
Stocks	7 534	–	3 790	507	–	–	**11 831**
Immobilisations nettes	1 524	2 969	84	174	1 666	518	**6 935**
Amortissement des immobilisations	326	300	13	29	176	28	**872**

Exercice clos le 31 mars 2024	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agro-industrie	Autres	**Total**
			(en milliers de dollars)				
Revenus	39 980	29 914	12 151	4 590	222	–	**86 857**
Coût des marchandises vendues	45 351	32 922	12 793	5 381	1 298	–	**97 745**
Marge brute	**(5 371)**	**(3 008)**	**(642)**	**(791)**	**(1 076)**	**–**	**(10 888)**
Actifs identifiables							
Débiteurs	1 449	7 396	466	399	35	908	**10 653**
Stocks	8 117	163	3 209	613	116	–	**12 218**
Immobilisations nettes	1 817	2 255	84	181	1 308	189	**5 834**
Amortissement des immobilisations	352	359	34	25	116	54	**940**

12. Dépenses

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et des administrations régionales, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Salaires	14 322	14 601
Services professionnels et spéciaux	7 107	7 408
Avantages sociaux	3 369	3 506
Locations	2 713	2 611
Services publics, fournitures et approvisionnement	596	422
Achat de services de réparation et d'entretien	150	171
Transport et télécommunications	261	217
Information	12	15
Autres dépenses	325	151
Total	**28 855**	**29 102**

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. La direction a déterminé qu'il n'existait aucune réclamation importante au 31 mars 2025.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par les *Directives du Trésor du Canada sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* de dépenser les recettes et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base consistante avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, en matière de comptabilité et d'information, le Fonds tient un ensemble de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Secteur de la gestion et des services intégrés développe et diffuse les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité figurant dans les états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Directrice Générale, Adjointe à la dirigeante principale des finances
Direction des finances et de l'approvisionnement
Grace Chennette

Sous-ministre adjointe et Dirigeant principal des finances
Secteur de la gestion et des services intégrés
Francis Brisson

Le 11 juin 2025
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	263	(1 263)	100	7
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	–	276	–	159
Fonds provenant de l'exploitation	**263**	**(987)**	**100**	**166**
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions d'immobilisations corporelles nettes	–	(54)	–	(1 056)
Autres éléments nets d'actifs	–	493	–	52
Autorisation (employée) fournie	**263**	**(548)**	**100**	**(838)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3 733	3 990
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars	(834)	(544)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	**2 899**	**3 446**
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	**7 899**	**8 446**

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3)	210	210
Stocks	46	47
Total des actifs financiers	**256**	**257**
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4)	1 387	1 609
Total des actifs	**1 643**	**1 866**
Passifs et actif net		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	1 371	572
Indemnités de vacances	129	145
Total des passifs	**1 500**	**717**
Actif net (note 6)	**143**	**1 149**
Total	**1 643**	**1 866**

Droits contractuels (note 7)
Passifs éventuels (note 8)
Obligations contractuelles (note 9)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Daniel Dufour
A/ Frank Des Rosiers
Sous-ministre adjoint
Secteur de la politique stratégique et innovation

Le 10 juin 2025

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

État des résultats et de l'actif net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Services	5 625	4 817
Produits	418	420
Total revenus	**6 043**	**5 237**
Charges		
Salaires et avantages sociaux	1 622	1 952
Services professionnels et spéciaux	4 442	2 336
Location	439	126
Services du ministère et du secteur	426	363
Amortissement des immobilisations corporelles	290	159
Réparations et entretien	48	101
Fournitures et approvisionnements	22	137
Autres charges	16	20
Transport et télécommunications	1	36
Total charges	**7 306**	**5 230**
Résultats nets	**(1 263)**	**7**
Actif net, au début de l'exercice	1 149	459
Ressources financières nettes fournies (utilisées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	257	683
Actif net, à la fin de l'exercice	**143**	**1 149**

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités de fonctionnement		
Résultats nets	(1 263)	7
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 4)	290	159
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	(14)	–
Sous-total	**(987)**	**166**
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs (note 3)	–	(20)
Diminution des stocks	1	1
Augmentation des créditeurs et charges à payer (note 5)	799	202
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	(16)	24
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	**(203)**	**373**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 4)	(71)	(1 056)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	17	–
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	**(54)**	**(1,056)**
Ressources financières nettes fournies employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(257)	(683)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 990	4 673
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**3 733**	**3 990**

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du Fonds était de transférer les coûts liés à la production de biens et à l'offre de services des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada, le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, l'acquisition d'immobilisations corporelles et le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 $.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et de l'actif net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers comprennent le montant de certaines charges à payer et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

b) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Les revenus de location sont comptabilisés sur la durée du bail ou de l'utilisation de la propriété.

c) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

e) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Machines et matériel	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 10 ans
Logiciels	4 ans
Autre équipement (incluant les meubles)	10 ans
Véhicules	5 à 7 ans

g) Régime de retraite

Les employés de Ressources naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

i) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

3. Débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	110	83
Parties externes	118	131
Total partiel	**228**	**214**
Provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des parties externes	(18)	(4)
Débiteurs nets	**210**	**210**

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – ***suite***

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Ajustements, aliénations et radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Machines et matériel	1 406	–	–	1 406
Matériel informatique	928	–	–	928
Logiciels informatiques	144	–	–	144
Autre équipement (y compris les meubles)	38	–	–	38
Véhicules	31	71	(31)	71
Total	**2 547**	**71**	**(31)**	**2 587**

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Ajustements, aliénations et radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Machines et matériel	214	145	–	359
Matériel informatique	533	135	–	668
Logiciels informatiques	144	–	–	144
Autre équipement (y compris les meubles)	23	4	–	27
Véhicules	24	6	(28)	2
Total	**938**	**290**	**(28)**	**1 200**

Valeur comptable nette	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Machines et matériel	1 047	1 192
Matériel informatique	260	395
Logiciels informatiques	–	–
Autre équipement (y compris les meubles)	11	15
Véhicules	69	7
Total	**1 387**	**1 609**

5. Créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	292	362
Parties externes	1 079	210
Total	**1 371**	**572**

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

6. Actif net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

L'excédent accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3 733)	(3 990)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	(20)	(20)
Surplus cumulé	2 458	3 721
Actif net	**143**	**1 149**

7. Droits contractuels

Les activités du Fonds comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des parties externes résultant du droit à des actifs ainsi qu'à des revenus futurs pour le Fonds. Ils comprennent principalement des droits contractuels pour des services à rendre. Voici les droits contractuels significatifs qui généreront des revenus dans les années futures, pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2026	553
2027	321
2028	328
2029	247
2030 et pour les années ultérieures	1 073
Total	**2 522**

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2025.

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre son mandat ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles par année pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2026	226
2027	34
2028	35
2029	35
2030 et pour les années ultérieures	891
Total	**1 221**

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *fin*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *fin*

10. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le Fonds) conformément aux exigences des Procédures liées au Volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintien des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Konstantinos Georgaras
Président
Office de la propriété intellectuelle du Canada

Douglas McConnachie
Dirigeant principal des finances
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Gatineau, Canada
Le 9 juin 2025

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	(19 122)	(11 903)	(29 540)	(41 061)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	10 809	7 669	10 644	10 820
Fonds employés de l'exploitation	**(8 313)**	**(4 234)**	**(18 896)**	**(30 241)**
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(8 262)	(17 080)	(7 527)	(24 729)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	1 251	21 081	15 041	19 102
Autorisation employée	**(15 324)**	**(233)**	**(11 382)**	**(35 868)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	52 167	51 690
Imputation des créditeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice	(14 864)	(14 507)
Créances affectées au crédit, à la fin de l'exercice	17	258
Autres éléments	(9 509)	(9 397)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	**27 811**	**28 044**
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	**32 811**	**33 044**

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025, et l'état des résultats et passif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds, Innovation, Sciences et Développement Économique Canada, au receveur général du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, Innovation, Sciences et Développement Économique Canada, le Conseil du Trésor du Canada, et le receveur général. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 9 juin 2025
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

État de la situation financière au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3)	2 710	3 633
Revenus non facturés	287	529
Total des actifs financiers	**2 997**	**4 162**
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance	942	1 065
Immobilisations corporelles (note 4)	77 046	67 633
Total des actifs non financiers	**77 988**	**68 698**
Total des actifs	**80 985**	**72 860**
Passifs et passif net		
Passifs		
Comptes de dépôts	8 245	3 948
Créditeurs et charges à payer (note 5)	15 413	20 340
Indemnités de congé	7 804	7 591
Obligation pour indemnités de départ (note 6)	1 640	1 643
Revenus reportés	203 631	182 706
Total des passifs	**236 733**	**216 228**
Passif net (note 7)	**(155 748)**	**(143 368)**
Total des passifs et passif net	**80 985**	**72 860**

Obligations contractuelles (note 8)
Opérations entre apparentés (note 9)
Passifs éventuel (note 10)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus	214 288	184 494
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	162 910	154 602
Indemnités de départ	462	(127)
Services professionnels	42 119	46 241
Amortissement des immobilisations corporelles	7 667	10 875
Logement	5 687	6 498
Information	3 874	3 703
Location	1 139	756
Matériels et fournitures	970	1 307
Formation	565	543
Voyages	546	451
Entretien et réparations	232	307
Communications	29	29
Créances douteuses	23	379
Autres ajustements	–	(5)
Gain sur la disposition des immobilisations corporelles	(12)	–
Fret et courrier (recouvrement)	(20)	(4)
Total des frais d'exploitation	**226 191**	**225 555**
Résultats nets	**(11 903)**	**(41 061)**
Passif net au début de l'exercice	(143 368)	(139 085)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(477)	36 778
Passif net à la fin de l'exercice	**(155 748)**	**(143 368)**

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(11 903)	(41 061)
Ajouter (déduire) les éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	7 667	10 875
Autres ajustements	–	(5)
Sous-total	**(4 236)**	**(30 191)**
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	923	(764)
Diminution des revenus non facturés	242	237
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	123	(8)
Augmentation (diminution) des comptes de dépôts	4 297	(2 967)
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	(4 927)	2 602
Augmentation des indemnités de congé	213	759
(Diminution) de l'obligation pour indemnités de départ	(3)	(357)
Augmentation des revenus reportés	20 925	18 640
Total des variations de l'état de la situation financière	**21 793**	**18 142**
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	**17 557**	**(12 049)**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(17 080)	(24 729)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	**(17 080)**	**(24 729)**
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	477	(36 778)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	51 690	88 468
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7)	**52 167**	**51 690**

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

Notes afférentes aux états financiers 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada est financé par un fonds renouvelable (le Fonds) qui a été établi le 1er avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994, pour une somme maximale de 15 000 000 $. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 $. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et du passif net;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi relève d'une estimation de la direction, et non d'une évaluation actuarielle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est terminé avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les autres droits sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil. Les revenus sont reflétés dans l'état des résultats et du passif net, nets des remises de frais selon les termes de la *Loi sur les frais de service*.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

Catégorie d'immobilisations	Durée
Améliorations locatives	Durée du bail
Logiciels	3 à 10 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service. Le coût d'une immobilisation construite comprend normalement les coûts directs de construction, de développement ou de mise en valeur (comme le coût des matières et de la main-d'œuvre), et les coûts indirects spécifiquement imputables à l'activité de construction, de développement ou de mise en valeur. Les activités nécessaires pour préparer une immobilisation corporelle aux fins de son utilisation prévue ne se limitent pas aux travaux de construction de l'immobilisation. Elles comprennent le travail technique et administratif effectué avant le début et au cours de la construction.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

Notes afférentes aux états financiers 31 mars 2025 – *suite*

c) Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ :

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi comme prévu dans leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1. un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) comme stipulé dans la convention collective, ou
2. un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
3. une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec les options (1) et (3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur. L'obligation pour les avantages acquis par les employés est calculée à partir d'information telles que le salaire et le nombres d'années de service et représente la meilleure estimation du passif selon la direction.

Prestations de retraite :

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique (le Régime) administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. Les surplus ou déficits actuariels sont enregistrés dans les états financiers du gouvernement du Canada, le promoteur du Régime.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, les revenus non facturés, les revenus reportés, les remises, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

f) Opération en devises

Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des états financiers. Les gains et les pertes résultant des transactions en devises sont comptabilisés dans l'état des résultats et du passif net sous chaque poste des états financiers respectifs.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

Notes afférentes aux états financiers 31 mars 2025 – *suite*

3. Débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	17	258
Parties externes	3 308	3 967
Total partiel	**3 325**	**4 225**
Provision pour créances douteuses de parties externes	(615)	(592)
Total	**2 710**	**3 633**

4. Immobilisations corporelles

Coût Catégorie d'immobilisation	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives	22	–	–	–	22
Logiciels	72 996	16 398	56 496	–	145 890
Matériel informatique	912	85	–	–	997
Équipement et outillage	158	14	–	–	172
Ameublement	92	–	–	–	92
Actifs en construction	56 497	583	(56 496)	–	584
Total	**130 677**	**17 080**	**–**	**–**	**147 757**

Amortissement cumulé Catégorie d'immobilisation	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	22	–	–	22
Logiciels	62 501	7 496	–	69 997
Matériel informatique	305	155	–	460
Équipement et outillage	126	16	–	142
Ameublement	90	–	–	90
Total	**63 044**	**7 667**	**–**	**70 711**

Valeur comptable nette	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Améliorations locatives	–	–
Logiciels	75 893	10 495
Matériel informatique	537	607
Équipement et outillage	30	32
Ameublement	2	2
Actifs en construction	584	56 497
Total	**77 046**	**67 633**

5. Créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	4 410	3 601
Parties externes	11 003	16 739
Total	**15 413**	**20 340**

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *suite*

Notes afférentes aux états financiers 31 mars 2025 – *suite*

6. Obligation pour avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation. Depuis janvier 2013, l'âge auquel un nouvel employé qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1er janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans. Tant les employés que le Fonds versent des cotisations couvrant le coût du régime. Les contributions du Fonds au régime s'élèvent à 12 594 216 $ en 2025 (2024 – 11 054 328 $).

Indemnité de départ	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ au début de l'exercice	1 643	2 000
Prestations payées au cours de l'exercice pour retraite et départs de la fonction publique	(465)	(230)
Dépense de l'exercice	462	(127)
Obligation pour indemnités de départ, à la fin de l'exercice	**1 640**	**1 643**

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus (déficit) accumulé

Le surplus (déficit) accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice, incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 $ au moment de l'établissement du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Surplus (déficit) accumulé au début de l'exercice	(91 678)	(50 617)
Résultats net	(11 903)	(41 061)
Surplus (déficit) accumulé, à la fin de l'exercice	**(103 581)**	**(91 678)**
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(51 690)	(88 468)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(477)	36 778
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**(52 167)**	**(51 690)**
Passif net à la fin de l'exercice	**(155 748)**	**(143 368)**

8. Obligations contractuelles

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2026	5 010
2027	4 680
2028	4 591
2029	4 323
2030 et les exercices ultérieurs	7 888
Total	**26 492**

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *fin*

Notes afférentes aux états financiers 31 mars 2025 – *fin*

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés au logement, au contentieux, à la rémunération et aux avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties apparentées dans le cours normal des opérations.

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs évènements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un évènement se produira ou ne se produira pas, et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2025, la direction n'a identifié aucune mesure légale ni aucun grief ayant des implications financières dans les états financiers.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La direction de l'Office national du film (l'Office) est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La direction est également responsable de tous les autres renseignements présentés dans le rapport annuel et de leur concordance avec les états financiers.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de contrôle interne en matière de rapports financiers.

Le système de contrôle interne en matière de rapports financiers est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires. L'Office fait l'objet d'un processus annuel d'auto-évaluation des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général qui est validé par ce dernier et l'Office utilise les résultats dans le but d'adhérer à la Politique sur la gestion financière du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada. Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : www.canada.ca.

Le conseil d'administration est composé de 8 administrateurs, incluant la Commissaire du gouvernement et à la cinématographie. Celui-ci, par l'entremise du comité finances et audit, veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le comité finances et audit rencontre la direction et les auditeurs pour examiner comment chacun s'acquitte de ses responsabilités et pour discuter de l'audit, des contrôles internes et d'autres questions financières pertinentes. Les états financiers sont révisés et approuvés par le conseil d'administration sur la recommandation du comité finances et audit.

La vérificatrice générale du Canada, auditrice indépendante du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Suzanne Guèvremont

Directrice générale, Finance et administration
Dirigeante principale des finances
Julia Zhu, CPA

Le 22 août 2025
Montréal, Canada

Office national du film – *suite*

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(74 014)	(78 663)	(68 565)	(76 136)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	–	(2 272)	–	6 539
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	**(74 014)**	**(80 935)**	**(68 565)**	**(69 597)**
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	(952)	(1 417)	(3 303)	(1 782)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	(123)	–	(228)
Autorisation fournie (employée)	**(74 966)**	**(82 475)**	**(71 868)**	**(71 607)**
Autorisation annuelle votée (employée)	(74 966)	(82 352)	(71 868)	(71 379)
Autorisation législative du fonds renouvelable fournie (employée)	**–**	**(123)**	**–**	**(228)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(586)	(1 179)
Affectation bloquée	586	593
Autres éléments nets d'actifs et de passifs nécessitant l'utilisation du fonds renouvelable	(1 293)	(1 169)
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice	**(1 293)**	**(1 755)**
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée	**13 707**	**13 245**

Office national du film – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Office national du film (l'Office), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Office national du film – *suite*

Rapport de l'auditeur indépendant – *fin*

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la *Loi sur le cinéma* et les règlements administratifs de l'Office national du film.

À notre avis, à l'exception de la question de non-conformité décrite à la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées, les opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le paragraphe 12 de la *Loi sur le cinéma* exige que l'Office national du film obtienne l'approbation du Conseil du Trésor, sur recommandation du ministre, avant de conclure un contrat entraînant des dépenses estimatives supérieures aux montants déterminés par le Conseil du Trésor. L'Office national du film n'a pas obtenu l'approbation requise avant de conclure un contrat non concurrentiel dépassant de plus de trois fois les limites contractuelles. Le respect des règles en matière de passation de marchés est essentiel afin d'assurer la transparence et la reddition de comptes dans l'utilisation des fonds publics. Le respect des exigences législatives contribue à une surveillance efficace et au maintien de la confiance du public.

Responsabilités de la direction à l'égard de la conformité aux autorisations spécifiées

La direction est responsable de la conformité de l'Office national du film aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Office national du film à ces autorisations spécifiées.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour la vérificatrice générale du Canada,

Original signé par :

Chantale Perreault, CPA auditrice
Directrice principale

Montréal, Canada
Le 22 août 2025

Office national du film – *suite*

État de la situation financière au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	5 330	5 653
Salaires à payer	2 327	1 911
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	1 623	6 155
Revenus non acquis	137	327
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5)	–	42
Avantages sociaux futurs (note 6)	2 872	3 309
Total des passifs nets	**12 289**	**17 397**
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	4 874	4 052
Débiteurs (note 7)	1 348	2 051
Dépôts	38	118
Total des actifs financiers nets	**6 260**	**6 221**
Dette nette ministérielle	**6 029**	**11 176**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	1 108	841
Stocks	109	159
Immobilisations corporelles (note 8)	18 111	19 840
Total des actifs non financiers	**19 328**	**20 840**
Situation financière nette ministérielle	**13 299**	**9 664**

Obligations contractuelles (note 9)
Passif éventuel (note 10)
Droits contractuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Présidente de l'Office National du Film du Canada
Suzanne Guèvremont

Présidente, Comité finances et audit
Victoria Chan, CPA, CGA

Le 22 août 2025

Office national du film – *suite*

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025 Résultats prévus	2025	2024
Charges (note 11a)			
Productions audiovisuelles	39 365	37 523	40 765
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	27 247	30 295	28 355
Services internes	11 503	14 267	12 646
Total des charges	**78 115**	**82 085**	**81 766**
Revenus (note 11b)			
Produits audiovisuels	2 700	2 706	2 898
Partenariats et préventes	948	482	2 304
Services techniques	351	129	349
Autres revenus	102	105	79
Total des revenus	**4 101**	**3 422**	**5 630**
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	**74 014**	**78 663**	**76 136**
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	71 674	81 476	71 417
Variations des montants à recevoir du Trésor	–	822	(154)
Coût (revenu) de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	**2 340**	**(3 635)**	**4 873**
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	9 664	9 664	14 537
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice	**7 324**	**13 299**	**9 664**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – *suite*

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025 Résultats prévus	2025	2024
Coût (revenu) de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	2 340	(3 635)	4 873
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	952	1 375	1 691
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 448)	(2 996)	(3 333)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	–	(108)	–
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	**(2 496)**	**(1 729)**	**(1 642)**
Variation due aux stocks	–	(50)	46
Variation due aux charges payées d'avance	–	267	35
Variation nette de la dette nette ministérielle	**(156)**	**(5 147)**	**3 312**
Dette nette ministérielle, début de l'exercice	11 176	11 176	7 864
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice	**11 020**	**6 029**	**11 176**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	78 663	76 136
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 996)	(3 333)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	(108)	–
Variation des avantages sociaux futurs	316	(190)
Variation de la provision pour révisions salariales	4 146	(3 272)
Constatation des revenus non acquis	327	577
Charge de provision pour créances douteuses	(4)	37
Utilisation des charges payées d'avance	(712)	(637)
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer	(416)	(107)
Variation des indemnités de vacances et révisions salariales à payer	386	253
Entrées de fonds relatives aux revenus non acquis	(137)	(327)
Sorties de fonds relatives aux avantages sociaux futurs	121	154
Variation des créditeurs et charges à payer	315	(699)
Variation des débiteurs	(699)	335
Variation des dépôts	(80)	(2)
Sorties de fonds relatives aux charges payées d'avance	979	672
Variation des stocks	(50)	46
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	**80 051**	**69 643**
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	1 383	1 683
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	**1 383**	**1 683**
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	42	91
Encaisse utilisée pour les activités de financement	**42**	**91**
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	**81 476**	**71 417**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – *suite*

Notes complémentaires aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

1. Statut et objectif

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant du ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (l'Office) est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Conformément à une décision du Conseil du Trésor émise en 2001, le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars. Les montants utilisés pour des projets d'immobilisations sont inscrits dans les autorisations de l'exercice en cours utilisées à la note 3b. En 2025, l'Office n'a pas utilisé le Fonds renouvelable pour des projets (2024 – 0 $). L'utilisation de l'année 2020 a entièrement été remboursée selon les directives et modalités du Secrétariat du Conseil du Trésor à partir de 2022. La somme remboursée en 2025 est de 586 $ (2024 – 593 $).

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Plan ministériel 2024-2025*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des affectations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux Productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à Accessibilité et interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les Services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Revenus

Les Revenus d’opérations ayant des obligations de prestation :

Les revenus d'opérations ayant des obligations de prestation se produisent lorsqu'une promesse exécutoire de transfert de biens ou de services est faite directement à un payeur en échange d'une contrepartie promise. Ces revenus sont comptabilisés lorsque le contrôle des avantages associés aux biens ou services a été transféré et qu'il n'y a pas d'obligation de prestation non remplie. Lorsqu'une contrepartie est reçue d'un payeur avant de fournir les biens ou services, ces montants sont initialement inclus dans les revenus non acquis, pourvu qu'ils respectent la définition d'un passif. Ils sont ensuite comptabilisés aux revenus au fur et à mesure que les obligations de performance sont remplies.

Les Produits audiovisuels et les préventes se composent de licences ainsi que de ventes de produits audiovisuels. Les licences comprennent une obligation de prestation continue qui est satisfaite progressivement puisque l'Office a l'obligation continue de donner accès à un actif prédéterminé pendant la durée de l'accord. En outre, le payeur reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par l'actif spécifique pendant toute la durée de l'accord de licences ou permis. Ces revenus sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de l'accord. Les licences ou permis reçus à l'avance sont inclus dans les revenus non acquis et comptabilisés en tant que revenus au fur et à mesure que l'obligation de prestation est satisfaite. Les ventes de produits audiovisuels consistent en une obligation de prestation qui est satisfaite à un moment précis lors de l'achat du produit. Ces revenus sont comptabilisés lorsque les biens sont livrés au client ou au fur et à mesure.

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

Les Partenariats et Services techniques sont des ventes de services qui consistent en de multiples obligations de prestation qui s'échelonnent sur toute la durée de l'accord en fonction d'étapes/des jalons clés définis dans l'accord. Les revenus découlant de ces accords sont comptabilisés au fur et à mesure que chaque étape est remplie. Les revenus reçus avant la prestation du service sont inclus dans les revenus non acquis et comptabilisés en tant que revenus au fur et à mesure de l'achèvement de chaque étape.

Les Autres Revenus sont des activités en lien avec les opérations qui consistent en une obligation de prestation qui est satisfaite à un moment précis. Ces revenus sont comptabilisés lorsque les biens et services sont livrés au client ou au fur et à mesure.

Revenus d'opérations sans obligations de prestation :

Les opérations sans obligations de prestation peuvent être volontaires ou forcées. Les revenus d'opérations forcées se produisent parce que le droit à la ressource économique est attribuable à la législation basée sur l'autorité constitutionnelle ou à l'autorité constitutionnelle déléguée. Ces revenus sont comptabilisés lorsque les ressources économiques de l'Office augmentent sans transfert direct de biens ou de services à un payeur. L'Office n'a aucun revenu significatif d'opération sans obligations de prestations.

Aucun revenu significatif provenant d'activités non récurrentes n'est présenté dans ces états financiers.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 10 000 $ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 $ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations corporelles	Période d'amortissement
Équipement technique	4 à 20 ans
Logiciels et équipement informatique	3 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 titres incluant les différentes versions et acquisitions regroupant 14 000 œuvres audiovisuelles produites ou coproduites par l'Office depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 $ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'État de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- Débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses);
- Dépôts liés aux productions à l'étranger.

Les passifs financiers sont constitués des créditeurs et charges à payer et des salaires à payer.

j) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont des actifs qui sont destinés à être utilisés dans le cours normal des opérations. Ils sont convertis en charges dans des périodes futures et incluent les immobilisations corporelles, les stocks et les charges payées d'avance.

k) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

l) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

m) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur.

Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	78 663	76 136
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Ajouter (déduire) :		
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations	4 532	(3 019)
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations	947	(869)
Variation des débiteurs n'impactant pas les autorisations	(526)	666
Variation des créances douteuses non imputées aux autorisations	(13)	37
Variation nette pour avantages sociaux futurs	436	(36)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	(108)	–
Retour d'un don inutilisé à l'État	–	15
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 996)	(3 333)
Sous-total	**2 272**	**(6 539)**
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Ajouter (déduire) :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 375	1 691
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	42	91
Sous-total	**1 417**	**1 782**
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	**82 352**	**71 379**

b) Autorisations fournies et utilisées

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Budget principal des dépenses	71 954	66 490
Budget supplémentaire des dépenses	12 753	8 196
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(569)	(2 649)
Affectation bloquée	(1 786)	(658)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	**82 352**	**71 379**

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

4. Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des créditeurs et des charges à payer de l'Office.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs et charges à payer – autres ministères et organismes	1 491	843
Créditeurs et charges à payer – parties externes	3 539	3 668
Total des créditeurs et charges à payer	**5 030**	**4 511**
Charges à payer – réorganisation	300	1 142
Total des créditeurs et des charges à payer	**5 330**	**5 653**

Durant l'exercice 2024-2025, l'Office a dû poursuivre la réorganisation de ses opérations. En conséquence, l'Office a comptabilisé au 31 mars 2025 une obligation au titre des prestations de cessation d'emploi supplémentaire au montant de 300 $ (2024 – 1 142 $) dans ses charges à payer pour les coûts estimatifs du réaménagement des effectifs.

5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

En fin d'exercice, l'Office n'avait plus d'ententes pour la location d'équipement technique en vertu de contrats de location-acquisition (note 8). Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 totalisent 42 $ (2024 – 91 $). Des intérêts de 0 $ (2024 – 1 $) sont imputés aux résultats.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
2024-2025	–	42
2025-2026	–	–
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	**–**	**42**
Moins : intérêts théoriques	–	–
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	**–**	**42**

6. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéfices sont intégrés aux bénéfices du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

En 2025, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 4 211 $ (2024 – 3 256 $). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés. En 2024, pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique.

Au 31 mars 2025, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération estimé de 2,00 % (2024 – 3,52 %), un taux d'actualisation de 3,24 % (2024 – 3,40 %), un taux de contribution aux bénéfices marginaux de 22,50 % (2024 – 24,30 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquièrent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 391 $ (2024 – 377 $), un taux d'augmentation des salaires de 3,32 % (2024 – 3,60 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 1,98 % (2024 – 2,04 %), un taux d'actualisation de 3,24 % (2024 – 3,40 %), un taux de départ de 3,93 % (2024 – 4,21 %), un taux de contribution aux bénéfices marginaux de 22,50 % (2024 – 24,30 %), et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 3,24 % (2024 – 3,40 %).

Au 31 mars 2025, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
	(en milliers de dollars)		
Solde au 31 mars 2023	**730**	**2 543**	**3 273**
Charge pour l'exercice	22	168	190
Indemnités versées au cours de l'exercice	(124)	(30)	(154)
Solde au 31 mars 2024	**628**	**2 681**	**3 309**
Charge pour l'exercice	(16)	(300)	(316)
Indemnités versées au cours de l'exercice	(90)	(31)	(121)
Solde au 31 mars 2025	**522**	**2 350**	**2 872**

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs – autres ministères et organismes	395	369
Débiteurs – parties externes	1 111	1 874
Total partiel	**1 506**	**2 243**
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(158)	(192)
Total des débiteurs	**1 348**	**2 051**

8. Immobilisations corporelles

	31 mars 2024	Additions	Aliénations et radiations	Transferts	31 mars 2025
	(en milliers de dollars)				
Équipement technique					
Coût	16 117	581	(237)	–	16 461
Amortissement cumulé	(12 609)	(1 299)	237	–	(13 671)
	3 508	**(718)**	**–**	**–**	**2 790**
Logiciels et équipement informatique					
Coût	11 435	248	(2 825)	651	9 509
Amortissement cumulé	(9 923)	(522)	2 825	–	(7 620)
	1 512	**(274)**	**–**	**651**	**1 889**
Mobilier, équipement de bureau et autres					
Coût	1 540	204	–	–	1 744
Amortissement cumulé	(797)	(163)	–	–	(960)
	743	**41**	**–**	**–**	**784**
Matériel roulant					
Coût	25	–	–	–	25
Amortissement cumulé	(21)	(4)	–	–	(25)
	4	**(4)**	**–**	**–**	**–**
Améliorations locatives					
Coût	20 572	13	(291)	–	20 294
Amortissement cumulé	(6 821)	(1 008)	183	–	(7 646)
	13 751	**(995)**	**(108)**	**–**	**12 648**
Collection [1]	–	–	–	–	–
Travaux en cours	322	329	–	(651)	–
Total					
Coût	50 011	1 375	(3 353)	–	48 033
Amortissement cumulé	(30 171)	(2 996)	3 245	–	(29 922)
Valeur nette comptable	**19 840**	**(1 621)**	**(108)**	**–**	**18 111**

[1] La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 $.

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition (note 5) d'une valeur brute de 0 $ (2024 – 449 $) moins l'amortissement cumulé de 0 $ (2024 – 402 $). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 0 $ (2024 – 90 $).

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2026	2027	2028	2029	2030 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux	7 149	7 183	7 110	7 185	70 121	98 748
Autres biens et services	2 098	805	651	530	–	4 084
Total	**9 247**	**7 988**	**7 761**	**7 715**	**70 121**	**102 832**

Les ententes pour la location de locaux totalisent 98 748 $ et ont été signées avec Services Publics et Approvisionnement Canada. L'Office a engagé avec Services Publics et Approvisionnement Canada une nouvelle entente pour une période de 15 ans à partir de l'exercice 2025 pour la location des locaux du siège social. L'Office a signé en 2019 une entente pour une période de 20 ans pour la location des locaux de la salle de conservation.

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujetti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

a) Charges

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux	47 885	48 664
Services professionnels et spécialisés	11 861	11 302
Location	10 390	10 005
Amortissement des immobilisations corporelles	2 996	3 333
Transport et communication	2 368	2 604
Matériel et fournitures	1 672	1 782
Redevances	1 452	670
Réparations et entretien	1 429	1 577
Information	1 108	858
Participation en espèces dans les coproductions	606	758
Divers	144	74
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	108	–
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	66	139
Total	**82 085**	**81 766**

Office national du film – *suite*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

b) Revenus

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Produits audiovisuels		
Redevances et abonnements	1 998	2 320
Plans d'archives	667	526
Copies de films et téléchargements	41	52
Sous-total Produits audiovisuels	**2 706**	**2 898**
Partenariats et préventes	482	2 304
Services techniques	129	349
Divers	105	79
Total	**3 422**	**5 630**

12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada ainsi qu'avec ses principaux dirigeants, les proches parents de ceux-ci et les entités soumises au contrôle de ces personnes. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Ces transactions sont constatées à la valeur d'échange à l'exception des services non constatés à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des paiements offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle. Le tableau suivant présente les détails des opérations entre apparentées de l'Office.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs	32	4
Créditeurs	1 491	860
Charges	19 703	18 041
Revenus	152	417

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2025, l'Office a loué des locaux de Services Publics et Approvisionnement Canada pour un montant de 8 212 $ (2024 – 8 050 $) et a payé le régime des avantages sociaux des employés au Secrétariat du Conseil du Trésor pour 10 358 $ (2024 – 8 793 $). Ces montants sont inclus dans les charges. Le montant des charges de 2025 inclut un montant capitalisé de 0 $ (2024 – 32 $) en lien avec les améliorations locatives des nouveaux locaux du siège social.

13. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 $ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle au montant de 0 $ (0 $ en 2024).

Office national du film – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *fin*

14. Droits contractuels

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des droits aux ressources économiques découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Au cours de l'exercice, l'Office a conclu deux ententes avec deux collaborateurs d'une valeur de 147 $, dont 147 $ reste à être encaissée au cours des exercices ultérieurs. Au cours de l'exercice 2024, l'Office a conclu une entente avec un collaborateur d'une valeur de 53 $, dont aucune balance ne reste à être encaissée au cours des prochains exercices.

	2026	2027	2028	2029	2030	Total
	(en milliers de dollars)					
Droits contractuels	147	–	–	–	–	147

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation du Conseil du Trésor et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Dirigeante principale des finances | Sous-ministre adjointe par intérim
Secteur de la dirigeante principale des finances
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Nathalie Proulx, CPA

Le 13 juin 2025
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	(28 645)	(96 320)	7 858	(153 505)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	546	3 178	559	1 358
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	**(28 099)**	**(93 142)**	**8 417**	**(152 147)**
Éléments affectant l'encaisse :				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(12 999)	(3 878)	(15 000)	(6 472)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	(23 607)	–	57 257
Autorisation employée	**(41 098)**	**(120 627)**	**(6 583)**	**(101 362)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	104 020	249 622
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(62 917)	(92 741)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	32 408	37 257
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	73 511	194 138
Autorisation non employée reportée	**73 511**	**194 138**

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3)	33 923	38 856
Stocks destinés à la revente (note 4)	23 441	24 041
Total des actifs financiers	**57 364**	**62 897**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance (note 5)	38 938	39 943
Stocks destinés à la consommation (note 4)	7 742	5 930
Immobilisations corporelles (note 6)	17 798	17 156
Total des actifs non financiers	**64 478**	**63 029**
Total des actifs	**121 842**	**125 926**
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	72 544	103 587
Indemnités de vacances et congés compensatoires	5 401	5 704
Revenus reportés (note 8)	19 683	41 645
Avantages sociaux futurs (note 9)	1 661	1 719
Total des passifs	**99 289**	**152 655**
Actif (passif) net (note 10)	**22 553**	**(26 729)**
Situation financière nette du Fonds	**121 842**	**125 926**

Obligations contractuelles (note 11)
Passifs éventuels (note 12)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

État des résultats et de l'actif (passif) net (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Droits gagnés	631 494	553 732
Financement pour stabiliser le Programme de passeport	–	25 000
Revenus divers	337	371
Total des revenus	**631 831**	**579 103**
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux	457 591	474 987
Salaires et avantages sociaux	106 449	117 168
Matériel de passeport	60 745	40 425
Fret, messagerie et camionnage	56 910	57 443
Services de passeports dans les missions à l'étranger	20 476	19 003
Location	8 743	10 194
Locaux	5 188	4 715
Imprimerie, papeterie et fournitures	4 906	3 422
Amortissement des immobilisations corporelles	3 175	1 414
Information	2 926	2 578
Voyages et réinstallations	559	811
Entretien et réparation	137	262
Autres	346	186
Total des frais d'exploitation	**728 151**	**732 608**
Résultats nets	**(96 320)**	**(153 505)**
Passif net, au début de l'exercice	(26 729)	(20 813)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	145 602	147 589
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice (note 10)	**22 553**	**(26 729)**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(96 320)	(153 505)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 175	1 414
Perte nette sur l'alinéation d'immobilisations corporelles	61	–
Provision pour avantages sociaux futurs	(58)	(56)
Sous-total	**(93 142)**	**(152 147)**
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	4 933	(10 316)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	1 005	(2 662)
Diminution (augmentation) des stocks destinés à la revente	600	8 401
Diminution (augmentation) des stocks destinés à la consommation	(1 812)	239
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(31 043)	(26 540)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(303)	263
Augmentation (diminution) des revenus reportés	(21 962)	41 645
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	**(141 724)**	**(141 117)**
Activité d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 878)	(6 472)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(145 602)	(147 589)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	249 622	397 211
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10)	**104 020**	**249 622**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le Fonds) a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente du Parlement, au montant de 1 $, autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net et non par fonction ou par principaux programmes; et
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Revenus et revenus reportés

La constatation des revenus tirés des droits de passeport est reportée jusqu'à ce qu'une décision finale ait été rendue. Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.

En 2024-2025, aucun revenu n'a été enregistré pour stabiliser le Programme de passeport. En 2023-2024, une injection ponctuelle de 25 millions de dollars, indépendante des activités récurrentes du Bureau des passeports, a été comptabilisée à cette fin. Cette mesure était nécessaire après des volumes de demandes historiquement faibles, suivis d'une augmentation de la demande au cours des dernières années. Le Programme de passeport s'efforce d'équilibrer les normes de prestation de services avec la nécessité de maintenir l'intégrité et la réputation internationale du passeport canadien, en offrant des services de la manière la plus rentable possible. Ces fonds ont servi à soutenir l'accès des clients aux services de passeport, à maintenir la capacité de traitement dans le respect des normes de service et à se prémunir contre les problèmes de prestation des services de passeport.

b) Charges

Les charges sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

d) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'actifs applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

f) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

Indemnités de départ

L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. L'obligation restante pour les employés du Fonds qui n'ont pas retiré leurs indemnités est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Passifs éventuels

Les passifs éventuels représentent des obligations potentielles qui peuvent devenir des obligations réelles advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est constituée et une charge est comptabilisée. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges qui sont présentés dans les états financiers et les notes afférentes au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la fin de l'exercice. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les revenus reportés, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, les passifs éventuels et la provision pour créances douteuses. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que des ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

3. Débiteurs

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs du Fonds :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Débiteurs – Gouvernement du Canada	33 900	38 679
Débiteurs – Parties externes	41	193
Total partiel	**33 941**	**38 872**
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(18)	(16)
Débiteurs nets	**33 923**	**38 856**

4. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks destinés à la revente	23 441	24 041
Stocks destinés à la consommation	7 742	5 930
Total	**31 183**	**29 971**

Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports. Les stocks destinés à la consommation sont principalement composés d'enveloppes prépayées et de matériel informatique.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que charges dans l'État des résultats et de l'actif (passif) net est 102 050 987 $ pour 2024-2025 (83 455 195 $ pour 2023-2024).

5. Charges payées d'avance

Le tableau ci-dessous présente le détail des charges payées d'avance :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Charges payées d'avance		
Charges payées d'avance – Initiative de la modernisation	37 848	38 950
Charges payées d'avance – Autres	1 090	993
Total	**38 938**	**39 943**

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas et le système intégré de gestion des paiements et des revenus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour le traitement des demandes de passeports. Les coûts encourus pour cette initiative et financés par le Fonds sont enregistrés en tant que charges payées d'avance puisque ces systèmes appartiennent à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Les charges payées d'avance sont ensuite graduellement constatées comme charges afin de refléter l'utilisation des systèmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par le Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

6. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Ajustements	Cessions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	–	2 906
Améliorations locatives	4 353	–	–	–	4 353
Mobilier de bureau	156	–	–	–	156
Matériel informatique	15 839	–	6 196	(4 138)	17 897
Logiciels	24 891	–	–	–	24 891
Machines et matériel	666	–	–	(357)	309
Actifs en construction	7 786	3 878	(6 196)	–	5 468
Total	**56 597**	**3 878**	**–**	**(4 495)**	**55 980**

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau	68	11	–	79
Matériel informatique	7 003	2 967	(4 138)	5 832
Logiciels	24 729	162	–	24 891
Machines et matériel	382	35	(296)	121
Total	**39 441**	**3 175**	**(4 434)**	**38 182**

Valeur comptable nette	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Plan de perfectionnement de la technologie	–	–
Améliorations locatives	–	–
Mobilier de bureau	77	88
Matériel informatique	12 065	8 836
Logiciels	–	162
Machines et matériel	188	284
Actifs en construction	5 468	7 786
Total	**17 798**	**17 156**

7. Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des créditeurs et charges à payer du Fonds :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs et charges à payer		
Créditeurs – Gouvernement du Canada	60 289	77 921
Créditeurs – Parties externes	9 884	17 330
Charges à payer – Parties externes	2 354	5 782
Retenues sur paiements aux entrepreneurs	17	2 554
Total	**72 544**	**103 587**

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

8. Revenus reportés

Le compte de revenus reportés a été établi afin d'inscrire les frais pour les services de passeports à être rendus dans le Fond en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables* :

Le tableau suivant présente le détail du compte de revenus reportés :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Solde d'ouverture	41 645	–
Paiements reçus	642 769	601 864
Revenus constatés	(664 731)	(560 219)
Solde de clôture	**19 683**	**41 645**

9. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans à un taux de deux pour cent par année de services ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéfices sont intégrés aux bénéfices du Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que le Fonds versent des cotisations couvrant le coût du Régime de retraite de la fonction publique. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012 et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le Régime de retraite de la fonction publique depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2024-2025 s'élève à 8 124 647 $ (8 292 670 $ en 2023-2024). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,02 fois en 2023-2024) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2023-2024) les cotisations des employés.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou d'encaisser une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2025, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice	1 719	1 775
Charge de l'exercice	23	(12)
Indemnités versées, au cours de l'exercice	(81)	(44)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	**1 661**	**1 719**

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *suite*

10. Actif (passif) net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

L'apport en capital correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports en capital à la création du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	142 419	295 924
Résultats nets	(96 320)	(153 505)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	**46 099**	**142 419**
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(249 622)	(397 211)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	145 602	147 589
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	**(104 020)**	**(249 622)**
Apport en capital	80 474	80 474
Actif (passif) net, fin de l'exercice	**22 553**	**(26 729)**

11. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus aux contrats pour l'approvisionnement de passeports vierges, la location de locaux et autres dépenses de fonctionnement se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2026	57 290
2027	53 628
2028	52 731
2029	36 702
2030	34 576
2031 et années subséquentes	103 988
Total	**338 915**

12. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à 1 250 $ au 31 mars 2025 (1 250 $ au 31 mars 2024).

Fonds renouvelable de Passeport Canada – *fin*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 – *fin*

13. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Le coût présenté à titre de services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et de l'actif (passif) net inclut les transactions suivantes avec Services partagés Canada et Emploi et Développement social Canada :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Prestation de services, opérations et services internes (Emploi et Développement social Canada)	352 988	350 562
Agents réceptionnaires (Emploi et Développement social Canada)	36 779	31 347
Services liés aux technologies de l'information (Services partagés Canada)	18 793	19 245
3e centre de traitement et d'impression (Emploi et Développement social Canada)	8 897	10 018
Transition et modernisation (Emploi et Développement social Canada)	4 608	9 923
e-Passeport (Emploi et Développement social Canada)	2 899	14 770
Services numériques de passeport (Emploi et Développement social Canada)	–	801
Total	**424 964**	**436 666**

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que les services de passeports dans les missions à l'étranger, la location de locaux, les services juridiques, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les revenus de passeport d'autres ministères et organismes gouvernementaux :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Charges – Autres ministères et organismes gouvernementaux	54 365	52 826
Revenus – Autres ministères et organismes gouvernementaux	(3 942)	(27 785)

En 2024-2025, le Fonds n'a pas reçu de financement pour stabiliser le Programme de passeport. Cependant, en 2023-2024, le Fonds a reçu d'Immigration, Refugiés et Citoyenneté Canada un financement de 25 millions de dollars pour stabiliser le Programme de Passeport.

De plus, dans le cadre de ses opérations, le Fonds perçoit des frais consulaires au nom d'Affaires mondiales Canada. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net. Pour l'exercice 2024-2025, le Fonds a perçu et remis à Affaires mondiales Canada des frais consulaires de 100 066 717 $ (86 874 909 $ en 2023-2024).

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le Fonds) tels qu'exigés par la politique du Conseil du Trésor sur la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* selon les exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint
Direction générale des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Hammond, CPA

Sous-ministre adjointe principale
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada
Paula Folkes pour
Siobhan Harty

Le 13 juin 2025
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée	**100 000**	**100 000**

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée	–	–

Fonds renouvelable de la production de défense – *fin*

Note afférente aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le Fonds) est un mécanisme de financement autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital;

c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions $ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint
Direction générale des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Hammond, CPA

Sous-ministre adjoint principal
Direction générale des services immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
Mark Quinlan

Le 13 juin 2025
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	(6 300)	(17 418)	(5 800)	(24 698)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	**(6 300)**	**(17 418)**	**(5 800)**	**(24 698)**
Éléments affectant l'encaisse				
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	(21)	–	(80)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(14 500)	(3 707)	2 300	(7 187)
Autorisation fournie (employée)	**(20 800)**	**(21 146)**	**(3 500)**	**(31 965)**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	262 707	311 186
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(441 618)	(525 243)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	211 554	258 480
Autres éléments	31 155	40 521
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	**63 798**	**84 944**
Limite de l'autorisation (note 1)	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée	**213 798**	**234 944**

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

État de la situation financière (non-audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	–	18
Débiteurs (note 3)	221 126	268 955
Autres actifs (note 4)	39 522	45 933
Total des actifs financiers	**260 648**	**314 906**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	272	26
Total des actifs	**260 920**	**314 932**
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	441 619	529 044
Indemnités de vacances et congés compensatoires	25 828	23 812
Dépôts de garantie des entrepreneurs	185	416
Indemnité de départ aux employés (note 6)	9 462	8 874
Total des passifs	**477 094**	**562 146**
Passif net (note 7)	**(216 174)**	**(247 214)**
Total	**260 920**	**314 932**

Obligations contractuelles (note 8)
Passifs éventuels (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Services de biens immobiliers – autres ministères	2 214 410	2 093 571
Services de biens immobiliers – portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada	374 166	344 492
Autres revenus	953	3 477
Total revenus	**2 589 529**	**2 441 540**
Coût des ventes	(1 974 095)	(1 867 853)
Bénéfice brut	**615 434**	**573 687**
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	480 369	455 629
Services généraux et administratifs	96 474	84 408
Coûts d'occupation	22 828	21 039
Services professionnels et spéciaux	19 466	21 148
Transports et télécommunications	5 922	5 786
Services publics, fournitures et approvisionnements	4 237	3 489
Indemnités de départ aux employés (note 6)	2 236	1 144
Autres charges	1 320	5 742
Total des frais d'exploitation	**632 852**	**598 385**
Résultats nets	**(17 418)**	**(24 698)**
Passif net, au début de l'exercice	(247 214)	(121 061)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(21)	(80)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	48 479	(101 375)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)	**(216 174)**	**(247 214)**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(17 418)	(24 698)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	18	(3)
Diminution (augmentation) des débiteurs	47 829	(54 869)
Diminution (augmentation) des autres actifs	6 411	(9 440)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(246)	(9)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(87 425)	190 473
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	2 016	(247)
Augmentation (diminution) des dépôts de garantie des entrepreneurs	(231)	237
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés	588	11
Variation totale de l'état de la situation financière	**(31 040)**	**126 153**
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(21)	(80)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	(48 479)	101 375
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	311 186	209 811
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**262 707**	**311 186**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le Fonds) est un mécanisme de financement pour le programme des Services immobiliers. Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations, ainsi que des services consultatifs. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Conformément à la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 $ la somme des recettes perçues.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les actifs éventuels, les instruments financiers ainsi que les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus sont constitués de revenus provenant de sources non fiscales. Ils comprennent les transactions avec contrepartie où des biens ou des services sont fournis en contrepartie d'une obligation de prestation. Une obligation de prestation constitue une promesse exécutoire de fournir des biens ou services précis à un client en particulier. Les transactions de revenus du Fonds sont récurrentes par nature. Les transactions récurrentes sont considérées comme des activités continues et routinières qui font partie du cours normal des opérations et peuvent être utilisées pour indiquer si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à nouveau gagnées au cours des années à venir. Les revenus sont comptabilisés à mesure que les obligations de prestation sont satisfaites et que le recouvrement est raisonnablement assuré, comme décrit ci-dessous.

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus, en fonction de l'étendue des progrès réalisés par rapport à l'achèvement des livrables des projets. Les recouvrements sur les débours, qui sont directement liés aux produits ou services fournis pour le compte des ministères et organismes fédéraux et des parties extérieures, sont constatés au fur et à mesure que les coûts des biens et services procurés auprès du secteur privé sont encourus par le Fonds et que les avantages économiques associés aux transactions de revenus sont transférés au Fonds.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	211 554	258 480
Parties externes	13 050	16 015
Total partiel	**224 604**	**274 495**
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(3 478)	(5 540)
Débiteurs nets	**221 126**	**268 955**

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

4. Autres actifs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	38 704	45 052
Autres avances	818	881
Total autres actifs	**39 522**	**45 933**

5. Créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	427 192	514 202
Autres ministères et organismes gouvernementaux	14 426	11 041
Total partiel	**441 618**	**525 243**
Charges à payer	1	3 801
Total des créditeurs et charges à payer	**441 619**	**529 044**

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de se faire payer immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Total des obligations au titre des indemnités de départ au 31 mars :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice	8 874	8 863
Charge de l'exercice	2 236	1 144
Indemnités versées au cours de l'exercice	(1 648)	(1 133)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	**9 462**	**8 874**

Fonds renouvelable des Services immobiliers – *fin*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *fin*

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	63 972	88 750
Résultats nets	(17 418)	(24 698)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(21)	(80)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	**46 533**	**63 972**
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(311 186)	(209 811)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	48 479	(101 375)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	**(262 707)**	**(311 186)**
Passif net, à la fin de l'exercice	**(216 174)**	**(247 214)**

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Le tableau ci-dessous détaille les paiements estimatifs futurs des principales obligations contractuelles.

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2026	1 791 032
2027	211 169
2028	78 494
2029	32 675
2030 et les exercices suivants	293 412
Total des obligations contractuelles	**2 406 782**

9. Passifs éventuels

Des réclamations ont été faites auprès du Fonds dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à 0,1 million de dollars au 31 mars 2025 (néant en 2023-2024). Le règlement éventuel de ces litiges sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices pertinents lorsque l'événement futur risque de se produire et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint
Direction générale des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Hammond, CPA

Sous-ministre adjoint principal
Direction générale de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Dominic Laporte

Le 13 juin 2025
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – *suite*

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025		2024	
	Prévisions [1]	Chiffres réels	Prévisions [1]	Chiffres réels
Résultats nets	103	699	185	1 029
Éléments n'affectant pas l'encaisse	177	–	50	–
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	**280**	**699**	**235**	**1 029**
Éléments affectant l'encaisse				
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	4	–	–
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(177)	2 117	(50)	6 681
Autorisation fournie (employée)	**103**	**2 820**	**185**	**7 710**

[1] Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	35 021	32 280
Imputation des créditeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice	(22 889)	(22 912)
Créances affectées au crédit, à la fin de l'exercice	2 608	2 266
Autres éléments	(606)	(320)
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	**14 134**	**11 314**
Limite de l'autorisation (note 1)	45 000	45 000
Autorisation non employée reportée	**59 134**	**56 314**

Fonds renouvelable des Services optionnels – *suite*

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	1	–
Débiteurs (note 3)	3 181	5 297
Avances remboursables de la taxe de vente et autres avances	64	77
Total des actifs financiers	**3 246**	**5 374**
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	22 889	23 029
Indemnités de vacances et congés compensatoires	213	176
Indemnités de départ aux employés (note 5)	63	50
Total des passifs	**23 165**	**23 255**
Passif net (note 6)	**(19 919)**	**(17 881)**
Total	**3 246**	**5 374**

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Revenus		
Services liés aux voyages et aux réinstallations	43 326	13 806
Services d'approvisionnement en communication	3 772	3 134
Vaccins et médicaments	182	190
Intérêts sur comptes débiteurs	53	78
Total des revenus	**47 333**	**17 208**
Coûts des ventes	(41 082)	(11 169)
Bénéfice brut	**6 251**	**6 039**
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 461	2 725
Services généraux et administratifs	1 504	1 490
Services professionnels et spéciaux	450	780
Autres charges	124	17
Indemnités de départ aux employés (note 5)	13	(2)
Total des frais d'exploitation	**5 552**	**5 010**
Résultats nets	**699**	**1 029**
Actif (passif) net, au début de l'exercice	(17 881)	8 134
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	4	–
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	(2 741)	(27 044)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 6)	**(19 919)**	**(17 881)**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – *suite*

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Résultats nets	699	1 029
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	(1)	–
Diminution (augmentation) des débiteurs	2 116	4 191
Diminution (augmentation) des avances remboursables de la taxe de vente et autres avances	13	(17)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(140)	21 803
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	37	40
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés	13	(2)
Variation totale de l'état de la situation financière	**2 038**	**26 015**
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	4	–
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	2 741	27 044
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	32 280	5 236
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	**35 021**	**32 280**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le Fonds) est un mécanisme de financement qui fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds est utilisé pour l'achat de vaccins, de médicaments, et de véhicules zéro émission, et fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui a été annulée et remplacée en 1996 par l'article 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 45 000 000 $ en aucun temps. Auparavant à 35 000 000 $, la limite de l'autorisation a été augmentée à 45 000 000 $ en 2023-2024 par le biais de la *Loi de crédits n° 4 pour 2023-2024.* Cet ajustement est associé à l'introduction d'une nouvelle activité d'approvisionnement pour les ministères et organismes fédéraux liée aux véhicules zéro émission à l'appui de la Stratégie pour un gouvernement vert.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les instruments financiers et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus sont constitués de revenus provenant de sources non fiscales. Ils comprennent les transactions avec contrepartie où des biens ou des services sont fournis en contrepartie d'une obligation de prestation. Une obligation de prestation constitue une promesse exécutoire de fournir des biens ou services précis à un client en particulier. Les transactions de revenus du Fonds sont récurrentes par nature. Les transactions récurrentes sont considérées comme des activités continues et routinières qui font partie du cours normal des opérations et peuvent être utilisées pour indiquer si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à nouveau gagnées au cours des années à venir. Les revenus sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont satisfaites et que le recouvrement est raisonnablement assuré, comme décrit ci-dessous.

Les revenus de vaccins et de médicaments se composent de frais annuels facturés aux gouvernements provinciaux et territoriaux, lesquels sont constatés au cours de l'exercice où ils sont gagnés. Aucun revenu n'est constaté à l'égard des services d'approvisionnement en vaccins et médicaments, puisque le Fonds agit à titre de mandataire dans ces transactions. Le Fonds n'a pas de contrôle sur les vaccins et de médicaments achetés avant la livraison de ceux-ci aux ministères et organismes fédéraux et aux gouvernements provinciaux et territoriaux, les fournisseurs demeurant les principaux responsables de fournir les vaccins et des médicaments directement aux clients. Par conséquent, les revenus liés au service d'approvisionnement en vaccins et médicaments sont reconnus sur une base nette, les revenus du Fonds ne reflétant que les frais annuels facturés.

Les revenus liés aux services de voyages et de réinstallations comprennent les frais facturés sur les coûts de réinstallations, les frais liés au répertoire d'hébergement et de location de voitures ainsi que les frais facturés aux transporteurs sur les services de frais de transport. Les revenus sont constatés lorsque les services sont rendus.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication comprennent les frais facturés aux ministères en fonction de la valeur du contrat attribué. Les revenus sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Le Fonds fournit un service d'approvisionnement lié à l'achat de véhicules zéro émission au nom des ministères et organismes fédéraux. Les véhicules sont achetés à l'aide du Fonds et leurs coûts sont refacturés aux ministères et organismes fédéraux. Aucuns frais ne sont facturés et, par conséquent, aucun revenu n'est constaté pour ce service.

Fonds renouvelable des Services optionnels – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – ***suite***

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus

3. Débiteurs

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	592	3 044
Autres ministères et organismes gouvernementaux	2 608	2 266
Total partiel	**3 200**	**5 310**
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(19)	(13)
Débiteurs nets	**3 181**	**5 297**

Fonds renouvelable des Services optionnels – *suite*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *suite*

4. Créditeurs et charges à payer

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	22 822	22 847
Autres ministères et organismes gouvernementaux	67	65
Total partiel	**22 889**	**22 912**
Charges à payer	–	117
Total des créditeurs et charges à payer	**22 889**	**23 029**

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Total des obligations au titre des indemnités de départ au 31 mars

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice	50	52
Charge pour l'exercice	13	(2)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	**63**	**50**

6. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	14 399	13 370
Résultats nets	699	1 029
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	4	–
Surplus accumulé, fin de l'exercice	**15 102**	**14 399**
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(32 280)	(5 236)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 741)	(27 044)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	**(35 021)**	**(32 280)**
Passif net, à la fin de l'exercice	**(19 919)**	**(17 881)**

Fonds renouvelable des Services optionnels – *fin*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2025 – *fin*

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Le tableau ci-dessous détaille les paiements estimatifs futurs.

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2026	210
2027	72
2028	–
2029	–
2030 et les exercices suivants	–
Total des obligations contractuelles	**282**

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Section 2

Comptes publics du Canada

2024-2025

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

Page

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes 128
Créances, radiations ou renonciations 133
Avances à justifier 138
Pertes de fonds et de biens publics
- Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2024-2025 141
- Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2024-2025 142
- Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025 145
- Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 150
- Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs 158

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant [1]
Loi sur la gestion des finances publiques **(Article 23)**	
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	*87 197 278*
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	*1 834 995*
Justice	
Ministère de la Justice	*4 458 031*
Parcs Canada	
Agence Parcs Canada	*978 383*
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	*3 562 691 630*
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	81 427 269
Gendarmerie royale du Canada	2 961 293
	84 388 562
Tarif des douanes **(Article 115)**	
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	*169 254 389*
Total	3 910 803 268

[1] Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
C.P. 2022-0617, le 22 juin 2022, pour permettre la remise partielle des trop payés dans le cas d'étudiants jugés inadmissibles à la prestation canadienne d'urgence (PCU) ou à la prestation d'assurance-emploi d'urgence (PAEU), qui auraient autrement été admissibles à la prestation canadienne d'urgence pour étudiants (PCUE) s'ils en avaient fait la demande	2 291 000
C.P. 2024-1303, le 9 décembre 2024, afin de permettre la remise des trop-payés encourus par les bénéficiaires de la pension d'invalidité du Régime de pensions du Canada (RPC) et de la prestation d'invalidité après-retraite (PIAR) et leurs enfants à charge pour lesquels il y a eu un retard dans le traitement de la réévaluation du maintien de l'admissibilité.	84 906 278
	87 197 278
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
C.P. 2012-1590, 29 novembre 2012, en vertu du paragraphe 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour remettre le droit payé à une personne pour les services de passeports et autres documents de voyage si la raison de son voyage est sa propre maladie grave ou le décès ou la maladie grave d'une autre personne	10 345
C.P. 2024-0387, 19 avril 2024, décret de remise visant certains droits relatifs à la délivrance de documents d'identité ou de documents de voyage (ouragan Fiona) afin de rembourser les frais associés au remplacement de documents de voyage canadiens, de cartes de résident permanent et de certificats de citoyenneté canadienne perdus, endommagés, détruits ou devenus inaccessibles à la suite de l'ouragan Fiona survenu en septembre 2022	480
C.P. 2024-0388, 19 avril 2024, décret de remise visant certains droits relatifs à la délivrance de documents d'identité ou de documents de voyage (inondations de 2021 en Colombie-Britannique) afin de remettre les frais associés au remplacement des documents de voyage canadiens, des cartes de résident permanent et des certificats de citoyenneté canadienne qui ont été perdus, endommagés, détruits ou rendus inaccessibles en raison des inondations majeures survenues en Colombie-Britannique en 2021	1 440
C.P. 2024-0389, 19 avril 2024, décret de remise visant certains droits relatifs à la délivrance de documents d'identité ou de documents de voyage (explosions dans le port de Beyrouth) afin de remettre les frais associés à la délivrance de documents de voyage et de certificats de citoyenneté canadienne aux personnes touchées par les explosions d'août 2020 au port de Beyrouth	9 930
C.P. 2024-0390, 19 avril 2024, décret de remise visant certains droits relatifs à la délivrance de documents d'identité ou de documents de voyage (invasion de l'Ukraine par la Russie) afin de 1) rembourser les frais payables pour les documents de voyage canadiens, les titres de voyage pour résident permanent et les certificats de citoyenneté canadienne sous la responsabilité du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration; ainsi que les frais de services consulaires pour les documents de voyage pour adultes sous la responsabilité de la ministre des Affaires étrangères pour les demandes reçues entre le 22 février 2022 et le 31 mars 2023; 2) rembourser les frais pour les visas de résident temporaire, les permis de travail et les permis d'études, ainsi que tous les frais connexes de biométrie payés par les ressortissants ukrainiens et les membres de leur famille immédiate qui présentent une demande en vertu de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) entre le 22 février 2022 et le 14 mars 2022; et 3) rembourser les montants payés en trop pour les visas de résident temporaire, les permis de travail et les permis d'études, ainsi que tous les frais connexes de biométrie payés par les ressortissants ukrainiens et les membres de leur famille immédiate	1 018 925
C.P. 2024-0882, 18 juillet 2024, décret de remise de certains droits ou frais relatifs à la délivrance de documents de remplacement (incendies forestiers ou de brousse en 2024) afin de remettre les frais associés au remplacement de documents de voyage canadiens, de cartes de résident permanent et de certificats de citoyenneté canadienne perdus, endommagés, détruits ou rendus inaccessibles en raison de la saison des feux de forêt de 2024 au Canada	23 840
C.P. 2024-1306, 9 décembre 2024, décret de remise visant certains frais relatifs à la délivrance de visas de résident temporaire à certains membres de la famille élargie (crise à Gaza) afin de rembourser les droits relatifs aux visas de résident temporaire ainsi que tous les frais connexes de collecte des données biométriques payés par les ressortissants palestiniens et les membres de leur famille	770 035
	1 834 995
Justice	
Ministère de la Justice	
C.P. 2019-0136, 28 février 2019, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables à la fin d'une année ou au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref	4 458 031
Parcs Canada	
Agence Parcs Canada	
C.P. 2024-1068, 27 septembre 2024, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre de l'Environnement et en vertu du paragraphe 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, prend le Décret de remise concernant les loyers et les redevances (parc national Jasper du Canada),ci-après	978 383

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – *suite*

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude	(11 873)
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin	3 524 773 569
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves	6 781 331
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada	4 844 887
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*. La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada	105 033
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan) fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement dans revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités	15 313 173
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba)	5 294 710
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996	5 599 493
C.P. 2000-1767, 13 décembre 2000, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba), prévoit la remise de la TPS payée ou due sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités	10 000
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College	5 188
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, décret modifiant le décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada	19 865
C.P. 2018-0610, 29 mai 2018, modifiant le décret de remise visant l'échange de terrains de la moraine d'Oak Ridges, fait par le décret C.P. 2010-0218 du 23 février 2010, afin de prolonger de 10 ans de plus l'allègement fiscal prévu par le décret de remise original, qui prendrait autrement fin à la date d'échéance de production pour l'année d'imposition 2017	(43 746)
	3 562 691 630
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello	9 541
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence	407
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada	13 666
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable	8 120
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale	7 148
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties	2 899

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – *suite*

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger	24 139 146
C.P. 1984-867, 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers	953 388
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie	15 290 234
C.P. 1985-3606, 25 décembre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises utilisées à des fins de mise en page	84
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité	324 153
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis	101
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada	52 161
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin	40 615 480
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la *Loi sur la taxe d'accise* à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas	10 741
	81 427 269
Gendarmerie royale du Canada	
C.P. 2022-1017, 23 septembre, 2022, décret de remise visant les prix relatifs à la prise des empreintes digitales et à la vérification de casiers judiciaires (reprise de noms) afin de dispenser des frais administratifs qui seraient autrement assumés par les survivants de pensionnats et leurs familles qui demandent à reprendre leurs noms qui ont été changés par le système des pensionnats	475
C.P. 2023-0289, 27 mars 2023, remise des intérêts afférents aux dettes payées ou à payer par des municipalités et résultants des augmentations de la rémunération rétroactives pour la période commençant le 1er avril 2017 et se terminant le 31 mars 2021, aux termes de l'entente sur les services de police municipaux	2 960 818
	2 961 293
	84 388 562
En vertu de l'article 115 du *Tarif des douanes*	
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires	368 545
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers	11 208
C.P. 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis	324
C.P. 2008-0815, 1er mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du *Tarif des douanes* en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada	17 456
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge	156 591 113
C.P. 2020-1135, 20 décembre 2020, décret de remise pour la continuité commerciale avec le Royaume-Uni (2021). Est accordée une remise des droits de douane payés ou à payer aux termes du *Tarif des douanes* à l'égard des marchandises importées du Royaume-Uni au cours de la période commençant le 1er janvier 2021 et se terminant à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de continuité commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'un montant correspondant à l'écart entre : d'une part, les droits de douane payés ou à payer à l'égard des marchandises selon le tarif de la nation la plus favorisée, aux termes du *Tarif des douanes* et de ses règlements; d'autre part, les droits de douane qui aurait été à payer à l'égard de ces marchandises si le taux prévu par le tarif de l'Accord s'appliquait à celles-ci aux termes du *Tarif des douanes* et de ses règlements	36 194

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – *fin*

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2022-649, 9 juin 2022, décret de remise visant des marchandises de l'Ukraine. Remise est accordée des droits de douane payés ou à payer aux termes du *Tarif des douanes* à l'égard des marchandises originaires de l'Ukraine, à l'exception de marchandises assujetties au tarif général	869 473
C.P. 2022-1089, 7 Octobre 2022, décret 1) abrogeant le décret de retrait du bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée (2022-1); et 2) retirant le statut de nation la plus favorisée de la Russie et du Bélarus, à l'exception des marchandises du numéro tarifaire 2844.43.00	6 074 450
C.P. 2025-0054, 31 Janvier 2025, décret de remise de la surtaxe de la Chine (2024) afin de prévoir une remise des surtaxes payées ou payables en vertu du décret imposant une surtaxe à la Chine (2024) à l'égard de marchandises précisées importées de la Chine	5 285 626
	169 254 389

Créances, radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i. Approbation ministérielle

Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'autres lois du Parlement comme suit :

- L'article 25(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

- L'article 155.1 (4) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (par exemple, chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.

- Les autres lois du Parlement (par exemple, *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii. Approbation du Conseil du Trésor

L'article 25(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute obligation, dette ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii. Autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire

- L'article 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.

- L'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une Loi de crédits.

- L'article 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une Loi de crédits ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Créances, radiations ou renonciations – *suite*

(en dollars)

Description	Code [1]	Approbation ministérielle Nombre	Approbation ministérielle Montant	Approbation du Conseil du Trésor Nombre	Approbation du Conseil du Trésor Montant	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Numéro du crédit ou Loi	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Nombre	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Montant	Total Nombre	Total Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires mondiales										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	A/B	96	567 406	1	20 162 020	–	–	–	97	20 729 426
Agriculture et Agroalimentaire										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	A	158	21 300 574	–	–	–	–	–	158	21 300 574
Commission canadienne des grains	A	7	9 939	–	–	–	–	–	7	9 939
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	A	774	1 965 552	–	–	–	–	–	774	1 965 552
Défense nationale										
Ministère de la Défense nationale	A	340	364 996	–	–	–	–	–	340	364 996
Centre de la sécurité des télécommunications	A	1	2 000	–	–	–	–	–	1	2 000
Emploi et Développement de la main-d'œuvre										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A/C/D	16 821	49 699 991	–	–	[2]	3 812	87 197 278	20 633	136 897 269
Énergie et Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles	A/D	64	12 849	–	–	–	–	–	64	12 849
Commission canadienne de sûreté nucléaire	A	4	20 287	–	–	–	–	–	4	20 287
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement	A/D	32	5 962	–	–	–	–	–	32	5 962
Finances										
Ministère des Finances	A	112	132 323	–	–	–	–	–	112	132 323
Agence de la consommation en matière financière du Canada	A	1	2 015	–	–	–	–	–	1	2 015
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	A	3	372 636	–	–	–	–	–	3	372 636
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	A/C	4 280	1 065 888	–	–	[2]	16 210	1 834 995	20 490	2 900 883
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	A/D	122	14 406 580	–	–	–	–	–	122	14 406 580
Agence de développement économique du Pacifique Canada	A	1	156 389	–	–	–	–	–	1	156 389
Agence de promotion économique du Canada atlantique	A/D	58	17 935 002	–	–	–	–	–	58	17 935 002
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	A	3	4 329 251	–	–	–	–	–	3	4 329 251
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	A	47	3 866 245	–	–	–	–	–	47	3 866 245
Conseil national de recherches du Canada	A	5	179 697	–	–	–	–	–	5	179 697
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	A	4	4 856 211	–	–	–	–	–	4	4 856 211
Statistique Canada	A/D	111	3 668	–	–	–	–	–	111	3 668
Institutions démocratiques										
Bureau du directeur général des élections	A	32	124 295	–	–	–	–	–	32	124 295
Justice										
Ministère de la Justice	A/C	3	30 987	–	–	[2]	55 240	4 458 031	55 243	4 489 018
Registraire de la Cour suprême du Canada	A	1	90	–	–		–	–	1	90
Service administratif des tribunaux judiciaires	A	1	4 450	–	–	–	–	–	1	4 450
Parcs Canada										
Agence Parcs Canada	A/C	142	259 514	–	–	[2]	177	978 384	319	1 237 898
Patrimoine canadien										
Ministère du Patrimoine canadien	A	10	338 987	–	–	–	–	–	10	338 987
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A/D	11	204 826	–	–	–	–	–	11	204 826
Office national du film	A	114	122 999	–	–	–	–	–	114	122 999
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans	A	8	396 496	–	–	–	–	–	8	396 496

Créances, radiations ou renonciations – *suite*

(en dollars)

Description	Code [1]	Approbation ministérielle Nombre	Approbation ministérielle Montant	Approbation du Conseil du Trésor Nombre	Approbation du Conseil du Trésor Montant	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Numéro du crédit ou Loi	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Nombre	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Montant	Total Nombre	Total Montant
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	1 082 973	4 236 507 362	–	–	–	–	–	1 082 973	4 236 507 362
Santé										
Ministère de la Santé	A	441	86 820	–	–	–	–	–	441	86 820
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	39	10 763	–	–	–	–	–	39	10 763
Instituts de recherche en santé du Canada	A	2	28 127	–	–	–	–	–	2	28 127
Sécurité publique										
Agence des services frontaliers du Canada	A	9 682	3 117 153	–	–	–	–	–	9 682	3 117 153
Gendarmerie royale du Canada	A/C/D	18	222 012	–	–	[2]	82	2 961 293	100	3 183 305
Service correctionnel du Canada	A	80	1 416	–	–	–	–	–	80	1 416
Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones	A	29	1 629 758	–	–	–	–	–	29	1 629 758
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	A/D	761	4 027 613	–	–	–	–	–	761	4 027 613
Services partagés Canada	A	1	1 664 349	–	–	–	–	–	1	1 664 349
Transports										
Ministère des Transports	A	30	5 682	–	–	–	–	–	30	5 682
Office des transports du Canada	A	3	13 920	–	–	–	–	–	3	13 920
		1 117 425	*4 370 053 080*	*1*	*20 162 020*		*75 521*	*97 429 981*	*1 192 947*	*4 487 645 081*
Loi de l'impôt sur le revenu										
Innovation, Sciences et Industrie										
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	D	87	262 740	–	–	–	–	–	87	262 740
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B/D	282 952	660 193 131	–	–	–	–	–	282 952	660 193 131
		283 039	*660 455 871*	–	–	–	–	–	*283 039*	*660 455 871*
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Emploi et Développement de la main-d'œuvre										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	96 792	242 196 606	–	–	–	–	–	96 792	242 196 606
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Emploi et Développement de la main-d'œuvre										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	121	1 033 603	–	–	–	–	–	121	1 033 603
Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments	C	17 711	2 264 094	–	–	–	–	–	17 711	2 264 094
Loi sur l'assurance-emploi										
Emploi et Développement de la main-d'œuvre										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A	82 924	93 279 760	–	–	–	–	–	82 924	93 279 760
Loi sur l'expansion des exportations										
Affaires mondiales										
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	A/B	27 835	491 531 367	–	–	–	–	–	27 835	491 531 367
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés										
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	D	189 613	32 401 719	–	–	–	–	–	189 613	32 401 719

Créances, **radiations ou renonciations** – *suite*

(en dollars)

Description	Code [1]	Approbation ministérielle Nombre	Approbation ministérielle Montant	Approbation du Conseil du Trésor Nombre	Approbation du Conseil du Trésor Montant	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Numéro du crédit ou Loi	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Nombre	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Montant	Total Nombre	Total Montant
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	17 974	489 288 865	–	–	–	–	–	17 974	489 288 865
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Emploi et Développement de la main-d'œuvre										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	C	64 323	166 078 540	–	–	–	–	–	64 323	166 078 540
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B	20 468	291 734 371	–	–	–	–	–	20 468	291 734 371
Loi sur la taxe sur certains biens de luxe										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B	4	3 916	–	–	–	–	–	4	3 916
Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B/D	89 599	173 334 755	–	–	–	–	–	89 599	173 334 755
Loi sur le bien-être des vétérans										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	202	4 905 933	–	–	–	–	–	202	4 905 933
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	A	828	84 670 045	–	–	–	–	–	828	84 670 045
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	42	272 915	–	–	–	–	–	42	272 915
Loi sur le Parlement du Canada										
Parlement										
Chambre des communes	A	115	132 315	–	–	–	–	–	115	132 315
Sénat	A	47	5 848	–	–	–	–	–	47	5 848
		162	*138 163*	–	–	–	–	–	*162*	*138 163*
Loi sur les douanes										
Sécurité publique										
Agence des services frontaliers du Canada	D	141	5 424 772	–	–	–	–	–	141	5 424 772
Loi sur les frais de service										
Agriculture et Agroalimentaire										
Commission canadienne des grains	C	1	2 543	–	–	–	–	–	1	2 543
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement	C	17	1 002	–	–	–	–	–	17	1 002
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	C	1 198 371	38 750 493	–	–	–	–	–	1 198 371	38 750 493
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	C	306	61 696	–	–	–	–	–	306	61 696
Parcs Canada										
Agence Parcs Canada	C	247	2 896	–	–	–	–	–	247	2 896
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans	C	2	1 211	–	–	–	–	–	2	1 211
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	C	1	459	–	–	–	–	–	1	459
Santé										
Ministère de la Santé	C	87	132 989	–	–	–	–	–	87	132 989
Transports										
Ministère des Transports	C	40	4 485	–	–	–	–	–	40	4 485
		1 199 072	*38 957 774*	–	–	–	–	–	*1 199 072*	*38 957 774*

Créances, **radiations ou renonciations** – *fin*

(en dollars)

Description	Code [1]	Approbation ministérielle Nombre	Approbation ministérielle Montant	Approbation du Conseil du Trésor Nombre	Approbation du Conseil du Trésor Montant	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Numéro du crédit ou Loi	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Nombre	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement Montant	Total Nombre	Total Montant
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	65	1 026 075	–	–	–	–	–	65	1 026 075
Loi sur les prêts aux apprentis										
Emploi et Développement de la main-d'œuvre										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	325	1 653 096	–	–	–	–	–	325	1 653 096
		3 208 665	**7 150 705 320**	**1**	**20 162 020**		**75 521**	**97 429 981**	**3 284 187**	**7 268 297 321**
Sommaire										
Radiations	A	1 223 619	5 281 733 564	–	–		–	–	1 223 619	5 281 733 564
Renonciations	B	218 307	1 180 514 188	1	20 162 020		–	–	218 308	1 200 676 208
Remises	C	1 281 106	207 300 408	–	–		75 521	97 429 981	1 356 627	304 730 389
Dispenses	D	485 633	481 157 160	–	–		–	–	485 633	481 157 160
		3 208 665	**7 150 705 320**	**1**	**20 162 020**		**75 521**	**97 429 981**	**3 284 187**	**7 268 297 321**

[1] Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.

[2] Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques.* Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 128 de cette section.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2025		Avances réglées en avril 2025			Avances en circulation au 30 avril 2025	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant
Affaires mondiales							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	7 132	20 695 437	41	868 989		7 091	19 826 448
Commission mixte internationale (section canadienne)	5	12 256	3	1 830		2	10 426
Investir au Canada	4	10 552	–	–		4	10 552
	7 141	*20 718 245*	*44*	*870 819*		*7 097*	*19 847 426*
Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	20	13 825	20	13 825		–	–
Commission canadienne des grains	3	294	–	–		3	294
Commission canadienne du lait	1	400	–	–		1	400
	24	*14 519*	*20*	*13 825*		*4*	*694*
Anciens Combattants							
Ministère des Anciens Combattants	141	181 560	1	2 814		140	178 746
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	3	9 817	–	101	[1]	3	9 716
	144	*191 377*	*1*	*2 915*		*143*	*188 462*
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Bureau du secrétaire du gouverneur général	*5*	*2 700*	–	–		*5*	*2 700*
Conseil du Trésor							
Secrétariat du Conseil du Trésor	143	437 836	1	3 285		142	434 551
École de la fonction publique du Canada	77	204 585	–	2 126	[1]	77	202 459
	220	*642 421*	*1*	*5 411*		*219*	*637 010*
Conseil privé							
Bureau du Conseil privé	117	257 053	2	532		115	256 521
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	5	2 142	–	–		5	2 142
Commission de la fonction publique	114	220 638	–	1 312	[1]	114	219 326
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2	22 480	–	–		2	22 480
	238	*502 313*	*2*	*1 844*		*236*	*500 469*
Défense nationale							
Ministère de la Défense nationale	7 063	39 298 325	964	3 613 060		6 099	35 685 265
Centre de la sécurité des télécommunications	191	742 422	96	383 308		95	359 114
Comité externe d'examen des griefs militaires	1	2 360	–	–		1	2 360
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1	3 815	–	–		1	3 815
	7 256	*40 046 922*	*1 060*	*3 996 368*		*6 196*	*36 050 554*
Emploi et Développement de la main-d'œuvre							
Ministère de l'Emploi et du Développement social	*2 985*	*8 312 344*	*9*	*18 212*		*2 976*	*8 294 132*
Énergie et Ressources naturelles							
Ministère des Ressources naturelles	152	381 384	3	7 013		149	374 371
Commission canadienne de sûreté nucléaire	12	19 328	2	5 920		10	13 408
Régie canadienne de l'énergie	3	12 890	–	–		3	12 890
	167	*413 602*	*5*	*12 933*		*162*	*400 669*
Environnement et Changement climatique							
Ministère de l'Environnement	324	551 937	2	2 743		322	549 194
Agence canadienne d'évaluation d'impact	17	28 121	–	62	[1]	17	28 059
	341	*580 058*	*2*	*2 805*		*339*	*577 253*
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse							
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	*25*	*22 097*	–	*485*	[1]	*25*	*21 612*

Avances à justifier – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2025		Avances réglées en avril 2025		Avances en circulation au 30 avril 2025	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Finances						
Ministère des Finances	6	18 940	–	–	6	18 940
Agence de la consommation en matière financière du Canada	1	2 493	1	2 493	–	–
Bureau du surintendant des institutions financières	2	2 170	2	2 170	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	1	1 987	1	1 987	–	–
	10	*25 590*	*4*	*6 650*	*6*	*18 940*
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	403	864 704	12	22 261	391	842 443
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	60	176 155	3	5 885	57	170 270
	463	*1 040 859*	*15*	*28 146*	*448*	*1 012 713*
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie	113	362 162	4	8 634	109	353 528
Agence canadienne de développement économique du Nord	4	3 238	–	–	4	3 238
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	28 270	–	–	1	28 270
Agence de promotion économique du Canada atlantique	6	1 400	–	–	6	1 400
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	3	3 500	1	1 649	2	1 851
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	27	79 645	1	610	26	79 035
Agence spatiale canadienne	15	67 279	3	2 009	12	65 270
Statistique Canada	38	57 076	4	6 017	34	51 059
	207	*602 570*	*13*	*18 919*	*194*	*583 651*
Institutions démocratiques						
Bureau du directeur général des élections	380	403 885	2	2 253	378	401 632
Commission des débats des chefs	1	4 762	–	–	1	4 762
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2	1 218	–	–	2	1 218
	383	*409 865*	*2*	*2 253*	*381*	*407 612*
Justice						
Ministère de la Justice	210	8 453 589	7	16 892	203	8 436 697
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	31	223 530	7	13 278	24	210 252
Bureau du directeur des poursuites pénales	42	103 877	1	1 252	41	102 625
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	14	70 806	1	144	13	70 662
Commission canadienne des droits de la personne	16	27 488	1	879	15	26 609
Registraire de la Cour suprême du Canada	4	500	–	–	4	500
Service administratif des tribunaux judiciaires	58	69 980	3	766	55	69 214
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	2	6 750	–	–	2	6 750
	377	*8 956 520*	*20*	*33 211*	*357*	*8 923 309*
Logement, Infrastructure et Collectivités						
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	*29*	*57 439*	*1*	*7 413*	*28*	*50 026*
Parcs Canada						
Agence Parcs Canada	*1 334*	*2 950 957*	*149*	*262 251*	*1 185*	*2 688 706*
Parlement						
Chambre des communes	339	641 962	18	31 699	321	610 263
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1	250	–	–	1	250
Sénat	9	7 148	2	1 750	7	5 398
Service de protection parlementaire	13	14 825	–	200 [1]	13	14 625
	362	*664 185*	*20*	*33 649*	*342*	*630 536*
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	33	68 861	9	1 485	24	67 376
Bibliothèque et Archives du Canada	5	15 303	–	–	5	15 303
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	37	142 467	–	908 [1]	37	141 559
Office national du film	25	20 705	9	10 583	16	10 122
	100	*247 336*	*18*	*12 976*	*82*	*234 360*

Avances à justifier – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2025		Avances réglées en avril 2025			Avances en circulation au 30 avril 2025	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
Ministère des Pêches et des Océans	*351*	*586 440*	*6*	*20 281*		*345*	*566 159*
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	291	534 819	–	1 376	[1]	291	533 443
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	22	46 105	–	–		22	46 105
	313	*580 924*	–	*1 376*		*313*	*579 548*
Revenu national							
Agence du revenu du Canada	*414*	*381 065*	*27*	*10 915*		*387*	*370 150*
Santé							
Ministère de la Santé	316	1 065 388	19	12 905		297	1 052 483
Agence canadienne d'inspection des aliments	104	130 929	27	7 060		77	123 869
Agence de la santé publique du Canada	109	423 880	3	600		106	423 280
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	4	10 094	–	–		4	10 094
	533	*1 630 291*	*49*	*20 565*		*484*	*1 609 726*
Sécurité publique							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	67	175 134	–	–		67	175 134
Agence des services frontaliers du Canada	838	1 030 669	16	26 085		822	1 004 584
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	3	7 788	–	–		3	7 788
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	1	6 576	–	–		1	6 576
Commission des libérations conditionnelles du Canada	46	55 677	–	–		46	55 677
Gendarmerie royale du Canada	2 025	22 870 150	1 468	15 704 196		557	7 165 954
Service canadien du renseignement de sécurité	225	30 495 580	13	45 309		212	30 450 271
Service correctionnel du Canada	1 066	2 008 527	13	52 434		1 053	1 956 093
	4 271	*56 650 101*	*1 510*	*15 828 024*		*2 761*	*40 822 077*
Services aux Autochtones							
Ministère des Services aux Autochtones	*774*	*1 595 661*	*4*	*7 396*		*770*	*1 588 265*
Services publics et Approvisionnement							
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 353	3 471 389	19	87 863		1 334	3 383 526
Services partagés Canada	206	577 706	13	31 058		193	546 648
	1 559	*4 049 095*	*32*	*118 921*		*1 527*	*3 930 174*
Transports							
Ministère des Transports	*48*	*134 352*	*4*	*24 307*		*44*	*110 045*
Total	**30 074**	**152 009 848**	**3 018**	**21 362 870**		**27 056**	**130 646 978**

[1] Règlement partiel.

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur la gestion des fonds publics et des comptes débiteurs* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2024-2025

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'Agence du revenu du Canada du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement) [1]					
Impôt sur le revenu	5	2 472 329	–	[2]	[2]
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	14	4 902 589	–	[2]	[2]
Autres pertes administrées	1	798 709	–	[2]	[2]
	20	8 173 627	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu	2	261 280	–	155 280	106 000
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	14	987 279	12 740	47 253	927 286
Autres pertes administrées	1	798 710	–	–	798 710
	17	2 047 269	12 740	202 533	1 831 996
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la *Loi sur les douanes*					
Non déclaration/Contrebande	1	17 927	17 927	–	–
Total	**38**	**10 238 823**	**30 667**	**202 533**	**1 831 996**

[1] Une fois qu'un jugement est prononcé devant les tribunaux, ces cas seront ensuite présentés à la section des sentences légales dans les années futures.
[2] Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2024-2025

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2024-2025	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	5	1	619	–	619	–
Trop payé à un fournisseur	1	1	375	–	375	–
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire						
Emploi non autorisé de téléphone cellulaire	2	1	2 228	1 497	–	731
Commission canadienne des grains						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1		2 010	2 010	–	–
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor						
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires	13	20	319 127	5 258	–	313 869
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	2	1	522	–	–	522
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	20	1	10 770	9 274	–	1 496
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2	1	9 741	–	9 741	–
Trop payé à un fournisseur	1	1	486	–	–	486
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite des Forces canadiennes	9	(S)	474 009	32 650	–	441 359
Centre de la sécurité des télécommunications						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	3 953	–	–	3 953
Emploi et Développement de la main-d'œuvre						
Ministère de l'Emploi et du Développement social						
Demande de prestation frauduleuse à la Sécurité de la vieillesse	6	(S)	271 390	1 974	160 058	109 358
Demande de prestation frauduleuse d'un prêt d'études canadien	258	(S)	4 611 906	548 169	1 394 072	2 669 665
Demande de prestation frauduleuse du Régime de pensions du Canada	7	(S)	201 713	19 309	8 006	174 398
Demande de prestation frauduleuse pour les prestations d'assurance-emploi	95 556	(S)	279 151 875	59 501 238	59 779	219 590 858
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	6	1	1 380	200	1 180	–
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	4	(S)	525	–	525	–
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2	1	9 725	–	–	9 725
Trop payé à un fournisseur	1	1	1 978	–	–	1 978
Trop payé à un fournisseur	2	10	71 655	–	–	71 655
Finances						
Ministère des Finances						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2	1	1 878	1 490	143	245
Bureau du vérificateur général						
Emploi non autorisé de téléphone cellulaire	1	1	3 410	2 323	1 087	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	32	1	419 338	71 887	–	347 451
Emploi non autorisé ou frauduleux de billet de taxi	16	1	524	–	524	–
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	22 398		5 317 515	168 582	4 795 129	353 804
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires	65	1	2 621 578	152 725	–	2 468 853

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2024-2025	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie						
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	12		1 703 406	–	–	1 703 406
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	16		242 169	–	–	242 169
Trop payé à un fournisseur	11		497 373	–	–	497 373
Agence de développement économique du Pacifique Canada						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	303	303	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	7 605	–	7 605	–
Statistique Canada						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2	1	300	–	300	–
Justice						
Bureau du directeur des poursuites pénales						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	93	93	–	–
Logement, Infrastructure et Collectivités						
Société canadienne d'hypothèques et de logement						
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	1	1	231 840	–	231 840	–
Parcs Canada						
Agence Parcs Canada						
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	1	1	5 244	–	5 244	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	287	1	46 128	36 619	737	8 772
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	457	1	87 471	–	87 431	40
Trop payé à un fournisseur	3	1	2 801	–	–	2 801
Parlement						
Chambre des communes						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	5	–	5	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	57	1	68 039	42 506	–	25 533
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord						
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	1	10	38 117	–	–	38 117
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	446	–	446	–
Revenu national						
Agence du revenu du Canada						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	14	1	194 418	6 798	–	187 620
Santé						
Ministère de la Santé						
Emploi non autorisé ou frauduleux de billet de taxi	2	1	200	–	200	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	25	1	14 423	3 404	–	11 019
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	9	1	12 152	4 414	–	7 738
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2	1	130	–	130	–
Agence de la santé publique du Canada						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	11	1	3 740	3 729	–	11

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *fin*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2024-2025	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	40 551	–	–	40 551
Agence des services frontaliers du Canada						
Demande de remboursement de frais de réinstallation non conforme	1	1	13 467	581	–	12 886
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	9	–	108 742	183	2 253	106 306
Déficit de caisse (déficit de revenus seulement)	1	1	307	–	307	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	6	1	26 284	19 784	–	6 500
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	5	1	907	–	907	–
Commissariat aux langues officielles						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	100	–	100	–
Gendarmerie royale du Canada						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	27		222 790	175 000	–	47 790
Service correctionnel du Canada						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	1	1	53	–	53	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	500	–	–	500
Trop payé à un fournisseur	879	1	477 797	–	357 251	120 546
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones						
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	8	10	1 470 605	–	456 201	1 014 404
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	13	1	33 403	4 532	28 871	–
Trop payé à un fournisseur	55	1	93 958	–	3 737	90 221
Trop payé à un fournisseur	15	(S)	290	–	290	–
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	1	1	499	–	499	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	3	1	36 634	2 880	–	33 754
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre	9 904	1	31 576 725	31 372 778	203 947	–
Paiement électronique mal dirigé	8 221	1	12 027 823	6 587 364	3 946 149	1 494 310
Perte de revenu due à un paiement frauduleux	4	1	3 356	–	3 356	–
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite de la fonction publique	35	1	2 443 960	185 046	45 811	2 213 103
Services partagés Canada						
Modification frauduleuse des informations de dépôt	1	1	70 688	–	70 688	–
Transports						
Ministère des Transports						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	1	1	23 869	–	–	23 869
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2	1	628	–	628	–
Total	**138 524**		**345 340 569**	**98 964 600**	**11 886 224**	**234 489 745**

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	14	20 448	–	20 448	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	6	15 933	–	15 933	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	5 271	–	5 271	–
Commission canadienne des grains					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	150	–	150	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 500	–	2 500	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	5	2,970	–	2,970	–
Conseil privé					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	4 146	–	–	4 146
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Vol ou vandalisme : arme et accessoire	1	3 825	–	3 825	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	1 990	–	1 990	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	14	11 529	–	11 529	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	5	17 359	58	17 301	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 326	–	1 326	–
Vol ou vandalisme : tenue de combat	15	1 105	142	963	–
Vol ou vandalisme : uniforme	19	1 585	–	1 585	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	225 000	–	225 000	–
Emploi et Développement de la main-d'œuvre					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	30	548	–	548	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	20	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	5	404	–	404	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	33	10 170	–	10 170	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	15	5 690	–	5 690	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	5	2 394	–	2 394	–
Énergie et Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	549	–	549	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	298	–	298	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1	–	1	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	3	465	–	465	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	2 400	–	2 400	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	1 348	–	1 348	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	3	42 754	–	42 754	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	3	2 930	–	2 930	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	7 276	–	7 276	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	1 600	–	1 600	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	13	50 969	–	50 969	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Finances					
Ministère des Finances					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 932	–	1 932	–
Bureau du vérificateur général					
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	100	–	100	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	500	–	500	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	11	–	11	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	12	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	4	5 200	–	5 200	–
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	4	30	–	30	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	1 100	–	1 100	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	4	204	–	204	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	1 664	–	1 664	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	3	3 100	–	3 100	–
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 977	–	1 977	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada					
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	142	–	142	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 800	–	2 800	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Vol ou vandalisme : accessoire de véhicule	1	6	–	6	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	290	–	290	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 427	–	1 427	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	704	–	–	704
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	970	–	–	970
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 100	–	–	1 100
Agence spatiale canadienne					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 828	–	1 828	–
Conseil de recherches en sciences humaines					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	13	–	13	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	380	–	380	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 300	–	1 300	–
Conseil national de recherches du Canada					
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	519	–	519	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	2	21 134	–	21 134	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil et fourniture	2	255	–	255	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 000	–	1 000	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	2 154	–	2 154	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	4 900	–	4 900	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	2 100	–	2 100	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Parcs Canada					
Agence Parcs Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	53	55 452	–	54 952	500
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	10	–	10	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	20 956	–	20 956	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	35	44 816	–	44 816	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	8	11 208	4 308	6 900	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	18 318	–	18 318	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	6	6 462	–	6 462	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	7	38 668	–	38 668	–
Parlement					
Chambre des communes					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 386	–	3 386	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	2 129	–	2 129	–
Bibliothèque du Parlement					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	360	–	360	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 750	–	1 750	–
Patrimoine canadien					
Bibliothèque et Archives du Canada					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 265	–	1 265	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	68	73 236	–	73 236	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	9	42 425	–	42 425	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	2	957	–	957	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	6	39 905	–	39 905	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil et fourniture	21	38 686	3 000	35 686	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	13	18 200	–	18 200	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	8	8 616	–	8 616	–
Vol ou vandalisme : uniforme	1	760	–	760	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	13	89 664	13 000	76 664	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	2 154	–	2 154	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	7	–	7	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	63	4 070	–	4 070	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	29	17 400	–	17 400	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	2	100	–	100	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	12	11 853	–	11 853	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	9	4 863	–	4 863	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 655	–	2 655	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	5	16	–	16	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	10	2 231	–	2 231	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	7	11 900	–	11 900	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	4	4 308	–	4 308	–
Vol ou vandalisme : uniforme	7	1 025	–	1 025	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	62	39 443	–	39 443	–
Agence de la santé publique du Canada					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	3 417	1 140	2 277	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	4 900	–	4 900	–
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	159	–	159	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	2 399	–	2 399	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Agence des services frontaliers du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2	2 770	–	2 770	–
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	13	165	35	130	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	11	1 195	35	1 160	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	3	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : uniforme	2	199	–	199	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	6	78 634	–	78 634	–
Gendarmerie royale du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	16 200	–	16 200	–
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	13	130	–	130	–
Vol ou vandalisme : arme et accessoire	2	2 000	–	2 000	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	2	10 109	–	10 109	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	4 950	–	4 950	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	4	4 308	–	4 308	–
Vol ou vandalisme : uniforme	4	2 000	–	2 000	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	166	1 104 766	2 688	–	1 102 078
Service correctionnel du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	3 660	1 551 748	652	1 550 451	645
Vol ou vandalisme : arme et accessoire	1	50	47	–	3
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	58	7 091	75	6 516	500
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement	1 643	214 145	1 370	211 153	1 622
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	27	4 943	–	4 943	–
Vol ou vandalisme : uniforme	3	2 760	–	2 760	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	16	14 584	–	12 141	2 443
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	3	6 215	–	6 215	–
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	40	–	40	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	10	–	10	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 800	–	2 800	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	9	9 693	–	9 693	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	1 807	–	1 807	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *fin*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	16	26 875	–	26 875	–
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	3	90	–	90	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	5	4 220	–	4 220	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	5	60 572	–	60 572	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	4 200	–	4 200	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	10	18 998	–	18 998	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	13	12 391	–	12 391	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	3	7 535	–	7 535	–
Services partagés Canada					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	6	–	6	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	16	676 325	–	676 325	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	150	–	150	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	8	13 053	–	13 053	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	9	9 693	–	9 693	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	3	27 317	–	27 317	–
Transports					
Ministère des Transports					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2	1 400	–	1 400	–
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	135	–	135	–
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	376	–	376	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	1	1 953	–	1 953	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 300	–	3 300	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Total	**6 563**	**5 066 188**	**26 550**	**3 924 927**	**1 114 711**

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Perte ou dommage : téléphone portable	84	90 468	–	90 468	–
Investir au Canada					
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	10 600	–	10 600	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	3	120	–	120	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	14	1 620	–	1 620	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	5	315	–	315	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	3	9 000	–	9 000	–
Perte ou dommage : téléphone portable	10	11 000	–	11 000	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	6	39 945	1 511	38 434	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	771	–	771	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	1	195	–	195	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	6	3 693	–	3 693	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	16	87 115	6 390	80 725	–
Commission canadienne des grains					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	1 400	–	1 400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 336	–	1 336	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 500	–	2 500	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 154	–	2 154	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général					
Bureau du secrétaire du gouverneur général					
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	1	7 111	–	7 111	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	7	1 519	–	1 519	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	55	125 125	–	125 125	–
Perte ou dommage : téléphone portable	21	22 617	–	22 617	–
École de la fonction publique du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	4	5 600	–	5 600	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	4 308	–	4 308	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	10	18 708	–	18 708	–
Perte ou dommage : téléphone portable	11	11 847	–	11 847	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	6 621	–	–	6 621
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	536	637 278	2 485	633 128	1 665
Perte ou dommage : arme et accessoire	2 868	31 345	462	30 854	29
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	82	283 262	–	281 885	1 377

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	1 480	309 707	4 969	303 599	1 139
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	782	398 946	779	398 067	100
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	61	36 424	–	36 118	306
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 154	–	2 154	–
Perte ou dommage : tenue de combat	2 063	227 755	6 193	220 914	648
Perte ou dommage : uniforme	633	70 966	662	70 304	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	11	25 474 747	–	25 474 747	–
Comité externe d'examen des griefs militaires					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	1 000	–	1 000	–
Emploi et Développement de la main-d'œuvre					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	1	167 584	–	167 584	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	528	10 996	–	10 996	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	475	52 341	–	52 341	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	3	1 186	–	1 186	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	224	27 555	–	27 555	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	333	103 816	–	103 816	–
Perte ou dommage : téléphone portable	70	40 862	–	40 862	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	4	4 490	–	4 490	–
Énergie et Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	1	430	–	430	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	6	8 602	–	8 602	–
Perte ou dommage : téléphone portable	34	33 398	–	33 398	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	3	6 108	–	6 108	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	10	133	–	133	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 154	–	2 154	–
Régie canadienne de l'énergie					
Perte ou dommage : téléphone portable	6	4 181	–	4 181	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Perte ou dommage : téléphone portable	30	32 310	–	32 310	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	14	119	–	119	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	2 298	–	2 298	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	872	–	872	–
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	2	400	–	400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	2 300	–	2 300	–
Finances					
Ministère des Finances					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	29	415	–	415	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	33	1 635	–	1 635	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	11	5 608	–	5 608	–
Perte ou dommage : téléphone portable	13	14 001	–	14 001	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	2 574	–	2 574	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	3	1 493	–	1 493	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	4 020	–	4 020	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 315	–	1 315	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Bureau du surintendant des institutions financières					
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	2	1 300	–	1 300	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	10	19 378	–	19 378	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	4 400	–	4 400	–
Bureau du vérificateur général					
Perte ou dommage : téléphone portable	3	2 083	–	2 083	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Perte ou dommage : moniteur	12	3 600	–	3 600	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	15	24 700	–	24 700	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	182	1 028	–	1 028	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	43	9 950	–	9 950	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	98	127 400	–	127 400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	68	60 356	–	60 356	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	14	196	196	–	–
Perte ou dommage : téléphone portable	8	8 616	–	–	8 616
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	122	915	–	915	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	902	–	902	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	14	210	–	210	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	20	11 844	–	11 844	–
Perte ou dommage : téléphone portable	32	34 464	–	34 464	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	1 000	–	1 000	–
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 977	–	1 977	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	26 026	–	–	26 026
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	444	–	444	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	3	2 448	–	2 448	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	415	–	415	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Perte ou dommage : téléphone portable	4	4 308	–	4 308	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	1 757	–	1 757	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	4 995	–	–	4 995
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	6	5 818	–	5 818	–
Agence spatiale canadienne					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	18	180	–	180	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	31	3 013	–	3 013	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	4 000	–	4 000	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	269	–	269	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Conseil de recherches en sciences humaines					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	5	65	–	65	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	6	1 076	–	1 076	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 300	–	1 300	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 481	–	1 481	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	12	156	–	156	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	14	2 405	–	2 405	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	3 230	–	3 230	–
Conseil national de recherches du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	80	–	80	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	52 584	–	48 334	4 250
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 800	–	2 800	–
Perte ou dommage : téléphone portable	7	7 539	–	7 539	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	3 127	–	3 127	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	23	1 365	–	1 365	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	9	1 190	–	1 190	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	8	2 490	–	2 490	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Statistique Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	25	3 796	–	3 796	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	3	4 000	–	4 000	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	2 426	–	2 426	–
Institutions démocratiques					
Bureau du directeur général des élections					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	622	–	622	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	6	7 624	–	7 624	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	56	882	–	882	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	7	222	–	222	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	4	6 200	–	6 200	–
Perte ou dommage : téléphone portable	14	15 078	–	15 078	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	17	60 213	5 337	–	54 876
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	34	479	–	479	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	6	230	–	230	–
Perte ou dommage : téléphone portable	5	4 262	–	4 262	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	18	–	18	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	482	–	482	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	849	–	849	–
Commission canadienne des droits de la personne					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	8	93	–	93	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	3	281	–	281	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	9	6 715	–	6 715	–
Perte ou dommage : téléphone portable	10	5 022	–	5 022	–
Registraire de la Cour suprême du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	2	120 887	–	120 887	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 066	–	1 066	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	6 769	–	6 769	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	46	58 880	–	58 880	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	1 500	–	1 500	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	15	225	–	225	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	4	20	–	20	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 121	–	2 121	–
Logement, Infrastructure et Collectivités					
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	220	–	220	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	169	–	169	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	1	98	–	98	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	2 288	–	2 288	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 154	–	2 154	–
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Parcs Canada					
Agence Parcs Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	26	285 116 959	586 581	284 138 538	391 840
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	39	390	–	390	–
Perte ou dommage : autres équipement de télécommunication, informatique ou électronique	6	9 091	–	9 091	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	37	259 402	29 575	140 036	89 791
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	3	2 478	–	2 478	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	6	7 357	1 000	6 357	–
Perte ou dommage : téléphone portable	31	26 142	–	26 142	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	48	1 122 965	800	1 107 165	15 000
Parlement					
Chambre des communes					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	15	6 177	–	6 177	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	18	27 381	–	27 381	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	14	25 116	–	25 116	–
Perte ou dommage : téléphone portable	26	20 073	–	20 073	–
Bibliothèque du Parlement					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	6	1 810	–	1 810	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	8	14 450	–	14 450	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	600	–	600	–
Service de protection parlementaire					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	790	–	790	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	761	–	761	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	2 017	–	2 017	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	4	14 657	–	14 657	–
Sénat					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	28	977	–	977	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	16	6 241	–	6 241	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	154	7 027	–	7 027	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	5	4 566	–	4 566	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	3 345	–	3 345	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	8	4 923	–	4 923	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	16	27 366	–	27 366	–
Bibliothèque et Archives du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	16	16 445	–	16 445	–
Perte ou dommage : téléphone portable	20	12 685	–	12 685	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	5	2 119	–	2 119	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	9	22 650	–	22 650	–
Perte ou dommage : téléphone portable	12	10 705	–	10 705	–
Office national du film					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	250	–	250	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	11	8 913 780	–	5 113 780	3 800 000
Perte ou dommage : arme et accessoire	1	100	–	100	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	5	25 810	–	25 810	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	2	725 000	–	725 000	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	7	119 183	–	119 183	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	7	9 800	–	9 800	–
Perte ou dommage : téléphone portable	70	74 585	–	74 585	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	54	291 845	–	289 326	2 519
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	10	200	–	200	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 400	–	1 400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	13	14 001	–	14 001	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	1 000	–	1 000	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	1	600	–	600	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 000	–	1 000	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2	968	–	968	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	20	–	20	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	515	52 026	–	52 026	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	10	3 901	–	3 901	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	7	420	–	420	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	27	20 152	–	20 152	–
Perte ou dommage : téléphone portable	79	42 418	–	42 418	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	6	13 262	–	13 262	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	1 640	–	1 640	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	1	2 000	–	2 000	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	3	5 109	–	5 109	–
Perte ou dommage : téléphone portable	25	22 095	–	22 095	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	26	130	–	130	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	6	1 346	–	1 346	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	179	–	179	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	10	8	–	8	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	3 400	–	3 400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	11	11 847	1 077	10 770	–
Perte ou dommage : uniforme	1	250	–	250	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	85	114 544	16 173	71 079	27 292
Agence de la santé publique du Canada					
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	19	395 437	–	395 437	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	193	1 168 311	–	1 168 311	–
Perte ou dommage : stock des produit pharmaceutique	1	20 436 373	–	20 436 373	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	4 308	–	4 308	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	3	300	–	300	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	12	36	–	36	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	8	800	–	800	–
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	9	66	–	66	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	39	18 388	–	18 388	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	13	28 852	–	28 852	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 077	–	1 077	–
Agence des services frontaliers du Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	4	16 488	–	16 488	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	276	2 102	–	2 102	–
Perte ou dommage : arme et accessoire	5	172	–	172	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	71	192 775	–	192 775	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	69	7 492	–	7 492	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	18	23 000	–	23 000	–
Perte ou dommage : téléphone portable	54	47 000	–	47 000	–
Perte ou dommage : uniforme	18	8 979	–	8 979	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	15	183 569	–	183 569	–
Commissariat aux langues officielles					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	23	–	23	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	3	92	–	92	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	570	–	570	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	6	254	–	254	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	4	464	–	464	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 360	–	1 360	–
Gendarmerie royale du Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	68	2 179 880	–	2 161 284	18 596
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	393	4 687	–	4 687	–
Perte ou dommage : arme et accessoire	31	30 448	–	30 448	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	111	705 784	–	705 784	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	1	225 500	–	225 500	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025 – *fin*

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	44	1 290	–	1 290	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	29	56 489	–	56 489	–
Perte ou dommage : téléphone portable	208	224 016	–	224 016	–
Perte ou dommage : uniforme	1	200	–	200	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	533	4 955 299	31 760	–	4 923 539
Service correctionnel du Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	18	227 621	–	227 621	–
Perte ou dommage : arme et accessoire	14	1 944	–	1 944	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	516	30 651	–	30 651	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	240	79 407	–	79 407	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	342	107 325	–	107 325	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	22	25 180	–	25 180	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	43	373 524	11 200	338 199	24 125
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	27	540	–	540	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	20	2 005	–	2 005	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	3	1 370	–	1 370	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	1	10	–	10	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	7	9 900	9 900	–	–
Perte ou dommage : téléphone portable	36	38 772	–	38 772	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2	8 846	6 383	2 463	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	6	189 096	–	170 246	18 850
Perte de carte d'accès ou badge de sécurité	116	3 480	–	3 480	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	176	36 230	–	36 230	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	4	4 519	–	4 519	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	5	2 513	–	2 513	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	229	77 678	–	77 678	–
Perte ou dommage : téléphone portable	58	58 499	–	58 499	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	19	44 819	–	44 819	–
Services partagés Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	69	414	–	414	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	16	8 475 215	–	8 475 215	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	2	1 743 927	–	1 743 927	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	2	476 617	–	476 617	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	21	65 202	–	65 202	–
Perte ou dommage : téléphone portable	28	28 546	–	28 546	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	7	58 297	13 962	44 335	–
Transports					
Ministère des Transports					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	26	1 020	–	1 020	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	238	28 174	–	28 174	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture	2	1 154	–	1 154	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	10	17 100	–	17 100	–
Perte ou dommage : téléphone portable	37	39 849	–	39 849	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	26	95 126	–	95 126	–
Office des transports du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	3	4 700	–	4 700	–
Total	**18 029**	**369 775 709**	**737 395**	**359 616 114**	**9 422 200**

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
Affaires mondiales		
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
Emploi non autorisé de carte de voyage	2018-2019	1
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2020-2021	5
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de cartes d'achat	2015-2016	1
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2023-2024	16
Anciens Combattants		
Ministère des Anciens Combattants		
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1992-1993	2
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations de déplacements à des fins médicales	2023-2024	1
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire	2007-2008	3
Conseil du Trésor		
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Demande de prestation falsifiée :		
...	2014-2015	5
...	2015-2016	4
...	2016-2017	2
...	2017-2018	5
...	2018-2019	12
...	2019-2020	14
Demande de prestation falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires)	2013-2014	5
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	2021-2022	1
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires :		
...	2020-2021	10
...	2021-2022	15
...	2022-2023	31
...	2023-2024	10
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2021-2022	6
Défense nationale		
Ministère de la Défense nationale		
Déficit de caisse (déficit de revenus seulement)	2022-2023	19
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs	2016-2017	1
Dommage à l'équipement de télécommunication	2019-2020	1
Dommage à l'équipement spécifique militaire	2019-2020	6
Dommage à l'équipement spécifique non militaire	2019-2020	45
Dommage à un édifice causé par un incendie	2017-2018	5
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	35
Dommage aux équipements électriques	2019-2020	7
Dommage de tenue de combat	2019-2020	55
Double paiement de la réclamation au membre détaché	2022-2023	1
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée – Winnipeg	2015-2016	1
Emploi frauduleux de carte d'achat par une organisation – personne inconnue	2019-2020	1
Erreur de virement direct de fonds	2016-2017	2
Perte d'armes et accessoire :		
...	2018-2019	286
...	2019-2020	165
Perte d'avance à justifier	2016-2017	1
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2021-2022	4
Perte de machinerie	2019-2020	1
Perte de matériel	2019-2020	72
Perte d'équipement de télécommunication :		
...	2018-2019	26
...	2019-2020	29
Perte d'équipement électrique	2019-2020	7
Perte d'équipement informatique	2019-2020	10

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
12 883	–	12 883	1 983 [1]	–	–	10 900
40 984	–	40 984	30 976 [1]	2 679	–	7 329
13 872	–	13 872	4 889	–	–	8 983
71 432	–	71 432	–	10 178	61 254	–
97 219	(5 634)	91 585	72 400	601	18 584	–
468 913	–	468 913	5 453	65 913	–	397 547
51 893	(10 464)	41 429	19 120	1 234	10 192	10 883
70 725	(450)	70 275	4 951	–	–	65 324
320 150	(3 039)	317 111	176	–	–	316 935
10 552	–	10 552	–	–	–	10 552
37 840	217	38 057	8 076	–	–	29 981
113 149	(2 723)	110 426	43 907	–	–	66 519
129 320	864	130 184	99 775	2 450	–	27 959
189 739	10 906	200 645	40 431	–	–	160 214
5 399	–	5 399	–	–	–	5 399
1 852 612	–	1 852 612	1 836 757 [1]	129	–	15 726
62 803	(1 358) [1]	61 445	24 668	–	–	36 777
171 104	–	171 104	54 425	14 323	–	102 356
51 613	–	51 613	6 980	2 910	–	41 723
5 217	–	5 217	–	–	5 217 [1]	–
149 447	–	149 447	403	–	137 887	11 157
1 300 000	–	1 300 000	–	–	–	1 300 000
12 433	–	12 433	–	–	12 197	236
21 495	–	21 495	–	–	288	21 207
122 127	–	122 127	–	–	1 670	120 457
14 040	–	14 040	–	–	4 264	9 776
795 014	–	795 014	2 716	38 946	753 352 [1]	–
20 202	–	20 202	–	–	2 825	17 377
151 341	–	151 341	–	–	6 157	145 184
1 725	–	1 725	–	–	–	1 725
10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301
57 101	–	57 101	15 430	–	–	41 671
1 363	–	1 363	847	–	–	516
16 022	–	16 022	1 178	–	14 665	179
63 286	–	63 286	380	–	10 896	52 010
1 879	–	1 879	–	–	638	1 241
1 645	–	1 645	–	–	116	1 529
15 415	–	15 415	–	–	5 000	10 415
529 864	–	529 864	246	–	486 632	42 986
31 999	–	31 999	300	–	31 406	293
106 944	–	106 944	–	–	37 159	69 785
101 921	–	101 921	–	–	6 417	95 504
106 892	–	106 892	–	–	34 220	72 672

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
Perte d'équipement spécifique militaire:		
.....	2018-2019	1 110
.....	2019-2020	1 048
Perte d'équipement spécifique non militaire :		
.....	2018-2019	1 158
.....	2019-2020	1 390
Perte de tenue de combat:		
.....	2018-2019	3 033
.....	2019-2020	2 659
Perte d'outil	2018-2019	217
Perte ou dommage : arme et accessoire :		
.....	2020-2021	318
.....	2021-2022	207
.....	2023-2024	112
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique :		
.....	2020-2021	116
.....	2021-2022	44
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement :		
.....	2020-2021	1 604
.....	2021-2022	1 442
.....	2022-2023	2 255
.....	2023-2024	2 007
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture :		
.....	2020-2021	242
.....	2021-2022	164
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable :		
.....	2020-2021	154
.....	2021-2022	47
Perte ou dommage : téléphone portable	2020-2021	2
Perte ou dommage : tenue de combat:		
.....	2020-2021	2 138
.....	2021-2022	1 704
.....	2022-2023	2 794
Perte ou dommage : uniforme.....	2023-2024	237
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :		
.....	2020-2021	32
.....	2021-2022	7
.....	2023-2024	39
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2023-2024	8
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçus de paye – Unité de soutien des Forces canadiennes – Ottawa	1999-2000	1
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite des Forces canadiennes:		
.....	2021-2022	6
.....	2022-2023	9
.....	2023-2024	10
Vol d'arme et accessoire	2019-2020	1
Vol de matériel de télécommunication	2019-2020	5
Vol de matériel électrique.....	2019-2020	1
Vol de matériel technique.....	2019-2020	2
Vol d'équipement spécifique militaire	2019-2020	23
Vol d'équipement spécifique non militaire	2019-2020	25
Vol de tenue de combat	2019-2020	31
Vol ou vandalisme : arme et accessoire	2020-2021	3
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement :		
.....	2020-2021	40
.....	2021-2022	61
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture :		
.....	2020-2021	6
.....	2021-2022	3
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	2020-2021	20
Vol ou vandalisme : tenue de combat :		
.....	2020-2021	29
.....	2021-2022	51

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
196 420	–	196 420	7 081	–	181 677	7 662
8 554 903	–	8 554 903	69 952	–	1 567 304	6 917 647
95 716	–	95 716	3 631	–	89 344	2 741
889 554	–	889 554	8 877	–	107 653	773 024
254 051	–	254 051	15 297	–	236 019	2 735
1 952 517	–	1 952 517	15 582	–	238 344	1 698 591
12 571	–	12 571	1 543	–	10 197	831
157 328	–	157 328	1 032	–	26 569	129 727
53 451	–	53 451	1 275	–	31 882	20 294
11 039	–	11 039	236	–	10 784	19
1 800 425	–	1 800 425	356	–	277 412	1 522 657
220 325	–	220 325	110	–	33 609	186 606
2 844 938	–	2 844 938	19 829	–	575 775	2 249 334
1 079 616	–	1 079 616	7 093	–	116 379	956 144
326 460	–	326 460	36 518	–	286 766	3 176
160 431	–	160 431	4 283	–	149 238	6 910
511 046	–	511 046	893	–	23 075	487 078
93 119	–	93 119	974	–	7 485	84 660
2 540 707	–	2 540 707	–	–	193 933	2 346 774
541 292	–	541 292	–	–	145 108	396 184
95 357	–	95 357	–	–	1 299	94 058
2 430 911	–	2 430 911	21 542	–	271 609	2 137 760
1 211 507	–	1 211 507	9 471	–	155 083	1 046 953
234 590	–	234 590	20 251	–	212 161	2 178
24 734	–	24 734	373	–	24 259	102
87 706 181	–	87 706 181	–	–	87 702 665	3 516
111 490	–	111 490	–	–	110 620	870
212 398	–	212 398	–	–	41 525	170 873
8 312	–	8 312	–	–	7 870	442
28 305	85 277	113 582	35 391	–	–	78 191
392 226	(1 476) [1]	390 750	7 200	6 256	162 821 [1]	214 473
306 456	42 574 [1]	349 030	2 269	–	36 232 [1]	310 529
648 401	14 313 [1]	662 714	328 303	45 941	–	288 470
2 328	–	2 328	–	–	58	2 270
9 362	–	9 362	1 039	–	2 000	6 323
3 681	–	3 681	550	–	–	3 131
7 362	–	7 362	447	–	–	6 915
32 997	–	32 997	200	–	4 304	28 493
24 684	–	24 684	1 131	–	2 753	20 800
36 136	–	36 136	1 027	–	3 025	32 084
1 793	–	1 793	–	–	278	1 515
37 151	–	37 151	146	–	4 138	32 867
102 216	–	102 216	100	–	5 596	96 520
3 763	–	3 763	132	–	248	3 383
3 851	–	3 851	–	–	122	3 729
23 088	–	23 088	–	–	22 867	221
27 917	–	27 917	15	–	3 377	24 525
60 000	–	60 000	100	–	5 012	54 888

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
Emploi et Développement de la main-d'œuvre		
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants	2009-2010	19
Opération frauduleuse par un employé :		
Sécurité de la vieillesse:		
	2008-2009	3
	2016-2017	1
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2023-2024	8
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2021-2022	7
Réclamations frauduleuses de prestations :		
Allocations familiales		
	1991-1992	
	1993-1994	
Prestations d'assurance-emploi :		
	2017-2018	104 179
	2018-2019	93 659
	2019-2020	82 981
	2020-2021	6 925
	2021-2022	23 295
	2022-2023	44 902
	2023-2024	85 574
Prestation universelle pour la garde d'enfants :		
	2011-2012	2
	2014-2015	3
	2021-2022	2
Régime de pensions du Canada :		
	1990-1991	
	1991-1992	
	1992-1993	
	1993-1994	
	1994-1995	
	1995-1996	
	1996-1997	
	1997-1998	
	1998-1999	
	1999-2000	
	2000-2001	
	2001-2002	
	2002-2003	
	2003-2004	
	2004-2005	
	2005-2006	
	2006-2007	
	2007-2008	
	2008-2009	
	2009-2010	292
	2010-2011	336
	2011-2012	36
	2013-2014	35
	2014-2015	61
	2015-2016	40
	2016-2017	12
	2017-2018	5
	2019-2020	4
	2021-2022	7
	2023-2024	3
Sécurité de la vieillesse :		
	1985-1986	
	1986-1987	
	1987-1988	

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
137 572	(74)	137 498	14 815 [1]	–	70 273	52 410
115 669	(48 241) [1]	67 428	23 993	–	673	42 762
39 546	– [1]	39 546	18 700	–	–	20 846
40 852	–	40 852	–	–	40 852 [1]	–
11 494	–	11 494	2 975	–	6 447 [1]	2 072
79 520	(5 816) [1]	73 704	25 689	–	48 015 [1]	–
113 772	42 974 [1]	156 746	45 431	–	111 252	63
176 993 293	(10 994 551) [1]	165 998 742	118 947 443	372 362	46 678 937 [1]	–
168 605 168	(9 861 384) [1]	158 743 784	108 091 443 [1]	3 790 762	25 813 498 [1]	21 048 081
151 716 218	(6 118 033) [1]	145 598 185	85 338 935 [1]	9 109 350	2 641 061 [1]	48 508 839
14 737 747	(412 757) [1]	14 324 990	6 824 957	1 237 888	226 690 [1]	6 035 455
43 458 183	(595 590) [1]	42 862 593	22 466 064 [1]	3 623 944	511 978 [1]	16 260 607
95 779 495	479 107 [1]	96 258 602	43 480 741 [1]	11 130 599	521 782 [1]	41 125 480
242 594 579	(3 969 391) [1]	238 625 188	46 563 252 [1]	51 599 448	383 427 [1]	140 079 061
14 000	300	14 300	14 073	–	–	227
40 000	–	40 000	3 360	–	–	36 640
32 720	–	32 720	–	–	–	32 720
1 237 299	(1 025 188)	212 111	188 468	–	6 070	17 573
400 740	89 095	489 835	422 833	–	34 993	32 009
305 029	74 094	379 123	326 588	–	25 441	27 094
244 571	(37 800)	206 771	184 913	1 112	8 562	12 184
554 947	(190 296)	364 651	329 030	2 466	25 062 [1]	8 093
724 248	413 861	1 138 109	958 889	966	96 569 [1]	81 685
287 024	447 429	734 453	564 783	1 981	124 245	43 444
1 862 075	(1 034 427)	827 648	629 028	1 473	49 997	147 150
922 012	259 451	1 181 463	779 218	16 994	241 939 [1]	143 312
1 166 820	178 427	1 345 247	1 080 676	7 065	160 976 [1]	96 530
1 426 831	(382 140)	1 044 691	731 250	6 651	189 077 [1]	117 713
1 675 005	(717 506)	957 499	744 975	4 425	174 169 [1]	33 930
540 077	54 944	595 021	481 700	–	110 086	3 235
331 076	454 297	785 373	534 772	2 949	210 493 [1]	37 159
709 351	(107 220)	602 131	362 478	5 485	117 554	116 614
392 020	47 072	439 092	329 852	2 651	72 144	34 445
27 486	910 703	938 189	607 514	4 116	304 355	22 204
852 364	63 206 [1]	915 570	512 184	5 739	200 441	197 206
724 860	(427 348)	297 512	206 515	1 418	15 615	73 964
606 033	346 932	952 965	616 992	7 435	255 261 [1]	73 277
983 060	(624 713)	358 347	230 013	455	115 531	12 348
319 457	(64 570) [1]	254 887	164 205 [1]	3 099	64 438	23 145
963 674	(227 035)	736 639	210 835	27 386	301 651 [1]	196 767
710 001	(65 460)	644 541	358 035	8 278	31 262	246 966
491 332	11 025	502 357	238 174	4 657	165 613	93 913
339 359	(51 284) [1]	288 075	109 377	4 411	51 315 [1]	122 972
92 010	3 975	95 985	43 687	4 852	2 [1]	47 444
29 667	–	29 667	1 967	64	20 626	7 010
165 956	(102) [1]	165 854	8 893	3 313	26 846	126 802
66 070	–	66 070	3 400	–	53 116	9 554
168 923	424 344 [1]	593 267	243 415	24 117	184 916	140 819
173 459	68 676 [1]	242 135	98 259	–	143 876	–
348 198	(91 134) [1]	257 064	156 434	–	82 923	17 707

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
.....	1988-1989	
.....	1989-1990	
.....	1990-1991	
.....	1991-1992	
.....	1992-1993	
.....	1993-1994	
.....	1994-1995	
.....	1995-1996	
.....	1996-1997	
.....	1997-1998	
.....	1998-1999	
.....	1999-2000	
.....	2000-2001	
.....	2001-2002	
.....	2002-2003	
.....	2003-2004	
.....	2004-2005	
.....	2005-2006	
.....	2008-2009	
.....	2009-2010	15
.....	2010-2011	2
.....	2011-2012	1
.....	2012-2013	15
.....	2013-2014	16
.....	2014-2015	41
.....	2015-2016	15
.....	2016-2017	16
.....	2017-2018	10
.....	2018-2019	15
.....	2019-2020	12
.....	2020-2021	10
.....	2021-2022	8
.....	2022-2023	6
.....	2023-2024	5
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants :		
.....	2013-2014	75
.....	2014-2015	30
.....	2015-2016	28
.....	2016-2017	2
.....	2017-2018	20
.....	2018-2019	39
.....	2019-2020	37
.....	2020-2021	18
.....	2021-2022	111
.....	2022-2023	100
.....	2023-2024	324
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions :		
.....	2011-2012	2
.....	2012-2013	3
Environnement et Changement climatique		
Ministère de l'Environnement		
Emploi frauduleux de carte de voyage.....	2014-2015	1
Emploi non autorisé de téléphone portable	2023-2024	1
Perte de la petite caisse.....	2013-2014	5
Trop payé à un fournisseur:		
.....	2021-2022	11
.....	2023-2024	1

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration		Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs		Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu		Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
1 149 776	(641 201)	[1]	508 575	236 695		–	271 880		–
745 061	120 293	[1]	865 354	245 811		5 621	576 632	[1]	37 290
450 788	(101 508)	[1]	349 280	123 597		18 557	192 431		14 695
563 001	130 113	[1]	693 114	174 790		360	461 358		56 606
541 650	483 509	[1]	1 025 159	182 155		2 345	830 606	[1]	10 053
256 140	10 951	[1]	267 091	90 670		–	175 930		491
1 076 882	(45 622)	[1]	1 031 260	209 131		–	822 129	[1]	–
558 177	430 200	[1]	988 377	506 772		–	458 671	[1]	22 934
556 744	(52 534)	[1]	504 210	55 147		289	419 849		28 925
808 271	89 064	[1]	897 335	223 625		–	673 710		–
955 473	79 153	[1]	1 034 626	342 077		–	463 858	[1]	228 691
517 463	(65 165)	[1]	452 298	276 504		–	105 433		70 361
985 419	(456 495)	[1]	528 924	249 359		250	219 218	[1]	60 097
3 658 263	(3 163 328)	[1]	494 935	152 354		24 042	315 462	[1]	3 077
843 538	(311 009)	[1]	532 529	177 372		–	354 643	[1]	514
2 330 524	(1 479 290)	[1]	851 234	162 412		–	688 822	[1]	–
1 013 070	(745 613)	[1]	267 457	150 782		500	3 313	[1]	112 862
718 362	(420 194)	[1]	298 168	98 205		–	173 057	[1]	26 906
134 360	66 633	[1]	200 993	111 558		–	–		89 435
606 989	54 816	[1]	661 805	251 756		8 368	–		401 681
95 829	(48 363)	[1]	47 466	26 303		–	–		21 163
14 995	–	[1]	14 995	11 924		3 071	–		–
659 405	(175 580)	[1]	483 825	220 312		18 311	53 730	[1]	191 472
585 092	30 203	[1]	615 295	241 251		1 522	237 454		135 068
2 055 396	(698 073)	[1]	1 357 323	673 702		55 461	360 347		267 813
795 157	(159 904)	[1]	635 253	144 366		–	484 919	[1]	5 968
1 174 919	(516 959)	[1]	657 960	198 219		–	67 259		392 482
494 490	(122 346)	[1]	372 144	102 647		–	–		269 497
235 653	33 930	[1]	269 583	139 921		–	18 639	[1]	111 023
166 727	25 445	[1]	192 172	32 110		–	–		160 062
576 497	(35 842)	[1]	540 655	67 570		54 665	60 423	[1]	357 997
381 500	(305 174)	[1]	76 326	10 799		–	14 029		51 498
567 648	(109 156)	[1]	458 492	18 359		700	158 535		280 898
61 077	(9 286)	[1]	51 791	33 465		–	–		18 326
696 810	(3 833)		692 977	399 357	[1]	9 275	190 690		93 655
266 102	204		266 306	119 495	[1]	–	137 490		9 321
267 856	11 357		279 213	67 620	[1]	2 343	149 696		59 554
40 701	(26 713)		13 988	806		–	–		13 182
361 592	–		361 592	43 640	[1]	2 541	4 810	[1]	310 601
404 156	15 678		419 834	167 759	[1]	9 122	6 300	[1]	236 653
418 983	–		418 983	77 027	[1]	8 993	99 802	[1]	233 161
415 649	–		415 649	6 892	[1]	397	100 069		308 291
1 723 979	–	[1]	1 723 979	765 990	[1]	22 991	629 112		305 886
1 635 836	–		1 635 836	301 136		35 457	1 173 552	[1]	125 691
6 353 425	–		6 353 425	394 537		146 326	2 934 487	[1]	2 878 075
468 767	297 934		766 701	270 736		600	48 494		446 871
620 814	(286 016)	[1]	334 798	105 502		–	154 965		74 331
7 307	–		7 307	2 887		–	–		4 420
1 190	–		1 190	–		–	–		1 190
7 894	(15)		7 879	–		–	–		7 879
5 489 197	(1 949 281)		3 539 916	3 012 953		–	–		526 963
21 012	–		21 012	–		21 012	–		–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
Finances		
Ministère des Finances		
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	15
Bureau du vérificateur général		
Trop payé à un fournisseur	2023-2024	3
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable:		
...	2022-2023	13
...	2023-2024	30
Perte ou dommage : téléphone portable	2022-2023	9
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre:		
...	2022-2023	6
...	2023-2024	10
Emploi non autorisé de carte de voyage	2019-2020	3
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre	2021-2022	3
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2023-2024	12 910
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires:		
...	2021-2022	25
...	2022-2023	15
...	2023-2024	101
Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Trop payé à un fournisseur	2023-2024	3
Innovation, Sciences et Industrie		
Statistique Canada		
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2023-2024	27
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2021-2022	17
Justice		
Bureau du directeur des poursuites pénales		
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	11
Logement, Infrastructure et Collectivités		
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	2023-2024	529
Parcs Canada		
Agence Parcs Canada		
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	2023-2024	1
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier:		
...	2021-2022	48
...	2022-2023	36
...	2023-2024	31
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage:		
...	2022-2023	76
...	2023-2024	158
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2023-2024	42
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2023-2024	356
Trop payé à un fournisseur	2023-2024	10
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministère des Pêches et des Océans		
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier (inclus des ports pour petits bateaux)	2016-2017	6
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	58
Emploi non autorisé de carte de voyage :		
...	2014-2015	17
...	2015-2016	12
...	2016-2017	24

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
2 795	–	2 795	2 295	500	–	–
2 593	–	2 593	931	1 662	–	–
16 900	–	16 900	–	10 400	6 500	–
43 400	–	43 400	–	–	43 400	–
6 750	–	6 750	–	4 500	2 250	–
58 148	(32 799)	25 349	–	16 440	–	8 909
66 596	1 341	67 937	14 021	37 189	–	16 727
8 491	–	8 491	5 909	–	–	2 582
21 518	19 423	40 941	–	8 063	–	32 878
3 045 107	–	3 045 107	212 717	96 593	2 735 797	–
4 227 063	111 878	4 338 941	3 412 986	258 985	666 970	–
604 693	59 355	664 048	570 470	63 640	2 872	27 066
3 542 991	(402 540)	3 140 451	536 860	197 069	67 804	2 338 718
3 041	–	3 041	–	617	1 140	1 284
31 188	–	31 188	–	2 723	28 465	–
16 799	–	16 799	3 033	824	12 942	–
40 308	(10 309) [1]	29 999	–	5 064	12 549	12 386
47 681 341	(15 431 175) [1]	32 250 166	500 000	79 000	2 386 274	29 284 892
3 977	–	3 977	–	1 421	2 556 [1]	–
43 263 708	489 157 [1]	43 752 865	59 993	–	43 692 872 [1]	–
16 014 500	(5 376) [1]	16 009 124	9 944	13 479	15 985 701	–
1 314 129	(118 539) [1]	1 195 590	–	11 624	1 179 099 [1]	4 867
59 537	(78) [1]	59 459	48 643 [1]	–	10 796	20
70 900	142 [1]	71 042	44 266 [1]	11 029	6 594 [1]	9 153
297 989	(27 090) [1]	270 899	5 500	4 779	259 902 [1]	718
42 032	–	42 032	530 [1]	–	41 502	–
9 785	(9 785) [1]	–	–	–	–	–
393 046	–	393 046	–	–	293 046	100 000
2 749 657	–	2 749 657	–	–	2 710 110	39 547
27 758	(3 411)	24 347	20 547 [1]	–	3 690	110
23 688	–	23 688	18 165 [1]	–	4 175 [1]	1 348
51 028	–	51 028	14 382 [1]	3 674	–	32 972

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée :		
.....	2017-2018	15
.....	2018-2019	16
.....	2019-2020	10
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage :		
.....	2020-2021	136
.....	2021-2022	87
.....	2022-2023	123
.....	2023-2024	77
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement.....	2021-2022	6
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2022-2023	41
Vandalisme à un navire	2018-2019	1
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
Demande de contributions falsifiée	2015-2016	1
Dommage à un édifice de l'État.....	2016-2017	2
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	1
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage.....	2022-2023	1
Revenu national		
Agence du revenu du Canada		
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés :		
.....	2013-2014	5
.....	2014-2015	4
.....	2015-2016	3
.....	2016-2017	5
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre:		
.....	2021-2022	19
.....	2022-2023	17
.....	2023-2024	14
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées :		
.....	2013-2014	6
.....	2014-2015	4
.....	2015-2016	3
.....	2016-2017	4
.....	2017-2018	16
.....	2018-2019	12
.....	2019-2020	9
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2023-2024	10
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour) :		
Autres pertes administrées :		
.....	2012-2013	8
.....	2013-2014	7
.....	2020-2021	1
.....	2021-2022	7
.....	2023-2024	1
Impôt sur le revenu :		
.....	2005-2006	1 160
.....	2007-2008	2 020
.....	2008-2009	589
.....	2009-2010	653
.....	2010-2011	389
.....	2011-2012	252
.....	2012-2013	298
.....	2013-2014	180
.....	2014-2015	237
.....	2015-2016	122
.....	2016-2017	79
.....	2017-2018	57
.....	2018-2019	41

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
38 962	–	38 962	25 886 [1]	1 401	–	11 675
46 147	–	46 147	26 093 [1]	–	–	20 054
20 901	–	20 901	12 059 [1]	–	1 190	7 652
93 053	–	93 053	84 435	–	12	8 606
102 813	(1 680)	101 133	73 035 [1]	–	–	28 098
312 405	–	312 405	270 629 [1]	3 775	–	38 001
194 496	–	194 496	99 118	49 207	–	46 171
303 616	125 000	428 616	–	–	148 616	280 000
157 680	612 [1]	158 292	–	11 195	147 097 [1]	–
11 000 000	10 684 234	21 684 234	–	2 500 000	19 184 234	–
153 250	40 250	193 500	40 250	–	–	153 250
6 209	–	6 209	–	–	–	6 209
1 100	–	1 100	1 100	–	–	–
5 335	–	5 335	–	–	5 335	–
6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
1 587	–	1 587	972	–	–	615
21 605	–	21 605	17 172	–	–	4 433
172 411	(20 307)	152 104	71 441	3 529	21 675	55 459
221 125	(11 811)	209 314	52 755	46 051	21 454	89 054
143 664	4 215	147 879	21 748	25 893	–	100 238
77 379	–	77 379	49 988	–	17 772	9 619
52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
10 610	–	10 610	3 106	–	–	7 504
25 002	–	25 002	290	–	–	24 712
100 679	(7 268)	93 411	34 340	80	–	58 991
143 083	(118)	142 965	75 453	–	59 580	7 932
31 319	(7 879)	23 440	21 466	–	–	1 974
55 334	–	55 334	–	24 181	31 153	–
47 923	–	47 923	26 134	–	–	21 789
30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
61 460	–	61 460	–	–	–	61 460
275 579	660 189	935 768	67 832	–	660 640	207 296
377 601	–	377 601	–	–	–	377 601
9 648 565	–	9 648 565	6 233 737	–	3 371 935	42 893
13 004 212	–	13 004 212	4 067 610	–	8 908 971	27 631
15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 449 306	–	6 612 459 [1]	–
7 428 731	–	7 428 731	3 607 335	5 680	3 701 055 [1]	114 661
22 442 722	(20 048)	22 422 674	10 087 743	–	12 064 225	270 706
4 611 681	–	4 611 681	2 570 950	–	1 927 864	112 867
11 841 323	(6 594)	11 834 729	6 198 000	–	5 223 980 [1]	412 749
8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 732 527	14 570	6 005 655	50 240
3 508 671	–	3 508 671	1 832 705	5 858	917 941	752 167
4 594 597	(79 287)	4 515 310	1 491 980	16 116	1 215 570 [1]	1 791 644
3 700 231	154 470	3 854 701	1 075 679	86 244	2 004 886 [1]	687 892
1 760 874	220 542	1 981 416	939 453	54 801	135 182	851 980
2 187 366	–	2 187 366	1 399 789	–	693 967 [1]	93 610

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes du Canada*	Nombre de cas
.....	2019-2020	17
.....	2020-2021	20
.....	2021-2022	11
.....	2022-2023	8
.....	2023-2024	7
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée :		
.....	2006-2007	550
.....	2010-2011	380
.....	2011-2012	255
.....	2012-2013	598
.....	2014-2015	217
.....	2015-2016	34
.....	2017-2018	36
.....	2018-2019	68
.....	2019-2020	30
.....	2020-2021	36
.....	2021-2022	29
.....	2022-2023	46
.....	2023-2024	29
Santé		
Ministère de la Santé		
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage	2014-2015	2
Emploi non autorisé de billets de taxi	2017-2018	2
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	21
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Emploi non autorisé de carte de voyage	2014-2015	6
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée	2012-2013	12
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	26
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport:		
.....	2022-2023	54
.....	2023-2024	55
Agence de la santé publique du Canada		
Contrat non respecté par un fournisseur:		
.....	2020-2021	3
.....	2023-2024	3
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....	2022-2023	1
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	14
Paiement de salaire et des frais d'études falsifié pour une formation non suivie.....	2017-2018	1
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement.....	2023-2024	2 038
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture.....	2023-2024	762
Instituts de recherche en santé du Canada		
Trop payé à un fournisseur:		
.....	2022-2023	1
.....	2023-2024	2
Sécurité publique		
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2021-2022	26
Perte ou dommage : téléphone portable	2021-2022	13
Agence des services frontaliers du Canada		
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre:		
.....	2020-2021	4
.....	2023-2024	1
Perte de revenus due à des infractions contre la *Loi sur les douanes* – Autres infractions.....	2013-2014	1
Perte de revenus due à des infractions contre la *Loi sur les douanes* – Fausse déclaration – Valeur	2021-2022	1
Perte de revenus due à des infractions contre la *Loi sur les douanes* – Non déclaration/Contrebande.....	2023-2024	1
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture.....	2023-2024	107
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2023-2024	1

Montant de la perte	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
2 484 546	–	2 484 546	132 144	–	1 072 819	1 279 583
7 950 148	–	7 950 148	865 011	–	3 631 134 [1]	3 454 003
3 574 618	(660 189)	2 914 429	348 943	39 679	–	2 525 807
2 035 151	–	2 035 151	870 265	1 576	221 020 [1]	942 290
11 683 211	1 050 887 [1]	12 734 098	–	–	200 071 [1]	12 534 027
8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 883	–	5 807 388	408
4 445 660	–	4 445 660	1 997 153	–	2 300 882	147 625
13 871 865	–	13 871 865	8 460 623	–	5 275 302	135 940
21 919 300	–	21 919 300	1 568 316	–	20 256 687	94 297
8 703 643	–	8 703 643	1 450 580	218	6 962 989	289 856
1 251 325	31 895	1 283 220	376 012	–	867 054	40 154
1 452 077	(220 542)	1 231 535	317 234	1 361	753 410	159 530
618 440	10 357 104	10 975 544	892 568	–	9 349 889 [1]	733 087
13 893 312	–	13 893 312	464 654	11 117	11 972 318 [1]	1 445 223
3 986 809	–	3 986 809	701 470	1 707	2 144 469 [1]	1 139 163
1 583 590	–	1 583 590	62 787	2 561	735 828 [1]	782 414
8 258 395	–	8 258 395	46 306	13 265	4 421 031 [1]	3 777 793
974 608	46 132 [1]	1 020 740	36 409	20 949	172 842 [1]	790 540
15 707	–	15 707	11 401	760	–	3 546
13 936	–	13 936	10 352	302	–	3 282
5 938	–	5 938	5 756	–	–	182
26 698	–	26 698	26 420	–	19	259
44 290	644	44 934	40 687	–	207	4 040
8 299	–	8 299	4 889	2	658	2 750
134 954	39 724	174 678	16 362	7 790	150 526 [1]	–
170 693	–	170 693	19 077	3 301	148 315 [1]	–
105 119 965	–	105 119 965	–	–	20 366 167	84 753 798
5 319 613	–	5 319 613	–	–	1 324 232	3 995 381
137 674	1 959	139 633	79 137	60 496	–	–
3 946	–	3 946	3 803	–	–	143
28 617	(4 757)	23 860	–	–	–	23 860
7 583 926	–	7 583 926	–	195 938	7 387 988	–
629 290	–	629 290	–	23 439	605 851	–
15 778	–	15 778	–	–	–	15 778
572 222	–	572 222	–	572 222	–	–
34 956	–	34 956	–	–	34 956	–
11 968	–	11 968	–	–	11 968 [1]	–
24 639	(15 449)	9 190	8 905	–	–	285
7 745	–	7 745	5 252	2 493	–	–
27 266	–	27 266	18 569	–	–	8 697
417 339	–	417 339	30 000	20 000	–	367 339
1 849	–	1 849	–	1 849	–	–
7 182	–	7 182	–	50	7 132	–
456	–	456	–	–	456 [1]	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes du Canada*	Nombre de cas
Gendarmerie royale du Canada		
Dommage à des biens immobiliers	2018-2019	31
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	50
Dommage à un véhicule de l'État :		
	2018-2019	736
	2019-2020	1 079
Dommage à un véhicule de l'État attribuable à un acte illégal	2019-2020	114
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	34
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :		
	2020-2021	671
	2021-2022	952
	2022-2023	986
	2023-2024	1 130
Vandalisme à un véhicule de l'État :		
	2018-2019	56
	2019-2020	53
Vol de pièces à conviction	2013-2014	1
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :		
	2020-2021	132
	2021-2022	110
	2022-2023	81
	2023-2024	133
Service correctionnel du Canada		
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	1
Chèque sans provision encaissé dans le Fonds de fiducie des détenus	2023-2024	1
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	2
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	2023-2024	26
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport:		
	2022-2023	74
	2023-2024	59
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2023-2024	5
Trop payé à un fournisseur	2023-2024	8
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	919
Vol ou vandalisme : autre équipement de télécommunication, informatique ou électronique	2023-2024	39
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meuble ou aménagement:		
	2021-2022	1 401
	2023-2024	1 963
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture:		
	2019-2020	2 345
	2023-2024	116
Services aux Autochtones		
Ministère des Services aux Autochtones		
Demande de contributions falsifiées	2017-2018	1
Demande de contributions fausses ou falsifiées	2009-2010	2
Demande frauduleuse de subventions et de contributions:		
	2016-2017	1
	2022-2023	4
Détournement de fonds gouvernementaux	2016-2017	1
Emploi non autorisé de carte d'achat	2017-2018	3
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage:		
	2020-2021	3
	2021-2022	3
	2022-2023	4
	2023-2024	4
Réclamation frauduleuse dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec	2005-2006	1
Trop payé à un fournisseur:		
	2022-2023	35
	2023-2024	46
Trop-payé – Fournisseur de services de santé non assuré	2009-2010	2
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État	2009-2010	1
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement	2015-2016	1

Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis		Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2024-2025	Montant du recouvrement non prévu		Montant du recouvrement prévu dans les exercices
1 407 534	684 065		2 091 599	–	–	1 174 684		916 915
3 167 551	(811 400)	[1]	2 356 151	–	–	2 338 021	[1]	18 130
2 332 017	100 191		2 432 208	210 605	–	1 910 709		310 894
4 209 269	6 843		4 216 112	822 803	–	2 796 093		597 216
358 281	41 591		399 872	57 791	–	114 491		227 590
62 901	(4)	[1]	62 897	48 371	–	526	[1]	14 000
2 996 932	107 638		3 104 570	331 344	–	1 770 812		1 002 414
3 520 135	107 109		3 627 244	184 116	–	2 498 236		944 892
3 693 781	–		3 693 781	51 339	40 400	3 249 620	[1]	352 422
6 566 416	205 984	[1]	6 772 400	6 254	184 190	6 047 278	[1]	534 678
260 513	22 997		283 510	15 237	2 043	115 314	[1]	150 916
35 973	149		36 122	3 325	–	29 851		2 946
116 231	68		116 299	12 789	1 713	289	[1]	101 508
487 250	33 616		520 866	84 900	–	170 369		265 597
352 482	3 588		356 070	15 545	–	181 323		159 202
271 506	–		271 506	2 666	–	215 962		52 878
721 225	37 665	[1]	758 890	762	1 007	314 226	[1]	442 895
–	10 309	[1]	10 309	–	2 179	–		8 130
998	–		998	449	115	–		434
7 629	–		7 629	6 948	681	–		–
17 918	–		17 918	–	–	17 918	[1]	–
482 589	–		482 589	61 368	8 197	395 735	[1]	17 289
259 030	–		259 030	23 500	7 411	228 119	[1]	–
732	–		732	–	–	682	[1]	50
35 635	–		35 635	–	1 432	32 900		1 303
414 934	–		414 934	670	92	414 172		–
13 153	–		13 153	1 286	301	11 220	[1]	346
111 870	–		111 870	676	–	111 194	[1]	–
165 056	–		165 056	736	235	157 354		6 731
156 272	–		156 272	2 164	–	152 935		1 173
38 257	–		38 257	356	–	37 546		355
1 458 744	–		1 458 744	–	–	–		1 458 744
3 699 000	(97 107)		3 601 893	1 018 741	106 619	–		2 476 533
1 200 000	–		1 200 000	–	–	543 843		656 157
2 301	–		2 301	1 130	–	–		1 171
779 825	–		779 825	–	–	–		779 825
9 553	–		9 553	6 842	–	–		2 711
23 635	–		23 635	201	–	22 833		601
7 398	–		7 398	1 656	–	–		5 742
5 059	–		5 059	–	1 420	190		3 449
4 630	–		4 630	–	1 963	–		2 667
60 000	–		60 000	25 212	25 788	9 000		–
132 314	–		132 314	58 041	[1] 21 063	–		53 210
86 291	–		86 291	–	40 516	–		45 775
6 805 708	(6 388 074)		417 634	13 120	–	404 514		–
19 222	–		19 222	10 355	–	–		8 867
11 963	–		11 963	–	–	–		11 963

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – *fin*

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Nombre de cas
Services publics et Approvisionnement		
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Demande de remboursement de réinstallation non conforme	2019-2020	6
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	2021-2022	2
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	2023-2024	4
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur, faite aux autres ministères	2023-2024	32
Emploi non autorisé de carte de voyage :		
	2017-2018	6
	2018-2019	15
	2019-2020	10
Emploi non autorisé de fonds du régime de pension de retraite de la fonction publique	2018-2019	5
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage:		
	2020-2021	1
	2022-2023	1
Endossement d'instrument de paiement frauduleux	2023-2024	1
Fraude – Agent de la paie	2006-2007	1
Fraude – Caisse de retraite de la fonction publique	2006-2007	1
Malfaisance par un employé	2007-2008	1
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées	2018-2019	1
Paiement électronique mal dirigé:		
	2010-2011	1
	2013-2014	7 174
	2015-2016	11 723
	2017-2018	10 860
	2019-2020	9 619
	2020-2021	22 170
	2021-2022	7 998
	2022-2023	5 718
	2023-2024	6 349
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005	1
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	2023-2024	8
Trop payé à un employé	2023-2024	1
Trop payé à un fournisseur	2021-2022	2
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au Régime de retraite de la fonction publique :		
	2020-2021	8
	2021-2022	22
	2022-2023	30
Trop-payé – Caisse de retraite de la fonction publique :		
	2009-2010	1
	2010-2011	1
	2012-2013	1
	2013-2014	1
	2015-2016	9
	2016-2017	11
	2019-2020	1
	2023-2024	24
Utilisation frauduleuse de carte d'achat	2018-2019	5
Utilisation frauduleuse de coupon de taxi	2009-2010	2
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	49
Transports		
Ministère des Transports		
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	2020-2021	1
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2023-2024	2
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2023-2024	4
Total		**593 116**

[1] Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis		Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs		Montant recouvré en 2024-2025		Montant du recouvrement non prévu		Montant du recouvrement prévu dans les exercices
18 249	2 776		21 025	12 748		245		4 012		4 020
10 534	–		10 534	–		–		134		10 400
770 189	120 492		890 681	–		871 288		–		19 393
3 654 240	(322 714)		3 331 526	–		2 094 106		–		1 237 420
9 217	(657)		8 560	4 632		–		–		3 928
20 523	(4 635)		15 888	15 816		–		–		72
28 024	1 684	[1]	29 708	23 321		–		–		6 387
434 911	449		435 360	–		–		50 455		384 905
2 700	–		2 700	–		–		–		2 700
2 966	559		3 525	–		–		–		3 525
733 824	–		733 824	679 022		–		54 802		–
250 000	–		250 000	138 990		5 969		–		105 041
1 185 000	(904 631)		280 369	96 004		–		129 767		54 598
2 775 542	–		2 775 542	1 056 796		9 942		1 574 097		134 707
33 628	8 072	[1]	41 700	–		–		–		41 700
2 850 554	–		2 850 554	1 891 834	[1]	256		958 464	[1]	–
3 420 463	–		3 420 463	2 248 892	[1]	600		1 170 971	[1]	–
8 332 870	–		8 332 870	7 075 043	[1]	690		1 257 137	[1]	–
8 345 320	(93 311)		8 252 009	7 003 695	[1]	5 715		1 242 599	[1]	–
6 573 662	(562 360)	[1]	6 011 302	3 845 774	[1]	1 472		2 164 056	[1]	–
25 963 353	(10 965 305)	[1]	14 998 048	12 430 734	[1]	11 714		2 555 600	[1]	–
9 170 377	(711 027)	[1]	8 459 350	8 344 459	[1]	18 404		96 487	[1]	–
7 000 112	(705 606)	[1]	6 294 506	3 545 070	[1]	92 349		2 657 087	[1]	–
10 222 411	(1 507 918)	[1]	8 714 493	5 166 852		1 773 823		1 773 818	[1]	–
3 452 066	–		3 452 066	547 759		8 340		2 890 404		5 563
16 207	–		16 207	–		–		13 685		2 522
240	–		240	–		240		–		–
117 329	–		117 329	109 428		–		–		7 901
373 054	–		373 054	26 346		6 218		15 807		324 683
1 483 461	358 878		1 842 339	378 326		1 620		615 395		846 998
1 387 507	–		1 387 507	288 728		268		46 299		1 052 212
211 459	–		211 459	133 083		1 640		52 245		24 491
145 480	–		145 480	88 507		750		14 623		41 600
174 014	–		174 014	136 885		523		–		36 606
497 792	–		497 792	309 197		4 831		63 616		120 148
169 594	–		169 594	19 909		1 793		121 882		26 010
21 214	(3 375)		17 839	17 672		–		–		167
19 379	(4 607)	[1]	14 772	–		–		7 372		7 400
894 684	–		894 684	157 804		6 600		80 786		649 494
52 059	(6 730)	[1]	45 329	3 881		1 200		25 170		15 078
21 156	–		21 156	3 366		240		17 070		480
1 543 371	–	[1]	1 543 371	–		–		1 543 371		–
9 531	–		9 531	–		2 198		–		7 333
205 683	–		205 683	–		6 842		–		198 841
2 730	–		2 730	–		2 730		–		–
1 717 441 394	**(57 364 774)**		**1 660 076 620**	**596 822 788**		**91 701 492**		**485 830 159**		**485 722 181**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 3

Comptes publics du Canada

2024-2025

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

Page

Services professionnels et spéciaux 178

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	52 974 470	–	92 503 837	374 209	62 250 231	5 340 627
Commission mixte internationale (section canadienne)	126 480	–	143 000	–	19 980	38 557
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	91 602 706	–	–	–	–	–
Investir au Canada	50 908	–	–	672	330 829	152 571
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	386 426	–	–	–	8 063	734 668
	145 140 990	**–**	**92 646 837**	**374 881**	**62 609 103**	**6 266 423**
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	14 271 641	–	17 883 564	520 933	35 186 457	3 203 335
Commission canadienne des grains	959 310	–	–	896	536 503	331 547
	15 230 951	**–**	**17 883 564**	**521 829**	**35 722 960**	**3 534 882**
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants	154 446 115	–	14 594	522 934 118	91 971	1 812 368
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	87 600	–	–	–	–	95 183
	154 533 715	**–**	**14 594**	**522 934 118**	**91 971**	**1 907 551**
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	**233 601**	**–**	**–**	**51 267**	**160 233**	**490 865**
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor	1 105 838	–	–	254 762	31 028 832	3 975 263
Commissariat à l'intégrité du secteur public	474 209	–	–	–	126 038	15 736
Commissariat au lobbying	296 359	–	–	15 510	599 692	18 354
École de la fonction publique du Canada	17 995	–	–	77 938	4 198 303	742 493
	1 894 401	**–**	**–**	**348 210**	**35 952 865**	**4 751 846**
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	924 629	–	–	–	6 918 512	5 158 898
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	257 770	–	90 807	68 413	2 714 017	82 868
Bureau du commissaire au renseignement	102 300	–	–	790	357 750	45 086
Commission de la fonction publique	372 776	–	–	27 590	2 338 517	192 465
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	260 112	–	–	–	2 103 569	155 134
	1 917 587	**–**	**90 807**	**96 793**	**14 432 365**	**5 634 451**

Les renseignements détaillés sont disponibles au https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/paiements-comptabilite/comptes-publics/2025.html. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental:

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c'est-à-dire les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 $ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé;
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 $.

Un rapprochement entre le montant total dépensé au cours de l'exercice tel que présenté dans ce volume et le total des charges externes est disponible dans le tableau 3a du volume II.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
32 850 522	32 419 932	78 090 340	2 780 393	12 782 990	17 440 232	22 903 346	20 281 472	432 992 601
–	75 980	28 974	1 669 996	55 522	–	71 289	237 147	2 466 925
–	–	–	–	–	–	–	–	91 602 706
7 937	52 700	–	128 441	242 448	–	221 456	215 392	1 403 354
–	131 655	45 366	8 400	3 038	13 410	32 443	413 295	1 776 764
32 858 459	**32 680 267**	**78 164 680**	**4 587 230**	**13 083 998**	**17 453 642**	**23 228 534**	**21 147 306**	**530 242 350**
7 456 410	2 421 621	3 888 043	6 670 656	821 564	3 460	3 534 336	19 154 436	115 016 456
283 117	53 372	99 811	20 036	168 341	–	384 279	258 803	3 096 015
7 739 527	**2 474 993**	**3 987 854**	**6 690 692**	**989 905**	**3 460**	**3 918 615**	**19 413 239**	**118 112 471**
9 667 899	30 800	1 176 460	–	770 127	871 910	1 367 116	13 586 304	706 769 782
–	–	51 638	–	27 442	–	414 775	96 884	773 522
9 667 899	**30 800**	**1 228 098**	**–**	**797 569**	**871 910**	**1 781 891**	**13 683 188**	**707 543 304**
–	**17 301**	**–**	**–**	**17 242**	**219 293**	**55 443**	**147 385**	**1 392 630**
8 085 487	3 029 002	858 100	494 897	1 408 030	19 597	6 297 640	147 231 602	203 789 050
45 796	29 636	4 444	–	28 414	2 743	15 162	122 890	865 068
1 250	136 375	8 583	–	13 554	–	13 011	21 288	1 123 976
88 199	169 725	7 722	8 850	207 427	–	1 093 047	407 011	7 018 710
8 220 732	**3 364 738**	**878 849**	**503 747**	**1 657 425**	**22 340**	**7 418 860**	**147 782 791**	**212 796 804**
13 286 340	288 499	4 047 403	367 473	676 508	3 611	1 418 180	2 923 531	36 013 584
374 557	311 500	84 644	4 000	78 101	112 497	591 435	75 687	4 846 296
–	–	7 965	–	9 114	–	5 488	86 347	614 840
1 734 487	504 530	197 645	–	51 945	57 178	644 332	1 240 231	7 361 696
61 688	140 965	35 776	–	73 297	–	288 655	522 549	3 641 745
15 457 072	**1 245 494**	**4 373 433**	**371 473**	**888 965**	**173 286**	**2 948 090**	**4 848 345**	**52 478 161**

Services professionnels et spéciaux – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	775 246 375	–	3 545 838 238	357 606 927	313 094 489	22 889 472
Comité externe d'examen des griefs militaires	167 268	–	–	9 022	50 502	16 932
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	186 221	–	–	250	18 256	10 710
	775 599 864	**–**	**3 545 838 238**	**357 616 199**	**313 163 247**	**22 917 114**
Emploi et Développement de la main d'œuvre						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	454 236 219	–	–	7 513 917	446 841 219	7 660 732
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	190 613	–	–	–	–	232 158
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	671 251	–	7 000	5 546	14 787	489 394
	455 098 083	**–**	**7 000**	**7 519 463**	**446 856 006**	**8 382 284**
Énergie et Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	69 970 861	–	6 784 640	520 423	36 240 944	2 310 914
Administration du pipe-line du Nord	165 476	–	–	–	15 683	393
Commission canadienne de sûreté nucléaire	658 772	–	445 365	108 472	9 998 060	1 551 025
Régie canadienne de l'énergie	328 981	–	71 550	230	3 014 092	22 381
	71 124 090	**–**	**7 301 555**	**629 125**	**49 268 779**	**3 884 713**
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	25 104 447	–	60 022 568	246 238	31 932 815	6 488 098
Agence canadienne de l'eau	432 672	–	272 944	482	36 494	252 789
Agence canadienne d'évaluation d'impact	720 510	–	–	27 507	1 514 080	1 247 094
	26 257 629	**–**	**60 295 512**	**274 227**	**33 483 389**	**7 987 981**
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	**504 285**	**–**	**–**	**44 228**	**607 450**	**371 482**
Finances						
Ministère des Finances	2 141 163	–	–	107 845	2 500 333	888 275
Agence de la consommation en matière financière du Canada	201 349	–	–	923	4 267 134	255 630
Bureau du surintendant des institutions financières	94 638	–	–	200	16 411 566	478 971
Bureau du vérificateur général	2 440 855	–	–	83 097	1 225 191	489 561
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	107 891	–	11 250	5 210	5 709 198	489 562
	4 985 896	**–**	**11 250**	**197 275**	**30 113 422**	**2 601 999**
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	619 040 248	–	–	896 898 702	134 167 218	4 767 947
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	5 780 715	–	–	202 370	7 576 590	18 383 507
	624 820 963	**–**	**–**	**897 101 072**	**141 743 808**	**23 151 454**
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie	16 541 908	–	620 349	454 002	72 900 735	5 418 497
Agence canadienne de développement économique du Nord	1 279 592	–	–	–	591 604	97 275
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	65 999	–	–	–	170 957	206 605
Agence de développement économique du Pacifique Canada	5 548 726	–	–	–	1 492 328	72 365
Agence de promotion économique du Canada atlantique	103 905	–	33 836	1 340	54 365	216 161
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	706 665	–	–	19 074	–	186 540
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	817 992	–	–	870	1 777 094	135 061

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
38 013 628	65 363 503	121 863 586	121 777 654	9 761 911	36 993 546	282 151 974	1 234 632 932	6 925 234 235
2 759	22 599	6 207	–	11 252	79 275	96 973	20 538	483 327
48 560	18 547	540	–	26 067	–	52 042	164 183	525 376
38 064 947	**65 404 649**	**121 870 333**	**121 777 654**	**9 799 230**	**37 072 821**	**282 300 989**	**1 234 817 653**	**6 926 242 938**
19 901 474	29 204 169	12 659 029	872 670	1 401 520	431 591	15 645 229	2 166 701	998 534 470
–	–	56 377	–	78 472	–	83 765	267 489	908 874
103 374	326 701	46 784	1 066 854	53 180	–	96 563	1 374 565	4 255 999
20 004 848	**29 530 870**	**12 762 190**	**1 939 524**	**1 533 172**	**431 591**	**15 825 557**	**3 808 755**	**1 003 699 343**
8 685 418	5 016 223	4 953 806	23 996 033	1 507 974	1 284 377	6 119 013	2 134 257	169 524 883
12 387	–	–	–	–	–	–	174 633	368 572
89 123	252 937	298 939	1 349 427	437 382	183 564	1 926 168	997 266	18 296 500
99 959	870 609	27 422	–	414 473	825 249	682 285	4 151 771	10 509 002
8 886 887	**6 139 769**	**5 280 167**	**25 345 460**	**2 359 829**	**2 293 190**	**8 727 466**	**7 457 927**	**198 698 957**
10 705 072	8 573 126	5 656 238	34 470 840	1 275 708	1 181 736	9 559 878	13 151 828	208 368 592
143 169	111 500	1 005	1 411 022	20 999	132 381	138 697	104 419	3 058 573
3 765 919	994 566	33 892	434 843	146 864	–	915 509	375 717	10 176 501
14 614 160	**9 679 192**	**5 691 135**	**36 316 705**	**1 443 571**	**1 314 117**	**10 614 084**	**13 631 964**	**221 603 666**
54 292	**307 622**	**57 025**	**250 954**	**66 229**	**504**	**286 595**	**1 044 445**	**3 595 111**
4 874 049	73 203	806 536	24 027	1 182 890	8 561	1 593 555	769 200	14 969 637
777 553	–	300	–	48 082	31 388	328 651	1 364 221	7 275 231
1 047 836	–	541 807	–	1 074 844	174 361	1 642 920	6 883 649	28 350 792
–	162 756	215 792	–	651 407	–	1 286 917	1 734 672	8 290 248
2 043 343	25 349	520 790	–	114 406	–	492 817	1 627 289	11 147 105
8 742 781	**261 308**	**2 085 225**	**24 027**	**3 071 629**	**214 310**	**5 344 860**	**12 379 031**	**70 033 013**
31 765 006	4 747 436	26 050 348	132 393	1 667 215	1 951 017	5 855 465	30 532 825	1 757 575 820
43 411	684 892	2 568 138	–	383 853	746 417	1 009 691	1 770 012	39 149 596
31 808 417	**5 432 328**	**28 618 486**	**132 393**	**2 051 068**	**2 697 434**	**6 865 156**	**32 302 837**	**1 796 725 416**
13 511 424	5 501 126	3 049 766	42 496 494	1 120 338	14 271	6 300 977	4 256 487	172 186 374
248 296	35 000	–	–	116 041	1 043	171 499	470 163	3 010 513
571 244	94 638	326 553	–	89 897	–	232 176	296 987	2 055 056
292 603	421 901	671	–	75 485	–	214 980	496 603	8 615 662
619 686	331 550	88 580	–	100 896	3 217	654 605	3 734	2 211 875
231 788	41 787	2 618	–	44 684	12 345	51 562	13 598	1 310 661
87 796	669 809	54 227	–	55 964	–	201 641	15 836	3 816 290

Services professionnels et spéciaux – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Agence spatiale canadienne	6 867 950	–	328 158 544	124 069	2 360 271	717 253
Commission du droit d'auteur	29 827	–	–	12 267	194 946	20 964
Conseil de recherches en sciences humaines	55 203	–	–	3 775	1 571 015	259 342
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	139 193	–	–	162	2 512 754	202 327
Conseil national de recherches du Canada	25 352 363	–	25 306 875	387 844	25 301 982	1 112 118
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	148 689	–	–	–	203 641	57 841
Statistique Canada	4 923 876	–	–	8 575 019	9 209 615	1 308 002
	62 581 888	**–**	**354 119 604**	**9 578 422**	**118 341 307**	**10 010 351**
Institutions démocratiques						
Bureau du directeur général des élections	3 292 473	–	–	91 421	49 590 088	1 331 132
Commission des débats des chefs	87 662	–	–	–	12 338	7 560
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	236 793	–	–	–	629 020	94 302
	3 616 928	**–**	**–**	**91 421**	**50 231 446**	**1 432 994**
Justice						
Ministère de la Justice	3 659 614	–	–	663 413	14 784 677	2 083 440
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	355 799	–	–	–	572 235	84 758
Bureau du directeur des poursuites pénales	2 186 382	–	–	294 733	2 830 460	658 812
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	825 337	–	–	59 787	1 791 555	323 882
Commission canadienne des droits de la personne	66 408	–	–	44 475	794 764	111 016
Commission du droit du Canada	316 999	–	–	1 040	87 674	22 621
Registraire de la Cour suprême du Canada	332 588	–	9 069	–	123 470	239 519
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 715 025	–	5 433 686	8 612	3 982 583	2 869 970
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	344 796	–	–	80 545	1 646 214	2 254 343
	10 802 948	**–**	**5 442 755**	**1 152 605**	**26 613 632**	**8 648 361**
Logement, Infrastructure et Collectivités						
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	3 235 367	–	3 339 052	16 212	6 187 317	1 333 193
Bureau de l'infrastructure du Canada	100 289	–	422 452	197 575	1 235 351	128 479
	3 335 656	**–**	**3 761 504**	**213 787**	**7 422 668**	**1 461 672**
Parcs Canada						
Agence Parcs Canada	**13 040 244**	**–**	**79 453 338**	**3 192 514**	**14 116 896**	**4 193 877**
Parlement						
Chambre des communes	2 091 133	–	149 642	318 602	15 395 291	283 504
Bibliothèque du Parlement	44 219	–	–	4 083	59 464	14 031
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	57 107	–	–	1 794	647 612	300
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	39 116	–	–	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	239	–	–	–	37 890	7 172
Sénat	799 654	–	–	58 914	164 912	1 280
Service de protection parlementaire	538 119	–	–	233 149	2 036 259	150
	3 569 587	**–**	**149 642**	**616 542**	**18 341 428**	**306 437**
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	3 176 314	–	102 810	42 482	9 346 545	1 305 277
Bibliothèque et Archives du Canada	1 737 895	–	–	10 575	2 422 768	185 970
Commission des champs de bataille nationaux	96 712	–	284 594	–	131 301	24 001
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	210 391	–	–	9 662	686 426	502 253
Office national du film	1 537 639	–	65 863	–	96 445	124 240
	6 758 951	**–**	**453 267**	**62 719**	**12 683 485**	**2 141 741**

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
1 399 567	312 680	2 281 167	38 658 867	337 333	90 032	917 910	5 503 109	387 728 752
785	100 075	4 623	–	13 731	33 332	67 329	111 755	589 634
111 087	152 014	63 138	–	248 559	42 564	210 023	451 568	3 168 288
14 980	183 593	113 501	–	140 460	16 084	414 949	415 807	4 153 810
4 738 114	767 879	5 056 373	17 394 069	2 151 327	313 170	3 667 348	113 721	111 663 183
373 369	422 973	5 523	–	152 733	–	389 688	2 451 962	4 206 419
301 829	471 461	2 132 133	20 000	419 579	73 361	4 994 927	2 438 897	34 868 699
22 502 568	**9 506 486**	**13 178 873**	**98 569 430**	**5 067 027**	**599 419**	**18 489 614**	**17 040 227**	**739 585 216**
1 032 861	8 723 736	580 512	69 695	936 572	663 212	1 278 685	2 467 289	70 057 676
46 707	–	500	–	350	–	–	15 577	170 694
–	21 485	1 136	28 573	12 789	–	35 223	30 639	1 089 960
1 079 568	**8 745 221**	**582 148**	**98 268**	**949 711**	**663 212**	**1 313 908**	**2 513 505**	**71 318 330**
3 528 991	436 095	3 550 610	757 369	7 009 352	20 640	4 298 024	6 473 988	47 266 213
1 471 398	142 403	2 576	–	17 035 674	–	403 986	1 196 478	21 265 307
34 805 535	18 975	1 380 666	–	1 449 019	320	423 357	239 423	44 287 682
155 868	246 806	65 624	9 000	141 384	11 911	576 957	616 894	4 825 005
123 142	155 840	–	144 169	66 049	–	241 436	993 365	2 740 664
–	–	–	–	9 414	–	4 540	57 500	499 788
35 873	18 097	1 769 097	–	267 762	156 025	92 240	488 120	3 531 860
224 207	60 137	4 209 819	–	211 032	–	469 226	979 643	21 163 940
818 792	196 019	282 843	–	245 597	81 637	623 486	178 625	6 752 897
41 163 806	**1 274 372**	**11 261 235**	**910 538**	**26 435 283**	**270 533**	**7 133 252**	**11 224 036**	**152 333 356**
4 250 392	1 012 469	2 811 622	2 767 935	324 926	267 941	1 818 022	868 037	28 232 485
509 463	34 112	762 360	7 062 506	82 240	38 250	246 132	21 517	10 840 726
4 759 855	**1 046 581**	**3 573 982**	**9 830 441**	**407 166**	**306 191**	**2 064 154**	**889 554**	**39 073 211**
4 393 304	**1 145 371**	**5 262 193**	**5 650 706**	**1 396 977**	**95 268**	**3 619 653**	**48 935 324**	**184 495 665**
271 186	756 571	1 710 859	1 036 209	3 670 738	719 263	2 767 493	2 263 246	31 433 737
64 052	268 463	74 278	–	201 397	22 334	392 596	–	1 144 917
–	–	72 034	–	25 845	–	59 731	17 277	881 700
56 112	33 719	–	–	5 868	–	902	124	135 841
–	274 875	1 770	–	26 998	–	46 322	–	395 266
31 035	978 053	85 469	547 821	616 150	–	458 677	150 464	3 892 429
378 836	806 326	512 739	–	83 410	–	382 537	29 232	5 000 757
801 221	**3 118 007**	**2 457 149**	**1 584 030**	**4 630 406**	**741 597**	**4 108 258**	**2 460 343**	**42 884 647**
4 770 057	279 917	1 743 946	1 617 106	468 712	–	1 184 967	6 887 431	30 925 564
531 490	765 499	1 980 863	–	331 677	–	546 307	8 097 909	16 610 953
133 133	–	887 671	–	54 750	–	32 961	1 266 459	2 911 582
88 712	1 202 195	87 634	18 000	391 965	37 556	763 581	7 084	4 005 459
39 650	362 581	–	93 835	186 098	1 027	137 290	10 341 704	12 986 372
5 563 042	**2 610 192**	**4 700 114**	**1 728 941**	**1 433 202**	**38 583**	**2 665 106**	**26 600 587**	**67 439 930**

Services professionnels et spéciaux – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans	**180 360 207**	**–**	**1 041 622 812**	**756 750**	**25 605 763**	**7 988 412**
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	11 036 876	–	490 144 285	176 818	21 681 444	1 334 109
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	627 882	–	9 089	96 752	352 335	140 012
	11 664 758	**–**	**490 153 374**	**273 570**	**22 033 779**	**1 474 121**
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	**257 728 883**	**–**	**6 508**	**3 076 315**	**126 186 022**	**2 756 282**
Santé						
Ministère de la Santé	286 783 388	–	3 171 217	18 049 254	46 959 192	4 028 488
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 988 161	–	39 834 577	1 850 607	17 200 465	1 611 588
Agence de la santé publique du Canada	60 378 852	–	927 537	2 803 955	37 923 656	3 442 364
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	49 462	–	–	510	3 288	295 611
Instituts de recherche en santé du Canada	50 202	–	–	2 835	360 545	318 357
	354 250 065	**–**	**43 933 331**	**22 707 161**	**102 447 146**	**9 696 408**
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 836 150	–	37 933	41 277	15 523 713	1 942 585
Agence des services frontaliers du Canada	71 488 983	–	398 069	25 784 094	185 865 208	15 334 132
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	137 637	–	–	2 927	52 397	38 962
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	193 269	–	–	–	–	177 623
Commissariat aux langues officielles	125 883	–	–	2 760	529 577	439 508
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	35 220	–	–	3 461	58 010	123 525
Commission des libérations conditionnelles du Canada	249 174	–	–	8 232	6 168 987	293 048
Gendarmerie royale du Canada	153 397 231	–	78 744 516	186 653 282	134 210 618	–
Service correctionnel du Canada	29 561 487	–	5 115 969	259 089 338	28 357 011	4 681 633
	257 025 034	**–**	**84 296 487**	**471 585 371**	**370 765 521**	**23 031 016**
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones	**19 381 910**	**–**	**6 823 246**	**876 859 740**	**37 940 386**	**2 779 054**
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	434 216 721	749 235 349	529 207 734	569 180	328 711 369	44 345 824
Services partagés Canada	6 905 566	–	1 273 009	81 381	320 669 747	1 906 282
	441 122 287	**749 235 349**	**530 480 743**	**650 561**	**649 381 116**	**46 252 106**
Transports						
Ministère des Transports	23 710 117	–	103 770 941	2 777 155	40 240 673	2 996 874
Office des transports du Canada	55 409	–	–	3 398	112 917	197 088
	23 765 526	**–**	**103 770 941**	**2 780 553**	**40 353 590**	**3 193 962**
Total	**3 926 346 927**	**749 235 349**	**6 468 556 909**	**3 181 306 718**	**2 786 669 783**	**217 249 839**

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
18 604 516	**6 603 984**	**11 858 485**	**35 208 131**	**1 821 488**	**1 583 547**	**15 477 742**	**11 514 125**	**1 359 005 962**
54 025 188	30 073 115	73 389	9 490 452	369 696	–	1 929 660	78 188 912	698 523 944
55 900	–	576 708	699 950	164 792	–	176 498	931 661	3 831 579
54 081 088	**30 073 115**	**650 097**	**10 190 402**	**534 488**	**–**	**2 106 158**	**79 120 573**	**702 355 523**
127 964 740	**1 214 454**	**5 055 623**	**898 169**	**8 007 200**	**3 798**	**17 671 446**	**15 422 754**	**565 992 194**
17 720 821	7 261 873	7 587 047	9 968 001	1 169 178	1 368 109	5 625 730	20 819 214	430 511 512
8 979 056	787 702	1 260 304	11 892 280	2 321 880	53 173	2 054 787	11 647 324	106 481 904
5 597 325	2 867 361	450 945	12 563 830	805 799	16 418	4 058 122	64 145 773	195 981 937
68 807	–	–	206 384	43 148	–	113 247	117 825	898 282
231 025	316 253	322 424	57 747	132 378	–	283 994	610 536	2 686 296
32 597 034	**11 233 189**	**9 620 720**	**34 688 242**	**4 472 383**	**1 437 700**	**12 135 880**	**97 340 672**	**736 559 931**
7 059 038	11 362 820	2 369 767	1 570 588	640 121	241 003	1 377 298	5 211 354	49 213 647
26 637 877	2 179 023	80 830 053	44 941	423 362	7 459	4 612 809	8 549 438	422 155 448
–	10 588	9 919	–	23 496	18 157	45 658	132 937	472 678
17 189	19 575	224	–	30 589	133 213	54 979	32 649	659 310
118 278	81 073	58 388	40 234	61 021	80 840	155 631	270 882	1 964 075
47 084	204 747	1 622	–	21 455	35 099	225 166	–	755 389
1 629 784	25 474	65 475	–	18 764	29 932	205 302	677 476	9 371 648
41 973 954	7 665 199	156 809 315	1 904 663	2 878 155	6 093 289	27 306 114	1 808 242	799 444 578
43 426 636	1 534 034	18 646 475	683 385	1 310 209	398 513	48 094 314	92 655 513	533 554 517
120 909 840	**23 082 533**	**258 791 238**	**4 243 811**	**5 407 172**	**7 037 505**	**82 077 271**	**109 338 491**	**1 817 591 290**
45 176 911	**6 703 884**	**2 815 153**	**7 787 499**	**1 681 858**	**761 393**	**7 173 691**	**106 214 366**	**1 122 099 091**
24 440 956	131 798 764	77 679 714	3 982 658	1 646 508	1 191 332	11 524 862	702 504 417	3 041 055 388
1 075 107	34 034 997	8 690 568	3 448 837	227 474	67 625	17 872 066	9 000	396 261 659
25 516 063	**165 833 761**	**86 370 282**	**7 431 495**	**1 873 982**	**1 258 957**	**29 396 928**	**702 513 417**	**3 437 317 047**
16 835 214	20 837 189	4 391 432	22 513 012	2 878 169	491 533	9 189 838	11 966 916	262 599 063
10 003	226 800	145 976	35 000	73 446	29 610	316 218	197 829	1 403 694
16 845 217	**21 063 989**	**4 537 408**	**22 548 012**	**2 951 615**	**521 143**	**9 506 056**	**12 164 745**	**264 002 757**
718 078 794	**449 824 470**	**685 712 175**	**439 307 974**	**104 829 790**	**78 086 744**	**584 255 257**	**2 755 757 585**	**23 145 218 314**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada

2024-2025

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

Page

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux 188

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/paiements-comptabilite/comptes-publics/2025.html. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 $ ou plus (25 000 $ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c'est-à-dire les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 $ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 $) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	154 638	15 852	23 095 572	9 735 041	33 001 103
Investir au Canada	–	–	400 000	–	400 000
	154 638	**15 852**	**23 495 572**	**9 735 041**	**33 401 103**
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	**–**	**11 541 896**	**28 251 509**	**–**	**39 793 405**
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants	**–**	**–**	**2 929 658**	**–**	**2 929 658**
Conseil du Trésor					
École de la fonction publique du Canada	**–**	**–**	**28 840**	**–**	**28 840**
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale	17 178 984	207 584 678	560 565 370	81 872 656	867 201 688
Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	15 770 512	–	15 770 512
	17 178 984	**207 584 678**	**576 335 882**	**81 872 656**	**882 972 200**
Emploi et Développement de la main-d'œuvre					
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	**–**	**–**	**25 271**	**–**	**25 271**
Énergie et Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles	201 263	7 633 984	8 444 815	–	16 280 062
Régie canadienne de l'énergie	–	–	112 973	–	112 973
	201 263	**7 633 984**	**8 557 788**	**–**	**16 393 035**
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement	**–**	**2 998 112**	**1 103 005**	**–**	**4 101 117**
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministères des Femmes et de l'Égalité des genres	**–**	**–**	**32 599**	**–**	**32 599**
Finance					
Bureau du surintendant des institutions financières	**–**	**–**	**635 615**	**–**	**635 615**

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Innovation, Sciences et Industries					
Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	22 927	–	22 927
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	190 542	–	190 542
Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	149 711	–	149 711
Conseil national de recherches du Canada	81 972	64 372	38 695 233	–	38 841 577
Statistique Canada	–	–	153 925	–	153 925
	81 972	**64 372**	**39 212 338**	**–**	**39 358 682**
Justice					
Ministère de la Justice	–	–	1 253 688	–	1 253 688
Commission du droit du Canada	–	–	1 292 760	–	1 292 760
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	6 894	–	6 894
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	155 221	–	155 221
	–	**–**	**2 708 563**	**–**	**2 708 563**
Logement, Infrastructure et Collectivités					
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	–	6 692 858	91 555	–	6 784 414
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	1 301 649	–	–	1 301 649
	–	**7 994 507**	**91 555**	**–**	**8 086 062**
Parcs Canada					
Agence Parcs Canada	**46 000**	**120 701 141**	**42 851 023**	**9 968 256**	**173 566 420**
Patrimoine canadien					
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	40 777 551	–	40 777 551
Commission des champs de bataille nationaux	–	953 423	477 849	–	1 431 272
	–	**953 423**	**41 255 400**	**–**	**42 208 823**
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans	**–**	**204 771 125**	**3 055 926**	**–**	**207 827 051**
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	**–**	**–**	**94 911**	**–**	**94 911**
Santé					
Ministère de la Santé	–	–	58 533	–	58 533
Agence de la santé publique du Canada	–	–	72 014	–	72 014
	–	**–**	**130 547**	**–**	**130 547**
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada	–	12 024	48 270 932	–	48 282 956
Gendarmerie royale du Canada	765 604	8 359 900	62 703 430	5 462 597	77 291 531
Service correctionnel du Canada	–	1 231 486	143 101 836	–	144 333 322
	765 604	**9 603 410**	**254 076 198**	**5 462 597**	**269 907 809**
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones	**219 654**	**–**	**–**	**–**	**219 654**
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 636 148	335 640 536	676 319 414	799 740	1 016 395 838
Services partagés Canada	–	–	4 052 474	–	4 052 474
	3 636 148	**335 640 536**	**680 371 888**	**799 740**	**1 020 448 312**
Transports					
Ministère des Transports	**–**	**105 201 899**	**67 726 540**	**–**	**172 928 439**
Total	**22 284 263**	**1 014 704 935**	**1 772 970 628**	**107 838 290**	**2 917 798 116**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

Comptes publics du Canada

2024-2025

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

Page

Acquisition de machinerie et matériel 192

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	4 953 828	–	5 623 767
Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	92
Investir au Canada	–	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	12 069
	4 953 828	**–**	**5 635 928**
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	4 534 279	–	1 107 188
Commission canadienne des grains	396 086	–	66 157
	4 930 365	**–**	**1 173 345**
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants	81 035	–	248 592
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	225 416
	81 035	**–**	**474 008**
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	**4 667**	**–**	**132 131**
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor	220	–	13 820
Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	2 089
Commissariat au lobbying	–	–	30 151
École de la fonction publique du Canada	–	–	1 013 863
	220	**–**	**1 059 923**
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	2 851	–	1 960 436
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	53 743	–	148 620
Bureau du commissaire au renseignement	–	–	–
Commission de la fonction publique	–	–	348 924
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	17 527
	56 594	**–**	**2 475 507**
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	4 376 990 028	718 742 503	208 747 749
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	1 464
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	9 288
	4 376 990 028	**718 742 503**	**208 758 501**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie	Total
16 035 632	14 587 630	14 375 114	–	1 252 463	8 876 009	65 704 443
49 653	–	600	–	–	–	50 345
393 741	–	17 730	–	1 120	–	412 591
28 129	–	4 896	–	4 121	–	49 215
16 507 155	**14 587 630**	**14 398 340**	**–**	**1 257 704**	**8 876 009**	**66 216 594**
5 007 502	15 995 300	960 539	–	353 719	6 719 405	34 677 932
348 462	1 401 599	77 490	–	165	321 516	2 611 475
5 355 964	**17 396 899**	**1 038 029**	**–**	**353 884**	**7 040 921**	**37 289 407**
345 821	39 291	750 536	–	199 535	60 866	1 725 676
5 423	–	75 449	–	20	–	306 308
351 244	**39 291**	**825 985**	**–**	**199 555**	**60 866**	**2 031 984**
659 599	**–**	**21 801**	**–**	**208**	**1 851**	**820 257**
1 770 092	–	98 777	–	650	10 343	1 893 902
20 991	–	886	–	1 057	–	25 023
122 263	–	1 283	–	271	–	153 968
1 339 563	–	321 288	–	6 815	50 634	2 732 163
3 252 909	**–**	**422 234**	**–**	**8 793**	**60 977**	**4 805 056**
6 248 956	1 220 779	619 214	–	6 609	20 957	10 079 802
372 061	68 847	39 519	–	4 879	35 221	722 890
–	–	4 695	–	–	–	4 695
894 063	13 392	319 805	–	795	1 128	1 578 107
10 023	–	3 919	–	7 084	–	38 553
7 525 103	**1 303 018**	**987 152**	**–**	**19 367**	**57 306**	**12 424 047**
260 586 951	289 755 438	50 096 446	12 346 340	7 087 394	633 426 965	6 557 779 814
59 878	–	10 391	–	1 178	–	72 911
40 504	–	–	–	1 465	–	51 257
260 687 333	**289 755 438**	**50 106 837**	**12 346 340**	**7 090 037**	**633 426 965**	**6 557 903 982**

Acquisition de machinerie et matériel – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport	Munitions et armes	Matériel de communication
Emploi et Développement de la main-d'œuvre			
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 198 880	–	13 254 385
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	849
	1 198 880	**–**	**13 255 234**
Énergie et Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	2 911 810	3 401	6 884 924
Commission canadienne de sûreté nucléaire	159 628	14 287	104 428
Régie canadienne de l'énergie	–	–	2 240
	3 071 438	**17 688**	**6 991 592**
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	6 503 959	12 162	587 889
Agence canadienne de l'eau	62	–	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	670
	6 504 021	**12 162**	**588 559**
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	**67 273**	**–**	**220 605**
Finances			
Ministère des Finances	330	–	10 409
Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	52 689
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	762
Bureau du vérificateur général	57 557	–	267 058
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	1 093 723
	57 887	**–**	**1 424 641**
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	249 323	–	1 092 961
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	–	155 218
	249 323	**–**	**1 248 179**
Innovation, Sciences et Industrie			
Ministère de l'Industrie	4 654 465	–	1 306 359
Agence canadienne de développement économique du Nord	90	–	19 591
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	68 436	–	9 172
Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	141 117
Agence de promotion économique du Canada atlantique	151 359	–	3 063
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	103 312	–	8 710
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	–	63
Agence spatiale canadienne	133 483	–	1 300 972
Commission du droit d'auteur	–	–	9 483
Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	167 275
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	211 313
Conseil national de recherches du Canada	3 076 598	–	465 552
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	2 322
Statistique Canada	3 385 362	–	489 857
	11 573 105	**–**	**4 134 849**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie	Total
14 452 479	282 142	9 594 520	–	1 142 446	154 535	40 079 387
–	–	26 297	–	11 148	–	37 445
–	–	34 377	–	5 798	–	41 024
14 452 479	**282 142**	**9 655 194**	**–**	**1 159 392**	**154 535**	**40 157 856**
12 070 142	24 292 959	599 577	–	284 934	3 695 925	50 743 672
2 681 382	598 698	87 625	–	–	2 738	3 648 786
963 784	–	188 977	–	14 379	1 236 372	2 405 752
15 715 308	**24 891 657**	**876 179**	**–**	**299 313**	**4 935 035**	**56 798 210**
11 007 364	23 657 654	924 041	–	290 385	4 121 570	47 105 024
372 582	6 651	–	–	265	269	379 829
906 195	–	358 693	–	6 619	137 536	1 409 713
12 286 141	**23 664 305**	**1 282 734**	**–**	**297 269**	**4 259 375**	**48 894 566**
633 266	**–**	**101 790**	**–**	**7 771**	**10 821**	**1 041 526**
522 459	–	160 970	–	44 820	457	739 445
601 033	–	37 501	–	714	–	691 937
4 785 755	–	519 617	–	–	–	5 306 134
1 071 218	–	206 139	–	22 432	–	1 624 404
3 687 456	–	84 958	1 037	1 011	4 258	4 872 443
10 667 921	**–**	**1 009 185**	**1 037**	**68 977**	**4 715**	**13 234 363**
4 295 248	469 883	1 521 531	–	24 837	170 719	7 824 502
1 526 937	40 518	488 531	–	19 945	683 044	2 914 193
5 822 185	**510 401**	**2 010 062**	**–**	**44 782**	**853 763**	**10 738 695**
7 081 176	6 577 397	2 765 020	124 839	37 895	2 316 954	24 864 105
59 622	–	48 139	–	4 400	208	132 050
258 699	–	87 704	–	8 637	1 492	434 140
91 980	–	344 358	–	27	–	577 482
447 006	–	165 420	–	11 918	210	778 976
71 033	–	2 393	–	1 101	–	186 549
33 957	–	31 197	–	1 050	250	66 517
2 348 249	614 147	1 179 306	837	43 895	805 876	6 426 765
18 081	25	19 944	–	–	–	47 533
798 902	–	14 858	–	3 128	4 366	988 529
1 775 828	–	19 666	–	4 052	330	2 011 189
13 193 071	98 964 280	1 598 958	9 365 758	614 105	6 975 759	134 254 081
296 156	–	22 266	–	–	590	321 334
6 841 469	181 916	1 648 624	–	253 319	711 128	13 511 675
33 315 229	**106 337 765**	**7 947 853**	**9 491 434**	**983 527**	**10 817 163**	**184 600 925**

Acquisition de machinerie et matériel – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport	Munitions et armes	Matériel de communication
Institutions démocratiques			
Commission des débats des chefs	–	–	1 718
Bureau du directeur général des élections	–	–	94 839
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	1 520
	–	**–**	**98 077**
Justice			
Ministère de la Justice	37 341	–	219 036
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	41 514
Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	162 108
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	60 682	–	51 483
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	13 346
Commission du droit du Canada	–	–	52 668
Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	114 539
Service administratif des tribunaux judiciaires	12 013	–	2 605 250
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	597 523
	110 036	**–**	**3 857 467**
Logement, Infrastructure et Collectivités			
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	–	–	38 521
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	–	1 482
	–	**–**	**40 003**
Parcs Canada			
Agence Parcs Canada	**18 655 129**	**150 357**	**922 690**
Parlement			
Chambre des communes	–	2 212	6 554 294
Bibliothèque du Parlement	–	–	22 146
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	14 269
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	–
Service de protection parlementaire	317 015	254 482	304 164
Sénat	61 174	–	3 718 157
	378 189	**256 694**	**10 613 030**
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	5 500	–	122 196
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	59 579
Commission des champs de bataille nationaux	66 469	–	104 182
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	29 166
Office national du film	–	–	64 514
	71 969	**–**	**379 637**
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans	**556 601 383**	**229 589**	**10 561 076**
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	44 080	–	41
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	36 632	–	8 040
	80 712	**–**	**8 081**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie	Total
–	–	–	–	–	–	1 718
5 434 165	–	213 372	–	86 041	52 672	5 881 089
32	–	21 367	–	565	–	23 484
5 434 197	**–**	**234 739**	**–**	**86 606**	**52 672**	**5 906 291**
4 192 463	543 860	1 541 336	–	173 784	7 339	6 715 159
116 273	–	48 858	–	4 086	8 120	218 851
510 991	11 551	349 964	–	36 594	68 062	1 139 270
494 779	–	41 792	–	23 755	–	672 491
491 861	–	33 280	–	10 344	1 564	550 395
1 553	–	2 380	–	154	–	56 755
626 150	18 740	189 942	–	348	24 090	973 809
765 974	–	200 758	–	14 780	53 008	3 651 783
1 393 410	380	402 742	–	9 570	19 635	2 423 260
8 593 454	**574 531**	**2 811 052**	**–**	**273 415**	**181 818**	**16 401 773**
3 328 252	2 474	383 393	–	1 967	766	3 755 373
15 332	–	9 896	–	–	–	26 710
3 343 584	**2 474**	**393 289**	**–**	**1 967**	**766**	**3 782 083**
4 393 304	**3 749 636**	**919 585**	**634 283**	**193 661**	**9 068 540**	**38 687 185**
12 479 501	–	1 780 668	–	2 383 463	8 104 523	31 304 661
609 579	–	86 019	–	–	–	717 744
177 997	–	185	–	–	4 012	196 463
7 203	–	–	–	–	–	7 203
66 368	–	758	–	–	–	67 126
991 535	554 699	110 726	–	34 383	922 801	3 489 805
898 518	8 147	91 198	–	253 230	85 686	5 116 110
15 230 701	**562 846**	**2 069 554**	**–**	**2 671 076**	**9 117 022**	**40 899 112**
843 776	632 056	95 167	–	24 616	298 259	2 021 570
1 279 199	6 714	66 443	–	52 525	279 833	1 744 293
157 344	1 902	733 095	–	–	46 077	1 109 069
1 706 444	135	781 627	–	21 205	5 581	2 544 158
1 340 113	–	253 390	–	–	523 213	2 181 230
5 326 876	**640 807**	**1 929 722**	**–**	**98 346**	**1 152 963**	**9 600 320**
18 679 435	**38 435 658**	**3 670 489**	**4 380 197**	**372 134**	**32 577 314**	**665 507 275**
375 178	–	92 405	–	20 710	16 883	549 297
106 040	80 855	25 280	–	3 261	98 037	358 145
481 218	**80 855**	**117 685**	**–**	**23 971**	**114 920**	**907 442**

Acquisition de machinerie et matériel – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport	Munitions et armes	Matériel de communication
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	**317 483**	**–**	**123 694**
Santé			
Ministère de la Santé	1 119 716	–	510 893
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 884 290	–	526 876
Agence de la santé publique du Canada	269 664	–	417 037
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	1 896
Instituts de recherche en santé du Canada	52 157	–	111 573
	3 325 827	**–**	**1 568 275**
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	26 307	–	1 525 808
Agence des services frontaliers du Canada	9 244 105	255 641	3 186 947
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	47 628
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–
Commissariat aux langues officielles	–	–	24 047
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	149 845
Commission des libérations conditionnelles du Canada	1 623	–	1 723
Gendarmerie royale du Canada	192 841 244	31 833 987	65 065 357
Service correctionnel du Canada	18 010 450	720 536	2 653 555
	220 123 729	**32 810 164**	**72 654 910**
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones	**3 889 860**	**–**	**132 825**
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 756 945	–	4 099 708
Services partagés Canada	807 656	–	80 382 318
	2 564 601	**–**	**84 482 026**
Transports			
Ministère des Transports	71 257 407	9 954	864 711
Office des transports du Canada	–	–	57 768
	71 257 407	**9 954**	**922 479**
Total	**5 287 114 989**	**752 229 111**	**433 937 272**

[1] Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 2 237 114 566 $; des navires, bateaux et pièces connexes, 2 180 738 460 $; des véhicules automobiles et pièces connexes, 810 627 371 $; et des véhicules divers et pièces connexes, 58 634 592 $.

[2] Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation.

[3] Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie	Total
24 540 922	**–**	**8 173 013**	**–**	**128 786**	**2 256 490**	**35 540 388**
6 458 640	14 009 937	2 735 203	–	66 269	10 281 732	35 182 390
4 259 113	13 409 121	414 372	–	135 638	1 153 312	21 782 722
3 619 728	7 175 329	274 604	–	149 188	1 406 919	13 312 469
231 271	–	2 836	–	2 113	–	238 116
461 826	–	31 226	–	–	9 221	666 003
15 030 578	**34 594 387**	**3 458 241**	**–**	**353 208**	**12 851 184**	**71 181 700**
2 459 914	–	1 330 967	–	134 409	–	5 477 405
15 863 498	8 466 109	3 951 215	–	207 772	14 368 242	55 543 529
–	–	29 391	–	702	–	77 721
609	–	28 822	–	100	–	29 531
80 048	5 366	244 393	–	22 888	218	376 960
258 057	–	101 079	–	8 545	–	517 526
26 749	1 178	60 027	–	6 751	–	98 051
46 011 301	14 118 744	8 381 429	498 829	6 882 203	27 887 795	393 520 889
17 799 688	8 682 933	6 092 807	49 446	–	29 101 094	83 110 509
82 499 864	**31 274 330**	**20 220 130**	**548 275**	**7 263 370**	**71 357 349**	**538 752 121**
6 966 635	**59 420 394**	**1 404 508**	**41 091**	**113 598**	**622 521**	**72 591 432**
49 685 087	1 972 897	32 088 235	5 498 377	201 331	23 999 605	119 302 185
194 734 737	–	3 185 853	675 314	214 900	1 949 145	281 949 923
244 419 824	**1 972 897**	**35 274 088**	**6 173 691**	**416 231**	**25 948 750**	**401 252 108**
5 514 212	289 518	4 068 333	218 806	34 147	17 190 025	99 447 113
211 661	–	127 982	–	–	1 331	398 742
5 725 873	**289 518**	**4 196 315**	**218 806**	**34 147**	**17 191 356**	**99 845 855**
827 898 301	**650 366 879**	**175 555 785**	**33 835 154**	**23 821 095**	**853 053 967**	**9 037 812 553**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada

2024-2025

Paiements de transfert

Table des matières

Page

Paiements de transfert 202

Paiements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paiements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	**936 592**	**610 192 339**	**–**
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	**–**	**1 406 696 385**	**1 549 676 299**
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants	**5 531 457 114**	**–**	**–**
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	**967 860**	**–**	**–**
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor	340 974	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public	27 112	–	–
	368 086	**–**	**–**
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	**1 228 977**	**–**	**–**
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	**515 471**	**28 547 890**	**41 946 805**
Emploi et Développement de la main d'œuvre			
Ministère de l'Emploi et du Développement social	85 156 223 779	127 561 974	9 050 576 961
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	8 125 000	–	–
	85 164 348 779	**127 561 974**	**9 050 576 961**
Énergie et Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	530 213 077	1 155 184 311	1 410 619 015
Commission canadienne de sûreté nucléaire	3 500	–	–
Régie canadienne de l'énergie	121 915	–	–
	530 338 492	**1 155 184 311**	**1 410 619 015**
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	467 099	23 393 944	369 672 177
Agence canadienne de l'eau	–	15 515	1 653 583
Agence canadienne d'évaluation d'impact	706 644	–	450 000
	1 173 743	**23 409 459**	**371 775 760**
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	**–**	**–**	**158 749 266**
Finances			
Ministère des Finances	**–**	**–**	**91 894 261 549**
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	**247 608 471**	**–**	**1 670 338 042**

Les renseignements détaillés sont disponibles au https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/paiements-comptabilite/comptes-publics/2025.html. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c'est-à-dire les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 $ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 $.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
5 390 642 658	**213 273 006**	**15 102 711**	**–**	**6 230 147 306**
3 991 267	**198 057 120**	**–**	**–**	**3 158 421 071**
12 881 495	**35 542 454**	**–**	**–**	**5 579 881 063**
–	**–**	**–**	**–**	**967 860**
573 521	153 863	–	–	1 068 358
–	–	–	–	27 112
573 521	**153 863**	**–**	**–**	**1 095 470**
–	**–**	**–**	**–**	**1 228 977**
1 490 553 455	**19 507 612**	**11 623 552**	**–**	**1 592 694 785**
11 983 936	1 862 599 243	41 028 106	(21 211 495)	96 228 762 504
–	373 511	–	–	8 498 511
11 983 936	**1 862 972 754**	**41 028 106**	**(21 211 495)**	**96 237 261 015**
12 778 036	243 682 451	–	–	3 352 476 890
1 203 003	4 467 311	–	–	5 673 814
–	6 987 385	–	–	7 109 300
13 981 039	**255 137 147**	**–**	**–**	**3 365 260 004**
42 496 726	1 073 894 807	24 796 823	–	1 534 721 576
110 000	22 501 361	50 000	–	24 330 459
60 299	20 036 960	–	–	21 253 903
42 667 025	**1 116 433 128**	**24 846 823**	**–**	**1 580 305 938**
–	**143 729 884**	**–**	**–**	**302 479 150**
538 663 727	**400 000**	**–**	**184 903 516**	**92 618 228 792**
94 914 387	**1 136 553 520**	**423 443 962**	**–**	**3 572 858 382**

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Innovation, Sciences et Industrie			
Ministère de l'Industrie	–	2 335 545 551	–
Agence canadienne de développement économique du Nord	84 200	24 890 465	3 092 730
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	134 131 358	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada	212 576	44 066 328	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique	329 725	123 749 709	33 686
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	5 833 040	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	105 137 751	–
Agence spatiale canadienne	275 095	19 235 710	–
Conseil de recherches en sciences humaines	1 234 605 283	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 396 360 221	–	–
Conseil national de recherches du Canada	–	409 405 935	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	75 178 317	–
	2 631 867 100	**3 277 174 164**	**3 126 416**
Institutions démocratiques			
Bureau du directeur général des élections	**–**	**–**	**–**
Justice			
Ministère de la Justice	721 126	–	610 653 766
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–
	721 126	**–**	**610 653 766**
Logement, Infrastructure et Collectivités			
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	–	220 974 105	4 508 625 233
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	482 198 491	28 031 204
	–	**703 172 596**	**4 536 656 437**
Parcs Canada			
Agence Parcs Canada	**111 306**	**359 436**	**4 030 007**
Parlement			
Chambre des communes	–	–	–
Sénat	–	–	–
	–	**–**	**–**
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	41 681 608	131 523 447	437 951 709
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	–
	41 681 608	**131 523 447**	**437 951 709**
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans	**310 832 995**	**47 901 701**	**–**
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	66 480	1 138 989 654	1 025 350 708
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	606 500	–	165 000
	672 980	**1 138 989 654**	**1 025 515 708**
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	**13 149 053 754**	**2 681 254 623**	**49 890 877**
Santé			
Ministère de la Santé	1 673 526 284	–	4 898 115 052
Agence canadienne d'inspection des aliments	76 237 816	–	–
Agence de la santé publique du Canada	96 239	–	77 201 199
Instituts de recherche en santé du Canada	1 246 742 050	–	–
	2 996 602 389	**–**	**4 975 316 251**

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
30 546 260	1 718 332 974	–	–	4 084 424 785
–	26 032 754	1 082 261	–	55 182 410
–	143 042 678	5 254 007	–	282 428 043
–	55 493 341	448 027	–	100 220 272
–	171 762 071	18 457 964	–	314 333 155
–	42 094 186	–	–	47 927 226
–	105 080 788	5 849 530	–	216 068 069
40 585 447	19 331 960	–	–	79 428 212
–	–	–	–	1 234 605 283
–	–	–	–	1 396 360 221
73 912 359	156 407 911	–	–	639 726 205
–	193 424 048	43 450 064	–	312 052 429
145 044 066	**2 631 002 711**	**74 541 853**	**–**	**8 762 756 310**
–	**2 064 190**	**–**	**–**	**2 064 190**
853 206	105 403 260	–	–	717 631 358
–	500 000	–	–	500 000
853 206	**105 903 260**	**–**	**–**	**718 131 358**
–	285 724 302	2 059 964 729	–	7 075 288 369
–	33 161 326	15 232 650	–	558 623 671
–	**318 885 628**	**2 075 197 379**	**–**	**7 633 912 040**
921 672	**91 930 445**	**6 264 776**	**–**	**103 617 642**
1 470 647	–	–	–	1 470 647
566 625	–	–	–	566 625
2 037 272	**–**	**–**	**–**	**2 037 272**
13 065 578	1 211 980 266	23 092 369	–	1 859 294 977
–	2 655 996	–	–	2 655 996
13 065 578	**1 214 636 262**	**23 092 369**	**–**	**1 861 950 973**
3 421 241	**398 911 382**	**–**	**–**	**761 067 319**
–	9 738 252 805	3 621 087	–	11 906 280 734
–	7 303 181	–	–	8 074 681
–	**9 745 555 986**	**3 621 087**	**–**	**11 914 355 415**
–	**6 010 237**	**–**	**–**	**15 886 209 491**
–	593 969 786	9 453 083	–	7 175 064 205
–	–	–	–	76 237 816
5 372 227	379 675 082	614 846	–	462 959 593
–	89 480 845	–	–	1 336 222 895
5 372 227	**1 063 125 713**	**10 067 929**	**–**	**9 050 484 509**

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	40 650 000	–	470 680 336
Gendarmerie royale du Canada	4 996 655	–	16 876 159
Service correctionnel du Canada	–	–	–
	45 646 655	**–**	**487 556 495**
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones	**12 367 058**	**2 943 922 154**	**1 203 267 308**
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	**–**	**–**	**–**
Transports			
Ministère des Transports	**48 846**	**1 476 156 115**	**220 571 539**
Total	**110 668 549 402**	**15 752 046 248**	**119 702 480 210**

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
3 946 647	446 921 130	84 679 858	–	1 046 877 971
124 500	833 012	–	–	22 830 326
–	5 931 782	114 500	–	6 046 282
4 071 147	**453 685 924**	**84 794 358**	**–**	**1 075 754 579**
–	**18 596 294 381**	**105 403 400**	**(12)**	**22 861 254 289**
–	**–**	**632 181 670**	**(622 271 212)**	**9 910 458**
361 940	**431 612 923**	**53 781 204**	**–**	**2 182 532 567**
7 776 000 859	**40 041 379 530**	**3 584 991 179**	**(458 579 203)**	**297 066 868 225**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada

2024-2025

Frais de la dette publique

Table des matières

Page

Frais de la dette publique..... 210

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent les intérêts effectifs calculés sur la dette contractée sur les marchés, y compris les montants découlant de l'extinction de la dette ainsi que les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite du secteur public et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2025
Dette non échue et swaps de devises			
Intérêt sur les obligations négociables [1]			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087L690—Avril 2024	0.25	–	422 022
CA135087N423—Mai 2024	1.50	–	24 656 920
CA135087B451—Juin 2024	2.50	–	59 851 719
CA135087N910—Août 2024	2.75	–	137 340 488
CA135087J967—Sept 2024	1.50	–	98 243 916
CA135087M508—Oct 2024	0.75	–	64 196 547
CA135087P402—Nov 2024	3.00	–	297 460 379
CA135087P659—Fév 2025	3.75	–	447 569 182
CA135087K528—Mars 2025	1.25	–	233 319 839
CA135087N340—Avril 2025	1.50	11 875 000 000	281 147 380
CA135087Q319—Mai 2025	3.75	14 700 000 000	566 266 194
CA135087D507—Juin 2025	2.25	12 950 000 000	249 647 348
CA135087VH40—Juin 2025	9.00	2 133 858 000	189 126 521
CA135087Q640—Août 2025	3.50	11 597 000 000	593 927 321
CA135087K940—Sept 2025	0.50	47 492 000 000	203 647 188
CA135087P246—Oct 2025	3.00	10 000 000 000	356 823 188
CA135087Q806—Nov 2025	4.50	19 375 000 000	921 164 851
CA135087R226—Fév 2026	4.50	22 250 000 000	971 600 996
CA135087L518—Mars 2026	0.25	34 000 000 000	206 766 057
CA135087P816—Avril 2026	3.00	10 000 000 000	348 800 462
CA135087R556—Mai 2026	4.00	25 800 000 000	1 063 321 140
CA135087E679—Juin 2026	1.50	13 472 000 000	197 042 419
CA135087R978—Août 2026	4.00	21 450 000 000	714 488 333
CA135087L930—Sept 2026	1.00	22 700 000 000	223 440 346
CA135087S398—Nov 2026	3.25	21 500 000 000	375 226 951
CA135087VS05—Déc 2026	4.25	9 641 940 000	591 776 582
CA135087S547—Fév 2027	3.00	27 500 000 000	241 662 268
CA135087M847—Mars 2027	1.25	17 000 000 000	259 648 935
CA135087S885—Mai 2027	2.75	16 500 000 000	26 704 660
CA135087F825—Juin 2027	1.00	14 740 000 000	211 977 701
CA135087VW17—Juin 2027	8.00	3 620 841 000	278 054 101
CA135087P733—Août 2027	3.25	500 000 000	16 242 555
CA135087N837—Sept 2027	2.75	16 000 000 000	496 496 933
CA135087P576—Mars 2028	3.50	15 000 000 000	501 359 447
CA135087H235—Juin 2028	2.00	13 500 000 000	293 684 838
CA135087Q491—Sept 2028	3.25	20 000 000 000	707 948 531
CA135087Q988—Mars 2029	4.00	27 000 000 000	998 955 543
CA135087J397—Juin 2029	2.25	12 300 000 000	263 077 905
CA135087WL43—Juin 2029	5.75	10 598 959 000	606 829 611
CA135087R895—Sept 2029	3.50	30 000 000 000	784 377 746
CA135087N670—Déc 2029	2.25	5 000 000 000	115 052 036
CA135087S471—Mars 2030	2.75	33 000 000 000	235 290 056
CA135087K379—Juin 2030	1.25	44 200 000 000	385 598 926
CA135087L443—Déc 2030	0.50	40 000 000 000	359 565 231
CA135087M276—Juin 2031	1.50	42 000 000 000	594 381 281
CA135087N266—Déc 2031	1.50	32 000 000 000	546 015 843
CA135087WV25—Déc 2031	4.00	10 237 406 000	583 910 472
CA135087S968—Mars 2032	3.00	2 000 000 000	5 529 762
CA135087N597—Juin 2032	2.00	24 000 000 000	643 164 470
CA135087P329—Déc 2032	2.50	21 000 000 000	626 360 844
CA135087Q236—Juin 2033	2.75	19 000 000 000	557 854 061

Frais de la dette publique – *suite*

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2025
CA135087XG49—Juin 2033	5.75	11 988 905 000	702 244 966
CA135087Q723—Déc 2033	3.25	21 000 000 000	757 263 287
CA135087R713—Mars 2034	3.50	6 000 000 000	171 959 233
CA135087R481—Juin 2034	3.00	34 000 000 000	1 061 839 354
CA135087S216—Déc 2034	3.25	30 000 000 000	470 174 596
CA135087S620—Juin 2035	3.25	18 000 000 000	82 189 757
CA135087XQ21—Déc 2036	3.00	9 161 802 000	405 542 268
CA135087XW98—Juin 2037	5.00	11 730 774 000	584 206 999
CA135087YQ12—Juin 2041	4.00	13 838 441 000	555 232 666
CA135087YK42—Déc 2041	2.00	9 499 268 500	364 384 354
CA135087ZH04—Déc 2044	1.50	10 743 810 000	328 843 192
CA135087ZS68—Déc 2045	3.50	16 300 000 000	525 217 053
CA135087B949—Déc 2047	1.25	10 073 679 000	288 960 012
CA135087D358—Déc 2048	2.75	14 900 000 000	385 709 618
CA135087G997—Déc 2050	0.50	9 432 056 000	220 226 633
CA135087H722—Déc 2051	2.00	51 816 529 000	917 447 768
CA135087M680—Déc 2053	1.75	32 000 000 000	648 701 530
CA135087M433—Déc 2054	0.25	2 425 164 000	52 753 346
CA135087P998—Déc 2055	2.75	28 750 000 000	714 120 709
CA135087S703—Déc 2057	3.50	5 000 000 000	22 933 067
CA135087C939—Déc 2064	2.75	8 750 000 000	230 083 781
		1 163 044 432 500	*29 247 052 234*
Ajustement du coût amorti		6 215 280 536	–
		1 169 259 713 036	*29 247 052 234*
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation		(136 985 000)	–
		1 169 396 698 036	***29 247 052 234***
À payer en devises étrangères			
US135087K787—Jan 2025	1.625	–	59 107 025
US135087N757—Avril 2025	2.875	5 034 750 000	144 356 554
US427028AB18—Mai 2026	0.75	5 034 750 000	41 558 097
US135087Q560—Avril 2028	3.75	5 754 000 000	218 176 317
US43358BAA17—Avril 2029	4.625	4 315 500 000	183 549 474
US43358BAB99—Mars 2030	4.00	5 034 750 000	6 877 967
		25 173 750 000	*653,625,434*
Ajustement du coût amorti		*190 570 054*	–
		25 364 320 054	*653 625 434*
Moins : titres détenus par le gouvernement		–	–
		25 364 320 054	***653 625 434***
Total des intérêts sur les obligations négociables		**1 194 761 018 090**	**29 900 677 668**
Bons du Trésor		**285 200 000 000**	**11 807 091 756**
Ajustement au coût amorti		(2 688 114 042)	–
Redressement de consolidation		(259 663 000)	–
		282 252 222 958	**11 807 091 756**
Bons du Canada		**4 209 704 079**	**147 573 458**
Ajustement au coût amorti		(17 201 632)	–
		4 192 502 448	**147 573 458**
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts	**divers**	**–**	**8 887 474**
Total des intérêts sur la dette contractée sur les marchés		**1 481 205 743 496**	**41 864 230 357**
Intérêts nets sur les swaps de devises	**divers**	**–**	**321 055 412**
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition	**divers**	**2 187 989 273**	**142 596 044**
Intérêts sur les obligations en vertu des partenariats public-privé	**divers**	**2 492 740 170**	**127 044 086**
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue et aux swaps de devises		**1 485 886 472 939**	**42 454 925 899**

Frais de la dette publique – *suite*

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2025
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes [2]	divers	–	–
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	44 882 934 877	1 361 594 290
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	256 826 949	8 310 568
Compte d'allocations de retraite des parlementaires	divers	652 735 160	19 988 658
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique [2]	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique	divers	91 257 200 266	2 590 533 469
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve [2]	divers	–	–
Compte de convention de retraite			
CCR nº 1 – Forces canadiennes	divers	559 464 261	16 435 440
CCR nº 1 – Fonction publique	divers	1 522 868 918	43 976 102
CCR nº 1 – Gendarmerie royale du Canada	divers	36 271 255	1 073 174
CCR nº 2 – Fonction publique	divers	455 465 232	13 876 898
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	13 140 023 651	399 192 867
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges)	divers	334 303 251	9 772 444
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres)	divers	1 455 341	43 256
		153 099 549 161	*4 464 797 166*
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite [3]	divers	9 523 000 000	(2 297 000 000)
Société d'État et autres entités consolidées [2, 3]	divers	123 661 000	(223 200 000)
		162 746 210 161	***1 944 597 166***
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés		42 813 000 000	984 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la Gendarmerie royale du Canada		31 110 000 000	1 199 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres		1 904 000 000	66 000 000
Droits à des prestations de congés de maladie cumulés		2 389 000 000	69 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants		132 706 000 000	5 276 000 000
Indemnisation des accidents du travail		2 441 000 000	76 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités		304 450 000	8 293 000
	divers	***213 667 450 000***	***7 678 293 000***
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs		**376 413 660 161**	**9 622 890 166**
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	464 979 869	21 350 994
Compte des rentes sur l'État	divers	53 487 176	3 289 718
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation	divers	7 187 252	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon	divers	113 640 275	–
Intérêts pour les accidents ferroviaires	divers	–	3 235 746
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire	divers	1 135 551	36 952
Dépôt en garantie pour échanges de devises		254 657 000	25 610 455
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	308 943	303 584
Dépôts de garantie générale	divers	8 240 735	–
Comptes ne portant pas intérêt		611 897 089	–
		997 066 845	***29 186 738***

Frais de la dette publique – *suite*

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital		Montant des frais pour 2025	
Comptes en fiducie					
Comptes en fiducie gérés	divers	–		–	
Agri-Invest Kickstart		–		1 074 495	
Service canadien du renseignement de sécurité					
Bourses scolaires	divers	27 984		1 012	
Service correctionnel du Canada					
Fonds de fiducie des détenus	divers	35 185 202		2 377	
Fonds des bandes indiennes	divers	586 627 746		18 856 767	
Comptes de succession des Indiens	divers	56 487 362		1 821 270	
Comptes d'épargne des Indiens	divers	22 929 687		818 805	
Intérêts pour les résidences scolaires indiennes	divers	1 909 914		66 775	
Gendarmerie royale du Canada					
Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	3 270 240		114 783	
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants	divers	1 393 413		49 158	
Comptes ne portant pas intérêt		808 623		–	
		708 640 171		***22 805 441***	
Total des comptes de dépôt et en fiducie		**1 705 707 016**		**51 992 178**	
Autres comptes à fins déterminées					
Comptes d'assurance et de prestations de décès					
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	4 314 420 980		126 893 448	
Compte de prestations de décès de la Force régulière	divers	153 663 425		4 774 283	
Comptes ne portant pas intérêt		1 055 985		–	
		4 469 140 390		***131 667 731***	
Comptes de pension					
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place	divers	21 206		–	
Gendarmerie royale du Canada					
Caisse de pension des personnes à charge	divers	4 224 264		140 281	
		4 245 470		***140 281***	
Autres comptes					
Programme Agri-investissement	divers	7 711 364		–	
Programme Agri-stabilité	divers	64 088 890		–	
Commission canadienne du lait	divers	–		–	
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec	5.00	2 677 771		133 889	[4]
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Compte spécial	divers	6 454 316		–	
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	–		262 065	
Société de gestion Canada Hibernia – Fonds de réserve pour abandon	divers	120 827 528		4 267 040	
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	70 396 586		1 873 504	
Comptes ne portant pas intérêt		60 939 007		–	
Droits de tirage spéciaux		–		1 116 958 024	
		333 095 462		***1 123 494 522***	
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées [5]					
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie	divers	–		6 451	
Total des autres comptes à fins déterminées		***4 806 481 322***		***1 255 308 984***	
Autres passifs – Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	–	[6]	–	
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs		**7 030 655 383**		**1 331 941 874**	

Frais de la dette publique – *fin*

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2025
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie	divers	1 725 238	138 061
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	divers	435 619 820	12 825 430
Compte de fiducie Mackenzie King	divers	225 000	7 493
Dons pour la recherche sur la santé	divers	75 000	135 868
Conseil de recherches en sciences humaines Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	12 877
Comptes ne portant pas intérêt		(13 491 897 660)	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		**(13 054 002 602)**	**13 119 729**
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation		**1 856 276 785 881**	**53 422 877 668**
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		**13 054 002 602**	**(13 119 729)**
Total des frais de la dette publique		**1 869 330 788 483**	**53 409 757 939**
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation			47 995 144 538
Courus et autres redressements			5 427 733 130
Redressements de consolidation			(13 119 729)
Total des frais de la dette publique			**53 409 757 939**

[1] Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent au mois et à l'année d'échange.
[2] Ces régimes de retraite, ainsi que des régimes de retraite de certaines sociétés d'État et autres entités consolidées, se trouvaient dans une position d'actif net à la date de l'état de la situation financière.
[3] Le montant des frais comprend les frais de la dette publique sur les régimes de retraite qui se trouvaient dans une position d'actif net.
[4] Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.
[5] Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.
[6] Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume I.

Section 8

Comptes publics du Canada

2024-2025

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

Table des matières

Page

Paiements de réclamations contre l'État 216
Paiements à titre gracieux..... 235
Montants adjugés par une cour..... 239

Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 $ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 $ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgation, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Règlement d'une réclamation liée à des dommages à un ascenseur	
Société des Hôtels et Casino de Deauville	11 302
Paiements inférieurs à 1 000 $ (6)	2 809
	14 111
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (17)	*1 972 326*
	1 986 437
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Assurances du gouvernement de la Saskatchewan pour	
Anear T	8 583
Danskin A	11 548
Intact Assurance pour	
MacLeod A et J	2 770
Wawanesa Assurance pour	
D Double H Farm Ltd	6 109
Paiements inférieurs à 1 000 $ (3)	930
	29 940
Commission canadienne des grains	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (2)	*125*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (7)	*168 500*
	198 565
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Règlement d'une rélamation liée au recours collectif Manuge	
Gowling WLG (CANADA)	74 929 140
Klynveld Peat Marwick Goerdeler (KPMG)	2 652 633
Administrés par le ministère des Anciens Combattants	
Noms retenus (92 616)	354 031 367
KPMG LLP en fiducie pour membres du recours collectif	
Noms retenus (4 647)	12 539 994
	444 153 134
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	*1 560 535*
	445 713 669
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Paiement inférieur à 1 000 $	*192*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	*8 492*
	8 684
Conseil du Trésor	
Règlement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	4 000

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Conseil privé	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (7)	461 595
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des dommages environnementaux	
Okanagan Indian Band	2 660 561
Paiement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bundesanstalt für Immobilienaufgaben (BImA) Nürnberg	134 007
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr en Allemagne	
UVB Unfallversicherung Bund und Bahn	41 062
Règlement de réclamation concernant des déclarations inexactes faite par négligence	
Robert-Alarie M	42 249
Règlement de réclamation concernant le logement militaire	
Huot S	6 900
Lapointe G	1 128
Pelletier R	5 843
Règlement de réclamation concernant une ordonnance de saisie-arrêt	
Gagnon K	2 748
Règlement de réclamation lié à l'aide au déplacement en congé	
Lavigne T	19 200
Tavarthy Y	3 698
Règlement de réclamation pour des avantages de déménagement	
Lokombe N	9 987
Trotter K	3 550
Règlement de réclamation pour des blessures corporelles	
Avant Law Professional Corporation en fiducie pour	
Hunt D	65 000
CFM Lawyers LLP en fiducie pour	
Weatherby R	475 000
Gaertner Baron Professional Corporation en fiducie pour	
Easter A	600 500
MacKenzie Fujisawa LLP en fiducie pour	
Greekas C	52 750
Valent Legal Injury Lawyer en fiducie pour	
Leboutillier E	40 000
McCoul K	5 000
ZSRH Litigation Lawyers LLP en fiducie pour	
Ferri D	500 000
Règlement de réclamation pour dommage aux biens	
Duivenvoorden Haulage Limited	2 034
Énergie NB	4 560
Gilbert E	1 060
Jamco Hospitality Inc	1 544
Legett-Cormier R	1 150
McKeen J	1 055
Ricard C	1 458
Rose K	18 964
Rubber Duck Car Wash	2 215
Saulis C	98 174
Smith T	1 303
Wong K	7 038
Règlement de réclamation pour dommage aux biens d'un gouvernement étranger	
La Personnelle compagnie d'assurances pour	
McKay H	6 689
Règlement de réclamation pour dommage aux effets personnels	
Fitzpatrick T	90 000
Giajnorio E	10 991
Gonthier J	2 864
Smith Thompson Law LLP en fiducie pour	
Lacoste C	31 631
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Aviscar Inc	12 409
Enterprise Holdings Inc	27 836
Règlement de réclamation pour dommages d'équipement de location	
Greg Stewart Limitée	1 715

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour Nuisance/Pertes de ventes	
Petawawa Golf Holdings Inc	25 000
Règlement de réclamation pour perte des biens personnels	
Reed R	1 604
Santini S	1 353
Steinhaus N	2 991
Règlement de réclamation pour un accident de la route	
Al Mamun A	4 088
Bell Canada	2 476
Cha JM	18 305
Co-Operators	3 900
Correia Transport Limited	1 779
Comté de Lennox et Addington	11 880
Ministère des Transports de l'Ontario	1 890
Pembridge Insurance Company	2 548
Société d'assurance publique du Manitoba	4 000
Stoski J	6 925
Wallace S	3 581
Allstate du Canada compagnie d'assurance pour	
Levesque E S	2 643
Aviva Canada pour	
Turnbull J	4 487
Compagnie d'assurance habitation et automobile Certas pour	
McLatchy L	7 830
Heath Law LLP en fiducie pour	
Hear I	307 000
IndemniPro pour	
A30 Express	18 781
Intact Compagnie d'assurance pour	
Campbell R	10 642
Cullen R	22 047
Peace Hills Insurance pour	
Dusseault D	4 000
SGI pour	
Bayer G	2 851
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Delcarmen R	4 482
Embree J	1 406
Johnson L-E	2 656
Thiele G	3 774
TD Assurance pour	
Blackburn T	39 691
Charlemagne M-E	3 131
Règlement d'une réclamation pour perte d'opportunités financières, de paie, d'indication et de pension	
Arnold P	25 000
Baker-Lucas J-C	4 881
Belanger C	1 341
Blanchard D	5 565
Boyd F	4 336
De Vos J	5 086
Dubreuil J	3 873
Dufour F	17 173
Fournier-Montalvo E	14 000
Garneau-Gauvin Y	25 000
Grewal R	2 599
Hebert E	6 925
Jensen J	1 971
LeBlanc T	6 082
Marcil P	1 602
McCutcheon L	9 036
McQuilken C	10 000
Petit G	6 533
Pitre F	4 438
Roach L	6 026
Thibeault-Julien D	10 851
Topshee A	25 000
Veilleux R	14 586

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Waddell S	1 000
Whitman B	3 500
Règlement pour déductible sur assurance pour location de voiture	
Enterprise Holdings Inc	11 691
Règlement pour réclamation de remboursement de frais de santé	
Boyer A	5 000
Markov S	7 000
Remboursement des dépenses	
Confurius K	2 436
Wind A	2 629
Paiements inférieurs à 1 000 $ (66)	66 750
	5 833 524
Règlement de réclamations liées au recours collectif Heyder Beattie	
Noms retenus (2 615)	*52 810 000*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (103)	*3 363 884*
	62 007 408
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (5 899)	*149 620*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (39)	*998 997*
	1 148 617
Énergie et Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Décision de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral dans une affaire de grief	
Wilson A	20 000
Paiement au Manitoba dans le cadre d'une entente incluant un règlement et une renonciation de réclamations relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats	
Province du Manitoba	29 975
Règlement de réclamation pour dommage à un véhicule de location	
Bédard J	3 647
Gammon P	4 100
	57 722
Régie canadienne de l'énergie	
Paiement inférieur à 1 000 $	*200*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (6)	*167 134*
	225 056
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Intact Assurance	2 526
Jia Y	1 541
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Phillips R	10 000
Saunders H	25 000
Paiement inférieur à 1 000 $	462
	39 529
Finances	
Règlements soumis à une exemption de publication	
Noms retenus (4)	219 025

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Règlement d'une réclamation liée à une demande de résidence permanente	
Jared Will & Associates en fiducie pour	
Handasamy H	2 000
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un passeport	
Alsaleh M	3 588
Barnes S J	1 598
Burrell J A	1 191
Daryanavard Y	4 946
Gallo I	4 200
Jaquier I	3 032
Jean F	2 558
Kew A	2 300
Lottner L	2 137
Nicholson C	1 545
Paul L	9 456
Pépin R	1 384
Pepin-Genest M	6 597
Silva Estragues G A	1 942
Vella A G	5 873
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un visa de résident permanent	
Suh M K	4 433
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un visa de résident temporaire	
Jeyarajan V	2 071
Paiements inférieurs à 1 000 $ (11)	4 935
	65 786
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (11)	*260 500*
	326 286
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministère de l'Industrie	
Règlement d'une réclamation suite à un accident mineur de voiture impliquant un véhicule de l'État	
Silver C	6 977
Paiements inférieurs à 1 000 $ (2)	1 228
	8 205
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (5)	*330*
Agence de développement économique du Pacifique Canada	
Paiement inférieur à 1 000 $	*514*
Agence spatiale canadienne	
Indemnisation pour dommage causé à un bien	
Canadensys Aerospace Corporation	*7 220*
Statistique Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (3)	*689*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (12)	*612 424*
	629 382
Institutions démocratiques	
Bureau du directeur général des élections	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (4)	*1 722*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (5)	*213 641*
	215 363

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Justice	
Ministère de la Justice	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Morgan A	5 000
Paiements inférieurs à 1 000 $ (3)	1 717
	6 717
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Haddad R	8 000
Nanton J	15 000
Pavoni N	29 051
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Lattie J	15 000
	67 051
Commission canadienne des droits de la personne	
Paiement inférieur à 1 000 $	*291*
Registraire de la Cour suprême du Canada	
Paiement inférieur à 1 000 $	*156*
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (2)	*749*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (13)	*741 771*
	816 735
Parcs Canada	
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels	
McCarney J	1 397
Ritchie T	3 000
Intact Assurance pour	
Laycraft J & L	3 402
Indemnisation pour dommage causé à un bateau	
Howich D	4 036
Indemnisation pour dommage causé à un cabanon	
Intact Assurance pour	
Hert Denault L	6 908
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Aczel S	1 195
Baxter C	1 068
Evans C	1 161
Garcia D	1 912
Hanson J	2 881
Hazelaar C	4 576
Huang S	1 403
Johnson P	1 023
Mandrusiak C	1 516
Morrow J	4 255
Oasis Event Services	2 247
Park J	1 000
Teams Transport	1 351
Widmer H	1 032
Assurance CAA pour	
Graham J	3 380
Assurance du Gouvernement de la Saskatchewan pour	
Enterprise Rent-A-Car	1 071
Assurance publique du Manitoba pour	
Ranjoy Sales & Leasing Limited	4 722
Assurance TD pour	
Hammond G & K	5 356
Oswald R	9 234
Van Hyfte V	7 885

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Intact Assurance pour	
Dunham J	6 779
O'brien S	4 246
Règlement d'une réclamation suite à des dommages corporels	
Farag S	2 590
Paiements inférieurs à 1 000 $ (18)	7 209
	97 835
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (16)	*701 434*
	799 269
Parlement	
Chambre des communes	
Paiement inférieur à 1 000 $	*550*
Bureau du commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	
Paiement inférieur à 1 000 $	*82*
Service de protection parlementaire	
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule à moteur	
Intact Insurance	21 006
Paiements inférieurs à 1 000 $ (2)	138
	21 144
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	*235 032*
	256 808
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (3)	*1 354*
Commission des champs de bataille nationaux	
Règlement d'une réclamation liée à une sollicitation de contrat	
Atwill-Morin Québec inc.	*15 000*
Office national du film	
Dommages sur une voiture de location	
Canada Damage Recovery	1 762
Paiement inférieur à 1 000 $	429
	2 191
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	*160 869*
	179 414
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation ou règlement pour dommage à des biens	
Chau C.	1 986
Indemnisation ou règlement pour perte financière ou d'opportunité d'affaire	
Barry Morrison en fiducie pour	
Tatton L	10 000
Boyne Clarke LLP en fiducie pour	
Gregory Kerr Limited	431 251
Indemnisation ou règlement suite à un incident impliquant un navire de l'État	
Azar M	15 000
Eagle Underwriting Group Inc.	11 469
Mowi Canada West Inc.	382 799
Indemnisation ou règlement suite à un incident impliquant un véhicule de l'État	
CAA Insurance	2 115
Laidlaw Carriers Van GP Inc.	14 065
Northbridge General Insurance Corporation	4 548
Zurich Insurance	2 339

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
MacGillivray Droit en fiducie pour	
Richard G	15 000
Paiements inférieurs à 1 000 $ (3)	1 813
	892 385
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	*181 978*
	1 074 363
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Règlement de réclamations liées au recours collectif Rafle des années 1960	
Collectiva Class Action Services inc en fiducie pour	
Membres du recours collectif concernant la rafle des années 1960	
Noms retenus (10)	250 000
Règlement des réclamations liées au recours collectif concernant les pensionnats indiens (Percival)	
Fondation Programme des Foyers Familiaux PFFI	50 000 000
PWC Inc. en fiducie pour	
Membres de l'action collective sur les foyers d'accueil indiens fédéraux	
Noms retenus (5 324)	197 000 000
Règlement des réclamations liées au recours collectif des élèves externes des pensionnats indiens (Gottfriedson)	
Deloitte LLP en fiducie pour	
Membres du recours collectif Gottfriedson	
Noms retenus (2 500)	25 000 000
Règlement des réclamations liées au recours collectif des externats indiens fédéraux	
Deloitte LLP en fiducie pour	
Membres du recours collectif des externats indiens fédéraux	
Noms retenus (7 886)	1 070 000 000
Règlement des réclamations liées aux Six Nations de la rivière Grand	
Ministère du Procureur général	50 000
Règlement d'une réclamation liée à la Dundas Harbour Relocation Society	
Cooper Regel LLP en fiducie pour	
Dundas Harbour Relocation Society	4 500 000
Règlement d'une réclamation relatif à l'Association de la Nation métisse de Fort McKay et du Conseil général des établissements métis	
Aird & Berlis LLP	267 448
	1 347 067 448
Règlement de réclamations liées aux écoles indiennes	
Noms retenus (4)	*2 984 754*
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	*605 257*
	1 350 657 459
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Règlement hors cour d'une réclamation liée à un grief	
Mckinney N	7 600
Paiements inférieurs à 1 000 $ (46)	4 443
	12,043
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (20)	*245 017*
	257 060
Santé	
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
City of Ottawa	1 010
Manitoba Public Insurance	8 320
Paiements inférieurs à 1 000 $ (21)	5 234
	14 564
Agence de la santé publique du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 $ (4)	*1 254*

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (46)	*728 688*
	744 506
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
Décision de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral dans une affaire de grief	
Barcier T.	2 000
Kline A	110 000
Sahadeo R.	6 023
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Manas International Inc.	1 505
Indemnisation pour des frais de surestaries et d'entrepôt	
Office Star Products-Canada	4 916
Indemnisation pour dommages à des biens personnels	
Lapointe S.	2 610
McFarlane C	1 283
Mole D	1 250
Shanebrooke J.	5 781
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Arseneau W	3 205
Bell B	4 905
Hall M K.	1 457
Mohammed A	1 619
Oakes J	1 268
Pillon C.	1 825
Rahman SM Z.	2 783
Simpraga R S.	8 763
Synergy RV Transport	5 685
Virginia Transportation Corporation	1 033
Indemnisation pour perte de bien personnel	
McCoy A	3 110
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de l'État	
Enterprise Mobility	14 758
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
National Car and Truck Rentals	3 743
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Cormier J	10 000
Leclair A.	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 $ (44)	9 170
	218 692
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Albert I	1 051
Annett N	3 708
Avis Budget Group	5 972
Beekman A	1 855
Bowes T.	1 000
Collett K	1 921
Debodt E.	6 456
DeCicco M	2 520
Duguay I.	1 187
Dunn D	2 317
Eakins T.	3 960
Goodwin M.	3 784
Harvey S.	5 296
Hill D.	1 339
Iyoupe A	7 130
Kaur M	8 000
Kelly D	3 450
Kennedy B	1 495
Lavorato A.	34 650
Malik B.	2 359
McIntosh K.	1 539
McRae J.	5 800
Muthuswamy M.	1 759
Penney M.	7 065

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Pick L	5 000
Province de la Colombie-Britannique	3 549
Province du Nouveau-Brunswick	2 878
Robertson K	2 492
Sanderson W	3 672
Silverwinds Colony Ltd	2 496
Société canadienne des postes	1 649
Spring J	3 291
Ville de Prince George	30 086
Whelan C	8 687
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Burback J	3 558
Stover E	20 593
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
Spring J	15 847
Yetman A	7 045
Assurance CAA pour	
Baxter M	11 923
Gardner A	1 033
Aviva Canada pour	
Anderson W, Anderson C	5 552
Cold Lake First Nations	7 406
Jayatunge T	2 265
Kirkelund G	3 831
Saniger S	6 038
Stevens J	2 893
Wuskynyk M	2 758
Black Ace Collision pour	
Chapman H	4 395
Carstar Carrosserie et vitres d'auto pour	
Frampton C	8 492
Certas direct, compagnie d'assurances pour	
Mann K	3 450
Osadchyi O	16 802
Chubb du Canada Compagnie d'Assurance pour	
Apex Utilities Inc	2 382
Compagnie d'assurance générale Co-operators pour	
Burke L, Burke M	15 292
Casionan S	4 891
McKearney J	5 876
Rintoul S	7 226
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada pour	
Standring A	4 349
Compagnie d'assurance Intact pour	
Baines C	11 786
Butters M	5 941
Cooper T	16 382
Mahmood A	21 813
Maple Car Deals Ltd	5 812
Pinto J	5 294
Rumbolt J	4 492
Yip A	2 954
Zoe N	19 400
Compagnie d'assurance Sécurité Nationale pour	
Cao L	4 887
Chaisson C	2 964
Olgala S	3 664
Rochon M	2 054
Gaudet's Auto Body pour	
Hartwig D	5 798
Genesis Reciprocal Insurance Exchange pour	
Mendez M	37 517
Sturgeon County Fire Services	14 754
Gregg's Paint & Collision pour	
Vert D	2 062
La Personnelle compagnie d'assurances pour	
O'Brien K	4 096

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Nelson Chevrolet Buick GMC Ltd pour	
Beingessner G	2 680
Nordic Insurance Company pour	
Arsenault G	14 165
Schofield J	9 823
Pembridge Insurance Company pour	
Doiron M	14 623
Primmum Insurance Company pour	
Neil M	1 306
Pratt M	2 741
Pye Chevrolet Ltd pour	
Taylor T	5 253
Risk and Recovery Inc pour	
Province de l'Alberta	13 049
Sandbox Mutual Insurance Company pour	
Meadow Lake Native Urban Housing Corporation	21 955
Saskatchewan Government Insurance pour	
Alphonse L	7 520
Ballantyne A	13 453
Bennett Dunlop Ford Sales	35 770
Blanchette T	4 343
Bracken T	6 997
Cote W	1 165
Dantes J	1 707
Friday C	7 823
Horton Land and Cattle Ltd	9 601
Johnson S	2 297
Kahpeaysewat R	5 946
Khan M	5 577
Kohut J	3 961
Lafontaine M	10 550
Lemaigre L	21 324
Lyoha O	2 571
Malcolm T	3 335
Moorhead B	6 827
Morse A	4 811
Nelson S	3 861
PBC Family Serv Inc Prince Albert	4 057
Provencher G	3 060
Russel H	3 305
Sandhu G	6 858
Senchuk G	1 705
Smith A	3 744
Tsannie J	50 000
SGI Canada Insurance Services Ltd pour	
BMJ Group Inc	24 375
Larivee A	6 367
Société d'assurance générale Northbridge pour	
Border Paving Ltd	16 146
Kessler B	13 119
Vanderberg R	4 063
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Blight S	1 723
Brar M	1 592
Dyck L	23 529
Ferland M	19 659
Gallant R	1 474
Gregoire K	6 914
Lagace J	2 689
Lernowicz D	25 753
Matthews R	1 669
Newbigging E	12 435
Pelley B	2 410
Portey D	19 875
TD Assurance pour	
Baker E	13 909
The Insurance Company of Prince Edward Island pour	
Preeper J	2 242

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Travelers du Canada pour	
Boutilier T	16 638
Unifund, Compagnie d'Assurance pour	
Prysko L	6 643
Ward's Hi-Way Autobody and Painting Ltd pour	
Fischer D	2 847
Wawanesa Assurance pour	
Balash J	6 809
Laughlin C	9 428
Lewis F	3 611
Slabbert J	35 978
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Abbott C	1 891
Acharige U	2 098
Adams C	2 552
Adrain M	1 847
Aguilo E	1 857
Albert A	2 037
Alberta Health Services	12 293
Andersen O	1 685
Anderson R	2 220
Antonecchia E	8 500
Askoty A	1 586
Auger L	1 733
Bardoel K	2 196
Barez A	3 260
Baron N	1 907
Barret D	1 438
Beauchamps M	1 795
Bedi S	1 262
Behie R	2 188
Bell Canada	4 958
Berard H	1 879
Berg C	2 174
Berry J	2 473
Bertram H	1 872
Best M	1 892
Biebers B	2 753
Bitz K	2 246
Bizi R	1 601
Black J	1 854
Black L	1 685
Blackstone Drilling Fluids Limited	2 203
Blaine Roth Farms Ltd	2 470
Boehlke B	1 549
Bourassa A	1 864
Brand N	2 861
Braun T	2 525
Brayshaw D	2 468
Brideson C	2 146
Bridge C	2 192
Broadhead J	1 890
Brock K	1 510
Brooks D	1 801
Brostrom M	2 381
Brown J	2 304
Brun J	2 310
Brunelle C	1 911
Bubalo I	1 447
Buchelt D	1 495
Burlas C	2 258
Cairns A	2 566
Cameron's Towing	5 200
Campbell R	2 499
Camps J	2 242
Cardinal A	1 000
Carnahan C	2 375
Catt D	2 633

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Cedar Camp Projects Ltd	5 195
Central Equipment Inc	6 685
Chatha A	2 247
Chinzvende P	1 352
Chipeniuk J	3 102
Chirvaiu A	2 568
Clennett D	2 898
Coady S	2 097
Coll A	1 971
Collins C	1 575
Constantineau R	3 061
Conteh L	2 066
Cooling W	2 318
Cosgrove C	2 101
Cosijn D	2 886
Côté R	3 150
Crawford R	1 526
Crawford T	1 882
Crocker W	2 006
Cronkhite M	3 504
Croteau R	2 690
Crowchief C	1 928
Davidson C	2 638
DCT Chambers Trucking Ltd	3 781
Debruin M	1 421
Demelo B	2 240
Desranleau B	1 953
Desserre C	1 733
Destiné M	2 171
Diaz C	1 908
Dillon M	1 276
Dimo D	2 184
Diputado C	1 971
Donovan T	2 441
Doornenbal K	3 987
Doty C	1 596
Duffty H	2 201
Dumont R	1 418
Dussault D	1 994
Easson Transportation	6 927
Fartak A	1 864
Fawcett A	1 452
Feltham M	1 596
Fenech M	2 285
Fisher M	2 059
Fletcher J	1 864
Fonau K	1 072
Fournier M	2 074
Fox M	1 540
Fry J	1 309
Furgeson C	1 795
Gajdostik V	1 948
Galipeau S	1 719
Gallace A	7 000
Garcha H	2 007
Garcia I	1 331
Gardewine C	2 444
Garneau S	3 022
Gawel-Wu J	3 851
Geleta D	1 643
Giesbrecht C	1 281
Glass J	1 617
Gordon C	1 329
Goulden B	2 411
Graham C	1 426
Graham W	1 785
Grant P	1 664
Gray C	1 785

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Greene S	1 772
Grewal G	2 778
Grimble N	1 591
Grobbelaar C	2 863
Groundwater B	1 431
Gunther A	1 931
Guru Road Connections Ltd	4 830
Hackney C	1 958
Halwa N	1 453
Hamilton K	2 083
Hann J	2 757
Hanna J	2 001
Hanson B	1 460
Hanson D	1 613
Harkiss I	1 890
Harris R	2 439
Hayne M	3 232
Hedlund P	1 418
Henderson M	1 062
Herd R	2 252
Hessler D	1 496
Highmoor S	2 462
Hines E	2 529
Hliwa D	2 087
Hodgins R	2 263
Hope A	2 643
Howarth N	1 689
Hudson T	3 297
Hughes B	2 074
Huston C	1 800
Ilagan C	1 175
Jackson K	1 772
Jacob J	2 048
Jacobs M	1 964
Janzen D	1 507
Johns B	1 675
Johnson K	2 471
Jordi D	1 218
Jukic M	3 522
Kaur S	2 708
Kaziechko K	2 435
Keck D	2 494
Keeble B	1 411
Kells B	2 414
Kelsch-McCafferty J	1 808
Kennedy-Ryan S	2 008
Khatri V	1 150
Kienzle A	3 775
Kikkert J	2 121
Kilar L	2 100
Kilian L	2 595
Kim K	1 900
Kindjerski K	2 879
King J	2 048
Kirici M	1 341
Klassen C	1 785
Knibb M	2 130
Knox A	1 458
Kohinsky L	1 611
Kord Enterprises Ltd	1 841
Krabben M	2 317
Kuzio R	1 901
Laboucan W	2 403
Laronde S	1 821
Larsen D	2 489
Laybourne B	1 675
Layton K	1 040
Leighton R	1 111

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Leroux C	1 523
Levesque E	1 321
Levesque M	5 019
Linden B	1 393
Liu K	4 200
Lovell C	1 958
Lunz T	2 673
MacInnes D	1 995
Maclean B	1 480
Madore A	2 918
Magee B	2 428
Majeau D	3 337
Mann M	2 054
Manness J	1 107
Marchand S	3 098
Marchuk C	1 208
Maron W	1 411
Martens H	2 375
Martini R	1 664
Mathers K	1 575
Mathieu J	2 380
Matte J	1 619
Matthews T	1 838
Mayes C	2 517
McAllister W	1 575
McAullay C	2 644
McCabe D	1 808
McDermott R	1 495
McDonald M	1 868
McGinn B	2 733
McGonigle D	1 493
McGuinness S	2 531
McKay H	1 135
McLean C	1 596
McMaster C	1 537
McMillan D	2 527
Meade D	2 229
Melvin J	1 733
Michalak M	1 690
Miller L	2 989
Minto M	2 363
Mirhashem S	1 064
Mitchell T	2 087
Money D	1 582
Moore A	1 797
Moore C	2 344
Morrison J	1 338
Muchiri G	2 898
Murphy J	1 877
Musselman H	1 428
Mutandwa S	1 457
Mutti A	2 318
Natannah C	2 164
Neis D	2 088
Niemelainen Z	2 452
Nipshank D	2 785
Nollido J	1 411
Noskey J	1 402
Ogle B	1 187
O'Hara A	3 145
O'Kane B	2 039
Okeymow L	2 162
Olino M	1 217
Ostevik J	2 813
Pankiw L	2 882
Papa N	1 130
Paradox Access Solutions	4 337
Paradun A	1 538

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Pardo J	2 118
Parfitt C	3 156
Parsons D	2 621
Penner N	1 160
Peters A	1 032
Pettersen J	1 718
Pindani K	2 509
Prill A	2 698
Pringle D	1 453
Prout E	1 670
Rana A	2 400
Rasoli H	2 025
Ratnani A	1 197
Raven M	1 369
Rees-Maher T	2 651
Resch T	2 425
Robinson K	1 510
Rodriguez F	1 428
Romanchuk T	1 811
Romaniuk D	2 179
Roose D	1 626
Rose S	1 824
Roy S	1 374
Rubin A	1 042
Rurka D	2 840
Rushton D	1 412
Russell G	1 411
Russell T	1 331
Ryland M	1 621
Sanchez S	1 623
Sandhu R	2 155
Saretzky B	1 904
Schmidt M	4 014
Schmidt N	2 179
Secure Energy (Drilling Services) Inc	2 361
Sehn K	2 500
Sekhon J	1 922
Service D	1 821
Shahzamaniansichani D	1 312
Shaw B	2 552
Shewchuk D	1 984
Shiplack M	1 480
Short M	1 621
Sidhu B	2 951
Siemonsen K	1 937
Singh A	2 739
Singh C	2 045
Singh H	1 819
Singh P	2 473
Singh S	3 411
Singh T	3 384
Skowronski L	1 922
Skuta S	1 890
Sloan Y	1 680
Smallboy-Dixon G	1 612
Smid C	1 510
Smillie E	1 612
Smith C	1 906
Smith M	2 329
Snowden-Malo K	1 484
Soltys A	2 785
Sonnenberg K	2 676
Sparkes S	6 072
Stamp S	2 651
Stang I	2 831
Stanley B	1 392
Stefura M	1 019
Stephenson M	1 300

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Stewart I	1 622
Stoesz M	1 327
Stolz C	1 564
Stoyko S	1 667
Strudwick M	1 103
Stuart M	1 659
Stupar-Roberge W	3 207
Succession Ward A	1 446
Summers P	2 343
Swanson A	1 908
Syroid D	1 881
Tadese D	1 821
Tataryn J	1 248
Taylor M	2 707
Taylor T	1 108
Tedrick C	2 411
Thibert M	2 564
Thompson V	1 785
Thurmeier C	2 638
Tilander D	2 814
Timm N	1 696
Timmer C	1 417
Tinordi K	1 612
Trinden Enterprises Ltd	6 983
Trottier T	1 811
Turner W	3 569
Turple J	2 837
Twa B	2 066
Uhryn S	2 904
Unger I	1 670
Van Bommel T	2 817
Vanderloon K	1 981
Vanzalen S	2 549
Veltri P	2 137
Verhey D	1 950
Vidéotron Ltée	1 229
Ville de High Level	6 850
Wade C	1 000
Waraich V	2 815
Wasilenko T	1 844
Watkins J	1 318
Wedow L	2 310
Weston A	1 575
Wielenga L	1 819
Wood C	2 508
Woods A	2 166
Woods E	1 411
Wright D	1 118
Wruth A	1 969
Yakey K	1 980
Yeung J	1 780
Yoon M	5 027
Zackrisson N	2 357
Zinn C	2 732
Zwart C	1 216
Allan Kay en fiducie pour	
Angeltvedt K	1 959
Blanchette S	2 314
Elliott S	1 881
French T	2 147
Hofer D	1 665
Vanderzwaag W	1 864
Assurance Economical pour	
1600003 Alberta Ltd	12 284
Comeau's Sealing Driveways pour	
Risser T	1 490
Fleetwood Construction Ltd pour	
Quiminales R	3 497

Paiements de réclamations contre l'État – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Goodyear Canada Inc pour	
Stone K	1 135
Kay Mahoney Koustov Law en fiducie pour	
Matthiessen J.	2 872
Lakeland Towing pour	
Chambers K	3 020
Oil Country Towing pour	
Bandurka E	2 588
RW Riverside Properties pour	
Westcott R	2 325
Saskatchewan Government Insurance pour	
Potts J.	5 107
Scott's Autobody & Repair Ltd pour	
Coles J.	3 410
SGI Canada Insurance Services Ltd pour	
MacKay R	40 982
Signature Site Services Inc pour	
Redstone Enterprises Ltd.	3 165
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Harman R	1 877
Tires on the Run pour	
O'Hara C	1 204
Wawanesa Assurance pour	
Rebsomen J	1 739
Zee's Towing pour	
Favel S	1 825
Règlement de réclamation pour perte des biens personnels d'un fonctionnaire	
Bobinski M	1 766
Règlement de réclamation pour préjudice personnel	
Grace, Snowden & Terepocki LLP en fiducie pour	
Grenfal N	141 989
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G	28 465
Règlement pour perte de biens personnels sous garde	
Asuchak R	1 860
French S	1 560
Gagne J	5 129
Patz T	2 895
Sappier J	13 154
Vanderham A	1 065
Woodill S.	3 500
Kalinowski Law en fiducie pour	
Edwards I	6 450
Paiements inférieurs à 1 000 $ (153)	68 213
	2 334 258
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Aviva Canada Inc	14 336
Insurance Corporation of British Columbia	4 891
Reinelt V	1 532
Security National	2 459
Société d'assurance Beneva Inc.	3 491
Paiements inférieurs à 1 000 $ (697)	130 495
	157 204
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (304)	*19 323 794*
	22 033 948
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Règlement d'une réclamation liée à des dommages sur un véhicule	
Crawford & Company (Canada) Inc. pour	
Shell Canada	1 188
Règlement d'une réclamation liée à un accident de voiture en statut de voyage	
Dumulon L	2 068

Paiements de réclamations contre l'État – *fin*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée aux voyages	
Aggarwal S	2 850
Paiements inférieurs à 1 000 $ (5)	2 364
	8 470
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (26)	*3 776 941*
	3 785 411
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Indemnisation pour perte financière suite à une erreur administrative – Pension de retraite de la fonction publique	
Laroche M	81 216
Règlement d'une réclamation pour des blessures corporelles et dommages à des biens personnels	
Walker S	5 712
Règlement d'un recours collectif pour frais légaux	
RavenLaw LLP	200 000
Règlement d'une réclamation pour perte de profit	
Fasken Martineau DuMoulin LLP en fiducie pour	
Chantier Davie Canada Inc & Wartsila Canada Inc	5 426 954
Paiements inférieurs à 1 000 $ (2)	299
	5 714 181
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (15)	*1 928 077*
	7 642 258
Transports	
Ministère des Transports	
Compensation pour les dommages suite aux activités de déneigement à l'aéroport	
D'Amours C	1 000
Paiement d'indemnité pour la compensation des coûts engagés par un soumissionnaire en réponse à un appel d'offres de Transports Canada	
Scruton Marine Inc	3 277
Règlement de réclamation liée à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Preteau R	1 648
	5 925
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (12)	*1 573 904*
	1 579 829
Autres paiements de réclamations contre l'État	
Règlement des dommages reliés à Phénix	
Noms retenus (1 117)	*4 826 920*
Règlement soumis à un accord de confidentialité [1]	
Nom retenu	*226 339*
	5 053 259
Total	**1 908 063 935**

[1] En raison d'un accord de confidentialité associé à cette réclamation, le montant a été exclu des sous-totaux ministériels.

Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 $ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 $ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulgation, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	1 000
Paiements inférieurs à 100 $ (3)	154
	1 154
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (6)	*14 330*
	15 484
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (4)	4 000
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (5)	3 504
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Versements à titre gratuit à des panélistes lors d'un évenement	
Gilmore R	1 000
Johnson M	1 000
LaFlamme L	1 000
Nizigama A	1 000
Raphaël K	1 000
Savard F	1 000
Umar A	1 000
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (4)	6 000
	13 000
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (11)	7 520
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (2)	750
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des frais juridiques	
Langlois Avocats S E N C R L	100 876
Réclamation d'invités d'un membre des Forces armées canadiennes pour un voyage au Programme de reconnaissance des Forces armées canadiennes	
Brett K	2 164
Devitt A	937
Harris T	2 025
Rowland B	961
	106 963
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*6 296*
	113 259

Paiements à titre gracieux – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Énergie et Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	*77*
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	328
Paiement inférieur à 100 $	60
	388
Régie canadienne de l'énergie	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (1 283)	*18 249*
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*10 000*
	28 714
Environnement et Changement climatique	
Agence canadienne d'évaluation d'impact	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (12)	7 226
Paiements inférieurs à 100 $ (5)	166
	7 392
Finances	
Ministère des Finances	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	250
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	*313*
Paiements soumis à une exemption de publication	
Noms retenus (3)	*725*
	1 038
Innovation, Sciences et Industrie	
Agence de développement économique du Pacifique Canada	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (2)	*1 000*
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	*500*
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	
Compensation pour le temps investi dans la session de la stratégie pour la prospérité et la croissance du Nord de l'Ontario	
Esquega M	*150*
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (2)	*900*
Statistique Canada	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (2)	*950*
	3 500
Institutions démocratiques	
Bureau du directeur général des élections	
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	500
Paiement inférieur à 100 $	46
	546

Paiements à titre gracieux – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Justice	
Ministère de la Justice	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (64)	90 663
Parcs Canada	
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour des frais juridiques	
Poulsom C	240
Indemnisation pour retrait de cabines occupantes sur un terrain non autorisé	
Anderson D	50 000
	50 240
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*126 000*
	176 240
Parlement	
Chambre des communes	
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Hawkes J	*230*
Sénat	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (9)	3 850
Paiements inférieurs à 100 $ (2)	87
	3 937
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*3 057*
	7 224
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (2)	*269*
Commission des champs de bataille nationaux	
Versement à titre gracieux	
Grenon M	250
Versement à titre gratuit ou cadeau offert à un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	500
	750
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (3)	*1 500*
Office national du film	
Remboursement d'un montant trop payé	
Martin-Smith, A	*1 555*
	4 074
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (60)	*13 300*
Paiements soumis à une exemption de publication	
Noms retenus (3)	*20 577*
	33 877
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (52)	*16 966*
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Versement à titre gratuit et cadeau pour un bénéficiaire des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Nom retenu	*550*
	17 516

Paiements à titre gracieux – *fin*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Santé	
Ministère de la Santé	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (11)	*165*
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Paiement inférieur à 100 $	*28*
Paiements soumis à une exemption de publication	
Noms retenus (8)	*1 870 000*
	1 870 193
Sécurité publique	
Commissariat aux langues officielles	
Paiement inférieur à 100 $	*34*
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	
Paiement inférieur à 100 $	*31*
Gendarmerie royale du Canada	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (7)	*4 900*
Service correctionnel du Canada	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (6)	1 777
Paiements inférieurs à 100 $ (7)	600
	2 377
	7 342
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (4)	243
Paiements inférieurs à 100 $ (3)	113
	356
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (9)	7 325
Paiement à titre gracieux	
Ville d'Ottawa	1 697 509
Paiements inférieurs à 100 $ (8)	413
	1 705 247
Transports	
Ministère des Transports	
Versements à titre gratuit ou cadeaux offerts à des bénéficiaires des Premières Nations, des Inuit ou des Métis	
Noms retenus (30)	21 700
Paiements inférieurs à 100 $ (7)	335
	22 035
Total	**4 133 724**

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgation, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1581-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Hameed Law en fiducie pour	
Pettipas C	1 260
A-12-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Dmitrienko A	1 000
T-2573-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Pelletier J	5 737
T-2443-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Christie F	5 589
T-2903-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Bonin J-L	50
	13 636
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
Autorisation – Cour fédérale	
T-482-23	
Adjugé des frais	
Brown D	100
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Autorisation – Cour fédérale	
T-662-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Wiome E	4 500
T-1358-18	
Adjugé pour le recours collectif Logan	
La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie) en fiducie pour	
Noms retenus (7 315)	3 910 170
T-1436-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Ekhlas F	2 000
T-2278-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Gardner R	2 500
Autorisation – Cour supérieure du Québec	
200-06-000038-037	
Adjugé pour le recours collectif Spieser	
Noms retenus (111)	1 397 247
Autorisation – Cour supérieure de justice	
SC-23-00165437-00	
Adjugé des frais judiciaires	
Lyle A	100
	5 316 517
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*1 065*
	5 317 582

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Autorisation – Cour canadienne de l'impôt	
2023-2374	
Adjugé des frais judiciaires	
Simpson A	500
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
A-54-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Zhou H	1 000
Autorisation – Cour fédérale	
T-2712-22	
Adjugé des frais judiciaires	
RAVENLAW LLP/srl en fiducie pour	
Holita S	3 500
	5 000
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Autorisation – Cour fédérale	
T-2284-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Dentons Canada LLP en fiducie pour	
Enhance Energy Inc.	1 260
T-849-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Ecojustice Canada Society en fiducie pour	
Western Canada Wilderness Committee and Sierra Club of British Columbia Foundation	8 900
T-1177-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Ecojustice Canada Society en fiducie pour	
Western Canada Wilderness Committee	8 000
	18 160
Agence canadienne d'évaluation d'impact	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1367-21	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG (Canada) LLP en fiducie pour	
Piikani Nation	*9 000*
	27 160
Finances	
Ministère des Finances	
Autorisation – Cour fédérale	
T-2018-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Meyer Housewares Canada Inc	*4 930*
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
T-2021-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
Norwich Real Estate Services Inc	*7 500*
	12 430
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Autorisation – Cour fédérale	
IMM-1387-23	
Adjugé des frais judiciaires	
McCrea Immigration Law LLP en fiducie pour	
He Y	2 000

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
IMM-13322-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Services juridiques communautaires d'Ottawa en fiducie pour	
Amawla A, Amawla F	2 500
IMM-9774-21	
Adjugé des frais judiciaires	
Paransothy K	2 500
IMM-1407-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Downtown Legal Services en fiducie pour	
Abdulahad S	3 000
IMM-8585-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Downtown Legal Services en fiducie pour	
Mamut K	3 000
IMM-9741-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Jared Will & Associates en fiducie pour	
Gichura M N	2 500
IMM-16511-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Lee & Company en fiducie pour	
Stojiljkovic D	3 000
T-1272-22 & DES-7-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Lorne Waldman Professional Corporation en fiducie pour	
Jahazi M	3 250
IMM-14092-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Koltun Law Professional Corporation en fiducie pour	
Eugene-Akhere I J	3 000
IMM-10872-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Sharma Harsanyi Professional Law Corporation en fiducie pour	
Toor I S	500
T-492-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Hatoum A	100
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV-21-67419-0000	
Adjugé des frais judiciaires	
Sujit Choudhry Professional Corporation en fiducie pour	
Bjorkquist S A, Burgess G, Chandler P, Chandler P, Kenyon E, Kenyon M, Kenyon R, Kovacs A, Maruyama V, Roy Brooke D, Setterfield T, Setterfield T, Warelis D, Warelis W	61 064
	86 414
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*500*
	86 914
Justice	
Ministère de la Justice	
Autorisation – Cour fédérale	
T-225-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Walsh J E	*90*
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation – Cour fédérale	
T-429-00	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett M C	*62 370*
Paiement soumis à une exemption de publication	
Nom retenu	*300*
	62 760

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Autorisation – Cour du Québec	
110-73-000046-213 Événement 2021-08419	
Adjugé des frais judiciaires	
Papageorges S	680
Autorisation – Cour fédérale	
T-2356-22	
Adjugé des frais judiciaires	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Mombourquette J	8 000
T-263-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Robinson D	8 000
	16 680
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Autorisation – Cour de justice du Nunavut	
07-19-283-CV	
Adjugé pour les frais légaux	
Cooper Regal LLP	5 000
Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario	
C69830	
Adjugé pour coûts liés aux débours, aux intérêts et à toutes les taxes applicables	
Olthuis Kleer Townshend - LLP en fiducie pour	
Première Nation des Chippewas de Nawash / Première Nation de Saugeen	200 000
Autorisation – Cour fédérale	
T-1417-18	
Adjugé pour les frais légaux de l'action collective sur les pensionnats indiens en foyer d'accueil	
Dionne Schulze s e n c	7 515 169
Klein Lawyers LLP	29 253 024
T-589-23	
Adjugé pour les frais légaux	
Conseil général des établissements métis	120 000
JFK Law LLP en fiducie pour	
Association de la Nation métisse de Fort McKay	120 000
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV-18-594281-0000	
Adjugé pour coûts liés aux frais judiciaires provisoires et intérêts	
Blake Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
Bande indienne des Six Nations de Grand River	151 295
Pape Salter Teillet LLP en fiducie pour	
Bande indienne des Six Nations de Grand River, Première Nation des Mississaugas de Credit	50 000
00-CV-192059CP	
Adjugé pour les frais légaux	
Stacy R. Tijerina, avocate et procureure	10 800
03-CV-253768-CM3	
Adjugé pour frais de soumission	
Première Nation des Chippewas de Saugeen / Ville de South Bruce Peninsula et al	322 180
Autorisation – Cour suprême du Canada	
40024	
Adjugé pour les frais légaux	
Ministère du Procureur général en fiducie pour	
Premières Nations de Robinson-Huron et de Robinson-Supérieur	375 000
40153	
Adjugé pour les frais légaux relié au litige de Jim Shot Both Sides	
Transfert de fonds de l'Administration de la Nation Kainaiwa (Blood Tribe)	2 200 000
	40 322 468

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Autorisation – Cour canadienne de l'impôt	
2017-1901(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L en fiducie pour	
Emergis Inc	71 086
2017-689(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
A-Supreme Nursing & Home Care Services Inc	29 252
2018-677(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Makki Law en fiducie pour	
Canafric Inc	37 250
2019-2997(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Starnino Mostovac S E N C R L en fiducie pour	
Paquet S	7 974
2019-2998(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Starnino Mostovac S E N C R L en fiducie pour	
4527976 Canada Inc	7 974
2019-3217(IT)G, 2019-3215(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Felesky Flynn S E N C R L en fiducie pour	
Fuhr T	38 244
2019-3595(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Aird and Berlis S E N C R L en fiducie pour	
Lloyd G	10 000
2019-4226(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Fijal B	19 171
2019-670(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L en fiducie pour	
Active Asset Management Inc	183 309
2019-894(IT)G, 2021-1471(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Crease Harman S E N C R L en fiducie pour	
Vortex Energy Services Ltd	1 000
2020-281(IT)APP	
Adjugé relatif aux impôts	
Morrow Z	200
2020-88(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Biletsky D	400
2021-1139(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Beitel Tax Law en fiducie pour	
Nicosia P	9 943
2021-1983(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Astle K C L	2 036
2021-2483(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Schnier P	500
2021-370(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Rudolph G R	19 250
2022-2390(GST)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Koutorjevskii N	700
2022-2702(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Torys S E N C R L en fiducie pour	
Banque de la Nouvelle-Écosse	700

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
2023-2244(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Roy B	250
2023-419(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Jenkins R	100
2023-692(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Davies Ward Phillips and Vineberg S E N C R L en fiducie pour	
Levinson S	1 000
2024-1743(CPP)	
Adjugé relatif aux impôts	
CompuCorps Mentoring Inc	500
2024-1997(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Amesse S	250
2024-2026(IT)APP	
Adjugé relatif aux impôts	
Sontag J	1 500
2024-2158(CPP), 2024-2163(EI)	
Adjugé relatif aux impôts	
Guerra P	500
2024-412(EI)	
Adjugé relatif aux impôts	
Barkhouse A J	330
2024-510(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Zhang B	1 000
Autorisation – Cour du Banc du Roi de l'Alberta	
1501-01439	
Adjugé relatif aux impôts	
Jenson Shawa Solomon Duguid Hawkes S E N C R L en fiducie pour	
Grenon J T	4 363
2503 02176	
Adjugé relatif aux impôts	
Richards D L	2 000
Autorisation – Cour fédérale	
T-12-22	
Adjugé des frais	
RavenLaw S E N C R L en fiducie pour	
Tyler K	3 964
T-1412-22, T-1413-22	
Adjugé des frais	
Vetrici G	150
T-1572-23	
Adjugé des frais	
RavenLaw S E N C R L en fiducie pour	
Brown K	3 000
T-1804-24	
Adjugé des frais	
Morum A	1 000
T-2084-23	
Adjugé des frais	
Fournier M-I	334
T-2423-23	
Adjugé des frais	
Gillespie K	2 500
T-857-23	
Adjugé des frais	
Construction Gauthier Entrepreneur Général Inc	2 581
T-1915-22	
Adjugé relatif aux impôts	
Nutter H L	300
T-2474-24	
Adjugé relatif aux impôts	
Virgen M A	250

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
T-2707-23	
Adjugé relatif aux impôts	
Davies Ward Phillips and Vineberg S E N C R L en fiducie pour	
Hillcore Financial Corporation	2 160
T-582-23	
Adjugé relatif aux impôts	
Chad S R	12 421
T-958-23	
Adjugé relatif aux impôts	
Merali M.	120
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV16-2099	
Adjugé relatif aux impôts	
McKenzie Lake Lawyers S E N C R L en fiducie pour	
The Evans (2009) Family Trust	18 098
Autorisation – Cour Suprême du Canada	
41252	
Adjugé relatif aux impôts	
EY Cabinet d'avocats srl / S E N C R L en fiducie pour	
3295940 Canada Inc	1 102
	498 762
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (10)	*1 708 551*
	2 207 313
Santé	
Ministère de la Santé	
Autorisation – Cour d'appel du Québec	
500-09-029316-213 (500-17-109270-192)	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau Dumoulin S E N C R L en fiducie pour	
Avir Pharma Inc, Bayer Inc, Boehringer Ingelheim (Canada) Ltée, Janssen Canada Inc, Merck Canada Inc, Servier Canada Inc, Theratechnologies Inc	15
Autorisation – Cour fédérale	
T-1178-23	
Adjugé des frais judiciaires	
MaCarthy Tetrault S E N C R L en fiducie pour	
Bayer Inc, Regeneron Pharmaceuticals Inc	1 700
T-1881-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Hameed Law avocats & conseillers juridiques en fiducie pour	
Lance J, Davenport W J	6 860
	8 575
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
A-61-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Galderma Canada Inc	*20 000*
Instituts de recherche en santé du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1155-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Dickinson P	*650*
	29 225
Sécurité publique	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Autorisation – Cour Fédéral	
T-961-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Chefs de police autochtones de l'Ontario	*5 000*

Montants adjugés par une cour – *suite*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Agence des services frontaliers du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
IMM-15411-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Jared Will & Associates en fiducie pour	
Chirum M O	3 500
IMM-18210-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Lawgical Law Corporation en fiducie pour	
Sanchez J E V	1 500
T-175-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Andruszkiewicz V	750
T-228-23	
Adjugé des frais judiciaires	
RavenLaw srl en fiducie pour	
Marentette C	3 500
T-917-21	
Adjugé des frais judiciaires	
Distributeurs des volailles, beurre & œufs Akme Inc	4 500
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV-23-00708719-0000	
Adjugé des frais judiciaires	
Miguna M	1 500
	15 250
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1010-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Juker, G.F.	*500*
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation – Cour du Banc du Roi de l'Alberta	
1203 04197	
Adjugé pour préjudice personnel	
Kubitz Law en fiducie pour	
Artindale-Eeles C	220 000
Autorisation – Cour fédérale	
T-1012-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Goldblatt Partners LLP en fiducie pour	
Montminy H	4 500
T-1199-24	
Adjugé des frais judiciaires	
Atwood D, Mintoff L	500
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
SC-23-00000039-0000	
Adjugé des frais judiciaires	
Lavoie P	375
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
S055295	
Adjugé pour dommages	
Emond J	45 650
S198647	
Adjugé pour préjudice personnel	
Degen B	4 486
SM187550	
Adjugé pour préjudice personnel	
Stanley T Cope Personal Law Corporation en fiducie pour	
Roberts J	182 973
	458 484

Montants adjugés par une cour – *fin*

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Service correctionnel du Canada	
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV-15-53262500-CP	
Adjugé pour dommages	
Epiq Class Action Services Canada Inc en fiducie pour	
Membres des actions collectives concernant l'isolement préventif dans un pénitencier fédéral	
Noms retenus (2 294)	*15 858 279*
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	*22 459*
	16 359 972
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1625-23	
Adjugé pour les frais d'administration	
Gordon Scott Campbell en fiducie pour	
Schofer W	3 000
T-1207-23	
Adjugé pour les frais d'administration de recours collectif	
CA2 Inc	198 766
T-1937-22	
Adjugé pour les frais d'administration de recours collectif	
CA2 Inc	30 603
T-1673-19	
Adjugé pour les honoraires et les débours	
Scotiatrust	5 417 091
	5 649 460
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Autorisation – Cour fédérale	
T-125-23	
Adjugé des frais	
RavenLaw LLP en fiducie pour	
Miller M	6 000
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV-22-00000913-0000	
Adjugé des frais	
Dentons Canada LLP en fiducie pour	
Campbell Drug Store Ltd	20 000
SC-23-163988	
Adjugé pour litige locatif	
Noticia LLP	2 980
Autorisation – Cour supérieure du Québec	
550-17-007284-134	
Adjugé des dommages	
Dani Ann Robichaud, Avocate inc en fiducie pour	
David S. Laflamme Construction Inc	1 418 186
	1 447 166
Transports	
Ministère des Transports	
Autorisation – Cour fédérale	
T-947-23	
Adjugé des frais judiciaires	
Adams H	5 408
Autorisation – Tribunal canadien des droits de la personne	
T2660/3621 – TCDP	
Adjugé des frais judiciaires	
Lévesque Labadie Avocats Inc en fiducie pour	
Houle G	544 587
	549 995
Total	**72 107 861**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada

2024-2025

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

Page

Agriculture et Agroalimentaire 250
Emploi et Développement de la main d'œuvre 254
Énergie et Ressources naturelles 256
Environnement et Changement climatique 256
Innovation, Sciences et Industrie 258
Justice 258
Logement, Infrastructure et Collectivités 260
Patrimoine canadien 262
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne 262
Relations Couronne-Autochtones et Affaire du Nord 266
Santé 268
Sécurité publique 268
Services aux Autochtones 270
Services publics et Approvisionnement 270
Transports 270

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
2011 Canada – Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	*4 906*	–
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*52*
2012 Canada – Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2012 Canada – Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*113*
2013 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	*750*	–	–
2014 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide contre l'influenza aviaire	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2014 Canada – Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	*783*	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	*1 176*	–	*1 176*	–	–	–	*1 176*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	*793*	*793*	–	–	–	*793*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	*105*	*105*	–	–	–	*105*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	*1 399*	*1 399*	–	–	–	*1 399*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	*6 948*	–	–	–	*6 948*	–	–	–	*6 948*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	*4 906*	–	–	–	*4 906*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	*67 428*	*141 359*	*22 538*	–	*231 377*	–	–	–	*231 377*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
222	–	–	–	–	*222*	–	–	–	*222*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	*113*	–	–	–	*113*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	*750*	–	–	–	*750*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	*408*	*408*	–	–	–	*408*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	*2 340*	–	–	–	*2 340*	–	–	–	*2 340*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	*8 211*	–	*8 211*	–	–	–	*8 211*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	*783*	–	–	–	*783*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	*590*	–	–
2016 Canada – Saskatchewan Initiative d'aide en tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Québec Initiative d'aide aux entreprises agricoles affectées par des épisodes exceptionnels de grêle	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*6 487*
2018 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2021 Sécheresse et Feux Incontrôlés	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*4*
2022 Apiculteurs Ontario Manitoba Alberta	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
2022 Raisin Ontario	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Agri-protection – Contributions	141	20 767	2 913	2 877	61 864
	149	**17 725**	**2 227**	**2 766**	**54 580**
	5 759	*240 115*	*38 962*	*89 974*	*1 129 684*
Agri-stabilité – Contributions	–	2 366	–	–	69 389
	–	**968**	**–**	**–**	**57 671**
	1 653	*92 055*	*25 870*	*63 263*	*1 266 951*
Agri-stabilité – Subventions	288	–	5 546	7 666	–
	(16)	**–**	**856**	**2 332**	**–**
	9 763	–	*84 377*	*55 817*	–
Horticulture Québec	–	–	–	–	5 942
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*5 942*
Initiative Canada-Manitoba d'aide aux producteurs pour les coûts liés à l'alimentation du bétail et au transport	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Initiative Colombie Britannique tuberculose bovine en 2018	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Initiative d'aide aux producteurs des Prairies (IAPP)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Initiative d'inondation du Caribou en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Initiative Récolte d'automne – L'Île-du-Prince-Édouard	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	*9 199*	–	–	–
Paiements relatifs à la *Loi sur la protection du revenu agricole* – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	10 745	*15 015*	*13 004*	*5 626*	*518 004*

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*590*	–	–	–	*590*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	*63*	–	–	*63*	–	–	–	*63*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	*5 782*	*5 782*	–	–	–	*5 782*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*6 487*	–	–	–	*6 487*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	*839*	*839*	–	–	–	*839*	
–	–	–	(71)	–	(71)	–	–	–	(71)	
–	**(1 588)**	–	**(233)**	**371**	**(1 450)**	–	–	–	**(1 450)**	
2 323	*54 204*	*166 700*	*212 773*	*7 570*	*443 574*	–	–	–	*443 574*	
(3)	(21)	2	–	–	(22)	–	–	–	(22)	
1 453	2 107	**357**	**2 103**	**–**	**6 020**	**–**	**–**	**–**	**6 020**	
1 450	*2 085*	*359*	*2 103*	–	*5 997*	–	–	–	*5 997*	
(4)	–	–	–	–	(4)	–	–	–	(4)	
3 930	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 930**	**–**	**–**	**–**	**3 930**	
3 926	–	–	–	–	*3 926*	–	–	–	*3 926*	
87 197	146 705	492 779	406 798	42 417	1 264 458	–	–	–	1 264 458	
92 701	**180 541**	**442 484**	**390 663**	**26 429**	**1 210 265**	**–**	**–**	**–**	**1 210 265**	
1 939 865	*2 525 089*	*6 933 856*	*5 598 208*	*500 346*	*19 001 858*	–	–	–	*19 001 858*	[a]
47 625	–	112 456	38 882	52 539	323 257	–	–	–	323 257	
56 431	**–**	**205 188**	**53 126**	**21 102**	**394 486**	**–**	**–**	**–**	**394 486**	
1 530 218	*587 386*	*2 378 994*	*1 899 318*	*452 899*	*8 298 607*	–	–	*124*	*8 298 731*	[a]
–	84 225	(52)	–	(1)	97 672	–	–	9	97 681	
–	**86 597**	**(312)**	**–**	**(1)**	**89 456**	**–**	**–**	**–**	**89 456**	
–	*664 962*	*29 492*	*1*	*2 175*	*846 587*	–	–	*63*	*846 650*	[a]
–	–	–	–	–	5 942	–	–	–	5 942	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*5 942*	–	–	–	*5 942*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	*6 102*	–	–	–	*6 102*	–	–	–	*6 102*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	*274*	*274*	–	–	–	*274*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	*25 284*	*151 600*	*10 774*	–	*187 658*	–	–	–	*187 658*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	*257*	*257*	–	–	–	*257*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*9 199*	–	–	–	*9 199*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
248 516	*38 604*	*45 996*	*190 826*	*62 001*	*1 148 337*	*340*	–	*416*	*1 149 093*	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Partenariat Canadien pour une Agriculture Durable – Assurance des Prix du Bétail	–	88	85	85	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	*88*	*85*	*85*	–
Partenariat Canadien pour une Agriculture Durable – Programme de Paysages Agricoles Résilients	755	521	581	417	18 600
	559	**300**	**719**	**–**	**–**
	1 314	*821*	*1 300*	*417*	*18 600*
Partenariat Canadien pour une Agriculture Durable – Programmes à Frais Partagés	3 979	4 038	4 148	4 136	19 700
	3 614	**4 205**	**4 108**	**3 922**	**28 740**
	7 592	*8 244*	*8 255*	*8 058*	*48 440*
Patate Nouveau-Brunswick	–	–	–	3 855	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	*3 855*	–
Programme Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	25 864
	–	**–**	**–**	**–**	**25 515**
	–	–	–	–	*396 235*
Programme Agri-investissement – Subventions	51	1 250	688	937	–
	59	**1 266**	**767**	**1 039**	**–**
	1 449	*29 243*	*18 191*	*21 530*	*16 812*
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	*150*	–
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins – Subventions	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	387	*4 509*	*3 991*	*3 675*	*4 000*
Programme de démarrage d'Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*92 514*
Programme de rétablissement Colombie-Britannique à la suite des inondations	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Programme de rétablissement des porcs	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	*257*	–	*25*	*12 970*
Programme de retrait de bovins	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs – Subventions	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	102	*1 069*	*902*	*813*	–
Sécheresse et Feux de Forêt	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	5 214	29 030	13 961	19 973	201 359
	4 365	**24 464**	**8 677**	**10 059**	**166 506**
	38 764	*400 615*	*197 060*	*258 194*	*3 516 808*
Emploi et Développement de la main-d'œuvre					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Améliorer le processus d'avis de décès	–	653	1 388	187	–
	–	**563**	**457**	**107**	**–**
	30	*2 124*	*1 845*	*1 811*	*2 482*
Apprentissage et la garde des jeunes enfants	83 661	34 536	172 632	143 572	1 586 926
	73 744	**30 558**	**149 955**	**122 463**	**1 371 218**
	277 248	*124 500*	*579 109*	*474 117*	*5 254 560*

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	337	429	955	136	2 115	–	–	–	2 115	
–	**330**	**448**	**1 140**	**135**	**2 053**	**–**	**–**	**–**	**2 053**	
–	*667*	*876*	*2 095*	*271*	*4 167*	–	–	–	*4 167*	
4 190	3 196	6 590	6 500	1 658	43 008	99	76	144	43 327	
537	**1 541**	**4 326**	**2 484**	**1 659**	**12 125**	**135**	**–**	**151**	**12 411**	
4 727	*4 737*	*10 915*	*8 983*	*3 317*	*55 131*	*234*	*76*	*295*	*55 736*	
64 567	21 493	44 042	49 905	13 825	229 833	689	531	1 000	232 053	
43 945	**13 539**	**46 305**	**46 123**	**10 532**	**205 033**	**775**	**607**	**911**	**207 326**	
108 512	*35 033*	*90 347*	*96 028*	*24 357*	*434 866*	*1 464*	*1 137*	*1 911*	*439 378*	*(a)*
–	–	–	–	–	3 855	–	–	–	3 855	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*3 855*	–	–	–	*3 855*	
–	–	–	–	–	25 864	–	–	–	25 864	
–	–	–	–	–	**25 515**	–	–	–	**25 515**	
–	–	–	–	–	*396 235*	–	–	–	*396 235*	
31 155	22 442	61 000	43 801	3 963	165 287	–	–	–	165 287	
30 247	**21 396**	**57 778**	**45 583**	**4 082**	**162 217**	**–**	**–**	**2**	**162 219**	
560 294	*395 740*	*1 004 564*	*734 305*	*87 757*	*2 869 885*	–	*2*	*25*	*2 869 912*	*(a)*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*150*	–	–	–	*150*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
95 682	*56 246*	*97 388*	*248 182*	*22 849*	*536 909*	–	–	*10*	*536 919*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	*92 514*	–	–	–	*92 514*	
–	–	–	–	167	167	–	–	–	167	
–	–	–	–	**213**	**213**	**–**	**–**	**–**	**213**	
–	–	–	–	*32 233*	*32 233*	–	–	–	*32 233*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
783	–	–	*436*	–	*14 471*	–	–	–	*14 471*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
1 900	*854*	*3 765*	*16 983*	–	*23 502*	–	–	–	*23 502*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
22 600	*14 354*	*25 801*	*64 003*	*5 020*	*134 664*	–	–	*7*	*134 671*	
–	–	2 591	218	314	3 123	–	–	–	3 123	
–	–	**53 052**	**98 800**	**18 120**	**169 972**	**–**	**–**	**–**	**169 972**	
–	–	*55 642*	*99 018*	*18 434*	*173 094*	–	–	–	*173 094*	
234 727	278 377	719 837	546 988	115 018	2 164 484	788	607	1 153	2 167 032	
229 244	**304 463**	**809 626**	**639 789**	**82 642**	**2 279 835**	**910**	**607**	**1 064**	**2 282 416**	
4 521 018	*4 488 063*	*11 137 717*	*9 215 961*	*1 229 086*	*35 003 286*	*2 038*	*1 215*	*2 851*	*35 009 390*	
540	–	–	–	–	2 768	–	–	–	2 768	
100	**899**	**645**	**–**	**–**	**2 771**	**–**	**–**	**–**	**2 771**	
3 040	*899*	*2 993*	–	–	*15 224*	–	–	–	*15 224*	*(f)*
2 703 839	309 192	268 247	984 810	869 556	7 156 971	15 786	20 499	14 793	7 208 049	
2 310 915	**265 327**	**230 448**	**830 380**	**747 986**	**6 132 994**	**14 624**	**18 284**	**13 289**	**6 179 191**	
8 873 895	*1 016 643*	*888 060*	*3 172 425*	*2 887 787*	*23 548 344*	*62 033*	*72 218*	*57 758*	*23 740 353*	*(a)*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Ententes sur le développement de la main d'œuvre	9 479	3 104	18 713	14 853	157 440
	12 313	**3 973**	**24 203**	**19 082**	**202 887**
	102 321	*33 557*	*200 432*	*152 077*	*1 557 128*
Ententes sur le développement du marché du travail	132 482	25 027	84 887	94 821	593 464
	146 352	**28 794**	**100 827**	**110 536**	**699 610**
	2 243 018	*469 563*	*1 536 254*	*1 665 879*	*10 952 214*
Programme national d'alimentation dans les écoles	2 505	2 182	3 032	2 845	11 556
	–	–	–	–	–
	2 505	*2 182*	*3 032*	*2 845*	*11 556*
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux	12	12	12	12	12
	11	**11**	**11**	**11**	**11**
	1 385	*1 385*	*1 385*	*1 385*	*1 385*
Total du portefeuille ministériel	228 139	65 514	280 664	256 290	2 349 398
	232 420	**63 899**	**275 453**	**252 199**	**2 273 726**
	2 626 507	*633 311*	*2 322 057*	*2 298 114*	*17 779 325*
Énergie et Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada/Terre-Neuve-et-Labrador sur les hydrocarbures extracôtiers	(634)	–	–	–	–
	121	**–**	**–**	**–**	**–**
	85 634	–	–	–	–
Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation	1 076	300	850	23	3 019
	1 548	**243**	**1 589**	**–**	**1 124**
	3 158	*721*	*2 624*	*23*	*7 026*
Régie Canada/Nouvelle-Écosse de l'énergie extracôtiers	–	–	2 890	–	–
	–	**–**	**2 595**	**–**	**–**
	–	–	*51 754*	–	–
Total du portefeuille ministériel	442	300	3 740	23	3 019
	1 669	**243**	**4 184**	**–**	**1 124**
	88 792	*721*	*54 378*	*23*	*7 026*
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Accord Canada – Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	–	–	–	–	240
	–	**–**	**–**	**–**	**240**
	–	–	–	–	*11 084*
Accord concernant les relevés hydrométriques	553	54	171	366	1 020
	561	**40**	**128**	**421**	**464**
	11 679	*1 126*	*3 922*	*7 489*	*35 418*
Accord lié à la notification des événements environnementaux	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Cartographie des zones humides	52	69	–	52	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	52	*110*	*50*	*112*	–
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	49	255	–	29	–
	64	**322**	**–**	**47**	**–**
	653	*2 652*	–	*338*	*1 503*
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent – Atlantique	–	–	–	–	198
	–	**–**	**–**	**–**	**191**
	–	–	–	–	*1 036*
Entente Canada – Québec sur le plan du Saint-Laurent	–	–	–	–	960
	–	**–**	**–**	**–**	**4 272**
	–	–	–	–	*71 350*
LEP – *Loi sur les espèces en péril*	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*5 342*

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
280 320	25 979	21 555	84 991	99 068	715 502	2 899	2 166	2 166	722 733	
356 828	**33 261**	**27 642**	**107 341**	**126 172**	**913 702**	**2 766**	**2 766**	**2 766**	**922 000**	
2 972 934	*269 688*	*235 292*	*896 503*	*1 046 178*	*7 466 110*	*23 149*	*21 909*	*23 232*	*7 534 400*	
641 028	50 529	44 229	167 208	296 142	2 129 817	4 518	3 953	3 467	2 141 755	
791 749	**63 215**	**55 365**	**214 720**	**339 235**	**2 550 403**	**4 262**	**3 790**	**4 723**	**2 563 178**	***(a)***
11 251 049	*895 803*	*773 599*	*2 515 883*	*5 070 049*	*37 373 311*	*72 918*	*54 281*	*66 261*	*37 566 771*	*(a)*
18 549	3 807	3 588	7 848	7 388	63 300	2 269	2 292	2 259	70 120	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
18 549	*3 807*	*3 588*	*7 848*	*7 388*	*63 300*	*2 269*	*2 292*	*2 259*	*70 120*	
12	12	12	12	12	120	12	12	12	156	
11	**11**	**11**	**11**	**11**	**110**	**11**	**11**	**11**	**143**	
1 385	*1 385*	*1 385*	*1 385*	*1 385*	*13 850*	*1 385*	*1 385*	*1 385*	*18 005*	
3 644 288	389 519	337 631	1 244 869	1 272 166	10 068 478	25 484	28 922	22 697	10 145 581	
3 459 603	**362 713**	**314 111**	**1 152 452**	**1 213 404**	**9 599 980**	**21 663**	**24 851**	**20 789**	**9 667 283**	
23 120 852	*2 188 225*	*1 904 917*	*6 594 044*	*9 012 787*	*68 480 139*	*161 754*	*152 085*	*150 895*	*68 944 873*	
–	–	–	–	–	(634)	–	–	–	(634)	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**121**	**–**	**–**	**–**	**121**	
–	–	–	–	–	*85 634*	–	–	–	*85 634*	
1 406	750	1 314	1 132	2 130	12 000	704	163	950	13 817	
3 143	**680**	**930**	**822**	**4 030**	**14 109**	**503**	**600**	**991**	**16 203**	
7 687	*2 150*	*2 820*	*2 319*	*6 660*	*35 188*	*1 430*	*763*	*2 026*	*39 407*	
–	–	–	–	–	2 890	–	–	–	2 890	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 595**	**–**	**–**	**–**	**2 595**	
–	–	–	–	–	*51 754*	–	–	–	*51 754*	
1 406	750	1 314	1 132	2 130	14 256	704	163	950	16 073	
3 143	**680**	**930**	**822**	**4 030**	**16 825**	**503**	**600**	**991**	**18 919**	
7 687	*2 150*	*2 820*	*2 319*	*6 660*	*172 576*	*1 430*	*763*	*2 026*	*176 795*	
–	–	–	–	–	240	–	–	–	240	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**240**	**–**	**–**	**–**	**240**	
–	–	–	–	–	*11 084*	–	–	–	*11 084*	
2 417	1 457	1 953	3 404	3 376	14 771	964	–	1 632	17 367	
2 220	**1 645**	**2 535**	**1 486**	**4 895**	**14 395**	**1 500**	**–**	**1 483**	**17 378**	
64 724	*28 182*	*34 857*	*51 400*	*40 122*	*278 919*	*16 275*	*–*	*9 631*	*304 825*	
104	14	14	126	90	348	–	–	7	355	
100	**13**	**13**	**64**	**87**	**277**	**–**	**–**	**7**	**284**	
734	*98*	*98*	*539*	*636*	*2 105*	*23*	*–*	*49*	*2 177*	
–	100	–	–	75	348	–	–	275	623	
–	**100**	**–**	**–**	**–**	**100**	**–**	**–**	**–**	**100**	***(a)***
–	*200*	–	–	*75*	*599*	–	–	*275*	*874*	*(a)*
–	–	–	–	–	333	–	–	–	333	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**433**	**–**	**–**	**–**	**433**	
–	–	–	–	–	*5 146*	*317*	–	–	*5 463*	
–	–	–	–	–	198	–	–	–	198	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**191**	**–**	**–**	**–**	**191**	
–	–	–	–	–	*1 036*	–	–	–	*1 036*	
–	–	–	–	–	960	–	–	–	960	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 272**	**–**	**–**	**–**	**4 272**	
–	–	–	–	–	*71 350*	–	–	–	*71 350*	
35	–	–	–	48	83	–	–	–	83	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
75	–	–	–	*549*	*5 966*	*224*	*150*	*201*	*6 541*	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Pâtes et papier	–	–	–	–	50
	–	**–**	**–**	**–**	**50**
	–	–	–	–	*4 022*
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique	169	282	292	235	2 194
	143	**238**	**246**	**199**	**1 851**
	1 662	*2 771*	*2 863*	*2 309*	*21 518*
Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées	–	–	–	19	–
	–	**–**	**–**	**37**	**–**
	–	–	–	*56*	–
Régularisation de la rivière des Outaouais	–	–	–	–	187
	–	**–**	**–**	**–**	**165**
	–	–	–	–	*3 625*
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	–	–	–	450
	–	**–**	**–**	**–**	**433**
	–	–	–	–	*7 168*
Agence canadienne de l'eau					
Entente Canada/Québec sur le plan du Saint-Laurent	–	–	–	–	1 971
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	823	660	463	701	7 270
	768	**600**	**374**	**704**	**7 666**
	14 046	*6 659*	*6 835*	*10 304*	*162 066*
Innovation, Sciences et Industrie					
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Accord sur la croissance du commerce et des Investissements	541	324	1 190	1 190	–
	471	**282**	**1 035**	**1 035**	**–**
	3 524	*2 114*	*7 752*	*7 752*	–
Partenariat du tourisme du Canada atlantique	–	4 494	–	–	–
	–	**3 217**	**–**	**–**	**–**
	–	*27 996*	–	–	–
Agence spatiale canadienne					
Régie Canada/Nouvelle-Écosse de l'énergie extracôtiers	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*944*
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Faire la promotion de l'accès au transport en commun pour les Canadiens vulnérables à la suite de la réduction des services de Greyhound Canada le 31 octobre 2018	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	541	4 818	1 190	1 190	–
	471	**3 499**	**1 035**	**1 035**	**–**
	3 524	*30 110*	*7 752*	*7 752*	*944*
Justice					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	55	–	–	–	13 500
	–	**–**	**–**	**–**	**11 900**
	165	–	*596*	–	*68 948*
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique en matière pénale	3 710	651	6 215	3 752	38 869
	3 405	**612**	**5 737**	**3 510**	**36 019**
	83 974	*15 439*	*150 416*	*87 956*	*977 498*

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	–	–	–	–	50	–	–	–	50	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**50**	**–**	**–**	**–**	**50**	
–	–	–	–	*273*	*4 295*	–	–	–	*4 295*	
3 333	358	320	913	1 233	9 329	51	17	17	9 414	
2 812	**302**	**270**	**771**	**1 041**	**7 873**	**43**	**14**	**14**	**7 944**	
32 693	*3 509*	*3 140*	*8 958*	*12 098*	*91 521*	*454*	*151*	*151*	*92 277*	
–	20	–	–	–	39	–	–	–	39	
–	**20**	**–**	**–**	**–**	**57**	**–**	**–**	**–**	**57**	
–	*41*	–	–	–	*97*	–	–	–	*97*	
187	–	–	–	–	374	–	–	–	374	
165	**–**	**–**	**–**	**–**	**330**	**–**	**–**	**–**	**330**	
3 625	–	–	–	–	*7 250*	–	–	–	*7 250*	
–	–	–	–	–	450	–	–	–	450	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**433**	**–**	**–**	**–**	**433**	
–	–	–	–	–	*7 168*	–	–	–	*7 168*	[a]
–	–	–	–	–	1 971	–	–	–	1 971	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
6 076	1 949	2 287	4 443	4 822	29 494	1 015	17	1 931	32 457	
5 297	**2 080**	**2 818**	**2 321**	**6 023**	**28 651**	**1 543**	**14**	**1 504**	**31 712**	
101 851	*32 030*	*38 095*	*60 897*	*53 753*	*486 536*	*17 293*	*301*	*10 307*	*514 437*	
–	–	–	–	–	3 245	–	–	–	3 245	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 823**	**–**	**–**	**–**	**2 823**	
–	–	–	–	–	*21 142*	–	–	–	*21 142*	
–	–	–	–	–	4 494	–	–	–	4 494	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 217**	**–**	**–**	**–**	**3 217**	
–	–	–	–	–	*27 996*	–	–	–	*27 996*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	–	*944*	–	–	–	*944*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*1 619*	*1 619*	–	–	–	*1 619*	
–	–	–	–	–	7 739	–	–	–	7 739	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 040**	**–**	**–**	**–**	**6 040**	
–	–	–	–	*1 619*	*51 701*	–	–	–	*51 701*	
–	–	–	3 479	–	17 034	–	–	–	17 034	
–	**–**	**–**	**975**	**–**	**12 875**	**–**	**–**	**–**	**12 875**	
144 889	*2 951*	–	*12 589*	*15 303*	*245 441*	–	–	–	*245 441*	
76 848	13 000	12 153	30 242	27 388	212 828	–	–	–	212 828	
70 707	**11 518**	**10 728**	**26 690**	**24 902**	**193 828**	**–**	**–**	**–**	**193 828**	
1 943 341	*206 938*	*177 800*	*444 230*	*551 658*	*4 639 250*	*24 435*	–	*7 605*	*4 671 290*	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	63	433	305	1 540
	–	**60**	**386**	**–**	**1 465**
	2 936	*370*	*4 804*	*305*	*26 341*
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	4 886	1 833	5 831	4 549	34 879
	4 886	**1 833**	**5 831**	**4 549**	**34 879**
	184 635	*72 461*	*221 517*	*173 586*	*1 300 626*
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinées aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	285	322	380	400	–
	238	**376**	**447**	**400**	**–**
	6 215	*7 350*	*12 080*	*8 034*	*10 299*
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	8 936	2 869	12 859	9 006	88 788
	8 529	**2 881**	**12 401**	**8 459**	**84 263**
	277 925	*95 620*	*389 413*	*269 881*	*2 383 712*
Logement, Infrastructure et Collectivités					
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités					
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	–	–	–	–	6 867
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*6 867*
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	–	–	–	–	101
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*101*
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	–	–	1 869	426	8 886
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	*1 869*	*426*	*8 886*
Programme d'infrastructure investir dans le Canada	73 413	56 174	60 025	89 877	258 216
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	73 413	*56 174*	*60 025*	*89 877*	*258 216*
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	99 550	*20 230*	*105 500*	*362 100*	*943 397*
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**2 753**
	–	–	–	–	*329 707*
Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	–	–	–	–	–
	2 250	**–**	**–**	**–**	**42 018**
	73 533	*13 156*	*198 248*	*15 990*	*1 291 847*
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe	–	–	–	307	–
	5 281	**–**	**486**	**2 785**	**40 029**
	7 966	*–*	*10 521*	*5 667*	*52 829*
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**1 858**
	66 250	*44 224*	*82 800*	*77 008*	*306 856*
Fonds pour l'infrastructure verte	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	*64 653*	–	–	*48 219*
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	–	–	–	–	4 952
	–	**–**	**–**	**–**	**12 616**
	3 025	*635*	*31 555*	*8 580*	*604 683*

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
2 868	540	960	2 866	2 311	11 886	–	–	54	11 940
2 968	**540**	**960**	**3 153**	**2 194**	**11 726**	**20**	**–**	**44**	**11 790**
50 221	*17 367*	*23 609*	*54 320*	*51 680*	*231 953*	*6 891*	*65*	*2 575*	*241 484*
65 342	8 313	8 224	22 707	21 743	178 307	2 893	2 431	1 343	184 974
65 342	**7 481**	**8 224**	**22 707**	**21 743**	**177 475**	**2 893**	**2 431**	**1 343**	**184 142**
2 340 054	*234 267*	*271 998*	*609 280*	*747 221*	*6 155 645*	*131 864*	*42 617*	*44 840*	*6 374 966*
2 303	2 640	3 097	1 409	544	11 380	309	300	300	12 289
2 310	**2 305**	**2 869**	**1 560**	**567**	**11 072**	**367**	**335**	**375**	**12 149**
34 649	*25 602*	*30 760*	*27 204*	*20 248*	*182 441*	*6 368*	*8 045*	*6 259*	*203 113*
–	–	–	–	–	–	4 454	5 188	2 629	12 271
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 101**	**4 682**	**2 413**	**11 196**
–	–	–	–	–	–	*60 226*	*59 975*	*33 478*	*153 679*
147 361	24 493	24 434	60 703	51 986	431 435	7 656	7 919	4 326	451 336
141 327	**21 844**	**22 781**	**55 085**	**49 406**	**406 976**	**7 381**	**7 448**	**4 175**	**425 980**
4 513 154	*487 125*	*504 167*	*1 147 623*	*1 386 110*	*11 454 730*	*229 784*	*110 702*	*94 757*	*11 889 973*
–	–	–	–	753	7 620	–	–	–	7 620
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
–	–	–	–	*753*	*7 620*	–	–	–	*7 620*
801	–	–	–	–	902	–	–	–	902
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
801	–	–	–	–	*902*	–	–	–	*902*
8 567	–	246	6 026	590	26 610	3 721	1 975	7 368	39 674
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
8 567	–	*246*	*6 026*	*590*	*26 610*	*3 721*	*1 975*	*7 368*	*39 674*
340 189	132 546	122 369	460 142	776 625	2 369 576	42 820	21 229	48 714	2 482 339
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
340 189	*132 546*	*122 369*	*460 142*	*776 625*	*2 369 576*	*42 820*	*21 229*	*48 714*	*2 482 339*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
710 623	*363 787*	*92 700*	*300 000*	*285 000*	*3 282 887*	*65 000*	*40 000*	*39 936*	*3 427 823*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 753**	**–**	**–**	**–**	**2 753**
337 419	*40 771*	*97 653*	–	–	*805 550*	–	–	–	*805 550*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
85 464	**–**	**–**	**1 840**	**506**	**132 078**	**–**	**–**	**–**	**132 078**
1 150 175	*113 463*	*136 392*	*698 078*	*689 530*	*4 380 412*	–	–	–	*4 380 412*
–	7 790	30	–	1 479	9 606	2 738	–	–	12 344
721	**–**	**–**	**18 211**	**12 894**	**80 407**	**13 514**	**–**	**–**	**93 921**
9 629	*7 790*	*30*	*31 502*	*34 402*	*160 336*	*16 253*	–	–	*176 589*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1 380	**–**	**–**	**979**	**4 066**	**8 283**	**–**	**107**	**–**	**8 390**
507 820	*85 691*	*87 957*	*181 749*	*218 074*	*1 658 429*	*47 967*	*37 193*	*46 003*	*1 789 592*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
2 053	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 053**	**–**	**–**	**–**	**2 053**
218 233	*9 900*	–	–	*180 000*	*521 005*	–	–	*71 000*	*592 005*
–	–	–	–	–	4 952	–	–	–	4 952
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**12 616**	**–**	**–**	**–**	**12 616**
1 400 367	*65 923*	*28 390*	*344 551*	*420 600*	*2 908 309*	*254*	–	*785*	*2 909 348*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Fonds transport en commun zéro émission	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet infrastructures nationales	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**3 415**	**66 115**
	–	–	–	*68 300*	*259 110*
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet infrastructures provinciales-territoriales – Fonds des petites collectivités	–	–	–	–	1 536
	1 263	**–**	**1 309**	**1 193**	**7 754**
	31 378	*7 797*	*37 401*	*37 990*	*145 794*
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet infrastructures provinciales-territoriales – Projets nationaux et régionaux	–	–	–	–	–
	7 241	**11 022**	**50 426**	**29 486**	**237 881**
	289 339	*138 052*	*296 496*	*235 467*	*601 863*
Programme d'infrastructure investir dans le Canada	108	–	–	–	52
	59 409	**68 477**	**55 881**	**79 813**	**223 684**
	180 163	*245 126*	*216 135*	*206 471*	*945 136*
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs – Contributions	–	586	110	–	–
	2 080	**–**	**15 680**	**–**	**3 950**
	2 080	*586*	*18 165*	–	*5 333*
Réalisation de l'initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	–	–	–	–	50
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	*50*
Subventions pour le transport actif	–	–	–	50	100
	–	**–**	**–**	**–**	**50**
	–	–	–	*50*	*150*
Total du portefeuille ministériel	73 521	56 760	62 004	90 660	280 760
	77 524	**79 499**	**123 782**	**116 692**	**638 708**
	826 697	*590 633*	*1 058 715*	*1 107 926*	*5 809 044*
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	–	–	–	–
	120	**–**	**–**	**–**	**–**
	2 460	–	–	–	–
Langues officielles en éducation et services	7 838	6 205	21 120	41 221	85 853
	8 154	**5 876**	**19 608**	**38 906**	**73 171**
	185 730	*151 557*	*415 067*	*1 207 253*	*3 794 218*
Programme de soutien au sport	413	357	418	401	818
	413	**357**	**418**	**401**	**818**
	9 571	*8 544*	*11 219*	*10 011*	*21 950*
Total du portefeuille ministériel	8 251	6 562	21 538	41 622	86 671
	8 687	**6 233**	**20 026**	**39 307**	**73 989**
	197 761	*160 101*	*426 286*	*1 217 264*	*3 816 168*
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Analyse de la pêche récréative en eau douce en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Données annuelles sur la production des pêches et renseignements supplémentaires sur les prix pour les pêches commerciales en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
180	–	–	–	718	898	–	–	–	898
–	**–**	**–**	**–**	**180**	**180**	**–**	**–**	**–**	**180**
180	–	–	–	*897*	*1 077*	–	–	–	*1 077*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	**–**	**–**	**39 070**	**14 843**	**123 443**	**–**	**–**	**7 309**	**130 752**
–	–	–	*433 225*	*296 870*	*1 057 505*	–	–	*24 766*	*1 082 271*
–	–	–	–	–	1 536	–	–	–	1 536
25 696	**–**	**1 486**	**1 767**	**409**	**40 877**	**18 452**	**1 368**	**17 416**	**78 113**
226 079	*46 077*	*41 254*	*79 006*	*100 787*	*753 563*	*157 605*	*85 735*	*221 967*	*1 218 870*
–	2 660	–	14 362	11 045	28 067	–	–	–	28 067
376 821	**42 831**	**17 720**	**123 510**	**94 422**	**991 360**	**–**	**1 444**	**–**	**992 804**
1 853 834	*349 800*	*355 500*	*738 178*	*755 629*	*5 614 158*	*72 000*	*79 391*	–	*5 765 549*
201	625	1 069	–	4 346	6 401	–	1 262	–	7 663
440 386	**91 507**	**160 568**	**371 274**	**379 376**	**1 930 375**	**25 208**	**29 799**	**53 376**	**2 038 758**
1 340 718	*196 218*	*367 366*	*867 327*	*1 230 563*	*5 795 223*	*143 004*	*62 758*	*228 541*	*6 229 526*
8 286	–	3 618	–	–	12 600	–	–	–	12 600
19 950	**10 807**	**–**	**7 022**	**24 561**	**84 050**	**–**	**24 200**	**–**	**108 250**
28 235	*15 347*	*3 618*	*7 033*	*24 561*	*104 958*	–	*24 200*	–	*129 158*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
16 583	**–**	**–**	**–**	**–**	**16 583**	**–**	**–**	**–**	**16 583**
345 749	–	–	–	–	*345 749*	–	–	–	*345 749*
–	–	–	–	–	50	–	–	–	50
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
–	–	–	–	*50*	*100*	–	–	–	*100*
50	–	–	–	–	200	–	–	–	200
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**50**	**–**	**–**	**–**	**50**
50	–	–	–	–	*250*	–	–	–	*250*
358 274	143 621	127 332	480 530	795 556	2 469 018	49 279	24 466	56 082	2 598 845
969 054	**145 145**	**179 774**	**563 673**	**531 257**	**3 425 108**	**57 174**	**56 918**	**78 101**	**3 617 301**
8 478 668	*1 427 313*	*1 333 475*	*4 146 817*	*5 014 931*	*29 794 219*	*548 624*	*352 481*	*689 080*	*31 384 404*

–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**120**	**–**	**–**	**–**	**120**
–	–	–	–	–	*2 460*	–	–	–	*2 460*
156 898	22 806	12 791	34 647	31 709	421 088	7 053	2 124	3 374	433 639
155 673	**22 259**	**17 690**	**35 826**	**35 547**	**412 710**	**5 647**	**1 764**	**3 197**	**423 318**
4 154 913	*579 029*	*392 240*	*649 692*	*678 208*	*12 207 907*	*95 615*	*54 658*	*76 434*	*12 434 614*
1 128	500	477	641	661	5 814	394	416	353	6 977
1 128	**500**	**477**	**641**	**661**	**5 814**	**494**	**516**	**453**	**7 277**
28 487	*12 288*	*11 920*	*16 573*	*17 222*	*147 785*	*8 808*	*7 395*	*8 601*	*172 589*
158 026	23 306	13 268	35 288	32 370	426 902	7 447	2 540	3 727	440 616
156 801	**22 759**	**18 167**	**36 467**	**36 208**	**418 644**	**6 141**	**2 280**	**3 650**	**430 715**
4 183 400	*591 317*	*404 160*	*666 265*	*695 430*	*12 358 152*	*104 423*	*62 053*	*85 035*	*12 609 663*

–	–	–	–	177	177	–	–	–	177
–	**–**	**–**	**–**	**177**	**177**	**–**	**–**	**–**	**177**
–	–	–	–	*419*	*419*	–	–	–	*419*
–	–	–	–	62	62	–	–	–	62
–	**–**	**–**	**–**	**62**	**62**	**–**	**–**	**–**	**62**
–	–	–	–	*365*	*365*	–	–	–	*365*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	2 992
	–	**–**	**–**	**–**	**3 280**
	–	–	–	–	*24 622*
Entente Colombie-Britannique-Ministère des Pêches et des Océans Technologies alternatives en aquaculture	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Espèces en péril (Ontario)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Exécution des programmes du Ministère des Pêches et des Océans par le Gouvernement du Nunavut – ministère de l'Environnement à l'intérieur et à proximité immédiate du Nunavut	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Exploitation de l'Allco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Fonds d'innovation et de restauration du saumon de la Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Fonds des pêches de l'Atlantique (FPA)	10 870	3 097	15 025	17 826	–
	14 339	**3 101**	**12 262**	**13 079**	**84**
	75 931	*23 055*	*84 668*	*67 055*	*84*
Fonds des pêches du Québec (FPQ)	–	–	–	–	5 657
	–	**–**	**–**	**–**	**4 712**
	–	–	–	–	*22 388*
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec	–	–	–	–	67
	–	**–**	**–**	**–**	**53**
	–	–	–	–	*1 298*
Participation du gouvernement du Nunavut à la planification et à la conservation marines	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Pêche d'essai dans la rivière Skeena à Tyee	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard	–	361	–	–	–
	–	**378**	**–**	**–**	**–**
	–	*5 000*	–	–	–
Programme de surveillance de l'impact cumulatif (Territoires du Nord-Ouest)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Projet de la mine Kudz Ze Kayah (KZK)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Projet d'interaction poisson – forêt de Carnation Creek	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Relevé du corégone pygmée et du chabot de profondeur Saskatchewan	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2021-2022) (#1)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2022-2023) #1 (Colombie Britannique)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2022-2023) #1 (Yukon)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	–	–	–	–	2 992	–	–	–	2 992	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 280**	**–**	**–**	**–**	**3 280**	
–	–	–	–	–	*24 622*	–	–	–	*24 622*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*50*	*50*	–	–	–	*50*	*(f)*
16	–	–	–	–	16	–	–	–	16	
16	**–**	**–**	**–**	**–**	**16**	**–**	**–**	**–**	**16**	
428	–	–	–	–	*428*	–	–	–	*428*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**150**	**–**	**150**	
–	–	–	–	–	–	–	*450*	–	*450*	
–	–	–	–	25	25	–	–	–	25	
–	**–**	**–**	**–**	**25**	**25**	**–**	**–**	**–**	**25**	
–	–	–	–	*225*	*225*	–	–	–	*225*	
–	–	–	–	33 212	33 212	–	–	–	33 212	
–	**–**	**–**	**–**	**50 202**	**50 202**	**–**	**–**	**–**	**50 202**	
–	–	–	–	*155 107*	*155 107*	–	–	–	*155 107*	
–	–	–	–	–	46 818	–	–	–	46 818	
–	**–**	**–**	**–**	**282**	**43 147**	**12**	**–**	**–**	**43 159**	
–	–	–	–	*637*	*251 430*	*35*	–	–	*251 465*	
–	–	–	–	–	5 657	–	–	–	5 657	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 712**	**–**	**–**	**–**	**4 712**	
–	–	–	–	–	*22 388*	–	–	–	*22 388*	
–	–	–	–	–	67	–	–	–	67	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**53**	**–**	**–**	**–**	**53**	
–	–	–	–	–	*1 298*	–	–	–	*1 298*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**864**	**–**	**864**	
–	–	–	–	–	–	–	*1 213*	–	*1 213*	
–	–	–	–	326	326	–	–	–	326	
–	**–**	**–**	**–**	**307**	**307**	**–**	**–**	**–**	**307**	
–	–	–	–	*931*	*931*	–	–	–	*931*	
–	–	–	–	–	361	–	–	–	361	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**378**	**–**	**–**	**–**	**378**	***(a)***
–	–	–	–	–	*5 000*	–	–	–	*5 000*	*(a)*
–	–	–	–	–	–	227	–	–	227	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**605**	**–**	**–**	**605**	
–	–	–	–	–	–	*3 709*	–	–	*3 709*	
–	–	–	–	–	–	–	–	36	36	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**30**	**30**	***(a)***
–	–	–	–	–	–	–	–	*66*	*66*	*(a)*
–	–	–	–	75	75	–	–	–	75	
–	**–**	**–**	**–**	**85**	**85**	**–**	**–**	**–**	**85**	***(a)***
–	–	–	–	*487*	*487*	–	–	–	*487*	*(a)*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**25**	**–**	**–**	**25**	**–**	**–**	**–**	**25**	
–	–	*25*	–	–	*25*	–	–	–	*25*	*(f)*
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*430*	*430*	–	–	–	*430*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*410*	*410*	–	–	–	*410*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	–	–	–	–	*100*	*100*	*(f)*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Respect des espèces prioritaires à risque (2023-2024) #1	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2024-2025) (Colombie Britannique)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2024-2025) (Yukon)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Rétablissement à la suite des inondations en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Secteur des pêches et de l'aquaculture de la Colombie-Britannique (édition 2022)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Services de diagnostic de la santé des poissons	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Soutien des navires pour les relevés de base du biote dans les ports de l'Arctique canadien et à proximité des collectivités du Nunavut (GN#1)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Surveillance de l'anguille d'Amérique dans le haut Saint-Laurent	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Système de gestion de l'habitat du poisson pour l'extraction des placers au Yukon	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	10 870	3 458	15 025	17 826	8 716
	14 339	**3 479**	**12 262**	**13 079**	**8 129**
	75 931	*28 055*	*84 668*	*67 055*	*48 392*
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Canada/Colombie-Britannique Protocole d'échange de renseignements (Informations sur les terres et ressources en support des négociations de traité)	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	–	–	–	–	32 774
	–	**–**	**–**	**–**	**31 168**
	–	–	–	–	*457 550*
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première Nation de Kitselas	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première nation de Kitsumkalum	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première nation Komoks	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**499**	**499**	**–**	**–**	**–**	**499**	
–	–	–	–	*499*	*499*	–	–	–	*499*	
–	–	–	–	331	331	–	–	–	331	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*331*	*331*	–	–	–	*331*	
–	–	–	–	–	–	–	–	50	50	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	–	–	–	–	*50*	*50*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**500**	**500**	**–**	**–**	**–**	**500**	
–	–	–	–	*750*	*750*	–	–	–	*750*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*25*	*25*	–	–	–	*25*	*(f)*
–	–	–	–	182	182	–	–	–	182	
–	**–**	**–**	**–**	**149**	**149**	**–**	**–**	**–**	**149**	
–	–	–	–	*1 205*	*1 205*	–	–	–	*1 205*	
–	–	–	–	–	–	–	500	–	500	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**500**	**–**	**500**	
–	–	–	–	–	–	–	*2 069*	–	*2 069*	
60	–	–	–	–	60	–	–	–	60	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
60	–	–	–	–	*60*	–	–	–	*60*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**105**	**105**	***(a)***
–	–	–	–	–	–	–	–	*420*	*420*	*(a)(f)*
76	–	–	–	34 390	90 361	227	500	86	91 174	
16	**–**	**25**	**–**	**52 288**	**103 617**	**617**	**1 514**	**135**	**105 883**	
488	–	*25*	–	*161 871*	*466 485*	*3 744*	*3 732*	*636*	*474 597*	

–	–	–	–	570	570	–	–	–	570	
–	**–**	**–**	**–**	**467**	**467**	**–**	**–**	**–**	**467**	
–	–	–	–	*9 179*	*9 179*	–	–	–	*9 179*	
–	–	–	–	–	–	–	50	–	50	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**50**	**–**	**50**	
–	–	–	–	–	–	*191*	*1 373*	–	*1 564*	
–	–	–	–	–	32 774	–	–	–	32 774	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**31 168**	**–**	**–**	**–**	**31 168**	
–	–	–	–	–	*457 550*	–	–	–	*457 550*	
–	–	–	–	190	190	–	–	–	190	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*469*	*469*	–	–	–	*469*	
–	–	–	–	195	195	–	–	–	195	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*510*	*510*	–	–	–	*510*	
–	–	–	–	176	176	–	–	–	176	
–	**–**	**–**	**–**	**158**	**158**	**–**	**–**	**–**	**158**	
–	–	–	–	*334*	*334*	–	–	–	*334*	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Facilitateur de Wet'suwet'en	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Négociations de traité trilatéral	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Restoule/Whitesand – Accord de partage des coûts de médiation	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	32 774
	–	**–**	**–**	**–**	**31 168**
	–	–	–	–	*457 550*
Santé					
Ministère de la Santé					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	5
	–	**–**	**–**	**–**	**1**
	–	–	–	–	*44*
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	5
	–	**–**	**–**	**–**	**37**
	–	–	–	–	*196*
Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la *Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021*	–	–	–	–	–
	12 314	**10 730**	**–**	**13 508**	**–**
	12 314	*10 730*	*14 410*	*13 508*	*48 246*
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	10
	12 314	**10 730**	**–**	**13 508**	**38**
	12 314	*10 730*	*14 410*	*13 508*	*48 486*
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC)	210	6 170	90 021	15 684	31 543
	23 316	**45 000**	**25 000**	**11 159**	**–**
	220 438	*76 945*	*193 802*	*246 378*	*1 516 007*
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuit	–	–	–	–	5 643
	–	**–**	**–**	**–**	**7 500**
	–	*7*	*210*	–	*41 316*
Programme de services de police des Premières nations	51	18	851	622	98 351
	–	**–**	**769**	**669**	**77 579**
	1 396	*1 038*	*26 331*	*12 915*	*916 839*
Subventions au Système national de repérage	57	52	63	61	167
	57	**52**	**63**	**61**	**167**
	747	*676*	*821*	*789*	*2 140*
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	–	250	1 225	975	–
	–	**500**	**2 212**	**1 950**	**58 137**
	2 255	*6 501*	*28 550*	*28 900*	*169 972*
Service correctionnel du Canada					
Études postsecondaires	–	–	–	–	195
	–	**–**	**–**	**–**	**192**
	–	–	–	–	*574*
Offre de formation générale des adultes dans les pénitenciers fédéraux	–	–	–	–	4 343
	–	**–**	**–**	**–**	**3 885**
	–	–	–	–	*31 320*
Total du portefeuille ministériel	318	6 490	92 160	17 342	140 242
	23 373	**45 552**	**28 044**	**13 839**	**147 460**
	224 836	*85 167*	*249 714*	*288 982*	*2 678 168*

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	*374*	*374*	–	–	–	*374*	*(f)*
–	–	–	–	1 829	1 829	–	–	–	1 829	
–	**–**	**–**	**–**	**1 829**	**1 829**	**–**	**–**	**–**	**1 829**	
–	–	–	–	*183 040*	*183 040*	–	–	–	*183 040*	
93	–	–	–	–	93	–	–	–	93	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
146	–	–	–	–	*146*	–	–	–	*146*	
93	–	–	–	2 960	35 827	–	50	–	35 877	
–	**–**	**–**	**–**	**2 454**	**33 622**	**–**	**50**	**–**	**33 672**	
146	–	–	–	*193 906*	*651 602*	*191*	*1 373*	–	*653 166*	
–	–	–	–	–	5	–	–	–	5	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**	
–	–	–	–	–	*44*	–	–	–	*44*	
–	–	–	–	–	5	–	–	–	5	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**37**	**–**	**–**	**–**	**37**	
–	–	–	–	–	*196*	–	–	–	*196*	
75 901	–	–	–	–	75 901	–	–	–	75 901	
–	**16 151**	**15 244**	**–**	**–**	**67 947**	**–**	**10 175**	**–**	**78 122**	
75 901	*16 151*	*15 244*	*29 748*	*33 179*	*269 431*	*10 202*	*10 175*	*10 191*	*299 999*	*(f)*
75 901	–	–	–	–	75 911	–	–	–	75 911	
–	**16 151**	**15 244**	**–**	**–**	**67 985**	**–**	**10 175**	**–**	**78 160**	
75 901	*16 151*	*15 244*	*29 748*	*33 179*	*269 671*	*10 202*	*10 175*	*10 191*	*300 239*	
–	121 601	–	19 570	35 255	320 054	23 086	–	–	343 140	
–	**18 412**	**20 918**	**8 000**	**148 818**	**300 623**	**99 617**	**–**	**8 705**	**408 945**	
240 778	*1 529 940*	*809 753*	*1 724 052*	*2 951 174*	*9 509 267*	*202 866*	*5 300*	*22 204*	*9 739 637*	
5 738	–	–	3 000	35	14 416	–	–	–	14 416	
9 677	**–**	**–**	**1 736**	**452**	**19 365**	**–**	**–**	**–**	**19 365**	
45 779	–	*3 832*	*4 736*	*3 243*	*99 123*	–	–	–	*99 123*	
120 289	17 096	5 395	14 595	2 113	259 381	158	–	893	260 432	
98 245	**17 789**	**4 006**	**14 860**	**2 578**	**216 495**	**158**	**–**	**953**	**217 606**	
1 296 440	*185 265*	*105 432*	*193 297*	*85 290*	*2 824 243*	*7 225*	*3 784*	*19 672*	*2 854 924*	
242	68	66	–	116	892	–	–	–	892	
242	**68**	**66**	**–**	**116**	**892**	**–**	**–**	**–**	**892**	
3 089	*881*	*848*	*1 040*	*1 488*	*12 519*	*43*	*69*	*43*	*12 674*	
13 642	–	784	–	–	16 876	–	–	–	16 876	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**62 799**	**–**	**–**	**–**	**62 799**	
171 600	*2 464*	*2 974*	*4 587*	*27 893*	*445 696*	*1 137*	–	*1 297*	*448 130*	
–	–	–	–	–	195	–	–	–	195	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**192**	**–**	**–**	**–**	**192**	
–	–	–	–	–	*574*	–	–	–	*574*	
–	–	–	–	–	4 343	–	–	–	4 343	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 885**	**–**	**–**	**–**	**3 885**	
–	–	–	–	–	*31 320*	–	–	–	*31 320*	
139 911	138 765	6 245	37 165	37 519	616 157	23 244	–	893	640 294	
108 164	**36 269**	**24 990**	**24 596**	**151 964**	**604 251**	**99 775**	**–**	**9 658**	**713 684**	
1 757 686	*1 718 550*	*922 839*	*1 927 712*	*3 069 088*	*12 922 742*	*211 271*	*9 153*	*43 216*	*13 186 382*	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *suite*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Aide à la gestion des urgences	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Entente sur les inondations du Nord	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Partage des coûts pour les contributions aux équipes de mieux-être mental des communautés des Premières nations de l'Ontario	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Protection contre les inondations	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Protection des forêts	–	–	–	–	1 220
	–	**–**	**–**	**–**	**1 220**
	–	–	–	–	*8 414*
Routes des réserves	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Services sociaux	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Transport médical aérien vers les communautés innues et inuites de la côte du Labrador	2 494	–	–	–	–
	1 600	**–**	**–**	**–**	**–**
	13 251	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	2 494	–	–	–	1 220
	1 600	**–**	**–**	**–**	**1 220**
	13 251	–	–	–	*8 414*
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue – Remplacement du barrage de l'Ontario	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	–	–	–	–	166
	–	**–**	**–**	**–**	**276**
	–	–	–	–	*12 917*
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	28
	–	**–**	**–**	**–**	**30**
	–	–	–	–	*327*
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	194
	–	**–**	**–**	**–**	**306**
	–	–	–	–	*13 244*
Transports					
Ministère des Transports					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	1
	–	**–**	**–**	**–**	**8**
	–	–	–	–	*342*
Fonds national des corridors commerciaux	33	–	5 886	5 277	–
	167	**–**	**94 991**	**3 972**	**–**
	200	–	*108 789*	*20 451*	*18 910*
Initiative sur l'équipement de sécurité et l'infrastructure maritime de base dans les collectivités nordiques	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
–	–	–	–	–	–	*2 060*	–	–	*2 060*	
–	15	–	–	–	15	–	–	–	15	
–	**17**	**–**	**–**	**–**	**17**	**–**	**–**	**–**	**17**	
–	*95*	–	–	–	*95*	–	–	–	*95*	
–	6 089	–	–	–	6 089	–	–	–	6 089	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
33 371	*6 089*	–	–	–	*39 460*	–	–	–	*39 460*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
681	–	–	–	–	*681*	–	–	–	*681*	
–	–	–	–	–	1 220	–	–	–	1 220	
–	**5 628**	**–**	**–**	**–**	**6 848**	**–**	**–**	**–**	**6 848**	
–	*36 186*	*11 545*	–	–	*56 145*	–	–	–	*56 145*	
19 646	7 717	–	–	–	27 363	–	–	–	27 363	
8 599	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 599**	**–**	**–**	**–**	**8 599**	
68 460	*27 520*	–	–	–	*95 980*	–	–	–	*95 980*	
362 228	–	–	–	–	362 228	–	–	–	362 228	
332 989	**–**	**–**	**–**	**–**	**332 989**	**–**	**–**	**–**	**332 989**	
2 376 994	–	–	*3 071*	–	*2 380 065*	–	–	*373*	*2 380 438*	
–	–	–	–	–	2 494	–	–	–	2 494	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 600**	**–**	**–**	**–**	**1 600**	
–	–	–	–	–	*13 251*	–	–	–	*13 251*	
381 874	13 821	–	–	–	399 409	–	–	–	399 409	
341 588	**5 645**	**–**	**–**	**–**	**350 053**	**–**	**–**	**–**	**350 053**	
2 479 506	*69 890*	*11 545*	*3 071*	–	*2 585 677*	*2 060*	–	*373*	*2 588 110*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
24 975	–	–	–	–	*24 975*	–	–	–	*24 975*	*(f)*
166	–	–	–	–	332	–	–	–	332	
276	**–**	**–**	**–**	**–**	**552**	**–**	**–**	**–**	**552**	
18 055	–	–	–	–	*30 972*	–	–	–	*30 972*	
–	–	–	–	–	28	–	–	–	28	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**30**	**–**	**–**	**–**	**30**	
–	–	–	–	–	*327*	–	–	–	*327*	
166	–	–	–	–	360	–	–	–	360	
276	**–**	**–**	**–**	**–**	**582**	**–**	**–**	**–**	**582**	
43 030	–	–	–	–	*56 274*	–	–	–	*56 274*	
–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**8**	**–**	**–**	**–**	**8**	
–	–	–	–	–	*342*	–	–	–	*342*	
–	–	18 249	–	2 114	31 559	10 932	24 048	85 657	152 196	
–	**–**	**11 097**	**–**	**7 583**	**117 810**	**5 407**	**46 098**	**60 962**	**230 277**	
–	–	*69 099*	–	*14 420*	*231 869*	*27 898*	*79 793*	*230 919*	*570 479*	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 534**	**–**	**–**	**1 534**	
–	–	–	–	–	–	*19 850*	*958*	–	*20 808*	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – *fin*

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	–	–	–	10 000
	–	**–**	**–**	**–**	**179**
	–	–	–	*2 442*	*10 531*
Programme de camionnage à zéro émission	–	–	–	–	–
	–	**–**	**–**	**–**	**–**
	–	–	–	–	–
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	189	161	220	207	748
	456	**285**	**592**	**535**	**2 851**
	5 793	*4 780*	*8 096*	*6 664*	*24 010*
Rénovation des routes en Outaouais	–	–	–	–	94
	–	**–**	**–**	**–**	**584**
	–	–	–	–	*150 443*
Total du portefeuille ministériel	222	161	6 106	5 484	10 843
	623	**285**	**95 583**	**4 507**	**3 622**
	5 993	*4 780*	*116 885*	*29 557*	*204 236*
Total global	339 771	176 622	509 710	460 117	3 211 264
	386 682	**241 364**	**581 821**	**473 388**	**3 437 925**
	4 406 341	*2 046 502*	*4 928 173*	*5 568 560*	*36 933 583*

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.
(f) Programme complété

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
–	1 056	–	–	–	1 056	–	1 188	–	2 244	
–	**7 277**	**–**	**–**	**–**	**7 277**	**–**	**–**	**–**	**7 277**	*(a)*
–	*8 334*	–	–	–	*8 334*	–	*1 188*	–	*9 522*	
–	–	47	–	185	10 232	–	–	–	10 232	
–	**–**	**10**	**–**	**50**	**239**	**–**	**–**	**–**	**239**	
30	*409*	*1 140*	*40*	*767*	*15 359*	–	–	–	*15 359*	
–	–	–	45	229	274	–	–	–	274	
–	**–**	**–**	**–**	**16**	**16**	**–**	**–**	**–**	**16**	
–	–	–	*45*	*245*	*290*	–	–	–	*290*	
1 123	241	228	426	645	4 188	153	–	153	4 494	
4 540	**700**	**638**	**1 555**	**2 326**	**14 478**	**313**	**–**	**312**	**15 103**	
40 957	*8 146*	*7 967*	*18 281*	*17 521*	*142 215*	*4 214*	*250*	*4 409*	*151 088*	
–	–	–	–	–	94	–	–	–	94	
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**584**	**–**	**–**	**–**	**584**	
–	–	–	–	–	*150 443*	–	–	–	*150 443*	
1 123	1 297	18 524	471	3 173	47 404	11 085	25 236	85 810	169 535	
4 540	**7 977**	**11 745**	**1 555**	**9 975**	**140 412**	**7 254**	**46 098**	**61 274**	**255 038**	
40 987	*16 889*	*78 206*	*18 366*	*32 953*	*548 852*	*51 962*	*82 189*	*235 328*	*918 331*	
5 149 302	1 015 898	1 250 872	2 411 589	2 352 090	16 877 235	126 929	90 420	177 655	17 272 239	
5 419 053	**925 726**	**1 400 211**	**2 476 760**	**2 139 651**	**17 482 581**	**202 961**	**150 555**	**181 341**	**18 017 438**	
49 324 374	*11 037 703*	*16 353 210*	*23 812 823*	*20 891 373*	*175 302 642*	*1 344 776*	*786 222*	*1 324 695*	*178 758 335*	

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada

2024-2025

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

Page

Commissions 276
Frais de déplacement et de séjour par commission 277
Frais d'études 278
Revenus de placements 280
Dépenses des cabinets des ministres 284
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires 302
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres 307

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour [1]			
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux	–	78 273	2 672 167	16 194 027	18 944 467
Cette Commission a été créée par un décret (Conseil privé (C.P.) 2023-0882 en date du 7 septembre 2023), conformément à la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. Le mandat consiste à examiner et à évaluer l'ingérence de la Chine, de la Russie et d'autres acteurs étatiques ou non étatiques, et ses répercussions potentielles sur les 43e et 44e élections générales, tant à l'échelle nationale qu'à celle des circonscriptions; la circulation de l'information sur l'ingérence étrangère au sein du gouvernement et à destination des décisionnaires avant, pendant et après ces élections; la capacité du gouvernement à détecter, prévenir et contrer l'ingérence étrangère; et à formuler des recommandations sur la façon de mieux protéger les processus démocratiques fédéraux contre l'ingérence étrangère.					

[1] Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux	
Hogue M-J (Commissaire)	78 273
Total	78 273

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 $ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires [1]	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité [2]	Autres dépenses	Total
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	2	–	–	–	112 069	112 069
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	8	85 725	27 658	75 000	–	188 383
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor	4	42 217	13 051	72 000	50	127 318
Commissariat à l'intégrité du secteur public	1	113 257	–	–	–	113 257
École de la fonction publique du Canada	3	17 802	10 337	64 966	–	93 105
Conseil privé						
Commission de la fonction publique	1	3 225	2 478	35 977	–	41 680
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	1	41 668	–	–	–	41 668
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	488	52 372 295	5 745 443	25 888 344	28 187	84 034 269
Emploi et Développement de la main-d'œuvre						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	7	19 238	935	75 595	–	95 768
Énergie et Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	2	102 018	9 238	4 370	–	115 626
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	7	49 804	32 368	113 332	–	195 504
Agence canadienne d'évaluation d'impact	1	13 643	–	–	–	13 643
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	1	9 913	2 026	36 000	–	47 939
Finances						
Ministère des Finances	1	10 676	–	36 000	–	46 676
Bureau du surintendant des institutions financières	1	1 250	1 645	–	–	2 895
Bureau du vérificateur général	3	37 743	10 810	35 343	–	83 896
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	1	–	–	24 521	–	24 521
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie	8	47 211	–	12 998	758	60 967
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2	28 387	18 050	15 500	–	61 937
Agence de promotion économique du Canada atlantique	2	3 149	–	3 575	136	6 860
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1	19 408	2 467	–	–	21 875
Commission du droit d'auteur	1	7 800	–	–	–	7 800
Conseil national de recherches du Canada	4	172 804	–	–	–	172 804
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	4 264	1 131	17 490	–	22 885
Statistique Canada	2	14 195	1 462	35 490	–	51 147

Frais d'études – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires [1]	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité [2]	Autres dépenses	Total
Justice						
Ministère de la Justice	1	13 730	–	2 766	–	16 496
Bureau du directeur des poursuites pénales	1	59 105	–	–	–	59 105
Logement, Infrastructure et Collectivités						
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	3	27 663	17 950	71 490	–	117 103
Bureau de l'infrastructure du Canada	5	18 064	6 481	18 000	–	42 545
Parcs Canada						
Agence Parcs Canada	2	28 506	–	22 676	–	51 182
Patrimoine canadien						
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1	8 414	–	36 000	–	44 414
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans	16	216 363	67 692	44 714	2 245	331 014
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	5	150 598	106 114	4 590	–	261 302
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	12	66 950	–	74 297	–	141 247
Santé						
Ministère de la Santé	4	33 279	8 170	78 570	–	120 019
Agence canadienne d'inspection des aliments	2	32 513	9 670	32 990	–	75 173
Agence de la santé publique du Canada	2	15 997	5 343	49 538	–	70 878
Sécurité publique						
Agence des services frontaliers du Canada	5	–	3 959	112 499	–	116 458
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1	9 913	–	9 459	–	19 372
Gendarmerie royale du Canada	27	116 983	128 886	623 463	–	869 332
Service correctionnel du Canada	2	62 731	–	9 973	–	72 704
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones	7	375 212	–	21 505	276	396 993
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	6	80 503	7 639	50 876	–	139 018
Services partagés Canada	3	35 817	10 504	65 990	–	112 311
Transports						
Ministère des Transports	35	293 298	146 500	718 490	5 340	1 163 628
Total	**693**	**54 863 331**	**6 398 007**	**28 594 387**	**149 061**	**90 004 786**

[1] Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.
[2] Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description		Montant réalisé en 2024-2025
Trésorerie et créances		
Ministère de la Santé		
Intérêts des dépôts bancaires		2 100 042
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Intérêts des dépôts bancaires		712 410
Ministère des Finances		
Intérêts des dépôts bancaires		818 087 635
Total de la trésorerie et des créances		**820 900 087**
Comptes d'opérations de change		
Ministère des Finances		
Fonds monétaire international − virement des bénéfices		
Prêts		21 361 372
Souscriptions		172 195 395
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes		
Virement des bénéfices		4 149 340 135
Total des comptes d'opérations de change		**4 342 896 902**
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques		
Banque de développement du Canada		
Dividendes	337 000 000	
Intérêts	1 195 063 088	
		1 532 063 088
Corporation de développement des investissements du Canada		
Intérêts		748 446 561
Financement agricole Canada		
Dividendes	690 000 000	
Intérêts	1 478 536 959	
		2 168 536 959
Fiducie du Canada pour l'habitation − Obligations hypothécaires du Canada		
Intérêts		731 888 151
Monnaie royale canadienne		
Dividendes		1 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Dividendes	145 000 000	
Intérêts	620 662 863	
		765 662 863
Société immobilière du Canada limitée		
Dividendes		11 000 000

Revenus de placements – *suite*

(en dollars)

Description		Montant réalisé en 2024-2025
Autres entreprises publiques		
Autres que des intérêts		
Ministère des Transports		
Administration portuaire de Belledune	197 927	
Administration portuaire de Halifax	2 804 286	
Administration portuaire de Hamilton–Oshawa	2 244 344	
Administration portuaire de Montréal	4 913 561	
Administration portuaire de Nanaïmo	371 437	
Administration portuaire de Port Alberni	116 077	
Administration portuaire de Prince Rupert	3 616 924	
Administration portuaire de Québec	3 159 269	
Administration portuaire du Saguenay	145 832	
Administration portuaire de Saint John	1 297 563	
Administration portuaire de Sept-Îles	1 591 541	
Administration portuaire de St John's	194 883	
Administration portuaire de Thunder Bay	95 864	
Administration portuaire de Toronto	3 625 115	
Administration portuaire de Trois-Rivières	425 125	
Administration portuaire de Vancouver Fraser	9 575 857	
Administration portuaire de Windsor	48 110	
		34 423 715
Total des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques		5 993 021 337
Organisations internationales		
Ministère des Finances		
Association internationale de développement		
Intérêts		9 823 630
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) − Capital Hybride		
Intérêts		1 297 424
Fonds monétaire international − Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance		
Intérêts		110 453 235
Total des Organisations internationales		121 574 289
Autres prêts, placements et avances		
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)		
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes − intérêts		237 033 865
Expansion du commerce d'exportation − intérêts		78 323 100
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Commission canadienne du lait − intérêts		1 698 574
Contributions remboursables sans condition et Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc		2 436 358
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis		6 139
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants		14 056 516
Paiements reçus sur les prêts escomptés		913 300
Ministère de l'Industrie		
Intérêts sur les prêts à recevoir		13 472 973
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
Corporation commerciale canadienne − dividendes		10 000 000
Intérêts perçus sur les comptes bancaires dans les missions		94 936
Intérêts sur les contributions remboursables inconditionnelles		11 432 931
Intérêts sur les placements de portefeuille		441 411
Intérêts sur les prêts et avances faites aux employés affectés à l'étranger		363 248
Intérêts sur les prêts et avances sur les missions à l'étranger		15 876 493
Ministère des Finances		
Agence de la consommation en matière financière du Canada		367 553
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		58 944
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		12 354
Services optionnels		369 209
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
Les fonds de prêts aux Inuit		3 922

Revenus de placements – *fin*

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2024-2025
Ministère des Services aux Autochtones	
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	19 200
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	56 132
Total des autres prêts, placements et avances	387 037 158
Total des prêts, placements et avances	**6 501 632 784**
Autres comptes	
Agence de la santé publique du Canada	
Intérêts perçus sur les fonds déposés auprès du fournisseur	2 690 998
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – intérêts	969
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	1 837
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	1 092 472
Intérêts sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	464 804
Service canadien du renseignement de sécurité	
Compte bancaire − intérêts	16 232
Total des autres comptes	**4 267 312**
Total des revenus de placements	**11 669 697 085**
Sommaire	
Dividendes	1 194 000 000
Intérêts	6 097 463 168
Virement des bénéfices	4 342 896 902
Autres	35 337 015
Total	**11 669 697 085**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministère d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 102 181 133 $) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres, consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Ministre des Affaires étrangères					
L'honorable M Joly	1 avril 2024 au 13 mars 2025	2 522 795	122 564	1 671	1 438
Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique					
L'honorable M Ng	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 487 851	137 216	4 401	200
Ministre des Affaires étrangères et du Développement international					
L'honorable M Joly	14 mars 2025 au 31 mars 2025	110 454	–	–	–
Ministre du Commerce international et des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé du Roi pour le Canada					
L'honorable D LeBlanc	14 mars 2025 au 31 mars 2025	101 224	1 714	1 076	–
Ministre du développement international					
L'honorable A Hussen	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 375 925	107 838	647	–
		5 598 249	**369 332**	**7 795**	**1 638**
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Ministres de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'honorable K Blois	14 mars 2025 au 31 mars 2025	101 063	3 071	–	–
L'honorable L MacAulay	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 151 555	137 708	269	1 281
		1 252 618	**140 779**	**269**	**1 281**
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministres des Anciens Combattants					
L'honorable É Brière	14 mars 2025 au 31 mars 2025	29 810	–	–	–
L'honorable D Fisher	20 décembre 2024 au 14 mars 2025	184 920	32 202	–	–
L'honorable G Petitpas-Taylor	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	1 088 538	158 023	–	1 958
		1 303 268	**190 225**	**–**	**1 958**
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Présidentes du Conseil du Trésor					
L'honorable G Petitpas Taylor	20 décembre 2024 au 31 mars 2025	426 811	34 710	132	195
L'honorable A Anand	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	1 465 648	79 854	2 151	19 448
		1 892 459	**114 564**	**2 283**	**19 643**
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premiers ministres					
Le très honorable M Carney	14 mars 2025 au 31 mars 2025	309 677	5 963	–	–
Le très honorable J Trudeau	1 avril 2024 au 14 mars 2025	11 137 418	1 743 772	1 089	100 837

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	372	–	–	–	2 648 840
80	–	30	–	–	–	1 629 778
–	–	–	–	–	–	110 454
–	–	–	–	–	–	104 014
–	–	43	–	–	–	1 484 453
80	**–**	**445**	**–**	**–**	**–**	**5 977 539**
–	–	336	–	–	–	104 470
–	–	150	–	–	–	1 290 963
–	**–**	**486**	**–**	**–**	**–**	**1 395 433**
–	–	–	–	–	–	29 810
–	–	–	–	–	–	217 122
1 982	–	6 976	–	–	665	1 258 142
1 982	**–**	**6 976**	**–**	**–**	**665**	**1 505 074**
80	–	297	–	–	134	462 359
520	–	1 464	–	33	626	1 569 744
600	**–**	**1 761**	**–**	**33**	**760**	**2 032 103**
–	–	3 469	–	–	–	319 109
22 353	2 208	78 259	–	325	–	13 086 261

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Leaders du gouvernement à la Chambre des communes					
L'honorable A Kayabaga	14 mars 2025 au 23 mars 2025	157 028	–	–	–
L'honorable K Gould	31 juillet 2024 au 23 janvier 2025	894 920	3 229	295	–
L'honorable S MacKinnon	1 avril 2024 au 18 juillet 2024	573 701	4 491	–	–
Lieutenants du Québec					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	19 125	–	–	–
L'honorable J-Y Duclos	19 septembre 2024 au 14 mars 2025	348 826	15 665	184	326
L'honorable P Rodriguez	1 avril 2024 au 19 septembre 2024	685 136	33 495	–	8 698
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail et Leader du gouvernement à la Chambre des communes					
L'honorable S MacKinnon	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	374 859	469	–	–
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2024 au 20 septembre 2024	1 211 738	67 219	–	874
Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales					
L'honorable D LeBlanc	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	383 496	21 979	–	–
Ministre des Institutions démocratiques					
L'honorable A Kayabaga	14 mars 2025 au 31 mars 2025	16 546	–	–	–
Ministre des Institutions démocratiques et Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
L'honorable R Sahota	20 décembre 2024 au 14 mars 2025	82 729	–	–	–
Ministre du Commerce international et des Affaires intergouvernementales					
L'honorable D LeBlanc	14 mars 2025 au 31 mars 2025	132 445	4 652	–	90
Ministre du Commerce international et des Affaires intergouvernementales – Personnel exonéré travaillant dans les Bureaux régionaux des ministres [1]					
L'honorable D LeBlanc	14 mars 2025 au 31 mars 2025	432 403	25 686	–	–
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada – Portefeuille du Président du Conseil privé du Roi pour le Canada					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2024 au 13 mars 2025	624 244	–	–	–
Vice-première ministre et ministre des Finances					
L'honorable C Freeland	1 avril 2024 au 15 décembre 2024	1 353 454	218 062	–	–
Vice-première ministre et ministre des Finances – Personnel exonéré travaillant dans les Bureaux régionaux des ministres [1]					
L'honorable C Freeland	1 avril 2024 au 15 décembre 2024	977 291	75 190	–	–
		19 715 036	**2 219 872**	**1 568**	**110 825**
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Ministres de la Défense nationale					
L'honorable B Blair	1 avril 2024 au 31 mars 2025	**2 194 703**	**91 679**	**–**	**2 250**

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	–	–	–	–	157 028
–	–	–	–	–	–	898 444
–	–	–	–	–	–	578 192
–	–	–	–	–	–	19 125
–	–	179	–	–	–	365 180
–	–	40	–	–	–	727 369
–	–	–	–	–	–	375 328
–	–	140	–	1 229	–	1 281 200
–	–	–	–	–	–	405 475
–	–	–	–	–	–	16 546
–	–	–	–	–	–	82 729
–	–	–	–	–	–	137 187
–	–	–	–	–	–	458 089
103	–	–	–	–	–	624 347
–	–	–	–	–	–	1 571 516
–	–	232	–	–	–	1 052 713
22 456	**2 208**	**82 319**	**–**	**1 554**	**–**	**22 155 838**
1 850	**–**	**1 993**	**–**	**151**	**–**	**2 292 626**

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Emploi et Développement de la main-d'œuvre					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministres de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille de l'Emploi et du Développement la main-d'œuvre					
L'honorable G Petitpas Taylor	20 novembre 2024 au 20 décembre 2024	172 506	3 643	52	1 222
L'honorable R Boissonnault	1 avril 2024 au 20 novembre 2024	1 128 433	95 821	2 204	314
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail					
L'honorable S MacKinnon	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	635 276	64 483	591	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille du Service aux citoyens					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	87 553	–	–	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	17 051	177	–	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille de la Diversité					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	29 062	–	–	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille de la Famille, des Enfants et du développement social					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	49 065	–	–	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille de l'Inclusion					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	2 097	–	–	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille des Ainés					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	17 203	–	–	–
Ministre de l'Emploi et des Familles – Portefeuille des Personnes en situation de handicap					
L'honorable S MacKinnon	14 mars 2025 au 31 mars 2025	4 197	–	–	–
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité					
L'honorable K Khera	1 avril 2024 au 13 mars 2025	728 403	23 118	225	1 145
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion					
L'honorable K Khera	1 avril 2024 au 13 mars 2025	51 879	10 670	104	529
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap					
L'honorable K Khera	1 avril 2024 au 13 mars 2025	103 788	10 684	104	529
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'honorable J Sudds	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 544 707	143 207	1 497	407
Ministre des Aînés					
L'honorable J Thompson	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	297 721	44 710	779	–
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse					
L'honorable M Ien	1 avril 2024 au 14 mars 2025	122 596	22 200	142	764
Ministre des Services aux citoyens					
L'honorable T Beech	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 063 391	105 919	327	735

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	390	–	–	–	177 813
–	–	1 557	–	832	–	1 229 161
58	–	1 368	–	–	–	701 776
–	–	–	–	–	–	87 553
–	–	–	–	–	–	17 228
–	–	–	–	–	–	29 062
–	–	–	–	–	–	49 065
–	–	–	–	–	–	2 097
–	–	–	–	–	–	17 203
–	–	–	–	–	–	4 197
–	–	240	–	1 614	–	754 745
–	–	111	–	745	–	64 038
–	–	111	–	745	–	115 961
500	–	1 835	–	269	–	1 692 422
–	–	365	–	–	12	343 587
–	–	60	–	6	–	145 768
660	–	–	–	3 143	–	1 174 175

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministres du Travail et des Aînés – Portefeuille des Aînés					
L'honorable S MacKinnon	19 juillet 2024 au 20 décembre 2024	77 663	29 275	706	51
L'honorable S O'Regan	1 avril 2024 au 19 juillet 2024	68 525	19 989	311	–
Ministres du Travail et des Aînés – Portefeuille du Travail					
L'honorable S MacKinnon	19 juillet 2024 au 20 décembre 2024	661 291	52 799	864	617
L'honorable S O'Regan	1 avril 2024 au 19 juillet 2024	579 139	47 586	809	–
		7 441 546	**674 281**	**8 715**	**6 313**
Énergie et Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles					
L'honorable J Wilkinson	1 avril 2024 au 31 mars 2025	**1 827 123**	**159 241**	**419**	**1 470**
Environnement et Changement climatique					
Ministères de l'Environnement					
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique					
L'honorable T Duguid	14 mars 2025 au 31 mars 2025	92 813	268	–	–
L'honorable S Guilbeault	1 avril 2024 au 13 mars 2025	2 353 775	134 715	455	103
		2 446 588	**134 983**	**455**	**103**
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Ien	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 439 969	93 436	2 897	2 800
Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	29 728	–	–	–
		1 469 697	**93 436**	**2 897**	**2 800**
Finances					
Ministère des Finances					
Ministres des Finances					
L'honorable F-P Champagne	14 mars 2025 au 31 mars 2025	9 660	1 763	–	–
L'honorable D LeBlanc	16 décembre 2024 au 13 mars 2024	299 110	26 505	927	1 019
L'honorable C Freeland	1 avril 2024 au 15 décembre 2024	1 683 351	178 070	18 574	25 285
		1 992 121	**206 338**	**19 501**	**26 304**
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'honorable R Bendayan	14 mars 2025 au 31 mars 2025	88 352	3 401	–	–
L'honorable M Miller	1 avril 2024 au 14 mars 2025	2 263 498	193 017	1 057	54
		2 351 850	**196 418**	**1 057**	**54**
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Ministres de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	98 765	–	–	–
L'honorable F-P Champagne	1 avril 2024 au 13 mars 2025	2 234 450	249 835	1 928	703
Ministre de la Petite Entreprise					
L'honorable R Valdez	1 avril 2024 au 13 mars 2025	1 104 423	110 891	390	462

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	792	–	–	5	108 492
–	–	193	–	–	1	89 019
–	–	967	–	–	6	716 544
–	–	533	–	–	1	628 068
1 218	**–**	**8 522**	**–**	**7 354**	**25**	**8 147 974**
1 590	**–**	**–**	**–**	**490**	**77**	**1 990 410**
–	–	–	–	–	–	93 081
455	–	2 341	–	–	–	2 491 844
455	**–**	**2 341**	**–**	**–**	**–**	**2 584 925**
–	–	335	–	–	–	1 539 437
–	–	–	–	–	–	29 728
–	**–**	**335**	**–**	**–**	**–**	**1 569 165**
–	–	–	–	–	–	11 423
132	–	277	–	–	–	327 970
360	–	2 825	–	–	–	1 908 465
492	**–**	**3 102**	**–**	**–**	**–**	**2 247 858**
42	–	–	–	–	–	91 795
562	157	361	–	–	313	2 459 019
604	**157**	**361**	**–**	**–**	**313**	**2 550 814**
–	–	–	–	–	–	98 765
–	98	1 047	–	25	–	2 488 086
–	–	138	–	–	–	1 216 304

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique					
L'honorable M Ng	1 avril 2024 au 14 mars 2025	215 000	–	–	–
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Portefeuille de la Petite Entreprise					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	53 003	–	–	–
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Portefeuille du Développement économique rural					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	6 083	–	–	–
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Portefeuille du Tourisme					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	47 136	–	–	–
Ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique					
L'honorable G Hutchings	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 183 181	159 662	595	5 530
Ministres du Tourisme et ministres responsables de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
L'honorable P St-Onge	6 février 2025 au 14 mars 2025	87 649	138	41	–
L'honorable S Martinez Ferrada	1 avril 2024 au 6 février 2025	929 927	77 618	–	–
		5 959 617	598 144	2 954	6 695
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord					
L'honorable D Vandal	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	198 293	17 189	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique Canada pour les régions du Québec					
L'honorable S Martinez Ferrada	1 avril 2024 au 6 février 2025	300 000	35 404	–	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada					
Ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2024 au 14 mars 2025	344 500	–	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	15 758	–	–	–
Ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique					
L'honorable G Hutchings	1 avril 2024 au 14 mars 2025	259 192	29 248	11	1 442
		274 950	29 248	11	1 442

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	–	–	–	–	215 000
–	–	–	–	–	–	53 003
–	–	–	–	–	–	6 083
–	–	–	–	–	–	47 136
–	–	–	–	–	680	1 349 648
–	–	–	–	–	–	87 828
–	–	–	–	–	(457)	1 007 088
–	98	1 185	–	25	223	6 568 941
–	–	–	–	–	–	215 482
–	–	–	–	–	–	335 404
–	–	–	–	–	–	344 500
–	–	–	–	–	–	15 758
–	–	–	–	–	177	290 070
–	–	–	–	–	177	305 828

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
Ministre responsables de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
L'honorable P Hajdu	1 avril 2024 au 13 mars 2025	300 000	–	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	44 478	3 081	–	–
Ministres responsables de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
L'honorable R Sahota	20 décembre 2024 au 14 mars 2025	233 378	36 819	164	275
L'honorable F Tassi	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	759 200	62 250	959	2 146
		1 037 056	102 150	1 123	2 421
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable A Anand	14 mars 2025 au 31 mars 2025	5 002	–	–	–
Ministres responsable de Développement économique Canada pour les Prairies					
L'honorable T Duguid	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	50 023	12 419	–	–
L'honorable D Vandal	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	131 053	30 929	–	–
		186 078	43 348	–	–
		8 600 494	**825 483**	**4 088**	**10 558**
Justice					
Ministère de la Justice					
Ministres de la Justice et procureurs généraux du Canada					
L'honorable G Anandasangaree	14 mars 2025 au 31 mars 2025	151 263	116	–	–
L'honorable A Virani	1 avril 2024 au 14 mars 2025	2 310 087	79 892	78	1 922
		2 461 350	**80 008**	**78**	**1 922**
Logement, Infrastructure et Collectivités					
Ministère du Logement, de l'infrastructure et des Collectivités					
Ministres du Logement, de l'infrastructure et des Collectivités					
L'honorable N Erskine-Smith	20 décembre 2024 au 31 mars 2025	369 184	61 732	–	370
L'honorable S Fraser	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	1 441 696	132 116	2 810	2 176
		1 810 880	193 848	2 810	2 546
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministre du Logement, de l'infrastructure et des Collectivités					
L'honorable S Fraser	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	384 065	45 305	–	2 918
		2 194 945	**239 153**	**2 810**	**5 464**
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'honorable P St-Onge	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 964 800	82 579	399	3 053
Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada – Portefeuille de la Jeunesse					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	11 350	–	–	–

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	–	–	–	–	300 000
–	–	–	–	–	–	47 559
–	–	637	–	–	–	271 273
–	–	471	–	–	–	825 026
–	–	1 108	–	–	–	1 143 858
–	–	–	–	–	–	5 002
–	–	–	–	–	–	62 442
–	–	–	–	–	–	161 982
–	–	–	–	–	–	229 426
–	**98**	**2 293**	**–**	**25**	**400**	**9 443 439**
–	–	238	–	–	–	151 617
–	–	1 917	–	249	5	2 394 150
–	**–**	**2 155**	**–**	**249**	**5**	**2 545 767**
40	–	161	–	–	–	431 487
135	–	2 240	–	–	–	1 581 173
175	–	2 401	–	–	–	2 012 660
–	–	–	–	–	–	432 288
175	**–**	**2 401**	**–**	**–**	**–**	**2 444 948**
4 975	–	15	–	–	2 570	2 058 391
–	–	–	–	–	–	11 350

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada – Portefeuille des Langues officielles					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	7 314	–	–	–
Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada – Portefeuille des Sports et de l'Activité physique					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	17 704	–	–	–
Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada – Portefeuille du Patrimoine canadien					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	89 444	–	–	–
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité					
L'honorable K Khera	1 avril 2024 au 13 mars 2025	732 474	23 118	225	1 145
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion					
L'honorable K Khera	1 avril 2024 au 13 mars 2025	50 160	10 670	104	529
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap					
L'honorable K Khera	1 avril 2024 au 13 mars 2025	100 462	10 684	104	529
Ministres de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille des Langues officielles					
L'honorable G Petitpas Taylor	20 novembre 2024 au 20 décembre 2024	19 059	1 041	11	349
L'honorable R Boissonnault	1 avril 2024 au 20 novembre 2024	181 033	27 377	517	90
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la jeunesse					
L'honorable M Ien	1 avril 2024 au 14 mars 2025	122 596	21 836	321	764
Ministre des Langues officielles et ministre associée de la Sécurité publique – Portefeuille des Langues officielles					
L'honorable R Bendayan	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	107 880	4 969	163	–
Ministre des Sports et de l'Activité physique – Portefeuille des Sports					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	415 307	39 283	18	1 818
Ministre des Sports et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies – Portefeuille des Sports					
L'honorable T Duguid	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	100 743	15 314	275	1
		3 920 326	**236 871**	**2 137**	**8 278**
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'honorable J Thompson	14 mars 2025 au 31 mars 2025	33 172	–	–	–
L'honorable D Lebouthillier	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 373 849	165 831	–	400
		1 407 021	**165 831**	**–**	**400**
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Ministre des Relations Couronne-Autochtones					
L'honorable G Anandasangaree	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	1 068 177	214 065	481	2 871

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	–	–	–	–	7 314
–	–	–	–	–	–	17 704
–	–	–	–	–	–	89 444
–	–	112	–	1 742	–	758 816
–	–	52	–	804	–	62 319
–	–	52	–	804	–	112 635
4	–	54	–	57	–	20 575
134	–	377	–	253	–	209 781
335	–	24	–	–	–	145 876
–	–	–	–	258	–	113 270
–	–	44	–	341	–	456 811
–	–	26	–	171	–	116 530
5 448	**–**	**756**	**–**	**4 430**	**2 570**	**4 180 816**
–	–	–	–	–	–	33 172
–	–	–	–	–	–	1 540 080
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 573 252**
555	–	837	–	–	12	1 286 998

Dépenses des cabinets des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
L'honorable G Anandasangaree	20 décembre 2024 au 31 mars 2025	795 612	160 089	180	2 833
Ministre des Affaires du Nord					
L'honorable D Vandal	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	683 670	98 493	240	5 676
		2 547 459	**472 647**	**901**	**11 380**
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministres du Revenu national					
L'honorable É Brière	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	278 197	3 565	–	435
L'honorable M-C Bibeau	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	979 357	29 687	48	1 695
Ministre responsable de l'Agence du revenu du Canada					
L'honorable É Brière	14 mars 2025 au 31 mars 2025	22 359	64	–	–
		1 279 913	**33 316**	**48**	**2 130**
Santé					
Ministère de la Santé					
Ministres de la Santé					
L'honorable K Khera	14 mars 2025 au 31 mars 2025	49 236	–	–	–
L'honorable M Holland	1 avril 2024 au 14 mars 2025	2 324 099	222 433	–	1 221
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé					
L'honorable Y Saks	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 106 018	123 502	413	1 909
		3 479 353	345 935	413	3 130
Agence de la santé publique du Canada					
Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada					
L'honorable S Guilbeault	14 mars 2025 au 31 mars 2025	18 011	–	–	–
Ministre des Sports					
L'honorable T Duguid	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	102 224	15 339	275	1
Ministre des Sports et de l'Activité physique					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	415 858	39 678	–	1 818
		536 093	55 017	275	1 819
		4 015 446	**400 952**	**688**	**4 949**
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministre de la Sécurité publique					
L'honorable D J McGuinty	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	475 793	24 771	–	54
Ministre associée de la Sécurité publique					
L'honorable R Bendayan	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	62 587	9 188	–	–
Ministre de la Protection civile					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2024 au 14 mars 2025	660 060	225 001	–	–
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'honorable D J McGuinty	14 mars 2025 au 31 mars 2025	70 436	–	–	–
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2024 au 20 décembre 2024	1 286 358	104 080	–	1 742
		2 555 234	**363 040**	**–**	**1 796**
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Ministre des Services aux Autochtones					
L'honorable P Hajdu	14 mars 2025 au 31 mars 2025	**1 679 280**	**211 968**	**1 200**	**9 056**

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	437	–	–	912	960 063
–	–	298	–	–	–	788 377
555	**–**	**1 572**	**–**	**–**	**924**	**3 035 438**
–	–	33	–	–	–	282 230
–	–	641	–	93	–	1 011 521
–	–	–	–	–	–	22 423
–	**–**	**674**	**–**	**93**	**–**	**1 316 174**
–	–	–	–	–	–	49 236
–	–	1 672	–	–	2 198	2 551 623
–	–	1 353	–	–	2 301	1 235 496
–	–	3 025	–	–	4 499	3 836 355
–	–	–	–	–	–	18 011
–	–	171	–	–	–	118 010
–	–	8	–	–	–	457 362
–	–	179	–	–	–	593 383
–	**–**	**3 204**	**–**	**–**	**4 499**	**4 429 738**
–	50	120	–	–	–	500 788
–	–	–	–	–	–	71 775
–	–	–	–	–	–	885 061
–	–	–	–	–	–	70 436
–	–	967	–	–	–	1 393 147
–	**50**	**1 087**	**–**	**–**	**–**	**2 921 207**
365	**–**	**1 709**	**–**	**–**	**15 387**	**1 918 965**

Dépenses des cabinets des ministres – *fin*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'honorable J-Y Duclos	1 avril 2024 au 14 mars 2025	1 988 750	189 703	1 277	26 716
Ministre de la Transformation du gouvernement, des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'honorable A Ehsassi	14 mars 2025 au 31 mars 2025	32 353	2 852	–	–
		2 021 103	**192 555**	**1 277**	**26 716**
Transports					
Ministère des Transports					
Ministres des Transports					
L'honorable A Anand	19 septembre 2024 au 20 décembre 2024	405 746	27 240	352	1 689
L'honorable P Rodriguez	1 avril 2024 au 19 septembre 2024	670 648	37 268	1 057	2 768
Ministres des Transports et du Commerce intérieur					
L'honorable C Freeland	14 mars 2025 au 31 mars 2025	65 242	446	–	264
L'honorable A Anand	20 décembre 2024 au 13 mars 2025	509 934	32 951	148	926
		1 651 570	**97 905**	**1 557**	**5 647**
Autre [2]	Sans objet	**2 390**	**–**	**–**	**–**
Total		**83 821 789**	**7 910 877**	**59 743**	**262 935**

[1] La responsabilité de tous les Bureaux régionaux de ministres tombe sous le Bureau du Conseil Privé. Par conséquent, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille du Bureau du Conseil Privé.

[2] Ces dépenses, qui ont été versées au cours de l'exercice financier 2024-2025, sont reliées aux bureaux des ministres précédents.

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	4 333	–	4 318	1 904	2 217 001
–	–	–	–	–	–	35 205
–	**–**	**4 333**	**–**	**4 318**	**1 904**	**2 252 206**
–	–	363	–	531	–	435 921
–	–	100	–	324	–	712 165
–	–	–	–	64	–	66 016
–	–	101	–	187	–	544 247
–	**–**	**564**	**–**	**1 106**	**–**	**1 758 349**
–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 390**
37 870	**2 513**	**129 389**	**–**	**19 803**	**27 529**	**92 272 448**

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes − État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement − Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Affaires mondiales		
Ministre des Affaires étrangères		
L'honorable M Joly	1	132 879
Secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères		
L'honorable R Oliphant	1	60 561
Secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)		
P Damoff	1	6 203
Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique		
L'honorable M Ng	1	136 272
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique		
L'honorable M Sidhu	1	7 230
Ministre du Développement international		
L'honorable A Hussen	1	181 117
Secrétaire parlementaire du ministre du Développement international		
A Vandenbeld	1	3 607
Secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes		
L'honorable K Lamoureux	1	6 670
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'honorable L MacAulay	1	48 443
Anciens Combattants		
Ministres des Anciens Combattants		
L'honorable D Fisher	1	8 163
L'honorable G Petitpas Taylor	1	40 842
Secrétaire parlementaire des ministres des Anciens Combattants		
L'honorable R Sarai	1	684
Conseil du Trésor		
Présidentes du Conseil du Trésor		
L'honorable A Anand	1	10 230
L'honorable G Petitpas Taylor	1	8 653
Secrétaire parlementaire des présidentes du Conseil du Trésor		
A Housefather	1	12 078
Conseil privé		
Premier ministre		
Le très honorable J Trudeau	1	26 817

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Vice-première ministre et ministre des Finances		
L'honorable C Freeland	1	50 827
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales		
L'honorable D LeBlanc	1	13 655
Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales		
L'honorable D LeBlanc	1	19 479
Leaders du gouvernement à la Chambre des communes		
L'honorable K Gould	1	997
L'honorable S MacKinnon	1	1 439
Lieutenants du Québec		
L'honorable J-Y Duclos	1	2 361
L'honorable P Rodriguez	1	1 293
Défense nationale		
Ministre de la Défense nationale		
L'honorable B Blair	1	122 375
Secrétaires parlementaires du ministre de la Défense nationale		
Y Jones	1	4 936
M-F Lalonde	1	8 002
Emploi et Développement de la main-d'œuvre		
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre		
L'honorable R Boissonnault	1	45 120
Secrétaire parlementaire du Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre		
I Kusmierczyk	1	1 705
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail		
L'honorable S MacKinnon	1	16 008
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité		
L'honorable K Khera	1	8 918
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité		
S Zuberi	1	1 428
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion		
L'honorable K Khera	1	4 267
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion		
S Zuberi	1	659
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap		
L'honorable K Khera	1	8 360
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap		
S Zuberi	1	659
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'honorable J Sudds	1	36 006
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'honorable É Brière	1	9 388
Ministre des Aînés		
L'honorable J Thompson	1	19 005
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	3 984
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
L Hepfner	1	1 197
Ministre des Services aux citoyens		
L'honorable T Beech	1	9 904
Ministres du Travail et des Aînés – Portefeuille des Aînés		
L'honorable S MacKinnon	1	8 392
L'honorable S O'Regan	1	7 165
Secrétaire parlementaire des Ministres du Travail et des Aînés – Portefeuille des Aînés		
T Sheehan	1	4 943
Ministres du Travail et des Aînés – Portefeuille du Travail		
L'honorable S MacKinnon	1	16 362
L'honorable S O'Regan	1	10 181
Secrétaire parlementaire des ministres du Travail et des Aînés – Portefeuille du Travail		
T Sheehan	1	2 793

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Énergie et Ressources naturelles		
Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles		
L'honorable J Wilkinson	1	62 087
Secrétaires parlementaires du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles		
L'honorable J Dabrusin	1	35
M G Serré	1	3 694
Environnement et Changement climatique		
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'honorable S Guilbeault	1	69 262
Secrétaires parlementaires du ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'honorable J Dabrusin	1	990
L'honorable T Duguid	1	5 619
L'honorable A van Koeverden	1	866
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse		
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	21 636
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
L Hepfner	1	7 543
Finances		
Ministres des Finances		
L'honorable C Freeland	1	26 124
L'honorable D LeBlanc	1	12 757
Secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministres des Finances et du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
R Turnbull	1	2 459
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'honorable R Bendayan	1	77
L'honorable M Miller	1	63 073
Secrétaire parlementaire des ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
P Chiang	1	2 484
Innovation, Sciences et Industrie		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
L'honorable F-P Champagne	1	113 057
Secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et du ministre des Finances et du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
R Turnbull	1	8 847
Ministre de la Petite Entreprise		
L'honorable R Valdez	1	45 611
Ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord		
L'honorable D Vandal	1	9 896
Ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
L'honorable G Hutchings	1	52 486
Secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
D Samson	1	1 478
Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
L'honorable S Martinez Ferrada	1	77 534
Secrétaire parlementaire de la ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
A Koutrakis	1	3 719
Ministres responsables de Développement économique Canada pour les Prairies		
L'honorable T Duguid	1	12 419
L'honorable D Vandal	1	30 929
Ministres responsables de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
L'honorable R Sahota	1	5 039
L'honorable F Tassi	1	4 071
Justice		
Ministre de la Justice et procureur général du Canada		
L'honorable A Virani	1	31 641
Logement, Infrastructure et Collectivités		
Ministres du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable N Erskine-Smith	1	6 509
L'honorable S Fraser	1	26 593
Secrétaires parlementaires des ministres du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités		
C Bittle	1	328
P Fragiskatos	1	5 409

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Patrimoine canadien		
Ministre du Patrimoine Canadien		
L'honorable P St-Onge	1	13 015
Secrétaires parlementaires de la ministre du Patrimoine canadien		
T Louis	1	2 605
T Noormohamed	1	32 430
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité		
L'honorable K Khera	1	9 656
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité		
S Zuberi	1	1 428
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion		
L'honorable K Khera	1	4 607
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion		
S Zuberi	1	659
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap		
L'honorable K Khera	1	8 701
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap		
S Zuberi	1	659
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille des Langues officielles		
L'honorable R Boissonnault	1	7 701
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille des Langues officielles		
I Kusmierczyk	1	379
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	4 078
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
L Hepfner	1	1 239
Ministre des Langues officielles et ministre associée de la Sécurité publique – Portefeuille des Langues officielles		
L'honorable R Bendayan	1	452
Ministre des sports et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies – Portefeuille des Sports		
L'honorable T Duguid	1	3 206
Secrétaire parlementaire du ministre des sports et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies – Portefeuille des Sports		
L'honorable A van Koeverden	1	2 714
Ministre des Sports et de l'Activité physique – Portefeuille des Sports		
L'honorable C Qualtrough	1	14 993
Secrétaire parlementaire de la ministre des Sports et de l'Activité physique – Portefeuille des Sports		
L'honorable A van Koeverden	1	4 711
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'honorable D Lebouthillier	1	37 843
Secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
M Kelloway	1	14 502
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
Ministre des Affaires du Nord		
L'honorable D Vandal	1	28 741
Ministre des Relations Couronne-Autochtones		
L'honorable G Anandasangaree	1	76 249
Ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
L'honorable G Anandasangaree	1	46 845
Revenu national		
Ministres du Revenu national		
L'honorable M-C Bibeau	1	9 856
L'honorable É Brière	1	1 109
Santé		
Ministre de la Santé		
L'honorable M Holland	1	75 076
Secrétaire parlementaire du ministre de la Santé		
Y Naqvi	1	100
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé		
L'honorable Y Saks	1	29 151
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé		
L'honorable É Brière	1	3 062
Ministre des Sports		
L'honorable T Duguid	1	3 206

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – *fin*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Secrétaire parlementaire du ministre des Sports		
L'honorable A van Koeverden	1	1 123
Ministre des Sports et de l'Activité physique		
L'honorable C Qualtrough	1	14 851
Secrétaire parlementaire du ministre des Sports et de l'Activité physique		
L'honorable A van Koeverden	1	1 634
Sécurité publique		
Ministre de la Sécurité publique		
L'honorable D J McGuinty	1	13 077
Secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique		
J O'Connell	1	6 042
Ministre associée de la Sécurité publique		
L'honorable R Bendayan	1	1 467
Ministre de la Protection civile		
L'honorable H S Sajjan	1	74 214
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales		
L'honorable D LeBlanc	1	62 858
Services aux Autochtones		
Ministre des Services aux Autochtones		
L'honorable P Hajdu	1	73 334
Services publics et Approvisionnement		
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement		
L'honorable J-Y Duclos	1	31 805
Secrétaire parlementaire du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement		
C Sousa	1	3 653
Transports		
Ministres des Transports		
L'honorable A Anand	1	7 023
L'honorable P Rodriguez	1	33 394
Ministres des Transports et du Commerce intérieur		
L'honorable A Anand	1	5 675
L'honorable C Freeland	1	446
Total	1	**2 616 098**

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Affaires mondiales	
Ministre des Affaires étrangères	
L'honorable M Joly	417 801
Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique	
L'honorable M Ng	250 366
Ministre du Développement international	
L'honorable A Hussen	340 306
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'honorable L MacAulay	69 964
Anciens Combattants	
Ministre des Anciens Combattants	
L'honorable G Petitpas Taylor	40 495
Secrétaire parlementaire de la ministre des Anciens Combattants	
L'honorable R Sarai	684
Conseil du Trésor	
Présidente du Conseil du Trésor	
L'honorable A Anand	11 182
Conseil privé	
Premier ministre	
Le très honorable J Trudeau	271
Vice-première ministre et ministre des Finances	
L'honorable C Freeland	828
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales	
L'honorable D LeBlanc	271
Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales	
L'honorable D LeBlanc	1 734
Défense nationale	
Ministre de la Défense nationale	
L'honorable B Blair	254 481
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Portefeuille de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre	
L'honorable R Boissonnault	27 019
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité	
L'honorable K Khera	10 757
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion	
L'honorable K Khera	5 255
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap	
L'honorable K Khera	14 581
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	
L'honorable J Sudds	9 728
Énergie et Ressources naturelles	
Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles	
L'honorable J Wilkinson	44 868
Environnement et Changement climatique	
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	
L'honorable S Guilbeault	86 968
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse	
L'honorable M Ien	20 048

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – *suite*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Finances	
Ministres des Finances	
L'honorable C Freeland	70 044
L'honorable D LeBlanc	6 420
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'honorable M Miller	14 822
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	
L'honorable F-P Champagne	92 747
Ministre de la Petite Entreprise	
L'honorable R Valdez	32 330
Ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	
L'honorable D Vandal	7 294
Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
L'honorable S Martinez Ferrada	36 881
Secrétaire parlementaire de la ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
A Koutrakis	3 710
Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	
L'honorable F Tassi	2 473
Justice	
Ministre de la Justice et procureur général du Canada	
L'honorable A Virani	16 590
Patrimoine canadien	
Ministre du Patrimoine Canadien	
L'honorable P St-Onge	16 088
Secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	
T Noormohamed	20 506
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de la Diversité	
L'honorable K Khera	10 927
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Inclusion	
L'honorable K Khera	5 333
Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap – Portefeuille des Personnes en situation de handicap	
L'honorable K Khera	14 659
Ministre des Sports et de l'Activité physique – Portefeuille des Sports	
L'honorable C Qualtrough	14 356
Secrétaire parlementaire de la ministre des Sports et de l'Activité physique – Portefeuille des Sports	
L'honorable A van Koeverden	4 668
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	
L'honorable D Lebouthillier	25 577
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministre des Affaires du Nord	
L'honorable D Vandal	24 063
Ministre des Relations Couronne-Autochtones	
L'honorable G Anandasangaree	18 233
Ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
L'honorable G Anandasangaree	6 672
Revenu national	
Ministre du Revenu national	
L'honorable É Brière	711
Santé	
Ministre de la Santé	
L'honorable M Holland	37 328
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé	
L'honorable Y Saks	7 509
Sécurité publique	
Ministre de la Sécurité publique	
L'honorable D J McGuinty	16 972
Secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	
J O'Connell	6 042

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – *fin*

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Ministre de la Protection civile	
L'honorable H S Sajjan	22 053
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales	
L'honorable D LeBlanc	49 154
Services aux Autochtones	
Ministre des Services aux Autochtones	
L'honorable P Hajdu	40 756
Transports	
Ministre des Transports	
L'honorable P Rodriguez	46 053
Ministre des Transports et du Commerce intérieur	
L'honorable A Anand	3 212
Total	**2 281 790**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 11

Comptes publics du Canada

2024-2025

Autres informations diverses

Table des matières

Page

Affaires mondiales
- Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement) 312
- Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement) 315

Conseil du Trésor
- Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor) 325

Conseil privé
- Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé) 331

Emploi et Développement de la main-d'œuvre
- Paiements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social) 332

Institutions démocratiques
- Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections) 333
- Détails des dépenses – Élection partielle de juin 2024 dans Toronto-St. Paul's (Bureau du directeur général des élections) 333
- Détails des dépenses – Deux élections partielles de septembre 2024 (Bureau du directeur général des élections) 333
- Détails des dépenses – Élection partielle de décembre 2024 dans Cloverdale-Langley City (Bureau du directeur général des élections) 333

Parlement
- État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2024-2025 (Sénat) 334
- État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 (Chambre des communes) 338
- Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2024-2025 (Chambre des communes) 346

Sécurité publique
- État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada) 348

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Couronnement du roi Charles III, 5-7 mai 2023	543
Visite du Premier ministre à Jakarta (Indonésie) – Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 3-7 septembre 2023	1 838
Visite du Premier ministre à New Delhi (Inde) – Sommet des dirigeants du G20, 8-12 septembre 2023	1 838
Visite du Premier ministre à Kyiv (Ukraine) et Varsovie (Pologne), 23-26 février 2024	5 530
Visite du Premier ministre à Philadelphie (États-Unis) – Congrès de l'Union internationale des employés de service, 20-21 mai 2024	203 029
Visite du Premier ministre en Normandie (France) – 80e anniversaire du jour J et de la bataille de Normandie, 5-7 juin 2024	429 580
Visite du Premier ministre à Fasano (Italie) – Sommet des dirigeants du G7, 12-15 juin 2024	217 226
Visite du Premier ministre à Bürgenstock (Suisse) – Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine, 15-16 juin 2024	259 088
Visite du Premier ministre à Washington D.C. (États-Unis) – Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), 8-11 juillet 2024	231 226
Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), 22-25 septembre 2024	395 921
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Apia (Samoa) – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC), octobre 2024	179 887
Visite du Premier ministre à Villers-Cotterêts et Paris (France) – Sommet de la Francophonie, 4-5 octobre 2024	293 380
Visite du Premier ministre à Vientiane (Laos) – l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 10-11 octobre 2024	232 449
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Ramstein (Allemagne) – Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, 12 octobre 2024	143 780
Visite du premier ministre à Lima (Pérou) – L'Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 14-17 novembre 2024	385 425
Visite du Premier ministre à Rio de Janeiro (Brésil) – Sommet des dirigeants du G20, 18-19 novembre 2024	308 786
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Funérailles d'État de Jimmy Carter, 9 janvier 2025	30 855
Visite du Premier ministre à Auschwitz (Pologne) – Journée nationale de commémoration du 80e anniversaire de la libération d'Auschwitz, 26-28 janvier 2025	156 900
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Amman (Jordanie), février 2025	49 547
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), février 2025	2 179
Visite du Premier ministre à Lisbonne (Portugal) – Cérémonie funéraire de Son Altesse le prince Karim al-Hussaini, Aga Khan IV, 8 février 2025	34 242
Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique), 9 février 2025	123 722
Visite du Premier ministre à Paris (France) – Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, 10-11 février 2025	371 872
Visite du Premier ministre à Kyiv (Ukraine), 25-26 février 2025	58 207
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Sommet sur la sécurité de notre avenir, 2 mars 2025	130 935

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales − *suite*

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du Premier ministre à Paris (France), 16-17 mars 2025	68 184
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), 18 mars 2025	121 382
Planification pour la visite du Premier ministre à La Haye (Pays-Bas) – Sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), juin 2025	316 323
Visite de la gouverneure générale à Anchorage (États-Unis) – Jeux d'hiver de l'Arctique, 9-12 mars 2024	690
Visite de la gouverneure générale à Paris (France) – Jeux paralympiques, 27 août-1 septembre 2024	76 726
Planification pour la visite de la gouverneure générale à Oslo et Tromsø (Norvège), janvier 2025	16 555
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)	129 616
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (jumelage de députés)	7 900
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 27-29 novembre 2023	2 700
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 2-6 avril 2024	31 397
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Capri (Italie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 17-19 avril 2024	103 132
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Prague (Tchéquie) – Réunion informel des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 30-31 mai 2024	31 213
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Washington (États-Unis) – Sommet des dirigeants des pays de l'OTAN, 10-11 juillet 2024	35 391
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Vientiane (Laos) – Conférence post-ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) avec le Canada et 31e réunion ministérielle du Forum régional de l'ANASE, 24-27 juillet 2024	60 415
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Villers-Cotterêts et Paris (France) – Sommet de la Francophonie, 4-5 octobre 2024	80 094
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Fiuggi-Anagni (Italie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 25-26 novembre 2024	93 108
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 3-4 décembre 2024	41 889
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Munich (Allemagne) – Conférence de Munich sur la sécurité, 14-16 février 2025	109 880
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Johannesburg (Afrique du Sud) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 20-21 février 2025	108 519
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Coûts de préparation pour la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 3-4 avril 2025	28 631
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – La 79e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2024	600 969
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Lima (Pérou) – Sommet de l'Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 14-16 novembre 2024	210 112
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)	95 190
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Arequipa (Pérou) – Réunion des ministres responsables du commerce de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 14-19 mai 2024	110 827
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Reggio Calabria et Villa San Giovanni (Italie) – Réunion des ministres du commerce du G7, 16-17 juillet 2024	67 997

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales − *fin*

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Vientiane (Laos) – 56e réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 19-21 septembre 2024	67 467
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Vientiane (Laos) – 44e Sommet des dirigeants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 6-11 octobre 2024	34 486
Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)	156 503
Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Rio de Janeiro (Brésil) – Réunion des ministres du Développement du G20, 22-23 juillet 2024	40 304
Délégation canadienne à Paris (France) – L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2-3 mai 2024	19 153
Délégation canadienne à St-John (Antigua-et-Barbuda) – Conférence des petits États insulaires en développement (PEID), 27-30 mai 2024	17 887
Délégation canadienne à Fasano (Italie) – Sommet des dirigeants du G7, 13-15 juin 2024	51 587
Délégation canadienne à Asuncion (Paraguay) – 54e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), 26-28 juin 2024	93 758
Délégation canadienne à Vienne (Autriche) – 68e Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 16-20 septembre 2024	20 295
Délégation canadienne à Apia (Samoa) – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC), 20-25 octobre 2024	144 858
Délégation canadienne à Pescara (Italie) – Réunion des ministres du développement du G7, 22-24 octobre 2024	18 117
Délégation canadienne à Brasilia (Brésil) – Réunion des ministres du commerce et de l'investissement du G20, 23-25 octobre 2024	38 391
Délégation canadienne à Rio de Janeiro (Brésil) – Sommet des dirigeants du G20, 18-19 novembre 2024	61 907
Délégation canadienne à La Valette (Malte) – Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 4-6 décembre 2024	7 085
Délégation canadienne au Vatican (Saint-Siège) pour l'élévation de l'Archevêque Francis Leo au rang de cardinal, 7-8 décembre 2024	25 496
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Mexico (Mexique), 30 septembre-2 octobre 2024	5 197
Participation du Canada à la canonisation de Marie-Léonie Paradis au Vatican (Saint-Siège), 24 octobre 2024	7 130
Participation du Canada à la semaine des événements du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), 11-13 mars 2025	21 290
Total	**7 627 736**

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées et ne sont pas imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'Affectation au titre des conférences internationales font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, par conséquent, ils ne sont pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulés « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Couronnement du roi Charles III, 5-7 mai 2023	*543*
Cabinet du premier ministre	
Clarke, S.	
Visite du Premier ministre à Jakarta (Indonésie) – Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 3-7 septembre 2023	*1 838*
Cabinet du premier ministre	
Esposito, V.	
Visite du Premier ministre à New Delhi (Inde) – Sommet des dirigeants du G20, 8-12 septembre 2023	*1 838*
Cabinet du premier ministre	
Esposito, V.	
Visite du Premier ministre à Kyiv (Ukraine) et Varsovie (Pologne), 23-26 février 2024	*4 347*
Cabinet du premier ministre	
Collacut, J., Des Rosiers, M-P., Grover, A., Jervis, B., Jungic, O., Kojo, H., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C., Van Gerven, K.	
Bureau du Conseil privé	
Drouin, N.	
Visite du Premier ministre à Philadelphie (États-Unis) – Congrès de l'Union internationale des employés de service, 20-21 mai 2024	*198 497*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Clow, B., Deeks, J., Easton, J., Fernandes, A., Grant, E., Grover, A., Hussain, M., Iacob, J., Jungic, O., Kachuck, M., Scotti, A.	
Bureau du Conseil privé	
Béchamp, N., Cuvelier, A., de Boer, S., Madore, J., Matrahazy, J., Melanson, P., Moss, N., O'Nions, C., Tremblay, É., Wagner, R., Watson, P.	
Affaires mondiales Canada	
Avila, G., Babou, S., Burleson, L., Clark, T., de Mayo Rodriguez, J., Farnsworth, A., Hillman, K., McCubbing, B., Petrilli, K., Roy, S., Ruedel, E., Sklencar, A., Tom, J., Turgeon, F., Turner, D., Vachon-White, A, Wimmer, C.	
Visite du Premier ministre en Normandie (France) – 80e anniversaire du jour J et de la bataille de Normandie, 5-7 juin 2024	*394 951*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Collacutt, J., Des Rosiers, M-P., Gravel, A., Grover, A., Jungic, O., Kachuck, M., Proulx, P., Scotti, A., Theis, R., Vaillancourt, A-C., Valois, J.	
Bureau du Conseil privé	
Albert, S., Bonneville-Mainville, R., Brault, V., Clarke, D., de Boer, S., Harvey, M-C. (BGen), Jasek, A., Lanbro, J., Madore, J., Martel, C., Matrahazy, J., McNicoll, B., Mitchell, K., Moss, N., Tremblay, E., Turcotte, D-A.	
Affaires mondiales Canada	
Albert, C., Bersanetti, O., Carrière, S., Corneloup, F., Corrigan, A., Cousin, M., Dion, l'honorable S., Garneau, V., Labrosse, J., Lambert, D., Lambert, S., Lanoix, A., Le Merrer, S., Nadeau, C., Petrilli, K., Sahli, M., Sorel, C.	
Ministère de la Défense nationale	
MacDonald, Dr. D. (Maj)	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Délégation d'accompagnement Akeeagok, l'honorable P.J., Critch, M.R., Furey, l'honorable A., Joanasie, D., Nepinak, C., Pillai, C.L., Pillai, l'honorable R., Woodhouse Nepinak, C.	
Visite du Premier ministre à Fasano (Italie) – Sommet des dirigeants du G7, 12-15 juin 2024	*182 989*
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Chin, B., Clow, B., Collacutt, J., Esposito, V., Ghassabeh, J., Gravel, A., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Jungic, O., Kachuck, M., Lee, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Brault, V., Christopher, J., Cotten, B., Drouin, N., Erickson, J., Furlong, B., Gascon, A., Grecco, B., Kennedy, C., Lynch, C., Madore, J., Massabki, M., McCaughey, K., Menard, D., Moss, N., Rasmussen, E-B., Robert, A., Rollins, J., Tessier-Stall, S., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Adler, J., Aggelopoulos, T., Alvarez-Barkham, S., Bucalossi, P., Fusco, T., Gentili, T., Giuliano, A., Golberg, E., Goon, E., Hudson, A., Huot-Bolduc, F., Kalisz, M., Lazzarini, C., Levesque, V., Mari, G., Mollica, K, Montanari, D., Nakhle, M., Petrilli, K., Strussione, P., Zarghami, S.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Ceriello, E., Nakamura, S.	
Visite du Premier ministre à Bürgenstock (Suisse) – Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine, 15-16 juin 2024	*252 694*
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Clow, B., Collacutt, J., Fernandes, A., Ghassabeh, J., Gravel, A., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Jungic, O., Kachuck, M., Kuligowski-Chan, P., Lee, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Calvert, M., Christopher, J., Cloutier, B., Cotten, B., Drouin, N., Erickson, J., Furlong, B., Gascon, A., Kennedy, C., Letourneau, A., Lynch, C., Madore, J., Massabki, M., McNicoll, B., Moss, N., McCaughey, K., Rollins, J., Rasmussen, E., Tessier-Stall, S., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Arunasalam, S., Blanchard, J., Bütler, B., Campelli, F., Capparuccini, G., Chartrand, S., Genest, P., Godoy-Smirnova, D., Harms, H., Huot-Bolduc, F., Jent, L., Louden, L., Mion, R., Peters, M., Petrilli, K., Schindele, M., Tanguay, S., Wittmann, P.	
Ministère de la Défense nationale MacDonald, Dr. D. (Maj)	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Ciriello, E., Nakamura, S.	
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), 8-11 juillet 2024	*149 403*
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Badawey, V., Blair, l'honorable B., Blois, K., Dzerowicz, J., Housefather, A., Maloney, J., Sgro, l'honorable J., Sorbara, F.	
Cabinet du premier ministre Clow, B., Easton, J., Fernandes, A., Grant, E., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Hall, G., Hussain, M., Kachuck, M., Orbach-Miller, H., Scotti, A., Telford, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Abbott, K., Castro-Arevalo, F., de Boer, S., Drouin, N., Guillemette, C., Kennedy, C., Lemire, M., Letourneau, A., Madore, J., Moss, N., Nizman, S., Rasmussen, E., Smitheman, S., Williams, D.	
Affaires mondiales Canada Petrilli, K., Ross, B., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale Ebadi, D., Eyre, W. (Gen), Sheehan, G. (Maj), Zalusky, T.	
Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), 22-25 septembre 2024	*392 692*
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Clow, B, Easton, J., Grover, A., Hage-Moussa, V., Hussain, M., Jungic, O., Kachuck, M., Kuligowski Chan, P., Lee, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Abounehme, K., Brault, V., Chan, J., Cotten, B., de Boer, S., Drouin, N., Fortune, M., Gauvin, M., Leveque, K., Lynch, C., Madore, J., Matrahazy, J., Moss, N., Panesar, A., Quinn, J., Tremblay, É., Turcotte, D.A.	
Affaires mondiales Canada Petrilli, K., Roy, S.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Apia (Samoa) – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC), octobre 2024	*179 388*
Affaires mondiales Canada	
Eyssautier, A., Patterson, K., Roy, S., Senkiw, J.	
Visite du Premier ministre à Villers-Cotterêts et Paris (France) – Sommet de la Francophonie, 4-5 octobre 2024	*289 383*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Desrochers, E., Des Rosiers, M-P., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Harvey-Blouin, W., Jamali, M-M., Jungic, O., Kachuck, M., Proulx, P., Robert, M., Scotti, A., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Ataei, T., Babb, A., Bisson, V., Brault, V., de Boer, S., Gascon, A., Goodlet, C., Jasek, A., Letourneau, C., Madore, J., Martel, C., Matrahazy, J., Moss, N., Ouellet, B., Robert, A., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada	
Bersanetti, O., Blettery Arsenault, C., Boufraine, N., Corneloup, F., Corrigan, A., Cousin, M., Huot-Bolduc, F., Lanoix, A., Ross, B., Sahli, M., Searle, A., Therrien, C.	
Ministère de la Défense nationale	
MacDonald, Dr. D. (maj)	
Délégation d'accompagnement	
Allaire, L., Arnaud, M., Bertin-Maheux, O., Colas, J., Enayeh, N., Hominuk, P., Kemajou, E., Normand, M., Plante, Y., Roy, L., Simard, L., Théberge, M., Thériault, S.	
Visite du Premier ministre à Vientiane (Laos) – l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 10-11 octobre 2024	*206 645*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Chin, B., Easton, J., Esposito, V., Forman, J., Ghassabeh, J., Grover, A., Kachuck, M., Lee, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Allemedinders, B., Bechamp, N., Bonneville-Mainville, R., Calvert, M., Cloutier, B., Cotten, B., de Boer, S., Gascon, A., Lanbro, J., Leuprecht, F., Madore, J., McCaughey, K.P., Moss, N., O'Nions, C., Panesar, A., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada	
Bellehumeur, F., Bichara, N., Boucher, C., Chaiwattanachai, P., Chowdhury, S., Cruz, A., Danis, T., Foote, D., Houghton, S., Kitnikone, P., Mallet, M-C., Moreau, F., Opielová, A., Petrilli, K., Putri, D., Rouleau-Dick, C., Sauvé, M-A., St-Germain, M., Sriyanong, V., Supaluk, A., Xaythanithh, K.	
Ministère de la Défense nationale	
MacDonald, Dr. D. (Maj)	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes)	
Chi, J., Chu, M., Rattanavong, S.	
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Ramstein (Allemagne) – Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, 12 octobre 2024	*141 978*
Cabinet du premier ministre	
Des Rosiers, M-P.	
Bureau du Conseil privé	
Brault, V., Lemire, M., Matrahazy, J., Zurawell, R.	
Affaires mondiales Canada	
Anstead, V., Bacigalupo, G., Bailey, L., Gauthier, C., Godoy-Smirnova, D. , Meyer, A., Puhlmann, A.	
Visite du premier ministre à Lima (Pérou) – L'Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 14-17 novembre 2024	*361 923*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J., Dzerowicz, J., Serré, M., Sidhu, M.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Chin, B., Dwivedi, S., Easton, J., Forman, J., Grant, E., Grover, A., Hage-Moussa, V., Jungic, O., Kachuck, M., Scotti, A., Telford, K., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Ammerman, R., Ataei, T., Baidwan, A., Béchamp, N., Brault, V., Cuvelier, A., de Boer, S., Gascon, A., Jiwani, N., Madore, J., Melanson, P., Moss, N., Power, K., Smitheman, S., Tremblay, E., Wagner, R., Williams, D., Zurawell, R.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Petrilli, K., Thériault, M-C.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Ministère de la Défense nationale	
Lee, Dr. R. (capt)	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes)	
Chi, J., Ledesma Arocena, M.	
Visite du Premier ministre à Rio de Janeiro (Brésil) – Sommet des dirigeants du G20, 18-19 novembre 2024	*303 642*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Dwivedi, S., Easton, J., Fernandes, A., Forman, J., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Jungic, O., Kachuck, M., Kuligowski Chan, P., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Ammerman, R., Ataei, T., Baidwan, A., Béchamp, N., Calvert, M., Cuvelier, A., de Boer, S., Drouin, N., Gascon, A., Grecco, B., Jiwani, N., Madore, J., Melanson, P., Moss, N., Power, K., Quinn, J., Robert, A., Smitherman, S., Williams, D.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Opielová, A., Petrilli, K., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale	
Lee, Dr. R. (capt)	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes)	
Chi, J.S., Rangel, G.	
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Funérailles d'État de Jimmy Carter, 9 janvier 2025	*15 183*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Clow, B., Easton, J., Guillon, T., Isinger, D., Kachuck, M., Kuligoswki Chan, P., Scotti, A., Telford, K., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Lanbro, J., Lemire, M.	
Affaires mondiales Canada	
Roy, S.	
Visite du Premier ministre à Auschwitz (Pologne) – Journée nationale de commémoration du 80e anniversaire de la libération d'Auschwitz, 26-28 janvier 2025	*156 900*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Collacutt, J., Easton, J., Forman, J., Gans, D., Ghassabeh, J., Habert, A., Jungic, O., Kachuck, M., Kojo, H., Pereira, D., Scotti, A., Travers, P., Vaillancourt, A-C., Witten, H.	
Bureau du Conseil privé	
Abbott, K., Bernard, M., Brault, V., Cloutier, B., Cotten, B., de Boer, S., Gascon, A., Jasek, A., Lee, G., Matrahazy, J., McCaughey, K., Melanson, P., Moss, N., Robert, A., Smith, S., Tessier-Stall, S., Wagner, R.	
Affaires mondiales Canada	
Anstead, V., Anusewitcz, A., Carrière, S., Gajek, R., Godin, C., Karbowski, P., Ksiasek, M., Lyons, D., Marysczak, P., Nadeau, D., Petrilli, K., Philippe, M., Pomianowski, A., Roy, S., Suchcicka, K., Wawrzyk, M.	
Ministère de la Défense nationale	
MacDonald, Dr. D. (Maj)	
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Amman (Jordanie), février 2025	*48 275*
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Kuligoswki Chan, P.	
Bureau du Conseil privé	
Lemire, M.	
Affaires mondiales Canada	
Ahmad, M., Thériault, M-C.	
Planification et prévisite pour la visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), février 2025	*1 588*
Affaires mondiales Canada	
Roy, S.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Visite du Premier ministre àLisbonne (Portugal) – Cérémonie funéraire de Son Altesse le prince Karim al-Hussaini, Aga Khan IV, 8 février 2025	*31 728*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J., Noormohamed, T.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Kachuck, M., Scotti, A.	
Affaires mondiales Canada	
Petrilli, K.	
Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique), 9 février 2025	*114 202*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Dwivedi, S., Easton, J., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Hussaini, S., Jamali, M., Jungic, O., Kachuck, M., Kang, N., Kojo, H., Lee, J., Pereira, D., Proulx, P., Robert, M., Scotti, A., Stickney, M., Telford, K., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Abounehme, K., de Boer, S., Bernard, M., Calvert, M., Cotten, B., Furlong, B., Gason, A., Jiwani, N., Lynch, C., Madore, J., Martel, C., Melanson, P., Moss, N., Williams, D., Wood, T.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Anstead, V., Carrière, S., Huot-Bolduc, F., Petrilli, K.	
Ministère de la Défense nationale	
Coleby, Dr. J. (capt)	
Visite du Premier ministre à Paris (France) – Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, 10-11 février 2025	*370 049*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Dwivedi, S., Easton, J., Esposito, V., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Hussaini, S., Jamali, M., Jungic, O., Kachuck, M., Kang, N., Lee, J., Pereira, D., Proulx, P., Robert, M., Scotti, A., Stickney, M., Telford, K., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Abounehme, K., Brault, V., Cloutier, B., Cuvelier, A., de Boer, S., Furlong, B., Gascon, A., Grecco, B., Jiwani, N., Lynch, C., Madore, J., Martel, C., Melanson, P., Moss, N., Péladeau, C., Schaan, M., Williams, D., Wood, T.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Carrière, S., Hulan, H., Huot-Bolduc, F., Petrilli, K., Thériault, M-C.	
Ministère de la Défense nationale	
Coleby, Dr. J. (capt)	
Visite du Premier ministre à Kyïv (Ukraine), 25-26 février 2025	*58 162*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Bouchard, L., Chaudhury, S., Clow, B., Collacutt, J., Forman, J., Guillon, T., Grant, E., Hage-Moussa, V., Jungic, O., Kachuk, M., Lee, J., Pereira, D., Scotti, A., Telfort, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé	
Abbott, K., de Boer, S., Drouin, N., Furlong, B., Lanbro, J., Madore, J., McCaughey, K., Moss, N., Power, K., Smith, S.	
Affaires mondiales Canada	
Currie, J., Petrilli, K., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale	
Clark, T. (cplc), Coleby Dr. J. (capt), Sokolova, A., Zalusky, T.	
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Sommet sur la sécurité de notre avenir, 2 mars 2025	*130 641*
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Collacutt, J., Hage-Moussa, V., Jungic, O., Kachuck, M., Kuligowski Chan, P., Lee, J., Pereira, D., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Abbott, K., Baradei, Y., Brault, V., Cuvelier, A., de Boer, S., Drouin, N., Furlong, B., Gascon, A., Lanbro, J., Lemire, M., Madore, J., Moss, N., Panesar, A., Williams, D.	
Affaires mondiales Canada	
Currie, J., Petrilli, K., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale	
Coleby, Dr. J. (capt)	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Visite du Premier ministre à Paris (France), 16-17 mars 2025	*65 654*
Chambre des communes	
Carney, Le très honorable M.	
Cabinet du premier ministre	
Caley, B., Champoux, A., Gilmore, S., Guillon, T., Hagberg, L., Kojo, H., Krupa, T.,Lee, J., Mendicino, l'honorable M., Orozco-Madisen, I., Pereira, D., Power, K., Robert, M., Scott, G., Tim, K.	
Bureau du Conseil privé	
Abbott, K., Baradei, Y., Brault, V., Cotten, B., Drouin, N., Fox, C., Furlong, B., Goodlet, C., Harvey, M-C. (bgén), Madore, J., Matrahazy, J., McCaughey, K., McManus, T., Moss, N., Power, K., Quinn, J., Schann, M., Williams, D.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Anstead, V., Carrière. S., Morrison, D., Petrilli, K., Roy, S., Termorshuizen, C.	
Ministère de la Défense nationale	
Kosciukiewiczk, T (capt)., Smith, Dr. S. (capt)	
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), 18 mars 2025	*120 093*
Chambre des communes	
Carney, Le très honorable M.	
Cabinet du premier ministre	
Caley, B., Champoux, A., Gilmore, S., Guillon, T., Hagberg, L., Krupa, T., Kuligowski Chan, P., Lee, J., Mendicino, l'honorable M., Orozco-Madisen, I., Pereira, D., Power, K., Robert, M.	
Bureau du Conseil privé	
Abbott, K., Baradei, Y., Brault, V., Cotten, B., Drouin, N., Fox, C., Goodlet, C., Harvey, M-C. (bgén), Furlong, B., Madore, J., Matrahazy, J., McCaughey, K., McManus, T., Moss, N., Power, K., Quinn, J., Schaan, M., Williams, D.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Anstead, V., Carrière, S., Morrison, D., Opielová, A., Petrilli, K., Termorshuizen, C.	
Ministère de la Défense nationale	
Kosciukiewiczk, T. (capt), Smith, Dr. S. (capt)	
Planification pour la visite du Premier ministre à La Haye (Pays-Bas) – Sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), juin 2025	*316 323*
Visite de la gouverneure générale à Anchorage (États-Unis) – Jeux d'hiver de l'Arctique, 9-12 mars 2024	*690*
Visite de la gouverneure générale à Paris (France) – Jeux paralympiques, 27 août-1 septembre 2024	*75 561*
Résidence du Gouverneur général	
Simon, Son Excellence la très honorable M.	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Barkhouse, I., Guèvremont, M., MacKillop, K.	
Affaires mondiales Canada	
St-Louis, N.	
Ministère de la Défense nationale	
Racette, M. (sgt), Tremblay, E. (capt)	
Planification pour la visite de la gouverneure générale à Oslo et Tromsø (Norvège),janvier 2025	*16 555*
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)	*113 418*
Affaires mondiales Canada	
Ross, B., Currie, J., Dionne-Petit, M., Opielová, A., Roy, S.	
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (jumelage de députés)	*7 900*
Chambre des communes	
Gallant, C.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 27-29 novembre 2023	*2 700*
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 2-6 avril 2024	*30 658*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Belisle-Leclerc, T., Hulan, H., Roy, S., Williams, E.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Capri (Italie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 17-19 avril 2024.	*98 876*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Adler, J., Cronin, F., Demers, M-C., Hulan, H., Juteau, É., Perreault, M., Ross, B., Shipley, B., Strussione, P., Wilkinson, P., Zarghami, S.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Prague (Tchéquie) – Réunion informel des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 30-31 mai 2024	*28 752*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Boulé, A., Demers, M-C., Goudreau, F., Ross, B.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Washington (États-Unis) – Sommet des dirigeants des pays de l'OTAN, 10-11 juillet 2024	*35 391*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Currie, J., Demers, M-C., Hulan, H., Richardson, M., Wilkinson, P.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Vientiane (Laos) – Conférence post-ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) avec le Canada et 31e réunion ministérielle du Forum régional de l'ANASE, 24-27 juillet 2024	*56 031*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Alexander, E., Epp, W., Kitnikone, P., Kondracki, N., Norstrom, M., Ross, B., Singmin, V., Tinkler, S., Wilkinson, P., Williams, E.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Villers-Cotterêts et Paris (France) – Sommet de la Francophonie, 4-5 octobre 2024	*79 893*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Boulé, A., Carrière, S., Dionne-Petit, M., Fontaine, E., Orozco-Madison, I,	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Fiuggi-Anagni (Italie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 25-26 novembre 2024	*92 941*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Adler, J., Akkouche, K., Boulé, A., Angell, D., Bernier, A., Dionne-Petit, M., Goldberg, E., Kamineni, M., Mattson-Gauss, A., Orozco-Madison, I., Shipley, B., Strussione, P.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 3-4 décembre 2024	*40 745*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Boulé, A., Coulombe, G., Fitz-Morris, J., Ross, B.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Munich (Allemagne) – Conférence de Munich sur la sécurité, 14-16 février 2025	*100 837*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Sénat du Canada	
Boehm, l'honorable P. M.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Bacigalupo, G., Bryan, J., Coulombe, E., Juteau, E., Murphy Haglund, D., Orozco-Madison, I., Perreault, M., Ross, B., Sparkes, B.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Johannesburg (Afrique du Sud) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 20-21 février 2025	*108 427*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Belisle-Leclerc, T., Juteau, E., McNee, J., Orozco-Madison, I., Perreault, M., Pike, C., Ross, B.	
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Coûts de préparation pour la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 3-4 Avril 2025	*28 631*
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – La 79e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2024	*597 709*
Chambre des communes	
Hussen, l'honorable A., Joly, l'honorable M., Oliphant, l'honorable R.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Baltas, I., Bélisle-Leclerc, T., Benson, I., Bourdon, S., Castellanos, E., Cosentino, S., Daliri, D., Dionne-Petit, M., Ducharme, A-G., Fall, R., Fitz-Morris, J., Furuya, E., Jaswal, H., MacLennan, C., McCartin, S., Pena, P., Roy, L., Sparkes, B., Termorshuizen, C., Wallace, H., Wilkinson, D.	
Ministère de la Défense nationale	
Clapham-Fisher, J.	
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Lima (Pérou) – Sommet de l'Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 14-16 novembre 2024	*205 570*
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M., Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Belisle-Leclerc, T., Bowman, A., Coon, K., Goldenberg, D., Kung, J., Lee Rodriguez, L., Lim, J., McKay, I., Nguyen, D., Orozco-Madison, I., Pecora, J., Qaisar, H., Rajasansi, H., Ross, B.	
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)	*82 583*
Affaires mondiales Canada	
Lee Rodriguez, L., Opielová, A., Theriault, M-C., Zeinali, M.	
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Arequipa (Pérou) – Réunion des ministres responsables du commerce de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 14-19 mai 2024	*109 648*
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Bowman, A., Burak, I., Christie, B., Dionne-Petit, M., Lefler, A., Nguyen, D-T., Pecora, J., Qaisar, H., Rajasansi, H., Smith, D., Wagner, E.	
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Reggio Calabria et Villa San Giovanni (Italie) – Réunion des ministres du commerce du G7, 16-17 juillet 2024	*67 903*
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Boroun, N., Coon, K., Golberg, E., Levesque M-A., Marrone, S., Opielová, A., Qureshi, S., Simin, Y., Stewart, R., Strussione, P.	
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Vientiane (Laos) – 56e réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 19-21 septembre 2024	*66 005*
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Bichara, N., Boroun, N., Jobin, A-L., Kitnikone, P., Mallet, M-C., Opielová, A., Qaisar, H., Rouleau-Dick, C-A., Singmin, V., Speirs, M-C., Wang, V.	
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Vientiane (Laos) – 44e Sommet des dirigeants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 6-11 octobre 2024	*34 486*
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Boroun, N., Epp, W., Lee Rodriguez, L., McKay, I., Portelance-Galarneau, J., Qaisar, H., Singmin, V.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *suite*

(en dollars)

Description	Montant
Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)	*136 259*
Affaires mondiales Canada	
Benson, I., Dionne-Petit, M., Lee Rodriguez, L., Opielová, A.	
Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Rio de Janeiro (Brésil) – Réunion des ministres du Développement du G20, 22-23 juillet 2024	*40 279*
Chambre des communes	
Hussen, l'honorable A.	
Affaires mondiales Canada	
Lee Rodriguez, L., Radchenko, O., Wilson, J.	
Délégation canadienne à Paris (France) – L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2-3 mai 2024	*19 153*
Chambre des communes	
Sidhu, M.	
Affaires mondiales Canada	
Jobin, C., McDougall, D., O'Neill, S.	
Délégation canadienne à St-John (Antigua-et-Barbuda) – Conférence des petits États insulaires en développement (PEID), 27-30 mai 2024	*17 887*
Affaires mondiales Canada	
Chatterjee, L., Rae, R., Smith, A.	
Délégation canadienne à Fasano (Italie) – Sommet des dirigeants du G7, 13-15 juin 2024	*51 587*
Affaires mondiales Canada	
Dobner, G., McBain, D., Rodriguez, P-A., Termorshuizen, C.	
Délégation canadienne à Asuncion (Paraguay) – 54e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), 26-28 juin 2024	*91 607*
Chambre des communes	
Oliphant, l'honorable R.	
Affaires mondiales Canada	
Dulude, V., Federici, F., Hinzer, C., Kostine, M., Linder, G., Mettini, C., Rukus, M., Savage, S., Sheldrake, M., Sundstrom, K., Trnkus, M.	
Délégation canadienne à Vienne (Autriche) – 68e Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 16-20 septembre 2024	*20 295*
Affaires mondiales Canada	
Hinton, T., Semblat, N., Thoppil, N.	
Délégation canadienne à Apia (Samoa) – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC), 20-25 octobre 2024	*143 842*
Affaires mondiales Canada	
Eyssautier, A., Furuya, E., Goodale, R., Kinsey, C., Patterson, K., Roy, C., Vito, C.	
Délégation canadienne à Pescara (Italie) – Réunion des ministres du développement du G7, 22-24 octobre 2024	*18 117*
Affaires mondiales Canada	
De Groot, M., Golberg E., MacLennan C., Tabi, M.	
Délégation canadienne à Brasilia (Brésil) – Réunion des ministres du commerce et de l'investissement du G20, 23-25 octobre 2024	*38 391*
Affaires mondiales Canada	
Christie, B., Lévesque, M-A., McLeod, K.	
Délégation canadienne à Rio de Janeiro (Brésil) – Sommet des dirigeants du G20, 18-19 novembre 2024	*61 907*
Affaires mondiales Canada	
Beach, C., Krahotin, A., Lajoie, M., Termorshuizen, C.	
Délégation canadienne à La Valette (Malte) – Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 4-6 décembre 2024	*7 085*
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Coulombe, G., Pepin-Hallé, V., Van Nes, E.	
Délégation canadienne au Vatican (Saint-Siège) pour l'élévation de l'Archevêque Francis Leo au rang de cardinal, 7-8 décembre 2024	*25 496*
Chambre des communes	
Barrett, M., Lattanzio, P., Tassi, l'honorable F.	
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	
Pierre, J.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – *fin*

(en dollars)

Description	Montant
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Mexico (Mexique), 30 septembre-2 octobre 2024	*5 197*
Sénat du Canada	
Boehm, l'honorable P. M.	
Participation du Canada à la canonisation de Marie-Léonie Paradis au Vatican (Saint-Siège), 24 octobre 2024	*7 130*
Chambre des communes	
Brière, l'honorable É.	
Participation du Canada à la semaine des événements du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), 11-13 mars 2025	*21 290*
Chambre des communes	
Oliphant, l'honorable R.	
Affaires mondiales Canada	
Hadaller, L.	
Total	**7 278 981**

Conseil du Trésor
Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver-nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction-nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Affaires mondiales							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 723 748	97 994 345	23 102 421	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	24 107 595
Commission mixte internationale (section canadienne)							
Dépenses du programme	1	–	–	34 434	432 975	–	–
Investir au Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	1 186 380	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes							
Dépenses du programme	1	–	–	–	281 938	38 130	–
Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire							
Dépenses de fonctionnement	1	–	240 000	6 814 964	14 893 651	22 961 911	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	7 080 935
Commission canadienne des grains							
Dépenses du programme	1	–	–	120 041	215 274	72 874	–
Commission canadienne du lait							
Dépenses du programme	1	–	–	–	–	154 282	–
Anciens Combattants							
Ministère des Anciens Combattants							
Dépenses de fonctionnement	1	52 857 171	–	3 655 864	14 673 497	16 285 946	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)							
Dépenses du programme	1	–	–	319 213	–	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Dépenses du programme	1	–	–	–	1 009 461	–	–
Conseil du Trésor							
Secrétariat du Conseil du Trésor							
Dépenses du programme	1	–	–	17 477	9 736 567	5 386 538	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public							
Dépenses du programme	1	–	–	298 081	98 906	74 117	–
Commissariat au lobbying							
Dépenses du programme	1	–	–	69 921	242 174	–	–
École de la fonction publique du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	2 007 230	–	–
Conseil privé							
Bureau du Conseil privé							
Dépenses du programme	1	–	–	787 037	7 596 849	–	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports							
Dépenses du programme	1	–	–	457 968	1 197 277	1 329 397	–
Bureau du commissaire au renseignement							
Dépenses du programme	1	–	–	–	119 202	69 642	–
Commission de la fonction publique							
Dépenses du programme	1	–	8 701	–	4 325 888	–	–
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement							
Dépenses du programme	1	–	–	1 006 158	1 046 999	–	–

Conseil du Trésor
Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver-nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction-nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Défense nationale							
Ministère de la Défense nationale							
Dépenses de fonctionnement	1	–	30 826	41 917 906	718 025 122	10 599 789	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	156 841	–
Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme	1	–	–	–	26 019 521	1 384 549	–
Comité externe d'examen des griefs militaires							
Dépenses du programme	1	–	–	443 659	298 837	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire							
Dépenses du programme	1	–	–	387 406	86 774	–	–
Emploi et Développement de la main-d'œuvre							
Ministère de l'Emploi et du Développement social							
Dépenses de fonctionnement	1	–	36 124	33 705	104 265 330	12 787 985	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail							
Dépenses du programme	1	–	–	–	–	455 358	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	559 468	–	–
Énergie et Ressources naturelles							
Ministère des Ressources naturelles							
Dépenses de fonctionnement	1	–	752 352	13 268 909	37 205 546	3 175 094	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	9 074 671
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses du programme	1	–	–	6 216 642	1 833 041	698 326	–
Régis canadienne de l'énergie							
Dépenses du programme	1	–	–	15 732 913	3 949 872	–	–
Environnement et changement climatique							
Ministère de l'Environnement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	9 639	8 648 388	47 381 540	2 500 000	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	25 917 699
Agence canadienne d'évaluation d'impact							
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 884	–	3 915 917	–	–
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse							
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	2 887 135	–	–
Finances							
Ministère des Finances							
Dépenses du programme	1	–	–	–	6 430 686	1 449 834	–
Bureau du vérificateur général							
Dépenses du programme	1	–	–	4 599 732	2 305 534	1 928 575	–
Bureau du surintendant des institutions financières							
Dépenses du programme	1	–	–	158 148	–	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	612 113	3 818 894	444 569	–

Conseil du Trésor
Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver-nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction-nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration							
Dépenses de fonctionnement	1	–	23 138	2 500	85 815 598	16 938 107	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	4 554 481
Subventions et contributions	10	92 271 000	–	–	–	–	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié							
Dépenses du programme	1	–	2 718	3 720 607	14 479 069	567 954	–
Innovation, Sciences et Industrie							
Ministère de l'Industrie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	10 788	3 407 417	36 586 947	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	4 160 141
Agence canadienne de développement économique du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	933 085	370 500	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	1 782 783	3 348 838	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	1 195 581	287 557	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	3 420 204	3 430 501	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	813 378	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 500	–	822 541	2 000 000	–
Agence spatiale canadienne							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 753 148	6 085 073	1 581 801	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	53 808 684
Commission du droit d'auteur							
Dépenses du programme	1	–	–	416 609	195 929	10 000	–
Conseil canadien des normes							
Paiements au Conseil	1	–	–	–	–	594 013	–
Conseil de recherches en sciences humaines							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	7 265 827	2 032 228	845 000	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 015 000	2 501 921	–	–
Conseil national de recherches du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	7 109 429	20 365 963	43 128 198	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	18 708 801
Subventions et contributions	10	11 101 873	–	–	–	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	2 215 285	2 984 648	–
Statistique Canada							
Dépenses du programme	1	–	2 500	3 727 546	24 672 446	–	–

Conseil du Trésor
Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver-nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction-nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Institutions démocratiques							
Bureau du directeur général des élections							
Dépenses du programme	1	–	–	1 214 412	2 486 119	566 658	–
Commission des débats des chefs							
Dépenses du programme	1	–	–	–	29 124	1 864	–
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement							
Dépenses du programme	1	–	–	2 500	170 471	–	–
Justice							
Ministère de la Justice							
Dépenses de fonctionnement	1	–	11 404	174 293 270	32 730 723	7 000 000	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	599 206	396 658	70 000	–
Conseil canadien de la magistrature							
Dépenses de fonctionnement	5	–	–	128 856	132 088	–	–
Bureau du directeur des poursuites pénales							
Dépenses du programme	1	–	–	35 243 982	9 648 748	666 073	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada							
Commissariat à l'information du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	649 240	642 275	–	–
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada							
Dépenses du programme	5	–	–	545 889	1 027 026	–	–
Commission canadienne des droits de la personne							
Dépenses du programme	1	–	–	1 247 742	1 042 735	92 266	–
Commission du droit du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	205 348	–	–
Registraire de la Cour suprême du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	1 993 775	1 260 432	523 477	–
Service administratif des tribunaux judiciaires							
Dépenses du programme	1	–	5 000	1 390 508	4 141 782	799 152	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs							
Dépenses du programme	1	–	–	2 308 708	2 925 532	16 681	–
Logement, Infrastructure et Collectivités							
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités							
Dépenses de fonctionnement	1	–	4 000	150 540	8 552 650	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	19 414 426
Subventions et contributions	10	3 520 256	–	–	–	–	–
Parcs Canada							
Agence Parcs Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	68 341 269	21 500	1 089 347	24 047 909	4 354 046	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	32 538 073
Patrimoine canadien							
Ministère du Patrimoine canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 058	15 484	8 343 242	–	–
Bibliothèque et Archives du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 238 701	7 484 051	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	9 539 152
Commission des champs de bataille nationaux							
Dépenses du programme	1	–	–	–	566 891	–	–

Conseil du Trésor
Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – *suite*

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver-nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction-nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes							
Dépenses du programme	1	–	–	–	3 376 826	254 557	–
Musée canadien de la nature							
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	3 802 445	–	40 954	–
Musée canadien de l'histoire							
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	110 254	–
Musée national des sciences et de la technologie							
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	36 202	–
Office national du film							
Dépenses du programme	1	–	–	7 482 333	3 133 275	2 136 956	–
Société Radio-Canada							
Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1	42 000 000	–	–	–	–	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
Ministère des Pêches et des Océans							
Dépenses de fonctionnement	1	–	29 390	34 674 151	50 021 773	12 760 577	–
Dépenses en capital	5	–	–	114 835	–	–	178 490 340
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	496 793	19 223 453	2 500	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	35 619
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique							
Dépenses du programme	1	–	–	439 649	1 108 270	–	–
Revenu national							
Agence du revenu du Canada							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	1	–	19 151	–	5 834 045	82 697 835	–
Santé							
Ministère de la Santé							
Dépenses de fonctionnement	1	–	192 000	2 159 869	55 291 115	9 260 423	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	3 593 096
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	23 017 681	12 542	–	17 578 732	57 778 141	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	6 722 471
Agence de la santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	990 263	146 507 903	4 444 951	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	8 370 438
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses du programme	1	–	–	264 982	532 956	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	598 518	900 000	–

Conseil du Trésor
Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – *fin*

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver-nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction-nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Sécurité publique							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile							
Dépenses de fonctionnement	1	–	6 791	36 836	7 881 486	–	–
Subventions et contributions	5	1 456 712	–	3 418 610	–	–	–
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	33 545	265 906 508	–	50 509 821	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	247 874	–	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	341 185	290 720	28 914	–
Commissariat aux langues officielles							
Dépenses du programme	1	–	–	264 500	1 009 969	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	638 356	706 660	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	2 739 515	612 367	–
Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	10 412	207 442 515	91 577 107	68 043 045	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	82 932 614
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses du programme	1	–	–	58 415 467	7 891 237	–	–
Service correctionnel du Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	–	54 492	3 310 361	109 875 688	54 502 282	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	9 476 473
Services aux Autochtones							
Ministère des Services aux Autochtones							
Dépenses de fonctionnement	1	–	5 000	2 923 546	47 916 516	14 260 098	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	2 070 658
Services publics et Approvisionnement							
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux							
Dépenses de fonctionnement	1	–	30 532	872 768	51 104 488	23 793 407	–
Commission de la capitale nationale							
Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	11 221 778	–	1 183 866	–
Services partagés Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	4 249	243 944	147 264 486	25 527	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	17 144 818
Transports							
Ministère des Transports							
Dépenses de fonctionnement	1	–	849 172	4 607 915	33 850 344	419 609	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	54 669 918
Office des transports du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	880 693	874 178	–	–
Total		**294 565 962**	**2 414 408**	**970 804 972**	**2 232 230 799**	**579 035 798**	**572 411 103**

Conseil privé
Bureau du Conseil privé

Traitements et indemnités aux ministres d'État

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

Emploi et Développement de la main d'œuvre
Ministère de l'Emploi et du Développement social

Paiements d'indemnités et frais d'administration [1]

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités [2]	Frais d'administration [3]	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador	4 150 395	1 131 732	5 282 127
Île-du-Prince-Édouard	584 421	168 096	752 517
Nouvelle-Écosse – Fédéral	21 404 820	6 036 799	27 441 619
Nouvelle-Écosse – Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton	5 655 955	2 092 582	7 748 537
Nouvelle-Écosse – Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton	1 827 447	628 768	2 456 215
Nouvelle-Écosse – Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton	89 440	25 854	115 294
Nouveau-Brunswick	13 229 270	3 175 149	16 404 419
Québec	30 488 246	8 707 653	39 195 899
Ontario	58 519 221	8 485 501	67 004 722
Manitoba	5 228 930	2 367 366	7 596 296
Saskatchewan	5 688 654	3 511 145	9 199 799
Alberta	30 145 421	6 841 965	36 987 386
Colombie-Britannique	41 639 228	19 478 120	61 117 348
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7)	184 766	–	184 766
	218 836 214	62 650 730	281 486 944
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouvrés des sociétés d'État	46 518 014	12 737 716	59 255 730
Coûts de réclamations et frais d'administration recouvrés des autres ministères gouvernementaux	163 028 002	43 059 633	206 087 635
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation)	1 621	–	1 621
	209 547 637	55 797 349	265 344 986
Dépenses nettes [4]	**9 288 577**	**6 853 381**	**16 141 958**

[1] Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (se référer au sommaire du portefeuille ministériel de la section 12 du volume II).

[2] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :
a) les agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

[3] Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.
Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.
Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

[4] Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Institutions démocratiques
Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Surveillance régulatoire	Administration électorale	Services internes	Total
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Salaires des postes indéterminés	14 111 615	24 619 317	25 302 682	64 033 614
Dépenses législatives				
Élection partielle de juin 2024 dans Toronto-St. Paul's	123 127	1 994 707	234 365	2 352 199
Deux élections partielles de septembre 2024	317 422	3 003 626	285 269	3 606 317
Élection partielle de décembre 2024 dans Cloverdale-Langley City	172 177	1 369 801	203 434	1 745 412
Préparation pour la 45e élection générale	2 274 861	80 074 194	12 476 698	94 825 753
45e élection générale	61 360	31 353 842	334 531	31 749 733
44e élection générale et autres élections	605 917	864 001	288 216	1 758 134
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription	1 218 784	–	–	1 218 784
Autres dépenses conformément à la *Loi électorale du Canada*	9 117 975	43 394 477	40 886 846	93 399 298
	13 891 623	162 054 648	54 709 359	230 655 630
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 006 375	9 673 427	5 910 646	18 590 448
Total	**31 009 613**	**196 347 392**	**85 922 687**	**313 279 692**

Détails des dépenses – Élection partielle de juin 2024 dans Toronto-St. Paul's

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la *Loi électorale du Canada*	Surveillance régulatoire	Administration électorale	Services internes	Total
Toronto–St. Paul's (Ontario)	122 047	961 201	–	1 083 248
Bureau chef d'Élections Canada [1]	1 080	1 033 506	234 365	1 268 951
Total	**123 127**	**1 994 707**	**234 365**	**2 352 199**

[1] Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales.

Détails des dépenses – Deux élections partielles de septembre 2024

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la *Loi électorale du Canada*	Surveillance régulatoire	Administration électorale	Services internes	Total
LaSalle–Émard–Verdun (Québec)	202 541	933 087	–	1 135 628
Elmwood–Transcona (Manitoba)	113 800	609 775	–	723 575
Bureau chef d'Élections Canada [1]	1 081	1 460 764	285 269	1 747 114
Total	**317 422**	**3 003 626**	**285 269**	**3 606 317**

[1] Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales.

Détails des dépenses – Élection partielle de décembre 2024 dans Cloverdale-Langley City

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la *Loi électorale du Canada*	Surveillance régulatoire	Administration électorale	Services internes	Total
Cloverdale-Langley City (Colombie-Britannique)	171 097	665 620	–	836 717
Bureau chef d'Élections Canada [1]	1 080	704 181	203 434	908 695
Total	**172 177**	**1 369 801**	**203 434**	**1 745 412**

[1] Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales.

Parlement
Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2024-2025

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement [1]	Dépenses de bureau
Adler C S, Manitoba [2]	111 552	53 419	86 913
Al Zaibak M K, Ontario	178 100	76 934	193 395
Anderson D, Territoires du Nord-Ouest	178 100	122 757	229 597
Arnold D, Nouveau-Brunswick [2]	–	2 965	–
Arnot D M, Saskatchewan	178 100	76 754	231 908
Vice-président de comité	5 115	–	–
Agent de liaison législatif pour le Groupe des sénateurs indépendants	7 800	–	–
Ataullahjan S, Ontario	178 100	65 972	133 405
Présidente de comité	10 459	–	–
Aucoin R, Nouvelle-Écosse	178 100	96 421	172 358
Audette M, Québec	178 100	71 125	207 307
Présidente de comité	3 167	–	–
Agente de liaison du Groupe progressiste du Sénat	1 531	–	–
Batters D, Saskatchewan	178 100	87 205	245 756
Vice-présidente de comité	10 230	–	–
Bellemare D, Québec [2]	94 795	18 921	99 873
Présidente de comité	7 292	–	–
Bernard W T, Nouvelle-Écosse	178 100	62 493	244 432
Vice-présidente de comité	5 968	–	–
Agente de liaison du Groupe progressiste du Sénat (ancienne)	2 270	–	–
Black R, Ontario	178 100	134 797	183 342
Président de comité	10 459	–	–
Boehm P M, Ontario	178 100	4 747	227 534
Président de comité	10 459	–	–
Boniface G, Ontario	178 100	47 918	174 152
Présidente de comité	10 459	–	–
Boudreau V, Nouveau-Brunswick [2]	135 059	34 399	129 558
Boyer Y, Ontario	178 100	27 628	233 375
Brazeau P, Québec	178 100	38 351	245 542
Burey S, Ontario	178 100	58 689	119 975
Busson B, Colombie-Britannique	178 100	107 310	195 738
Vice-présidente de comité	5 115	–	–
Cardozo A, Ontario	178 100	25 911	241 180
Carignan C, Québec	178 100	54 203	239 355
Président de comité	9 965	–	–
Vice-président de comité	11 815	–	–
Clement B, Ontario	178 100	50 971	249 262
Facilitatrice adjointe du Groupe des sénateurs indépendants	28 900	–	–
Cordy J, Nouvelle-Écosse [2]	112 797	85 082	131 923
Vice-présidente de comité	4 243	–	–
Cormier R, Nouveau-Brunswick	178 100	73 188	246 171
Président de comité	10 459	–	–
Cotter B, Saskatchewan [2]	126 873	57 738	168 566
Président de comité	4 493	–	–
Vice-président de comité	4 773	–	–
Coyle M, Nouvelle-Écosse	178 100	66 164	182 770
Cuzner R, Nouvelle-Écosse	178 100	132 732	253 429
Dagenais J-G, Québec [2]	148 947	35 723	211 386
Vice-président de comité	5 115	–	–
Dalphond P J, Québec [3]	178 100	39 606	–
Vice-président de comité	6 700	–	–
Leader du Groupe progressiste du Sénat	22 700	–	736 645
Dasko D, Ontario	178 100	99 169	216 539
Deacon C, Nouvelle-Écosse	178 100	66 771	225 962
Deacon M, Ontario	178 100	62 254	205 971
Dean T, Ontario	178 100	45 922	107 205
Président de comité	8 106	–	–
Dhillon B S, Colombie-Britannique [2]	26 503	24 975	60

Parlement
Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement [1]	Dépenses de bureau
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard	178 100	97 024	220 578
Liaison du Groupe des sénateurs canadiens	3 800	–	–
Duncan P, Yukon	178 100	123 388	254 676
Forest É, Québec	178 100	65 748	200 392
Vice-président de comité	5 115	–	–
Francis B, Île-du-Prince-Édouard	178 100	102 214	212 602
Président de comité	10 459	–	–
Fridhandler D S, Alberta [2]	104 849	70 314	65 155
Gagné R, Manitoba [3]	178 100	81 523	–
Présidente du Sénat	70 600	–	958 160
Galvez R, Québec	178 100	80 207	215 907
Présidente de comité	184	–	–
Gerba A, Québec	178 100	48 032	210 709
Agente de liaison adjointe et Présidente du caucus du Groupe progressiste du Sénat	1 500	–	–
Gignac C, Québec	178 100	43 908	217 443
Gold M, Québec [3]	178 100	48 107	–
Représentant du gouvernement au Sénat	96 900	–	1 255 147
Greene S, Nouvelle-Écosse [2]	122 085	56 624	95 374
Agent de liaison adjoint du Groupe des sénateurs canadiens (ancien)	1 028	–	–
Greenwood M, Colombie-Britannique	178 100	114 743	208 551
Harder P, Ontario	178 100	7 504	190 820
Vice-président de comité	5 115	–	–
Hartling N J, Nouveau-Brunswick [2]	148 417	43 947	132 715
Hay K, Ontario [2]	–	1 222	–
Hébert M, Québec [2]	26 503	1 892	–
Henkel D, Québec [2]	22 793	1 227	791
Housakos L, Québec	178 100	45 845	238 688
Président de comité	10 459	–	–
Whip adjoint de l'opposition	3 300	–	–
Ince T, Nouvelle-Écosse [2]	11 969	5 376	205
Jaffer M S B, Colombie-Britannique [2]	68 463	53 291	72 000
Présidente de comité	5 267	–	–
Karetak-Lindell N, Nunavut [2]	50 749	32 667	15 044
Kingston J, Nouveau-Brunswick	178 100	81 050	157 150
Klyne M, Saskatchewan	178 100	101 224	240 814
Président de comité	10 459	–	–
Kutcher S, Nouvelle-Écosse	178 100	74 168	212 305
Vice-président de comité	5 115	–	–
LaBoucane-Benson P, Alberta [3]	178 100	94 422	–
Coordonnatrice législative du représentant du gouvernement au Sénat	45 800	–	194 245
Agente de liaison du gouvernement au Sénat	3 725	–	–
Lankin F, Ontario [2,3]	98 625	29 563	92 539
Agente de liaison du gouvernement au Sénat (ancienne)	2 099	–	36 414
Lewis T, Saskatchewan [2]	26 503	11 616	7 393
Loffreda T, Québec	178 100	46 456	200 731
Vice-président de comité	5 115	–	–
MacAdam J, Île-du-Prince-Édouard	178 100	72 446	188 062
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse	178 100	78 119	229 051
Président de comité	10 459	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador	178 100	78 475	251 848
Président de comité	10 459	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador	178 100	54 526	221 388
Martin Y, Colombie-Britannique [3]	178 100	96 003	–
Leader adjointe de l'opposition	28 900	–	279 098
Massicotte P J, Québec	178 100	19 930	188 345
Président de comité	10 275	–	–
McBean M, Ontario	178 100	51 428	115 031
McCallum M J, Manitoba	178 100	143 138	234 354
McNair J M, Nouveau-Brunswick	178 100	66 906	203 015

Parlement
Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement [1]	Dépenses de bureau
McPhedran M, Manitoba	178 100	112 462	224 770
Mégie M-F, Québec	178 100	41 144	218 252
Miville-Dechêne J, Québec	178 100	37 601	191 031
Vice-présidente de comité	5 115	–	–
Mockler P, Nouveau-Brunswick [2]	6 432	2 319	9 281
Président de comité	495	–	–
Mohamed F, Ontario [2]	–	3 092	291
Moncion L, Ontario	178 100	52 611	237 107
Présidente de comité	13 700	–	–
Moodie R, Ontario	178 100	100 374	208 715
Présidente de comité	2 315	–	–
Moreau P, Québec [2]	99 439	13 317	100 783
Muggli T, Saskatchewan [2]	111 552	59 813	95 511
Oh V, Ontario [2]	34 136	11 301	48 921
Omidvar R, Ontario [2]	105 871	71 773	131 888
Présidente de comité	8 144	–	–
Osler F, Manitoba	178 100	101 882	220 689
Oudar M, Québec	178 100	34 457	65 366
Pate K, Ontario	178 100	73 050	206 962
Présidente de comité	700	–	–
Patterson D G, Nunavut	–	67 007	–
Patterson R, Ontario	178 100	31 681	235 217
Leader adjointe du Groupe des sénateurs canadiens	14 300	–	–
Petitclerc C, Québec	178 100	28 281	223 838
Vice-présidente de comité	5 115	–	–
Présidente des délibérations pour le Groupe des sénateurs indépendants	3 300	–	–
Petten I G, Terre-Neuve-et-Labrador	178 100	89 985	70 539
Agente de liaison du gouvernement au Sénat	7 840	–	117 963
Plett D N, Manitoba [3]	178 100	187 549	–
Leader de l'opposition	45 800	–	1 053 064
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	178 100	31 544	168 807
Vice-présidente de comité	5 115	–	–
Présidente du caucus conservateur	6 700	–	–
Prosper P J, Nouvelle-Écosse	178 100	139 095	250 064
Pupatello S, Ontario [2]	–	2 208	801
Quinn J, Nouveau-Brunswick	178 100	66 192	229 875
Ravalia M-I, Terre-Neuve-et-Labrador	178 100	107 498	247 385
Richards D, Nouveau-Brunswick	178 100	41 213	135 186
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	178 100	52 606	177 342
Présidente intérimaire	22 064	–	–
Robinson M, Île-du-Prince-Édouard	178 100	115 415	155 175
Ross K, Nouveau-Brunswick	178 100	62 782	141 012
Agente de liaison adjointe du Groupe des sénateurs canadiens	468	–	–
Saint-Germain R, Québec [3]	178 100	79 296	–
Facilitatrice du Groupe des sénateurs indépendants	45 800	–	1 267 232
Seidman J G, Québec [3]	178 100	45 155	–
Présidente de comité	10 459	–	–
Whip de l'opposition	7 800	–	343 294
Senior P, Ontario	178 100	47 437	225 858
Simons P, Alberta	178 100	84 568	254 651
Vice-présidente de comité	5 115	–	–
Smith L W, Québec	178 100	30 182	247 068
Vice-président de comité	6 700	–	–
Sorensen K, Alberta	178 100	111 033	183 518
Surette A W, Nouvelle-Écosse [2]	50 749	12 110	2 587
Tannas S, Alberta [3]	178 100	175 925	–
Leader du Groupe des sénateurs canadiens	22 700	–	712 282
Varone T, Ontario	178 100	38 042	191 841

Parlement
Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2024-2025 – *fin*

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement [1]	Dépenses de bureau
Verner J, Québec	178 100	48 112	219 085
Vice-présidente de comité	5 115	–	–
Wallin P, Saskatchewan	178 100	82 419	231 651
Présidente de comité	10 459	–	–
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador	178 100	129 076	254 069
Vice-président de comité	5 115	–	–
Wells K, Alberta [2]	104 849	33 217	43 430
White J A, Terre-Neuve-et-Labrador	178 100	126 068	179 826
Leader adjointe du Groupe progressiste du Sénat	14 300	–	–
Wilson D, Colombie-Britannique [2]	15 372	20 291	–
Woo Y P, Colombie-Britannique	178 100	120 958	207 039
Président de comité	10 459	–	–
Youance S, Québec [2]	92 019	21 225	35 907
Yussuff H, Ontario	178 100	69 839	234 546
Président de comité	2 353	–	–
Vice-président de comité	4 557	–	–
Total	**18 220 330**	**7 346 692**	**24 587 043**

[1] Incluant les frais de subsistance dans la région du Parlement.
[2] Sénateurs et sénatrices qui ont été nommés, ont pris leur retraite, ont démissionné ou sont décédés au cours de l'exercice financier 2024-2025.
[3] Depuis le 1er avril 2017, le budget des dépenses de bureau des agents supérieurs est consolidé avec le budget des dépenses de bureau des sénateurs.

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Aboultaif Z	203 100	110 268
Aitchison S	203 100	104 389
Albas D	203 100	64 751
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Aldag J	33 850	77 350
Indemnité à titre de président de comité	2 040	–
Alghabra L'hon O	203 100	60 827
Ali L'hon S	203 100	75 138
Allison D	203 100	100 800
Anand L'hon A	203 100	82 129
Anandasangaree L'hon G	203 100	103 332
Angus C	203 100	85 636
Arnold M	203 100	122 942
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Arseneault R	203 100	85 513
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Arya C	203 100	28 631
Ashton N	203 100	173 171
Atwin J	203 100	64 106
Bachrach T	203 100	161 098
Badawey V	203 100	91 778
Bains P	203 100	102 298
Baker Y	203 100	140 518
Baldinelli T	203 100	57 532
Barlow J	203 100	144 618
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Barrett M	203 100	28 535
Barron L M	203 100	98 475
Barsalou-Duval X	203 100	52 200
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Battiste J	203 100	85 473
Beaulieu M	203 100	51 312
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Beech L'hon T	203 100	149 895
Bendayan L'hon R	203 100	20 523
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 753	–
Bergeron S	203 100	67 889
Indemnité à titre de vice-président de comité	8 137	–
Berthold L	203 100	61 283
Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle	19 178	–
Bérubé S	203 100	85 035
Bezan J	203 100	134 409
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Bibeau L'hon M-C	203 100	46 688
Bittle C	203 100	85 678
Blair L'hon B	203 100	72 584
Blanchet Y-F	203 100	72 414
Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition	68 600	–
Blanchette-Joncas M	203 100	114 032
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Blaney R	203 100	122 617
Indemnité à titre de whip en cheffe Autre parti d'opposition	153	–
Block K	203 100	112 230
Blois L'hon K	203 100	122 125
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Boissonnault L'hon R	203 100	128 469
Boulerice A	203 100	49 758
Bradford V	203 100	64 907
Indemnité à titre de présidente de comité	9 200	–
Bragdon R	203 100	107 820

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Brassard J	203 100	64 945
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Brière L'hon É.	203 100	48 689
Brock L	203 100	131 010
Indemnité à titre de vice-président de comité	2 036	–
Brunelle-Duceppe A	203 100	84 583
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Calkins B	203 100	151 607
Cannings R	203 100	98 763
Caputo F	203 100	139 439
Carr B	203 100	103 340
Indemnité à titre de président de comité	9 200	–
Carrie C	203 100	45 828
Casey S	203 100	114 961
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Chabot L	203 100	38 520
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Chagger L'hon B	203 100	68 213
Indemnité à titre de présidente de comité	1 112	–
Chahal G	203 100	160 882
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Chambers A	203 100	81 761
Champagne L'hon F-P	203 100	53 455
Champoux M	203 100	64 457
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Chatel S	203 100	31 508
Chen S	203 100	74 703
Chiang P	203 100	56 518
Chong L'hon M	203 100	62 556
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Collins C	203 100	52 323
Collins L	203 100	124 419
Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition	6 578	–
Cooper M	203 100	115 371
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Cormier S	203 100	72 938
Coteau M	203 100	52 260
Dabrusin L'hon J	203 100	58 283
Dalton M	203 100	159 899
Damoff P	203 100	93 225
Dance L	110 012	36 418
Dancho R	203 100	75 297
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	2 036	–
Davidson S	203 100	85 914
Davies D	203 100	170 308
DeBellefeuille C	203 100	41 425
Indemnité à titre de whip en cheffe Autre parti d'opposition	9 756	–
Deltell G	203 100	54 380
d'Entremont C	203 100	79 624
Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniers	50 100	–
Desbiens C	203 100	120 682
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Desilets L	203 100	55 782
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Desjarlais B	203 100	82 599
Dhaliwal S	203 100	174 859
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Dhillon A	203 100	53 589
Diab L'hon L M	203 100	98 619
Indemnité à titre de présidente de comité	10 573	–
Doherty T	203 100	186 959
Dong H	203 100	36 678

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 − *suite*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Dowdall T	203 100	54 305
Dreeshen E	203 100	95 884
Drouin F	203 100	22 896
Dubourg E	203 100	36 754
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Duclos L'hon J-Y	203 100	66 467
Duguid L'hon T	203 100	101 265
Duncan E	203 100	49 653
Duncan L'hon K	203 100	9 644
Dzerowicz J	203 100	75 561
Ehsassi L'hon A	203 100	85 745
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
El-Khoury F	203 100	49 216
Ellis S	203 100	95 004
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Epp D	203 100	102 236
Erskine-Smith L'hon N	203 100	64 007
Falk R	203 100	137 952
Falk T	203 100	104 014
Fast L'hon E	203 100	120 036
Fergus L'hon G	203 100	4 392
Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes	96 800	–
Ferreri M	203 100	55 220
Fillmore A	84 625	61 247
Findlay L'hon K-L	203 100	92 019
Indemnité à titre de whip en cheffe parti d'opposition	36 000	–
Fisher L'hon D	203 100	77 879
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 059	–
Fonseca P	203 100	92 966
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Fortier L'hon M	203 100	11 502
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	151	–
Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement	9 942	–
Indemnité à titre de whip en cheffe Gouvernement	8 419	–
Fortin R É	203 100	39 703
Indemnité à titre de président de comité	9 645	–
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Fragiskatos P	203 100	87 108
Fraser L'hon S	203 100	67 546
Freeland L'hon C	203 100	72 080
Fry L'hon H	203 100	68 315
Indemnité à titre de présidente de comité	10 573	–
Gaheer I	203 100	84 447
Indemnité à titre de président de comité	1 833	–
Gainey L'hon A	203 100	31 012
Gallant C	203 100	36 890
Garon J-D	203 100	39 707
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Garrison R	169 250	70 395
Gaudreau M-H	203 100	64 752
Indemnité à titre de présidente du caucus Autre parti d'opposition	6 654	–
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Gazan L	203 100	110 256
Généreux B	203 100	75 461
Genuis G	203 100	127 499
Gerretsen L'hon M	203 100	61 358
Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement	19 178	–
Gill M	203 100	228 333
Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition	6 654	–
Gladu M	203 100	61 157

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Godin J	203 100	62 563
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Goodridge L	203 100	108 986
Gould L'hon K	203 100	52 216
Gourde J	203 100	61 628
Gray T	203 100	104 626
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Green M	203 100	60 517
Indemnité à titre de président de comité	9 645	–
Guilbeault L'hon S	203 100	30 154
Hajdu L'hon P	203 100	86 490
Hallan J S	203 100	153 735
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Hanley B	203 100	200 238
Hardie K	203 100	86 563
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Hepfner L	203 100	53 149
Hoback R	203 100	173 840
Holland L'hon M	203 100	93 551
Housefather A	203 100	55 226
Hughes C	203 100	105 037
Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers	15 016	–
Hussen L'hon A	203 100	56 031
Hutchings L'hon G	203 100	102 737
Iacono A	203 100	41 212
Idlout L	203 100	273 546
Ien L'hon M	203 100	54 104
Jaczek L'hon H	203 100	64 149
Jansen T	59 511	27 623
Jeneroux M	203 100	178 651
Jivani J	203 100	64 462
Johns G	203 100	102 353
Joly L'hon M	203 100	30 675
Jones Y	203 100	215 140
Jowhari M	203 100	47 643
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Julian P	203 100	132 336
Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition	19 600	–
Kayabaga L'hon A	203 100	85 650
Kelloway M	203 100	121 022
Kelly P	203 100	85 731
Khalid I	203 100	63 140
Khanna A	203 100	59 855
Khera L'hon K	203 100	80 670
Kitchen R	203 100	96 551
Kmiec T	203 100	90 713
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Koutrakis A	203 100	65 304
Kram M	203 100	53 443
Kramp-Neuman S	203 100	62 773
Indemnité à titre de présidente de comité	9 921	–
Kurek D	203 100	129 823
Kusie S	203 100	119 261
Kusmierczyk I	203 100	73 478
Kwan J	203 100	125 194
Lake L'hon M	203 100	139 993
Lalonde M-F	203 100	31 741
Lambropoulos E	203 100	49 257
Lamoureux L'hon K	203 100	82 300
Lantsman M	203 100	116 926
Lapointe V	203 100	67 814

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Larouche A	203 100	67 508
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Lattanzio P	203 100	40 633
Lauzon S	203 100	23 989
Lawrence P	203 100	56 850
Indemnité à titre de vice-président de comité	2 074	–
LeBlanc L'hon D	203 100	118 307
Lebouthillier L'hon D	203 100	85 893
Lehoux R	203 100	49 757
Lemire S	203 100	102 163
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Leslie B	203 100	127 953
Lewis C	203 100	65 688
Lewis L	203 100	85 177
Liepert R	203 100	84 417
Lightbound L'hon J	203 100	62 164
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Lloyd D	203 100	120 558
Lobb B	203 100	63 890
Long L'hon W	203 100	53 650
Longfield L	203 100	43 575
Indemnité à titre de président de comité	1 373	–
Louis T	203 100	95 978
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
MacAulay L'hon L	203 100	126 722
MacDonald L'hon H	203 100	72 540
Indemnité à titre de président de comité	2 003	–
MacGregor A	203 100	120 170
Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition	6 654	–
MacKinnon L'hon S	203 100	12 453
Maguire L	203 100	94 546
Majumdar S	203 100	84 684
Maloney J	203 100	80 884
Martel R	203 100	84 926
Martinez Ferrada L'hon S	203 100	58 182
Masse B	203 100	67 148
Mathyssen L	203 100	99 160
Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition	6 654	–
May B	203 100	70 610
May E	203 100	101 453
Mazier D	203 100	180 408
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
McCauley K	203 100	135 643
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
McDonald K	203 100	113 685
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
McGuinty L'hon D	203 100	3 685
McKay L'hon J	203 100	70 625
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
McKinnon R	203 100	175 898
Indemnité à titre de président de comité	6 774	–
McLean G	203 100	123 784
McLeod M	203 100	166 699
McPherson H	203 100	130 627
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition	75	–
Indemnité à titre de whip en cheffe Autre parti d'opposition	13 647	–
Melillo E	203 100	163 182
Mendès A	203 100	43 606
Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente adjointe des comités pléniers	15 016	–
Mendicino L'hon M	193 819	91 275

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Miao W	203 100	116 179
Michaud K	203 100	309 092
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Miller L'hon M	203 100	26 716
Moore L'hon R	203 100	53 335
Indemnité à titre de vice-président de comité	3 136	–
Morantz M	203 100	90 176
Morrice M	203 100	73 721
Morrison R	203 100	182 195
Morrissey R	203 100	102 426
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Motz G	203 100	155 671
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 753	–
Murray L'hon J	203 100	130 773
Muys D	203 100	63 505
Naqvi Y	203 100	5 482
Nater J	203 100	65 576
Ng L'hon M	203 100	62 990
Noormohamed T	203 100	130 254
Normandin C	203 100	51 427
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition	6 654	–
O'Connell J	203 100	96 264
Oliphant L'hon R	203 100	92 341
O'Regan L'hon S	203 100	167 599
Patzer J	203 100	109 196
Paul-Hus P	203 100	61 489
Pauzé M	203 100	42 429
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Perkins R	203 100	82 484
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Perron Y	203 100	57 787
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition	4 044	–
Petitpas Taylor L'hon G	203 100	71 547
Plamondon L	203 100	41 983
Poilievre L'hon P	203 100	1 447
Indemnité à titre de chef Opposition officielle	96 800	–
Powlowski M	203 100	91 956
Qualtrough L'hon C	203 100	173 658
Rayes A	203 100	68 467
Redekopp B	203 100	139 827
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Reid S	203 100	166
Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle	13 503	–
Rempel Garner L'hon M	203 100	104 236
Richards B	203 100	90 087
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Roberts A	203 100	85 242
Robillard Y	203 100	31 140
Rodriguez L'hon P	163 790	42 120
Rogers C	203 100	96 917
Romanado S	203 100	77 478
Rood L	203 100	110 382
Rota L'hon A	203 100	37 074
Ruff A	203 100	42 901
Sahota L'hon R	203 100	100 784
Indemnité à titre de whip en cheffe Gouvernement	25 935	–
Sajjan L'hon H S	203 100	207 060
Saks L'hon Y	203 100	70 794

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 – *suite*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Samson D	203 100	91 325
Sarai L'hon R	203 100	120 946
Sauvé L-P	110 012	16 562
Savard-Tremblay S-P	203 100	53 889
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Scarpaleggia L'hon F	203 100	66 885
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Scheer L'hon A	203 100	162 381
Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle	50 100	–
Schiefke P	203 100	57 182
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Schmale J	203 100	166 288
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Seeback K	203 100	120 858
Indemnité à titre de vice-président de comité	3 136	–
Serré M	203 100	71 880
Sgro L'hon J A	203 100	82 823
Indemnité à titre de présidente de comité	10 573	–
Shanahan B	203 100	50 728
Indemnité à titre de présidente du caucus Gouvernement	13 503	–
Sheehan T	203 100	107 340
Shields M	203 100	152 434
Shipley D	203 100	68 456
Indemnité à titre de vice-président de comité	3 136	–
Sidhu L'hon M	203 100	86 294
Sidhu S	203 100	69 263
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Simard M	203 100	102 265
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Sinclair-Desgagné N	203 100	49 677
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Singh J	203 100	191 810
Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition	68 600	–
Small C	203 100	108 832
Sorbara F	203 100	111 331
Soroka G	203 100	146 845
Sousa C	203 100	81 029
Steinley W	203 100	95 203
Ste-Marie G	203 100	44 334
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Stewart D	156 274	51 828
Stewart J	203 100	139 010
St-Onge L'hon P	203 100	51 405
Strahl M	203 100	69 962
Indemnité à titre de vice-président de comité	3 136	–
Stubbs S	203 100	99 729
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Sudds L'hon J	203 100	4 510
Tassi L'hon F	203 100	73 985
Taylor Roy L	203 100	52 858
Thériault L	203 100	53 358
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Therrien A	203 100	51 230
Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition	19 600	–
Thomas R	203 100	90 480
Thompson L'hon J	203 100	81 847
Tochor C	203 100	104 320
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Tolmie F	203 100	88 117
Trudeau Le très hon J	203 100	10 530

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025 − *fin*

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement [1]
Trudel D	203 100	73 717
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Turnbull R	203 100	82 030
Uppal L'hon T	203 100	151 122
Valdez L'hon R	203 100	77 513
Van Bynen T	203 100	72 596
van Koeverden L'hon A	203 100	57 468
Van Popta T	203 100	121 221
Vandal L'hon D	203 100	114 442
Vandenbeld A	203 100	2 332
Vecchio K	203 100	69 891
Indemnité à titre de présidente de comité	652	–
Vidal G	203 100	100 902
Vien D	203 100	45 275
Viersen A	203 100	85 339
Vignola J	203 100	98 718
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Villemure R	203 100	56 807
Indemnité à titre de vice-président de comité	7 170	–
Virani L'hon A	203 100	92 126
Vis B	203 100	131 121
Vuong K	203 100	106 313
Wagantall C	203 100	115 902
Warkentin C	203 100	155 311
Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle	13 503	–
Waugh K	203 100	89 344
Indemnité à titre de vice-président de comité	5 210	–
Webber L	203 100	141 921
Weiler P	203 100	141 283
Indemnité à titre de président de comité	8 458	–
Wilkinson L'hon J	203 100	118 005
Williams R	203 100	49 020
Indemnité à titre de vice-président de comité	2 036	–
Williamson J	203 100	108 949
Indemnité à titre de président de comité	10 573	–
Yip J	203 100	72 844
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	5 210	–
Zahid S	203 100	114 954
Zarrillo B	203 100	105 078
Zimmer B	203 100	228 075
Zuberi S	203 100	140 799
Anciens députés [2]	–	39 486
Total	**69 431 140**	**29 895 519**

[1] Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct à la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale liées à l'utilisation des avions de l'État;
- tous les frais de déplacement des députés engagés pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de cette section intitulé « Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement − Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

[2] Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement
Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2024-2025

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Atwin J	Ministre des Services aux Autochtones	17 500
Badawey V	Ministre des Transports	17 500
	Ministre des Transports et du Commerce intérieur	1 678
Battiste J	Ministre des Relations Couronne-Autochtones	17 500
	Ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	1 678
Bendayan L'hon R	Vice-première ministre et ministre des Finances	14 068
Bittle C	Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	17 500
	Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités et de la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	1 678
Blois L'hon K	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et de la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 152
Brière L'hon É	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social et de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé	14 068
Chatel S	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du Développement économique rural	527
Chiang P	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	19 178
Dabrusin L'hon J	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles	19 178
Damoff P	Ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)	17 500
Drouin F	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	17 500
Duguid L'hon T	Premier ministre et conseiller spécial de l'eau	14 068
Dzerowicz J	Ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires et Amérique latine)	1 678
Fragiskatos P	Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	19 178
Hepfner L	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse	19 178
Housefather A	Présidente du Conseil du Trésor	19 178
Jones Y	Ministre des Affaires du Nord et du ministre de la Défense nationale (Défense du Nord)	17 500
Kayabaga L'hon A	Ministre de la Petite Entreprise	1 152
Kelloway M	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	17 500
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne et de la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 678
Khalid I	Ministre du Revenu national	19 178
Koutrakis A	Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	19 178
Kusmierczyk I	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles	17 500
	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail et de la ministre des Aînés	1 678
Lalonde M-F	Ministre de la Défense nationale	19 178
Lamoureux L'hon K	Leader du gouvernement à la Chambre des communes	19 178
Lapointe V	Ministre des Langues officielles et ministre associée de la Sécurité publique	1 678
Lauzon S	Ministre des Services aux citoyens	19 178
Louis T	Ministre du Patrimoine canadien	1 678
Maloney J	Ministre de la Justice et procureur général du Canada	19 178
May B	Ministre de la Petite Entreprise et de la ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	17 500
	Premier ministre	1 678
Naqvi Y	Ministre de la Santé	17 500
	Ministre de la Santé et de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé	1 678
Noormohamed T	Ministre du Patrimoine canadien	17 500
	Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales (Canada–É.-U.)	1 678
O'Connell J	Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales (Cybersécurité)	17 500
	Ministre de la Sécurité publique (Cybersécurité)	1 678
Oliphant L'hon R	Ministre des Affaires étrangères	19 178
Romanado S	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile	19 178
Samson D	Ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	17 500
Sarai L'hon R	Ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale	19 178
Serré M	Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et du ministre des Langues officielles	17 500
	Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles	1 678
Sheehan T	Ministre du Travail et des Aînés	17 500
	Ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	1 678
Sidhu L'hon M	Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique	19 178
Sorbara F	Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales	1 678
Sousa C	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement	19 178

Parlement
Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2024-2025 − *fin*

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Turnbull R	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	1 524
	Vice-première ministre et ministre des Finances et du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	15 976
	Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales et du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	1 678
van Koeverden L'hon A	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité	17 500
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre des Sports et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies	1 678
Vandenbeld A	Ministre du Développement international	19 178
Zuberi S	Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap	19 178
	Total	**733 765**

Sécurité publique
Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario	415 698 708	46 465 587	462 164 295
Administration régionale – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	34 967 427	171 439	35 138 866
Administration régionale – Ontario, Kingston, Ontario	44 026 271	756 911	44 783 182
Administration régionale – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	37 272 613	1 833 336	39 105 949
Administration régionale – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	47 596 835	963 820	48 560 655
Administration régionale – Québec, Laval, Québec	40 918 069	366 015	41 284 084
Bureaux de district régionaux – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	40 123 286	688 301	40 811 587
Bureaux de district régionaux – Ontario, Kingston, Ontario	105 790 478	391 927	106 182 405
Bureaux de district régionaux – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	69 345 252	318 224	69 663 476
Bureaux de district régionaux – Prairies, Winnipeg, Manitoba	97 610 845	732 907	98 343 752
Bureaux de district régionaux – Québec, Montréal, Québec	85 460 942	2 316 300	87 777 242
Centre fédéral de formation, Laval, Québec	79 424 006	6 884 862	86 308 868
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta	10 862 831	200 642	11 063 473
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan	65 478 474	1 873 545	67 352 019
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	61 347 346	1 319 556	62 666 902
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	12 588 926	–	12 588 926
Centre régional de traitement, Bath, Ontario	17 468 132	14 445	17 482 577
Collège régional de formation du personnel – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	2 353 251	–	2 353 251
Collège régional de formation du personnel – Ontario, Kingston, Ontario	5 905 907	358 248	6 264 155
Collège régional de formation du personnel – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	5 097 532	–	5 097 532
Collège régional de formation du personnel – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	7 264 569	–	7 264 569
Collège régional de formation du personnel – Québec, Laval, Québec	6 368 754	–	6 368 754
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	74 478 706	12 660 623	87 139 329
Établissement de Bath, Bath, Ontario	67 615 834	7 918 681	75 534 515
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario	76 275 955	8 104 732	84 380 687
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta	78 241 718	5 405 489	83 647 207
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario	88 201 548	4 879 487	93 081 035
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec	54 139 354	9 766 059	63 905 413
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta	69 018 421	1 381 320	70 399 741
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta	41 476 724	823 275	42 299 999
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec	66 467 463	5 724 039	72 191 502
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta	71 804 909	5 900 537	77 705 446
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta	49 913 853	8 026 878	57 940 731
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario	106 277 093	14 566 887	120 843 980
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	71 812 493	10 713 807	82 526 300
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec	39 968 398	3 376 260	43 344 658
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	67 667 060	9 000 051	76 667 111
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique	33 459 394	610 136	34 069 530
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique	50 695 379	10 360 621	61 056 000
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique	60 772 474	2 889 263	63 661 737
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	46 508 920	2 816 875	49 325 795
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse	70 762 278	8 032 854	78 795 132
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba	97 646 502	7 234 343	104 880 845
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario	65 722 905	1 182 910	66 905 815
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	44 013 273	2 193 049	46 206 322
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	77 362 202	2 001 749	79 363 951
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	6 805 973	1 626 138	8 432 111
Établissement Joliette, Joliette, Québec	29 059 686	655 367	29 715 053
Établissement Millhaven, Bath, Ontario	72 069 546	1 620 523	73 690 069
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	47 549 982	7 802 180	55 352 162
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse	34 181 923	987 003	35 168 926
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	47 631 182	1 247 312	48 878 494
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique	19 599 012	2 017 941	21 616 953
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	13 308 289	241 573	13 549 862
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan	11 933 708	44 280	11 977 988
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick	99 221 721	8 903 383	108 125 104
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario	1 176 670	249 104	1 425 774
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan	105 286 305	8 713 965	114 000 270
Village de guérison Kwìkwèxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique	10 016 385	916 822	10 933 207
Total	**3 361 113 692**	**246 251 581**	**3 607 365 273**

Section 12

Comptes publics du Canada

2024-2025

Index

Index

	Page	
	Français	*Anglais*
A		
Acquisition de machinerie et matériel	191	189
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	187	185
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers du)	8	33
Autres informations diverses	311	305
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	275	271
Avances à justifier	138	136
B		
Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers du)	19	115
C		
Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers du)	29	8
Commissions	276	272
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers du)	42	44
Créances, radiations ou renonciations	133	131
D		
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres	307	301
Dépenses des cabinets des ministres	284	280
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	312	308
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme, (Bureau du directeur général des élections)	333	306
Détails des dépenses – Deux élections partielles de septembre 2024, (Bureau du directeur général des élections)	333	306
Détails des dépenses – Élection partielle de décembre 2024 dans Cloverdale-Langley City, (Bureau du directeur général des élections)	333	306
Détails des dépenses – Élection partielle de juin 2024 dans Toronto-St. Paul's, (Bureau du directeur général des élections)	333	306
Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat du Conseil du Trésor)	325	337
E		
État des dépenses par établissement, (Service correctionnel du Canada)	348	336
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2024-2025, (Sénat)	334	331
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2024-2025, (Chambre des communes)	338	323
États financiers des fonds renouvelables	7	7
F		
Frais d'études	278	274
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	302	296
Frais de déplacement et de séjour par commission	277	273
Frais de la dette publique	209	207
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunion internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	315	311
G		
Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers du)	56	60
I		
Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*	127	125
M		
Montants adjugés par une cour	239	237
O		
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers du)	65	21
Office national du film, (états financiers de l')	77	68

Index – *fin*

	Page	
	Français	*Anglais*
P		
Paiements à titre gracieux	235	233
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	332	307
Paiements de réclamation contre l'État	216	214
Paiements de réclamation contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour	215	213
Paiements de transfert	201	199
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers du)	96	94
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2024-2025	145	143
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2024-2025	150	148
Pertes de fonds et de biens publics	141	139
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs	158	156
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2024-2025	142	140
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2024-2025	141	139
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers du)	108	58
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés	249	247
R		
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	128	126
Revenus de placements	280	276
S		
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers du)	110	106
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers du)	119	86
Services professionnels et spéciaux	177	175
T		
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2024-2025, (Chambre des communes)	346	321
Traitements et indemnités aux ministres d'États (Bureau du Conseil privé)	331	335